



Les policiers en colère manifestent à nouveau samedi à Paris

APRÈS le Syndicat national des officiers de police, la semaine dernière, c'est au tour de l'UNSA, le principal syndicat des gardiens de la paix et des CRS, de manifester, samedi 17 novembre, à Paris. « Le gouvernement doit annoncer au plus vite un plan stratégique qui comprenne un renforcement des effectifs et une revalorisation des salaires », affirme son secrétaire général.

De 1997 à 2002, les effectifs de la police, si l'on prend en compte les emplois-jeunes, sont passés de 125 000 à 145 000, soit une augmentation de plus de 15 %. Les policiers affirment cependant que leurs conditions de travail se dégradent. « On a le sentiment d'une police au rabais », affirme un lieutenant. « Le métier se complique sans cesse », ajoute un policier de Besançon.

Lire page 12

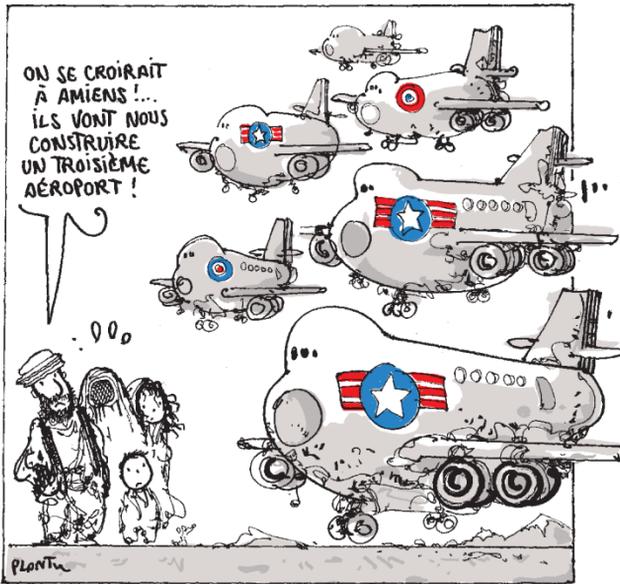
L'étau se resserre sur Oussama Ben Laden

● Les Américains intensifient la traque des dirigeants d'Al-Qaida ● De nouveaux éléments sur l'implication de Ben Laden dans les attentats du 11 septembre ● Les chefs de guerre anti-talibans se partagent l'Afghanistan ● L'Alliance du Nord refuse qu'une force multinationale assure la sécurité du pays ● Les premiers soldats français en route pour Mazar-e-Charif

SOMMAIRE

● **En Afghanistan** : Les Américains affirment avoir tué plusieurs dirigeants d'Al-Qaida. Les talibans sont encerclés dans leur fief de Kandahar. Leur débâcle laisse un pays divisé selon des lignes ethniques et émietté par des commandants locaux, rapporte Françoise Chipaux. *Le Monde* dresse les portraits de six d'entre eux et celui de Burhanuddin Rabbani, l'ancien président, de retour à Kaboul. Notre envoyé spécial dans la capitale afghane, Remy Ourdan, a rencontré un homme qui a été pendant deux ans l'employé du mollah Omar. La chronique de Pierre Georges. p. 2, 3 et 34

● **La guerre contre Al-Qaida** : Les Etats-Unis intensifient la traque d'Oussama Ben Laden et la destruction de ce qui reste des forces talibanes. La sécurité de Mazar-e-Charif devrait être assurée par des soldats américains, français et jor-



daniens. Une soixantaine de militaires devaient ainsi quitter la France, vendredi 16 novembre. Le Bundestag vote vendredi sur l'engagement de forces allemandes. L'Alliance du Nord refuse une force multinationale. Entretien avec Olivier Roy : « Les talibans ne sont pas des guérilleros. » La Grande-Bretagne publie de nouveaux éléments sur l'implication d'Al-Qaida dans les attentats du 11 septembre. p. 4 à 6

● **Au Proche-Orient** : Reportage dans un village israélien, « La vraie solution c'est la paix, mais est-ce encore possible ? ». Les points de vue de Robert Malley et Zeev Sternhell. p. 8 et 17

● **Conséquences économiques** : L'Insee prévoit un effondrement des investissements industriels en 2002. Les cours du pétrole ont fortement baissé. p. 20 et 34

► www.lemonde.fr/dossier-special



PAR SYLVIE KAUFFMANN

Amérique en guerre

4. Dans le Tennessee

Dernier épisode du retour de Sylvie Kauffmann aux Etats-Unis. Aujourd'hui le Tennessee, où monte la ferveur religieuse, dans les églises et les synagogues. p. 16

Un intérim pour M. Jospin ?

LE PREMIER MINISTRE cherche une solution pour échapper au piège de la cohabitation lorsqu'il se portera officiellement candidat à la présidentielle. À qui confier les rênes de l'action gouvernementale durant la campagne électorale ? L'idée d'un intérim, qui pourrait être confié à Laurent Fabius, est jugée « juridiquement douteuse » à Matignon. Le directeur du cabinet de Lionel Jospin, Olivier Schrameck, pourrait aussi tenir les commandes. Professeur de droit et ancien conseiller de Michel Rocard, Guy Carcassonne recommande « l'intérim informel » pour régler cette difficulté.

Lire page 10

► www.lemonde.fr/presidentielle2002

Pour aider les Afghans, le HCR vend un maillot d'Anelka et un tabouret doré

C'EST une vente aux enchères particulière qu'organise eBay.fr, un des grands sites de commerce en ligne. Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), agence des Nations unies, vient de lancer une collecte de fonds exceptionnelle au profit des réfugiés afghans. Une trentaine de lots, constitués de pièces uniques données par des personnalités du monde du spectacle, des sportifs ou des artistes, sont ainsi proposés pour des « enchères exceptionnelles » sur la page d'accueil du site Internet (www.eBay.fr). La mise à prix unique a été fixée à 1 franc.

Un tabouret doré, création du designer Philippe Starck ; un morceau du mât d'Aquitaine-Innovations, le bateau naufragé d'Yves Parlier ; un « story-board » de Jean-Jacques Beineix dédié à Ronaldinho ; une combinaison portée par le coureur automobile Paul Belmondo ; une journée d'entraînement à Chelsea avec Marcel Desailly ; le double disque d'or *Tostaky* du groupe Noir Désir ; une montée des marches du Festival de Cannes en mai 2002... La liste surprend. « C'est une première pour le HCR. Mais pour récolter de l'argent dans la situation actuelle, toutes les

idées sont bonnes à prendre », remarque Emmanuelle Rouffi, directrice d'Action réfugiés.

L'Organisation des Nations unies avait lancé un cri d'alarme fin septembre en annonçant avoir besoin de 250 millions de dollars pour faire face à la crise en Afghanistan et à l'arrivée massive de réfugiés dans les pays voisins. En quelques semaines, les arrivées s'étaient faites nombreuses : plus de 4 000 personnes traversaient quotidiennement la frontière vers le Pakistan. Le HCR estime qu'au moins 130 000 Afghans ont fui vers ce pays en deux mois. Plusieurs milliers d'autres campaient en plein air près de la frontière iranienne. Prises au piège par les talibans et la fermeture des frontières, des dizaines de milliers de familles tournaient en rond à l'intérieur du pays. Avec la chute de Kaboul, de nombreux réfugiés prennent le chemin du retour. « Notre souci est maintenant de pouvoir accueillir tous ceux qui vont rentrer. Nous devons leur fournir en urgence un toit, des couvertures, de quoi se nourrir », assure Corinne Perthus, porte-parole du HCR. L'Unicef a de son côté alerté sur le sort des enfants : « 100 000 morts d'enfants sont attendues cet

hiver si l'aide n'arrive pas plus rapidement », souligne un rapport rendu public le 15 octobre.

Malgré cette situation dramatique, l'aide des pays donateurs arrive au compte-gouttes. Les 50 millions de dollars nécessaires à l'accueil de la première vague de réfugiés ont été réunis avec deux mois de retard, grâce aux dons des gouvernements italien, allemand, néerlandais, danois, américain ou anglais. Pas un franc par contre n'a été versé par la France. « On a beaucoup de mal à collecter des fonds », reconnaît M^{me} Perthus.

Le HCR s'est donc tourné vers les dons privés et l'opinion publique. L'actrice Angelina Jolie - Lara Croft au cinéma - a versé 1 million de dollars. Au terme de la première semaine d'enchères, des particuliers s'étaient déjà portés candidats pour acquérir certains lots de la vente du HCR. Les plus prisés sont montés à plus de 4 000 francs, comme le disque de Noir Désir et la journée avec Marcel Desailly.

Sylvia Zappi

► www.lemonde.fr/11septembre2001

Un Américain à la tête de Lazard



BRUCE WASSERSTEIN

MICHEL DAVID-WEILL, président de la banque Lazard, a choisi un successeur, Bruce Wasserstein, un Américain dont la réputation n'est plus à faire dans le monde de la finance. Ce banquier devra donner un nouveau souffle à une banque fragilisée par des tensions internes.

Lire page 20

Afrique CFA 1 000 F CFA, Algérie, 35 DA, Allemagne, 3 DM (1,53 €); Antilles-Guyane, 10 F (1,52 €); Autriche, 25 ATS (1,82 €); Belgique, 49 FB (1,21 €); Canada, 2,50 \$ CAN; Danemark, 15 KRÖ; Espagne, 250 PTA (1,50 €); Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR (1,47 €); Irlande, 1,40 £ (1,78 €); Italie, 3000 L (1,55 €); Luxembourg, 46 FL (1,14 €); Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRÖ; Pays-Bas, 3,30 FL (1,50 €); Portugal cont., 300 ESC (1,50 €); Réunion, 10 F (1,52 €); Suède, 16 KRÖ; Suisse, 2,40 FS; Tunisie, 1,5 DT; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1117 - 7,90 F - 1,20 €



Constitution : l'exception française

OLIVIER SCHRAMECK, dans son livre *Matignon rive gauche*, décrit la cohabitation comme une « guerre de tranchées ». On ne saurait mieux dire. En 1914, cette forme de guerre n'avait été ni désirée ni prévue. Pas plus que la cohabitation n'avait été voulue par l'inspirateur de la Constitution de 1958.

Le général de Gaulle souhaitait que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif « soient nettement séparés et fortement équilibrés » (discours de Bayeux, 16 juin 1946) et que « le pouvoir exécutif ne procède pas du législatif, même par une voie détournée qui serait inévitablement celle des empiètements et des marchandages » (discours d'Epinal, 19 octobre 1946). Mais, en 1958, sous la pression de Guy Mollet, il admettait que « le gouvernement doit être responsable vis-à-vis du Parlement », tout en continuant d'affirmer que « le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif doivent être effectivement séparés » (déclaration d'investiture, 1^{er} juin 1958). De deux principes contradictoires, il ne pouvait résulter qu'une contradiction.

Contradiction que le principal rédacteur de la Constitution, Michel Debré, reconnaissait :

« Lorsqu'il y a opposition entre la majorité présidentielle et la majorité législative, il y a tentation de conflits. (...) Il est normal, alors, que la primauté soit au premier ministre, même si, comme je crois, le cas apparaît comme une exception qui ne peut durer au-delà de la consultation électorale suivante. (...) Cette souplesse de nos institutions permet de considérer qu'elles sont bien adaptées à notre temps et à notre pays » (allocation pour le 40^e anniversaire du discours de Bayeux, juin 1986).

Que l'auteur défende son texte n'étonnera personne, et Michel Debré, dans ses *Mémoires* (tome II, 1988, p. 419), poussera même l'honnêteté jusqu'à préciser qu'« [il] avait toujours dit que la "cohabitation" était prévue par la Constitution ». Son interprétation est simplement contraire à celle du général de Gaulle, qui a toujours voulu subordonner le gouvernement au président de la République pour renforcer l'exécutif et non l'affaiblir en le divisant.

Jean-Claude Casanova pour *Le Monde*

Lire la suite page 18



RUGBY

Un bleu chez les Bleus

Une semaine après le rafraîchissant succès enregistré devant l'Afrique du Sud (20-10), le XV de France doit se mesurer à l'Australie, championne du monde en titre, samedi 17 novembre, à Marseille. Fidèle à sa politique de rajeunissement, l'entraîneur, Bernard Laporte, a sélectionné le jeune Toulousain Frédéric Michalak, dix-neuf ans (à gauche sur la photo), au poste de demi d'ouverture. p. 25



PATRIMOINE PARISIEN

Les Récollets renaissent

Fondé en 1604 par Henri IV, l'ancien couvent du 10^e arrondissement de Paris était menacé de tomber en ruine. Après dix ans de projets avortés et de batailles associatives et politiques, les travaux de réhabilitation ont commencé pour transformer le bâtiment en cité d'artistes et de chercheurs, sur le modèle de la Villa Médicis à Rome. p. 29

International.....	8	Tableau de bord.....	22
France.....	10	Aujourd'hui.....	25
Société.....	12	Météorologie-Jeux.....	28
Carnet.....	14	Culture.....	29
Régions.....	15	Guide culturel.....	31
Horizons.....	16	Kiosque.....	32
Entreprises.....	19	Abonnements.....	32
Communication.....	21	Radio-Télévision.....	33

GUERRE Les combats se poursuivent, vendredi 16 novembre, autour de Kandahar, « capitale » du mollah Omar et de Kunduz, où 30 000 talibans, selon l'Alliance du

nord, seraient retranchés. Les Américains, de leur côté, ont annoncé avoir tué plusieurs dirigeants d'Al-Qaïda lors de bombardements. ● La traque d'Oussama Ben Laden s'inten-

sifie avec l'envoi par les Etats-Unis de commandos spéciaux chargés de le capturer. ● A Kaboul, les dirigeants de l'Alliance du Nord ne veulent pas d'un déploiement d'une for-

ce multinationale de sécurité. Ils assurent faire régner « l'ordre dans les zones libérées ». Des soldats français devraient très rapidement assurer une mission de sécurité à

Mazar-e-Charif. ● Selon le chercheur Olivier Roy, le Pakistan est le grand perdant de l'opération militaire ayant entraîné la chute du régime des talibans.

Les combats se concentrent à Kandahar, dernier fief des talibans

Les troupes du mollah Omar et les combattants arabes et pakistanais d'Al-Qaïda défendent avec acharnement la dernière grande ville qui n'est pas tombée aux mains de l'opposition armée. Dans le sud, les chefs pachtounes reprennent dans le désordre le contrôle de leurs provinces

L'ALLIANCE du Nord a capturé plusieurs hauts dignitaires d'Al-Qaïda a affirmé un responsable américain de la défense mais Oussama Ben Laden comme le mollah Omar restent introuvables même si l'état se resserre autour d'eux. De violents combats se poursuivent à Kandahar alors que les bombardements américains continuent pour favoriser l'offensive des forces anti-talibans.

Dans le nord du pays, une seule poche de résistance subsiste, à Kunduz, où sont acculés « jusqu'à 30 000 talibans, dont plus de 10 000 mercenaires étrangers » (des Tchétchènes, des Pakistanais et des Ouïghours) selon un haut responsable militaire de l'Alliance

du nord. La force de sécurité internationale commence à se mettre en place pour acheminer l'aide humanitaire. Une centaine de Britanniques sont arrivés à Bagram, au nord de Kaboul et une soixantaine de soldats français sont partis vendredi de la base aérienne d'Isfres, dans les Bouches-du-Rhône.

● **Le retour des seigneurs de guerre.** Avec le démantèlement du régime taliban, les différents seigneurs de guerre qui avaient plongé l'Afghanistan dans l'anarchie de 1992 à 1996 retrouvent leur pouvoir dans cette période d'incertitudes qui précède la mise en place d'un gouvernement intérimaire. L'Afghanistan se retrouve pratiquement cinq ans en arrière,

profondément divisée selon des critères ethniques. L'illustration en est fournie par la situation à Jalalabad occupée par trois forces différentes et potentiellement ennemies. En revanche, le calme règne à Kaboul où les habitudes du passé ont vite repris le dessus (lire ci-dessous).

● **Dans la maison du mollah Omar.** « Le mollah Omar est un sauvage » ne craint plus de dire Mohamed Sharef, ouvrier en bâtiment qui pendant deux ans a travaillé à la construction de plusieurs maisons et galeries dans une colline pour le chef suprême des talibans à Kandahar. La colline sert de base militaire. Muhamed Sharef raconte ce que fut sa vie chez ce guide

religieux qui voue un amour particulier aux vaches, objet de tous ses soins (lire page 3).

● **L'Alliance du Nord refuse la force internationale.** Pour le docteur Abdullah Abdullah, chef de la diplomatie du front uni une force internationale n'est pas « nécessaire » car « il n'y a pas de risque de guerre et nos forces de sécurité assurent l'ordre dans les territoires libérés ». Selon Washington, plusieurs chefs d'Al-Qaïda auraient été tués mardi dans le bombardement de deux maisons à Kaboul et à Kandahar. Les Etats-Unis sont en train d'adapter leur stratégie à l'évolution rapide de la situation sur le terrain. L'intensité des bombardements va diminuer et la traque de

Ben Laden va s'intensifier avec la présence au sol de commandos américains qui agissent désormais à découvert (lire page 4).

● **Fin du sommet Bush-Poutine.** Le sommet américano-russe s'est achevé, jeudi 15 novembre, à Crawford, petite bourgade proche de Waco (Texas) où le président Bush détient un ranch. Les Etats-Unis ont refusé toute discussion sur la réduction de 6 000 à un niveau situé entre 1 700 et 2 200 des têtes nucléaires opérationnelles, d'ici à la fin de la décennie. Le Congrès a décidé de confier la sécurité des aéroports et le contrôle des passagers à des agents fédéraux. Jusqu'à présent, cette tâche était confiée à des sociétés

privées souvent peu rigoureuses (lire page 5).

● **La stratégie américaine.** Pour Olivier Roy « le but des Américains, ce n'est pas Ben Laden mais la destruction même de l'idée de sanctuarisation du terrorisme. Ils veulent neutraliser l'Afghanistan. Ils ne croient pas aux talibans modérés. Ils n'en ont parlé que pour faire plaisir au Pakistan. La solution politique, c'était une blague. Le Pentagone n'a rien fait pour empêcher la prise de Kaboul. » Dick Cheney, le vice-président américain, a d'ailleurs décerné un satisfecit aux chefs de l'Alliance du Nord, affirmant qu'ils avaient agi « de façon responsable » en prenant Kaboul (lire page 6).

De Jalalabad à Mazar-e-Charif, les seigneurs de la guerre tentent de se partager l'Afghanistan

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Afghanistan, année zéro. La débâcle des talibans, sept ans après leurs débuts, ramène l'Afghanistan là où il en était en 1996, divisé selon des lignes ethniques et émietté selon le bon vouloir de commandants locaux qui ont très vite repris leurs habitudes. L'Alliance du Nord, coalition de minorités ethniques, tadjik, ouzbek et Hazara, domine le nord du pays. Dans le sud, à majorité pashtoun, ce sont effectivement des commandants pashtouns qui s'emparent du pouvoir ou se le disputent comme à Jalalabad, la grande ville de l'est afghan, non loin de la frontière pakistanaise.

La situation demeure extrêmement tendue dans cette ville où les hommes de plusieurs anciens commandants, armés de lance-roquettes et de Kalashnikovs, déambulent dans les rues à la grande peur des habitants. Remi-

se par les talibans à leur ancien maître Mohammed Younés Khalis, chef de sa faction du Hezb-i-Islami, qui y a nommé comme gouverneur le commandant Awa Gul, la province du Nangarhar avec sa capitale Jalalabad est occupée aujourd'hui par trois forces potentiellement ennemies.

La première est celle de Haji Qadeer, l'ancien gouverneur de la province jusqu'à l'arrivée des talibans en 1996 et frère d'Abdul Haq, commandant pashtoun exécuté par les talibans pour avoir tenté d'initier une révolte contre eux en octobre. La deuxième est celle de Haji Mohammed Zaman Ghamshareek. Rentré de Dijon, il espère bien de nouveau avoir sa part du gâteau dans cette province réputée pour sa production d'opium et s'est allié à Haji Deen Mohammed, autre frère d'Abdul Haq. La troisième est celle de Hazrat Ali. Il attend le résultat des négociations avec les chefs tri-

baux pour déterminer sa conduite. Dans toutes les provinces du sud, les anciens commandants qui sous le règne des talibans étaient restés discrets reprennent du service. Evacuée, selon un responsable taliban, sur ordre du chef suprême des talibans, mollah Mohammed Omar, la province de Ghazni, a été remise à au moins quatre commandants. Ils appartiennent à des partis moujahidins différents, dont le Harakat-i-Islami du chiite Mohammad Asif Mohseni, et le Harakat-i-Inqilab-i-Islami de Mohammad Nabi Mohammedi.

TENTATIVE DE SOULÈVEMENT

Les chiites ont traditionnellement une forte présence à Ghazni. La situation n'est pas claire dans les provinces orientales de Paktika, Paktika et Khost, où le commandant Jalaluddin Haqqani, ministre des frontières chez les talibans, aurait « retiré son turban » pour reprendre son indépen-

dance et garder son pouvoir. Fief des talibans et ville de résidence de mollah Omar, Kandahar, toujours violemment bombardée par l'aviation américaine, serait tou-

jours à Kandahar où, d'après un responsable taliban, le mollah Abdullah, il commande toujours les troupes qui lui reste.

Un ancien commandant de Kan-

Des missiles franco-allemands découverts à Kaboul

Des miliciens talibans, qui ont fui Kaboul mardi 13 novembre, ont abandonné derrière eux, dans une maison du quartier de Karte Parwan, vingt-deux missiles antichars Milan, de conception franco-allemande, et des manuels de fabrication d'explosifs à base de formules chimiques sur le nitrate d'ammonium et la nitroglycérine. Un passeport bosniaque et un agenda, écrit en français et portant la mention « téléphoner de la part de papa » à côté de numéros de téléphone en Allemagne, ont aussi été découverts. Les Milan étaient stockés dans l'entrée et le sous-sol de la maison.

Du temps du commandant Massoud, l'opposition aux talibans avait reçu quelques fournitures militaires par le biais des services spéciaux français. Les Milan pourraient provenir des armes prises, lors de combats anciens, par les talibans aux forces de l'Alliance du Nord ou de stocks laissés par celle-ci quand elle était à Kaboul de 1992 à 1996. - (AFP.)

Burhanuddin Rabbani, président, concurrent de l'ex-roi

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Avec sa barbe blanche bien taillée, ses manières suaves, sa voix douce qu'on entend à peine, il incarne mal la présidence d'un pays dans lequel la violence prévaut depuis longtemps sur la politique. A soixante et un ans, Burhanuddin Rabbani n'est pourtant pas un novice, et ce Tadjik né à Faizabad, la capitale du Badakhshan, a démarré sa carrière dès la fin des années 1950 sur le campus de l'université de Kaboul, où il professe les sciences de l'islam, qu'il a étudiées à l'université Al-Azhar du Caire et à Kaboul. Père fondateur du mouvement islamique anticommuniste, il s'oppose dès la fin des années 1960 aux réformes quelque peu libérales du roi Zaher Chah, qu'il accuse alors de sympathies communistes. En 1971, deux ans avant le renversement du roi, il devient le chef du Jamiat-e-Islami (Société islamique d'Afghanistan) et n'aura de cesse de dénoncer les « collusion » du régime avec les communistes. En 1974, il fuit au Pakistan pour chercher l'aide de ce pays contre les tendances gauchistes du régime afghan. Les tentatives du Jamiat-e-Islami pour renverser le régime du prince Daoud sont un échec et provoquent la rupture entre Rabbani et Gulbuddin Hekmatyar, qui forme alors le Hezb-e-Islami.

M. Rabbani passe les années du djihad contre l'Union soviétique (1979-1989) à Peshawar, capitale des mouvements de résistance. Grâce à des commandants célèbres, dont Ahmed Chah Massoud et Ismaïl Khan, le Jamiat-e-Islami fait une résistance remarquable et, en 1989, le parti a près de 20 000 combattants, en majorité tadjiks, du nord et de l'ouest de l'Afghanistan. Rentré à Kaboul avec les moujahidins en 1992, Burhanuddin Rabbani succède en juin à Sibghatullah Mojaddedi comme président du Conseil islamique intérimaire. Contrairement toutefois aux accords prévus, et avec l'aide de son ministre de la

défense, Ahmed Chah Massoud, M. Rabbani s'accroche au pouvoir et, en décembre, il se fait élire président de l'Etat islamique d'Afghanistan et désigne comme premier ministre Gulbuddin Hekmatyar. Fidèle à ses croyances - n'a-t-il pas traduit en persan Sayed Qotb, l'idéologue des Frères musulmans égyptiens -, Rabbani tente d'imposer une transformation de la société afghane en accord avec le Coran et la charia.

LUTTES SANGLANTES

La présidence de Rabbani à Kaboul, marquée par les plus sanglantes luttes entre les moujahidins, qui se déchirent pour le pouvoir, prend effectivement fin en septembre 1996 avec l'arrivée des talibans à Kaboul. Rabbani fuit avec Massoud dans le nord-est de l'Afghanistan avant de s'installer de nouveau à Faisabad, où il vit parmi les siens. Toujours reconnu par les Nations unies comme le président d'Afghanistan, il se manifeste de temps à autre, mais ses rapports tendus avec Massoud n'aident pas à la cohésion d'une opposition qui s'émiette. Ces derniers mois, très critique du rapprochement opéré par Massoud avec la Russie, Rabbani s'était de nouveau lié à un autre ultrafondamentaliste membre de l'Alliance du Nord, Abdul Rassoul Sayyaf.

Toutefois, et compte tenu des appels internationaux à l'ex-roi Zaher Chah, qui menace son pouvoir théorique et sa voix à l'ONU, M. Rabbani s'est rendu à Moscou pour obtenir le soutien d'une grande puissance. Le président, qui n'a jamais caché son goût du pouvoir, estime sans doute avoir encore une carte à jouer. Le roi ne fait pas l'unanimité dans la communauté internationale et, après tout, il est encore aux yeux du monde le président légitime de l'Afghanistan. Il n'a plus toutefois, aujourd'hui, les soldats de Massoud pour défendre le pouvoir des Tadjiks.

Fr. C.

jours aux mains des talibans. Selon Gulbuddin Hekmatyar, qui de sa résidence de Téhéran, a apporté son soutien aux talibans, ceux-ci « contrôlent toujours Kandahar et sa province et ils ont décidé de les défendre tout comme les provinces voisines d'Helmand et Zabol ».

Les talibans ont aussi repris une partie du contrôle de la province d'Uruzgan (centre-est), qui était tombée la veille aux mains de chefs locaux, à d'autre part indiqué l'opposant royaliste, Hamid Karzai. Il affirme pour sa part se trouver depuis deux semaines dans cette province pour soulever les tribus contre les talibans. Apparemment, mollah Omar est tou-

dahar, le mollah Malung a lui aussi affirmé après une rencontre des chefs tribaux de la région : « *Il les talibans ont toujours leur propre gouvernement dans la province de Kandahar, et il est stable* ». Les chefs tribaux pourraient envoyer une délégation à Kandahar pour y rencontrer mollah Omar. La plupart du noyau dur des talibans sont issus de cette région et font partie des tribus qui ont donné des fils aux talibans. Ici comme dans la majorité des régions pashtounes, les tribus ne veulent pas de l'Alliance du Nord et ont exhorté ses représentants à rester à l'écart de Kandahar. « *Il nous ne les laisserons jamais venir et prendre la ville* », a assuré le commandant Malung.

ACCROCHAGES

La situation est plus tendue à Mazar-e-Charif, où des accrochages ont déjà opposés les ouzbeks de Abdul Rachid Dostom aux chiites de Mohammed Mohaqiq. Pressé de retrouver son pouvoir sur cette province qu'il avait gérée comme un état quasi indépendant, Rachid Dostom s'est entouré d'un quasi cabinet composé de ses amis, ex généralistes communistes. L'arrivée de troupes étrangères à Mazar-e-Charif pourrait contrarier ses plans.

Le calme apparent qui règne à Kaboul ne saurait masquer le fait que la plupart des protagonistes de l'Alliance du Nord, le pashtoun Abdul Rasul Sayyaf, le Tadjik Qanouni, le chiite Anouari, ont envoyé leurs hommes dans la capitale avec la tension que cela induit. L'Afghanistan pourrait ainsi retrouver ses démons du passé.

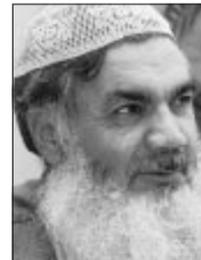
Françoise Chipaux

Des figures de légende



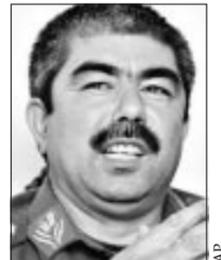
ABDULLAH ABDULLAH
Ministre des affaires étrangères de l'Alliance

■ Panchiri, docteur en médecine, porte-parole d'Achmed Chah Massoud durant le séjour à Kaboul de 1992 à 1996, Abdullah Abdullah est, depuis le retrait de Kaboul, le visage le plus connu, avec Massoud, de l'opposition afghane aux talibans. Jamais en reste d'une déclaration dont l'exacritude n'est pas forcément le critère si cela peut servir la cause, Abdullah, qui occupe aujourd'hui le poste de ministre des affaires étrangères de l'Alliance du Nord, était un très proche de Massoud. Toujours aux quatre coins de la planète pour défendre la cause de l'opposition, il a installé sa famille à New Delhi, où il se rend régulièrement.



ISMAÏL KHAN
Le seigneur de Herat

■ A 54 ans, ce nationaliste intrinséquant a retrouvé son fief après six ans d'exil ponctué de trois ans d'emprisonnement chez les talibans à qui l'avait livré un dirigeant d'alors de l'Alliance du Nord. Militaire de carrière, il avait acquis sa réputation quand en 1979, il avait massacré 350 conseillers soviétiques et leurs familles. La répression fut féroce et à l'origine d'une mutinerie dans les rangs soviétiques. Au sommet de sa gloire, ce fils d'une famille de paysans pauvres de Shindand, au sud d'Herat, régnait sur cinq provinces de l'ouest afghan et s'était fait construire un palais à Herat avant de succomber à la vague des talibans en 1995.



ABDUL RACHID DOSTOM
Le potentat de Mazar-e-Charif

■ Ce seigneur de la guerre ouzbek n'a pas perdu de temps pour rétablir son pouvoir et il n'entend pas plus que dans le passé le partager dans son fief de Mazar-e-Charif. Fils de paysans sans terre, né en 1954 dans la province de Jowzjan, Dostom n'a fréquenté que quelques années l'école. Il reçoit son entraînement militaire en URSS dans les années 1980 et monte en grade dans l'armée de Najibullah où il s'illustre contre les moujahidines. Brutal, sans scrupule et sans principes, il s'est allié avec toutes les factions Afghanes et a reçu de l'aide de quasiment tous les pays étrangers engagés en Afghanistan.

www.recensement.insee.fr



L'accès direct aux résultats du recensement de la population de 1999 pour le département, la commune, le canton, l'agglomération...





Des chefs talibans tués ou capturés

PLUSIEURS CHEFS talibans et du réseau Al-Qaïda ont été tués au cours de bombardements américains sur Kaboul et sur Kandahar mardi et mercredi, selon Washington. La porte-parole du Pentagone, Victoria Clarke, a fait état de leur mort en rapportant, jeudi 15 novembre, le bombardement de deux bâtiments spécifiques, l'un dans la capitale et l'autre dans le quartier général des talibans, mais en précisant qu'il n'y avait « aucun indice » qu'Oussama Ben Laden ou le chef suprême des talibans, le mollah Omar, fussent parmi les victimes.

Dans le Nord, selon Washington, l'Alliance du Nord affirme avoir capturé de hauts dignitaires du réseau Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. Leur nombre et leur identité n'ont pas été révélés, mais un responsable du Pentagone a affirmé qu'il s'agissait apparemment de « certains chefs de haut rang » de l'organisation, indiquant toutefois qu'Oussama Ben Laden ne faisait pas partie des hommes capturés par l'Alliance.

Tayeb Agha, porte-parole des talibans, interrogé par la télévision qatarie Al-Jazira, a affirmé que Ben Laden et le mollah Omar étaient toujours « à l'intérieur de l'Afghanistan » et en « bonne santé ». Le secrétaire à la défense américain, Donald Rumsfeld, a estimé que Ben Laden va peut-être tenter de fuir l'Afghanistan. « A mon avis, il va probablement tenter de prendre un hélicoptère dans une de ces vallées difficiles à trouver », a déclaré le ministre au New York Times.

A Kandahar, d'intenses bombardements américains dans la nuit de jeudi à vendredi auraient détruit un bâtiment du ministère des affaires étrangères des talibans situé dans l'est de la ville et auraient fait 11 morts et plus de 25 blessés civils, selon l'agence Afghan Islamic Press (AIP), bilan invérifiable de source indépendante. Le leader anti-talibans Hamid Karzaï, qui tente de convaincre les talibans de livrer pacifiquement le contrôle de la ville, a déclaré à l'Agence France-Presse

que les talibans étaient toujours maîtres de la ville vendredi matin. A Herat (Ouest), le chef de guerre Ismaïl Khan, vieil ennemi des talibans, s'est dit résolu, vendredi, à marcher sur Kandahar, bien que les dirigeants pachtoune de la région soient opposés à ce qu'une force extérieure prenne la ville.

Dans la seule poche substantielle de résistance subsistant dans le Nord, Kunduz, se trouvaient toujours retranchés, vendredi, « jusqu'à 30 000 talibans, dont plus de 10 000 mercenaires étrangers, des Tchétchènes, des Pakistanais et des Ouïghours », selon l'Alliance. La ville est entourée de milliers de combattants moudjahidins, toutefois moins nombreux que les talibans.

ENTRETIEN AVEC LE MOLLAH

L'hypothèse d'une reddition des chefs talibans a été exclue par le mollah Omar dans les réponses qu'il a fournies à la BBC lors d'une conversation téléphonique par satellite jeudi. Interrogé sur ce point, il a indiqué : « Tous les talibans sont modérés. Il y a deux choses : l'extrémisme et le conservatisme. Dans un sens, nous sommes tous des modérés, nous suivons la voie médiane. La lutte pour la formation d'un gouvernement d'union nationale dure depuis vingt ans, mais elle a échoué. Nous n'accepterons pas un gouvernement de malfaiteurs, nous préférons mourir plutôt que de participer à un gouvernement malfaisant. Voilà ce que je prédis. Vous pouvez me croire ou pas, ça vous regarde. Mais attendons de voir. »

Le mollah Omar avait auparavant déclaré : « La situation actuelle en Afghanistan est liée à une cause plus grande, à savoir la destruction de l'Amérique. (...) Le projet se poursuit et, si Dieu le veut, il est en train d'être mis en œuvre. Mais c'est une tâche immense, qui dépasse la volonté et la compréhension des êtres humains. Avec l'aide de Dieu, cela arrivera à brève échéance. Gardez cette prédiction à l'esprit. » - (AFP, Reuters.)

Moi, Mohammed Charef, ouvrier en bâtiment, ayant vécu deux ans chez le mollah Omar

Il a travaillé sur la construction de huit maisons, une mosquée et des galeries souterraines

KABOUL

de notre envoyé spécial Mohammed Charef en rit encore. Pourtant, il affirme que ces deux dernières années se déroulèrent « com-

TÉMOIGNAGE

« Il était là le 11 septembre. Moi, j'ai appris les nouvelles assez tard à la radio »

me en prison ». Mohammed a vécu une expérience qu'il n'est pas près d'oublier : deux ans dans la maison du mollah Omar, le guide spirituel et commandant militaire des talibans, à Kandahar. Mohammed rit parce qu'il a découvert, à force de coups d'œil à la dérobée et d'espionnage pour son seul plaisir, un personnage fort différent du chef charismatique qu'il avait imaginé. Fort différent de *l'Amir ul-Mou'minines* (le commandeur des croyants) officiel. « Ce mollah Omar est un sauvage ! », assène-t-il.

Ouvrier en bâtiment respecté à Kaboul, Mohammed Charef a été appelé à Kandahar, avec certains de ses camarades de chantier, afin de travailler à l'édification de huit maisons, d'une mosquée et d'un réseau de galeries souterraines creusées dans une colline. « Les plans avaient été préparés par des ingénieurs militaires très sophistiqués. » En quittant Kaboul, il ne se doutait pas qu'il allait être entraîné dans une aventure de deux années, et qu'il vivrait chez le mollah Omar un certain 11 septembre 2001, jour fatidique pour les New-Yorkais, et pour les talibans.

« LES MURS TRÈS ÉPAIS »

« Nous avons construit huit maisons pour lui et ses proches. Trois de ses femmes vivaient dans la maison principale. Nous avons aussi construit une très belle mosquée, où le mollah Omar allait prier avec ses amis. » L'ouvrier a longtemps vécu à proximité du célèbre mollah parce que ce dernier s'est installé là dès la première maison achevée.

Mohammed a été impressionné par les exigences des ingénieurs. « Les murs devaient être très épais, 1,25 mètre. Quant aux toits, ils comportaient 40 centimètres de béton, 1 mètre de terre, puis à nouveau 40 cm de béton, deux niveaux de pneumatiques, du bois, 1,50 m de terre et une autre couche de 10 cm de béton. » Du zèle en pays afghan, pourtant si dérisoire face à des missiles de croisière américains.

« Face à la maison, il y avait une colline. Il a fallu y aménager un réseau de tunnels et de galeries, poursuit Mohammed. Il y avait des bureaux, des chambres, des salles de bains, un système spécial d'aération. Il y avait trois tunnels aboutissant à trois sorties différentes. » « Lorsqu'il visitait le chantier, le mollah Omar semblait ne pas se soucier de ces questions de sécu-

rité, ce qui était étonnant pour un homme ayant une garde personnelle de deux cents combattants et ne se déplaçant jamais sans un convoi de dix jeeps absolument identiques, sans que quiconque sache à bord de laquelle il se trouve, raconte l'ouvrier. En revanche, il se préoccupait des questions de décoration. Il nous a ordonné de repeindre cinq fois sa maison parce qu'il changeait d'avis sur la couleur des murs. Il a aussi commandé des lustres du Japon. »

Un sauvage, cet homme qui se passionne pour les lustres d'Extrême-Orient ? « D'abord, j'ai été frappé par la tenue de ses huit enfants. Ils étaient toujours sales, vêtus d'habits sales, et marchaient pieds nus autour de la maison. Les enfants d'un paysan, certifie Mohammed. Ensuite, je me suis rendu compte qu'il vouait aux quatre vaches qui vivaient dans son jardin personnel,

Mohammed ne porte décidément pas le mollah Omar dans son cœur. « Il est très grand et fin, il a perdu un œil et est très vilain. » Et, surtout, sa manière de traiter les ouvriers a achevé de convaincre Mohammed que le chef suprême des talibans était « un mauvais musulman ». « Alors que ses gardes du corps recevaient une excellente nourriture, nous ne mangions que des patates noires. C'était vraiment des repas de prisonniers. Parfois, il y avait aussi du mauvais riz. C'est bien la preuve que le mollah Omar n'est pas un homme bon. »

Les relations entre les ouvriers kabouli et les gardes talibans étaient tendues. « Ils nous fouillaient en permanence, à l'entrée et à la sortie de chaque partie du chantier. Nous vivions entourés d'hommes armés qui nous appelaient "les infidèles". Ils disaient que nous étions de bons tra-

d'avoir ainsi accès à sa maison, à ses installations. Je me demandais pourquoi ils me faisaient confiance. » Et Mohammed conclut, le visage sévère : « Les talibans sont des mulets stupides ! » Le séjour de Mohammed Charef chez le mollah Omar, qui devait se prolonger encore quelques mois, le temps d'achever la construction d'un bâtiment de télécommunications et de la maison des gardes du corps, est finalement interrompu par un événement inattendu : les attentats de New York et de Washington.

« IL AIMAIT LES VACHES »

« Le mollah Omar était là le 11 septembre. Moi, j'ai appris les nouvelles assez tard à la radio. Au cours de la journée, j'avais remarqué qu'il avait précipitamment envoyé sa famille dans des voitures, et ses quatre vaches à bord d'un camion, vers un autre endroit. Je ne sais pas où ils sont allés, mais j'ai entendu dire que le mollah Omar dispose de résidences secrètes dans les montagnes. Le lendemain, le 12 septembre, il m'a transmis un ordre, ainsi qu'aux autres ouvriers : nous avions une demi-heure pour quitter les lieux. Des voitures nous ont aussitôt ramenés à Kaboul, et nous avons reçu nos salaires quelques jours plus tard. »

Fin de l'époque kandahari de Mohammed. L'ouvrier ne reverra sans doute jamais le mollah Omar, et il en rayonne de joie. « J'ai vécu deux ans comme un prisonnier », répète-t-il. Et, comme une idée fixe, revient l'histoire des quatre vaches, qu'un homme si puissant et si riche n'a aucune raison de posséder. « Peut-être aimait-il les vaches depuis l'époque de sa jeunesse, lorsqu'il était pauvre. » Mohammed ne comprend pas comment un tel homme a pu conquérir 90 % de l'Afghanistan et y régner cinq ans. Et deux années d'observation interloquée sont loin d'avoir percé le mystère, fort au contraire.

Rémy Ourdan

Les allées et venues de Ben Laden

Sur les commandants visiteurs du mollah Omar, Mohammed Charef a noté un détail : « Ils devaient s'arrêter à la barrière et marcher jusqu'à la maison. Sauf un, le seul visiteur à pénétrer dans le domaine en voiture et sans aucun contrôle : Oussama Ben Laden. » Mohammed a peu vu le dirigeant de l'organisation Al-Qaïda. Il a souvent aperçu les allées et venues de sa voiture. Il a entendu des rumeurs. « Oussama, qui vivait non loin de chez le mollah Omar, avait une maison qui faisait également face à une colline, poursuit-il. Cette colline servait de base militaire aux combattants d'Al-Qaïda. Des ouvriers racontent qu'Oussama a fait creuser et aménager une galerie souterraine à peu près identique à celle du mollah Omar. »

entouré de très hauts murs, derrière sa maison, un amour inconsidéré. Il allait souvent les admirer, les caresser, puis il arrosait lui-même, durant des heures, l'herbe qu'elles devaient paître. » « Je me souviens aussi qu'il portait toujours un patou [un châle] qu'il posait à même le sol, sur la terre, pour recevoir ses commandants, avant de le vêtir à nouveau. Un sauvage. Vraiment très étrange. Pour moi, Kabouli, c'était bizarre de voir des enfants sales et des vaches chez le chef des talibans. »

vailleurs mais de mauvais musulmans, parce que nous n'étions pas des talibans. »

Ce service de sécurité du mollah Omar, Mohammed en rit aussi encore. « Moi j'ai vécu ces cinq années à Kaboul et Kandahar, sous le règne taliban, mais l'un de mes fils était officier de l'Alliance du Nord dans la plaine de Shomali, sur le front de Kaboul. Et les gardes du mollah Omar n'ont jamais fait le rapprochement entre mon fils et moi ! Chaque jour, je m'étonnais

du djihad contre les Soviétiques



YOUNÈS KANOUNI
Chef politique du Front uni

■ On prête à feu Ahmed Chah Massoud d'avoir souhaité que, s'il venait à mourir, sa succession soit assurée par le général Mohammed Fahim. Mais après l'assassinat de Massoud, le 9 septembre, le Conseil suprême de l'Etat islamique d'Afghanistan décida de confier la direction politique de l'Alliance du Nord à Kanouni, Fahim devenant son chef militaire. Tadjik de la vallée du Panjir lui aussi, il fut, à l'époque du djihad contre les Soviétiques, le représentant des moudjahidins au Pakistan, puis, lors de leur arrivée au pouvoir à Kaboul, vice-ministre de la défense. Il n'est pas disposé à donner un rôle plus que symbolique à l'ex-roi Zaher Chah.



MOHAMMED FAHIM
Successor de Massoud

■ Fils d'un mollah, ce Panjiri tadjik de quarante-quatre ans qui remplace officiellement Ahmad Chah Massoud n'a ni l'envergure ni le charisme de son ex-chef. Son passé dans la police politique de Najibullah constitue une tâche difficile à faire disparaître. Il occupe le poste de chef de la police secrète sous les moudjahidins. Jusqu'à aujourd'hui considéré comme proche des ex-généralistes communistes et des Ouzbeks, il n'est pas vu d'un bon œil par les commandants de la plaine de Shomali, et son allié sur le papier Abdul Rassoul Sayyaf ne veut quasiment pas s'asseoir avec lui. Pour Dostom et Ismaïl Khan, il n'est pas question d'œuvrer sous Fahim.



MOHAMMED YOUNÈS KHALIS
Parrain des talibans

■ Younès Khalis, à qui les talibans ont remis la province de Nangarhar, reste à 82 ans une figure légendaire de la résistance afghane à l'Armée rouge. Diplômé de charia et de théologie islamique, ce radical anticommuniste avait fui l'Afghanistan après le coup d'Etat de Daoud en 1973. Il rompt avec un autre radical islamiste, Gulbuddin Hekmatyar pour former sa propre branche du Hezb-i-Islami - d'où sont issus la plupart des responsables talibans - et s'engage dans la résistance où il bénéficie de l'aide des Etats-Unis. Profondément anti-occidental et conservateur, Khalis entretenait de bons rapports avec les volontaires arabes.



A Kaboul, l'Alliance du Nord ne souhaite pas l'arrivée d'une force internationale

« Nous assurons l'ordre », déclare Abdullah Abdullah, le chef de la diplomatie du Front uni, qui ne voit pas le besoin d'un déploiement de soldats de pays de la coalition antiterroriste. La population de la capitale est plus partagée, qui redoute des règlements de comptes

KABOUL

de notre envoyé spécial

Gul Makai ne sait plus très bien ce qu'elle doit penser de l'action de la communauté internationale. L'attaque des talibans et des combattants d'Al-Qaïda, elle y était favorable, comme beaucoup de Kabouli. Le déploiement d'une force militaire de maintien de la paix, elle y est favorable, comme tous les Kabouli. Sauf qu'un matin d'octobre, à l'heure du thé, son fils a été foudroyé par une bombe américaine. Alors Gul, en mère inconsolable, dit que « sur la guerre du Bien contre le Mal », elle n'a « plus d'opinion ».

Les citoyens de Kaboul, ancrés dans leur haine des dérivés du régime taliban, qu'elles concernent les règles de vie sociale ou l'accueil des volontaires pakistanais et arabes, affirment avoir été plutôt satisfaits de l'intervention militaire américaine, une fois passés les premiers jours d'angoisse, une fois s'être aperçus que les

bombardements ne visaient que les bases militaires et non pas la ville elle-même.

« J'étais ravi par ces bombardements, bien que je vive près de l'aéroport et que je savais que des bombes pouvaient s'égarer sur nos maisons, raconte Mohammed. Il fallait en finir avec les talibans ! ». « Si aucun civil n'avait été tué, ces raids aériens auraient été parfaits, car les talibans étaient des gens très cruels qui nous ont enfermés dans une prison durant cinq ans, pense Gul Makai. Mais mon fils est mort, donc je crois que les Américains auraient dû trouver un autre moyen d'attaquer les talibans ».

Soulagés par l'arrêt des raids aériens américains, satisfaits que l'arrivée des moudjahidins du nord s'apparente davantage à un déploiement sécuritaire qu'à un déferlement désordonné, enchantés par la déroutante talibane, les Kabouli s'interrogent désormais sur la nécessité d'accueillir en Afghanistan des milliers de sol-

dats occidentaux.

« S'ils viennent ici honnêtement, avec l'envie sincère d'aider la paix, nous en serons très heureux, dit Gul Makai. Je crois toutefois que les moudjahidins ne provoqueront pas de nouvelle guerre, qu'ils ont tiré les leçons du passé ».

« Ce qui a changé par rapport à la guerre des années 1992-96, c'est d'une part que les Etats-Unis et l'ONU prêtent attention à l'Afghanistan, d'autre part que le Pakistan ne pourra plus interférer dans nos affaires, renchérit Taos, son cousin. Donc il y a une chance pour la paix ».

Du côté du Front uni (Alliance du Nord), on est nettement plus catégorique : seuls les talibans menaçaient la stabilité de l'Afghanistan. « Une force internationale serait nécessaire s'il y avait un risque de guerre. Avec l'effondrement du régime taliban, ce risque est écarté et nos forces de sécurité assurent l'ordre dans les territoires libérés », déclare le Dr Abdullah Abdullah, le chef de la diplomatie

du Front uni, le soir même de l'arrivée des moudjahidins à Kaboul.

A la moindre question sur les divisions existantes entre les chefs de guerre anti-talibans, le

Les Kabouli s'interrogent sur la nécessité d'accueillir en Afghanistan des milliers de soldats occidentaux

Dr Abdullah rétorque que le Front uni ne s'appelle pas « uni » pour rien, et que le reste n'est que mauvais esprit.

Après le vote de la résolution de l'ONU prévoyant l'envoi d'une force internationale, Younès Kanouni, le chef politique du

Front uni, a rappelé, jeudi 15 novembre, cette réticence à accueillir les soldats étrangers. « Le besoin d'une force de l'ONU ne se fait pas sentir pour l'instant, a-t-il déclaré. D'abord nous devons parler d'un ensemble de mesures pour la paix, au sein duquel on peut discuter du besoin éventuel d'un envoi de troupes par l'ONU ».

A Kaboul, même les habitants qui ont acclamé l'entrée de moudjahidins parfois accueillis en véritables libérateurs, deviennent soudainement méfiants lorsqu'ils entendent de telles déclarations à la radio. Si le Front uni entend sincèrement partager le pouvoir, sachant que le processus politique et de réconciliation nationale sera long et douloureux, pourquoi craint-il une présence militaire internationale ?

« Leurs trois premiers jours à Kaboul, les moudjahidins ont réalisé un parcours presque sans faute, pense Saïd, un travailleur humanitaire. S'ils refusent d'accepter une

force de maintien de la paix souhaitée par la communauté internationale tout entière, ce sera leur première grave erreur. Et elle pourrait en laisser présager d'autres... »

Kaboul n'est toutefois pas l'Afghanistan. Et si ces citadins ne rêvant que de paix souhaiteraient obtenir un soutien appuyé de l'ONU et de pays étrangers, il n'en ira pas forcément de même dans des régions rurales.

« Il faut prendre garde aux nombreux Afghans qui craignent que les raids aériens n'aient été qu'un prélude à une invasion américaine, analyse un journaliste afghan. Ici on aime l'indépendance, et on pense souvent que l'Afghanistan n'aurait jamais connu de guerre sans les néfastes ingérences soviétiques puis pakistanaise. Si des chefs de guerre ou de clan sentent que leur pouvoir est menacé, ils n'hésiteront pas à tenter de chasser les soldats occidentaux par les armes ».

Rémy Ourdan

Des soldats américains, français et jordaniens devraient composer une force de sécurité à Mazar-e-Charif

LA FRANCE devait dépêcher, vendredi 16 novembre, un détachement précurseur, d'une soixantaine d'hommes, en Ouzbékistan pour préparer la future implantation de sa force dite de « sécurisation » dans le secteur de Mazar-e-Charif, en Afghanistan. Selon le ministère de la défense, la mission consiste à « créer des conditions favorables au travail des ONG et des organismes internationaux » en matière d'aide humanitaire, dans le cadre du partenariat entre alliés depuis les attentats du 11 septembre.

Cette mission de « sécurisation » de l'action humanitaire à partir de Mazar-e-Charif vise des populations dans des zones montagneuses affectées par une longue sécheresse, puis par les rigueurs de l'hiver qui est en train de s'installer. Outre des unités françaises, elle mobilisera, dans un

premier temps, des troupes américaines et jordaniennes.

Les Etats-Unis ont déjà déployé en Ouzbékistan environ 2 000 hommes de leur division de montagne. La France attend une évaluation – en cours dans la région – de la situation par une mission composée d'experts des affaires étrangères, des armées et de la santé, puis le premier rapport de son détachement militaire précurseur, avant de fixer exactement sa participation. « Cela va être une question de jours », a expliqué le ministre de la défense, Alain Richard, pour déployer les soldats français. Pour sa part, la Jordanie a annoncé être prête à fournir jusqu'à un millier d'hommes.

Selon les premiers plans de l'opération, cette force serait sous le contrôle des Etats-Unis, le détachement français restant pla-

cé sous commandement national. Cette distinction, en vigueur dans des missions confiées à l'OTAN, permet au gouvernement français de pouvoir continuer à garder la maîtrise d'emploi de sa contribution militaire sur le terrain.

La région de Mazar-e-Charif, où se sont déployés les miliciens de l'Alliance du nord sous les ordres du général Dostom, subit encore des conditions d'insécurité – règlements de comptes et pillages notamment – qui compliquent le travail des spécialistes de l'aide humanitaire et qui accroissent leurs risques. La protection des convois et des stocks de ravitaillement devient une urgente nécessité, comme le démontre l'échec, ces jours derniers, de premières tentatives d'envoi d'aide depuis le territoire ouzbek.

Les éléments français sont attendus sur la

base militaire américaine en Ouzbékistan, qui peut accueillir des avions et des hélicoptères et, donc, les véhicules et autres matériels dont ils ont besoin. Le premier travail de la force de « sécurisation » sera de créer une plate-forme à Mazar-e-Charif même, en remettant en état la piste et les installations, endommagées par les bombardements depuis le 7 octobre, et en déminant la zone. Outre des équipes de forces spéciales françaises, le détachement initial comprendra des parachutistes et des experts de l'arme du génie.

« TÂCHES TECHNIQUES »

Dans ce côté, le gouvernement britannique, après avoir indiqué qu'il se préparait à déployer plusieurs milliers d'hommes en Afghanistan (Le Monde du 16 novembre), a d'ores et déjà dépêché « un petit nombre

de troupes », selon le ministère de la défense, dans le nord du pays. En fait, il s'est agi d'une centaine de commandos des Royal Marines, qui ont atterri, jeudi soir 15 novembre, à Bagram, au nord de Kaboul. Ces soldats ont reçu pour mission « d'effectuer des tâches techniques liées à de possibles actions humanitaires ». Ils inspectent les conditions de sécurité de la piste d'avion, qui peut servir éventuellement de base pour ces opérations.

Indépendamment du projet d'une force multinationale de paix, envisagé par l'ONU, plusieurs autres pays, comme le Canada ou le Danemark, ont fait savoir qu'ils pourraient expédier des unités dont le rôle serait de permettre l'arrivée d'une assistance humanitaire en Afghanistan.

Jacques Isnard

Les Etats-Unis engagent une nouvelle phase de leurs opérations

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Réduire l'intensité des bombardements, concentrer les efforts sur la traque de Ben Laden et la destruction de ce qui reste des forces des talibans et aussi préparer le terrain à l'aide internationale. Les Etats-Unis sont en train d'adapter leur stratégie à l'évolution très rapide des événements, qui a de toute évidence surpris – et ravi – les responsables militaires aussi bien que politiques.

Le général Tommy Franks, qui commande depuis une base aérienne en Floride les opérations en Afghanistan, est venu jeudi 15 novembre à Washington pour définir un nouveau plan d'opérations qui devait être présenté vendredi au président Bush. Il en a profité pour rencontrer la presse et déclarer que les Américains poursuivraient leurs efforts pour « liquider » les forces talibanes, qu'on ne

pourrait considérer comme détruites « tant qu'il leur resterait un homme portant un fusil ». Il a ajouté que « la nasse se resserrait » autour des chefs d'Al-Qaïda et des talibans, et que ce n'était « plus qu'une question de temps ».

Mais le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, n'a pas tout à fait exclu que Ben Laden puisse s'échapper, par exemple en utilisant l'un des hélicoptères dont semblent encore disposer les talibans et qui pourrait, suivant le fond d'une vallée, rejoindre un avion qui emmènerait le chef d'Al-Qaïda à l'étranger. Que les Américains, qui dominent si totalement le ciel afghan et ont détruit la quasi-totalité de l'aviation civile et militaire talibane, puissent craindre une telle possibilité peut paraître surprenant. Mais M. Rumsfeld avait déjà émis l'hypothèse que Ben Laden puisse s'échapper. C'était il y a une quinzaine de jours, alors que les

bombardements américains s'éternisaient sans résultat apparent.

A présent, les choses vont incomparablement mieux, mais les responsables, en tout cas le secrétaire à la défense, semblent vouloir préparer l'opinion au risque que le « gros lot » leur échappe et qu'il faille poursuivre sa traque hors de l'Afghanistan.

CAMP DE RÉFUGIÉS

En attendant, ils continuent à tout faire pour éliminer physiquement la direction talibane et celle d'Al-Qaïda. Plusieurs de ses chefs ont probablement été tués dans le bombardement, mardi, de deux maisons, l'une à Kaboul, l'autre à Kandahar, ont indiqué des responsables du Pentagone, mais ni Ben Laden ni le mollah Omar ne figureraient parmi eux.

Cette phase essentielle de l'opération américaine n'est donc pas achevée, mais cela n'a pas empêché le

président Bush d'évoquer, jeudi, devant des écoliers du Texas et en présence du président russe, les deux objectifs suivants : « apporter de l'aide aux Afghans affamés » et « nous assurer qu'après notre départ l'Afghanistan aura un gouvernement stable ».

La deuxième phase a connu le même jour une ouverture hautement symbolique, le premier officiel (civil) américain à toucher le sol afghan étant le directeur de l'US Aid, Andrew Natsios. Venant du Tadjikistan en hélicoptère, accompagné de journalistes américains et de soldats lourdement armés, il a brièvement visité le camp de réfugiés de Kwaja Bahaouddin, dans le nord de l'Afghanistan, où les Etats-Unis se sont engagés à fournir pour 5,5 millions de dollars de nourriture et de vêtements à une organisation humanitaire française, Acted, présente sur place. Au total, l'aide annoncée par les Etats-Unis doit s'élever à 120 millions de dollars (le coût des opérations militaires a été estimé jusqu'à présent à environ 1 milliard de dollars par mois).

Le secrétaire à la défense, M. Rumsfeld, a déclaré que des troupes américaines pourraient éventuellement être utilisées pour préparer le terrain à un plus vaste effort humanitaire. Mais il a estimé « très improbable » qu'elles participent à une quelconque force de maintien de la paix en Afghanistan.

Pour ce qui est de la formation d'un nouveau gouvernement afghan, le président Bush en est resté, une fois de plus, sur le plan des généralités. Il devra « représenter les intérêts de tous, ceux des gens de l'Alliance du Nord, qui ont été des combattants très efficaces sur le terrain, mais aussi des tribus pachounes ». Et l'Afghanistan devra être « un voisin pacifique pour tous les pays de la région », ne pas « héberger de terroristes » et « ne pas exporter de drogue ». « Au cas où vous ne le sauriez pas, a ajouté M. Bush à l'intention des écoliers du Texas, les talibans et Al-Qaïda, c'est-à-dire les méchants, utilisent le trafic d'héroïne pour financer leurs meurtres ».

Jan Krauze

Le gouvernement italien hésite à déployer rapidement des troupes

ROME

de notre correspondant

Le porte-avions Giuseppe Garibaldi devrait, dimanche 18 novembre, quitter sa base navale de Tarente (Pouilles), avec 1 563 marins et huit avions Sea Harrier à bord, pour la mer d'Oman, dans le cadre de l'opération « Liberté immuable ». Jeudi 15, l'ordre de départ était toujours considéré comme certain, alors qu'une importante divergence de vues éclatait entre le ministre de la défense et celui des affaires étrangères sur l'utilisation d'autres forces armées.

Le second, Renato Ruggiero, de New York, où il venait de s'entretenir avec Kofi Annan, avait annoncé

Une importante divergence de vues a éclaté entre le ministre de la défense et celui des affaires étrangères

comme « imminent le départ de nos unités, en particulier celles de nos carabiniers parachutistes ». Le premier, Antonio Martino, rétorquait aussitôt que, si le départ du Garibaldi était bel et bien confirmé, l'envoi d'autres forces armées serait décidé quand leur mission aurait été précisée par le commandement américain des opérations, installé à Tampa en Floride. De Tunis, où il rencontrait le président Ben Ali, le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, ne pouvait que se montrer irrité par ce conflit entre deux de ses ministres.

A New York, Renato Ruggiero avait admis être un peu pris de court par l'appel du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, demandant aux Etats membres de la coalition antiterroriste de constituer

une force de sécurité. Mais, apprenant que d'ici quarante-huit heures le gouvernement britannique allait envoyer des milliers de soldats et une délégation diplomatique à Kaboul, il s'était décidé.

« L'appel de nos unités, en particulier celle des carabiniers, paraît imminent, déclarait-il, pour une mission de police destinée à garantir l'ordre public en Afghanistan et le respect des droits de l'homme. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, la France et l'Allemagne auront la tâche de garantir la sécurité à Mazar-e-Charif et à Kaboul, et d'éviter violences et mises à sac ».

Si le commandement de Tampa le demande, six à huit avions Tornado italiens pourraient rejoindre l'Afghanistan, a-t-on appris de source militaire, car ils disposent d'équipements particulièrement adaptés à la recherche, y compris de nuit, de petits groupes en mouvement.

Ce n'est pas la première fois que des désaccords s'expriment entre M. Ruggiero et M. Martino. Juste après le 11 septembre, le ministre de la défense avait affirmé qu'« aucun soldat italien n'irait en Afghanistan », faisant ainsi plaisir au camp pacifiste, particulièrement fort en Italie. Mais très vite il avait dû revenir sur ses propos, à la demande même de Silvio Berlusconi.

L'opposition de centre-gauche a immédiatement dénoncé le scandale que constituait à ses yeux ces hésitations au sein même du gouvernement. Paolo Bonaiuti, porte-parole du président du conseil, Silvio Berlusconi, a dû confirmer que la participation des troupes italiennes était prévue dans le cadre d'une mission de maintien de la paix et que, au vu de la nouvelle situation militaire sur le terrain, « rien ne change ». Le conseil des ministres du 15 novembre a entériné cette position : l'envoi initialement programmé, et accepté par le Parlement, de soldats italiens pour le maintien de la paix se fera.

Danielle Rouard



Michel Ange
97, rue Michel Ange - Paris 16
Tél. : 01 40 71 12 12

CONCESSIONNAIRE VOLKSWAGEN

Echappée de chez Volkswagen.



Bora Break Carat V5

3615 Volkswagen (6.12 franc l'accès, 4.28 franc la minute) - 0 425 02 25 25 (0.98 franc la minute).
Consommations 99/100 CE (l/km) de la Bora Break Carat V5 BVM5 poids à vide minimal - maximal :
cycle urbain / extra-urbain / mixte : 12.5 - 12.6 / 6.7 - 6.8 / 8.8 - 8.9 / CO₂ (g/km) 211 - 214.





BRENNAN LINSLEY/AP/APA

■ **KWAJA BAHAUDDIN.** Un soldat américain appartenant à l'escorte du directeur de l'US Aid, Andrew Natsios, au cours d'une brève visite au camp de réfugiés de Kwaja Bahauddin, au nord de l'Afghanistan. Les Etats-Unis se sont engagés à fournir nourriture et vêtements à une ONG française, Acted, présente sur place.

L'envoi de troupes met la coalition gouvernementale allemande à l'épreuve

BERLIN

de notre correspondant

Jusqu'au bout, responsables de la majorité et de l'opposition ont refait leurs comptes : une députée sur le point d'accoucher, une autre démissionnaire du groupe social-démocrate pour marquer son refus, une poignée d'oppositionalistes Verts décidés à jouer le plus longtemps possible de leur capacité à faire tomber le gouvernement auront fait durer le suspense. Avant que ne commence, vendredi 16 novembre à Berlin, devant l'Hémicycle complet des grands jours, la discussion du Bundestag sur la possibilité d'engager des soldats allemands en Afghanistan, le chancelier Schröder aura dû attendre le dernier moment pour savoir s'il obtiendrait de sa majorité cette confiance qu'il avait liée à l'issue du débat.

« Tout est possible », soutenait-on, jeudi soir, dans son entourage : la victoire, la défaite, une nouvelle majorité ou de nouvelles élections, dix mois avant celles constitutionnellement prévues pour le mois de

septembre 2002. Chrétiens-démocrates, libéraux et communistes ayant décidé, tel un seul homme, de voter contre M. Schröder, le sort du gouvernement allemand, vendredi matin, tenait surtout entre les mains de ces huit parlementaires écologistes qui, en début de semaine, avaient solennellement juré qu'ils ne s'associeraient jamais à un vote envoyant des soldats allemands faire la guerre à l'étranger.

Le chancelier Schröder aura dû attendre le dernier moment pour savoir s'il obtiendrait la confiance de sa majorité

garantir un avenir européen commun à nos projets sociaux et écologiques. La chute de ce gouvernement et l'effondrement des Verts allemands renforceraient ultérieurement la droite en Europe et menaceraient, voire détruiraient, le projet Vert européen. » Pour certains, cette lettre donne l'occasion aux contestataires de changer de bulletin de vote dans l'honneur, sans se déjuger mais pour répondre aux sollicitations des partis frères européens.

Jeudi, le secrétaire général du Parti social-démocrate (SPD), Franz Müntefering, a redit devant la presse étrangère que son parti et son président, Gerhard Schröder, étaient favorables au maintien d'une coalition qui avait fait « de bonnes choses » et qui pourrait en faire de bonnes encore. « Mais il faut être clair, a précisé M. Müntefering, si ce gouvernement éclate, le suivant ne pourra pas être issu de la même coalition. Nous sommes pour le maintien de l'union entre socialistes et écologistes qui a produit beaucoup de bonnes choses, dans plusieurs domaines. Cette configuration constitue la meilleure combinaison possible. Mais si certains veulent se jeter par la fenêtre, nous ne pouvons pas les retenir. »

Le secrétaire général du SPD a longuement réfuté le soupçon porté à l'égard du chancelier d'avoir délibérément suscité la crise afin de se débarrasser d'un allié incertain et de redistribuer les cartes, notamment en formant une nouvelle coalition avec le Parti libéral (FDP). Tout en n'excluant pas formellement la possibilité d'une coalition avec d'autres partenaires – « une coalition n'est pas une histoire d'amour, mais un contrat pour atteindre un objectif déterminé », dit-il –, Franz Müntefering a surtout affirmé que M. Schröder avait décidé de poser la question de confiance pour montrer à l'opinion allemande comme aux gouvernements étrangers que, disposant d'une majorité authentique, il était en mesure de mener une politique résolue. Les événements de ces derniers jours seront longuement évoqués au cours du congrès du SPD qui débute le 19 novembre, à Nuremberg. Les Verts tiendront, eux, leurs assises les 23 et 24 novembre, à Rostock. Il est vraisemblable que la base militante du parti, réputée plus résolument opposée que sa direction à l'envoi de troupes en Afghanistan, s'y fera clairement, et sans doute violemment, entendre. Déjà nombre de ces militants affirment que le maintien des Verts dans la coalition n'appartient ni à la direction du parti, ni ne découle d'un vote de confiance imposé par le chef du gouvernement, mais dépend des décisions d'un congrès souverain. Confiance ou pas, M. Schröder n'est pas au bout de ses peines.

Georges Marion

Vladimir Poutine maintient son opposition au projet de défense antimissile de George Bush

Les deux dirigeants ont souligné la qualité de la relation entre leurs pays

WACO (Texas)

de notre envoyé spécial

Le sommet américano-russe s'est achevé, jeudi 15 novembre, sur une tonalité légère et villageoise, mais sans que le principal désaccord entre George Bush et Vladimir Poutine ait trouvé de solution. Dans le gymnase de l'école secondaire de Crawford, bourgade texane de moins de huit cents habitants, proche de Waco, où se trouve le ranch du président américain, les deux dirigeants se sont prêtés au jeu des questions posées par des élèves d'âges divers, devant une presse nationale et internationale réduite au silence.

Le paradoxe de cette rencontre, marquée par un souci de convivialité extrême, est que la seule annonce vraiment importante qui y ait été faite l'a été par M. Bush, de façon unilatérale. M. Poutine en a eu la primeur mardi à Washington. Mais cette bonne manière ne change rien au fait que les Etats-Unis refusent aujourd'hui toute discussion sur leur décision de réduire d'environ 6 000, actuellement, à un niveau situé entre 1 700 et 2 200, à la fin de la décennie, le nombre de leurs têtes nucléaires opérationnelles. « J'ai par-

tagé cette information avec le président Poutine, a dit M. Bush jeudi. Lui aussi, il va faire une déclaration à un certain moment. » Le moment n'est pas encore venu, puisque le président russe persiste à demander une négociation et un accord sur une réduction concertée et contrôlée.

L'ampleur du désaccord est apparue à propos d'un autre aspect de cette question. Un élève de terminale a demandé si la réduction annoncée par M. Bush consiste à « désarmer » les têtes nucléaires ou bien s'il s'agit de les démonter et de les détruire. « Nous parlons de réduire et de détruire un certain nombre de têtes », a répondu le président américain, qui a ajouté : « La plupart de nos armes sont désalertées. Elles ne sont pas en alerte. Cependant, il ne faut pas longtemps pour les mettre à feu, si nous en avons besoin. »

M. Poutine s'est voulu didactique. « Il existe plusieurs scénarios de comportement dans cette situation, a-t-il commencé. On peut simplement démonter les têtes et les garder près des lanceurs, afin de conserver ce que l'on appelle la capacité de riposte ou de rétorsion ; mais on peut aussi détruire le système d'armes dans son

ensemble. » Le président russe a réaffirmé fermement son point de vue : « Ce que nous faisons de ces systèmes d'armes est sujet à négociations, le résultat de ces négociations dépendant du niveau de confiance entre les Etats-Unis et la Russie. » Il a fait suivre ce rappel de sa position par un geste en direction de son hôte, en évoquant le dîner de la veille et les efforts faits pour « accroître la confiance entre les dirigeants et entre les peuples. » « Si nous continuons dans cette voie, nous arriverons certainement à une solution », a-t-il assuré.

« POINTS DE VUE DIFFÉRENTS »

De même, sur le projet américain de défense antimissile et sur le traité de 1972 auquel il se heurte, M. Bush a constaté : « Nous avons des points de vue différents. » Les discussions de Crawford n'ont pas permis de réduire cette divergence. Le président américain a souligné que le propre de la « nouvelle relation » qu'il se targue d'avoir créée entre les deux pays est qu'elle tolère des désaccords comme celui-là. En l'occurrence, c'est M. Bush qui se montre patient. Il ne parle plus de dénoncer le traité ABM et les essais du programme antimissile qui pourraient contrevenir à cet accord sont toujours suspendus. Après le départ de M. Poutine, la conseillère du président pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a dû répéter que les Etats-Unis entendent toujours « dépasser le traité ABM » et qu'il n'est donc pas question, pour M. Bush et son équipe, de renoncer aux intentions qu'ils avaient exprimées pendant la campagne présidentielle de 2000.

Le président de la Fédération de Russie a quitté Crawford pour aller prendre un avion à destination de New York. Reçu par le maire de la ville, Rudolph Giuliani et par le gouverneur de l'Etat, George Pataki, M. Poutine s'est rendu sur le site de l'ancien Centre international de commerce, détruit par les attaques terroristes du 11 septembre. Il a ajouté à son programme initial un entretien avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, au sujet de l'Afghanistan. Sur la légitimité de l'action américaine dans ce pays, sur ses succès et sur ses suites, non seulement M. Poutine n'a pas la moindre réserve, mais les souvenirs de la guerre soviétique et le souci de celle qu'il mène lui-même en Tchétchénie le rendent presque plus Texan que M. Bush, ce qui n'est pas peu dire.

J. K.

Patrick Jarreau

Les contrôles dans les aéroports américains seront pris en charge par des employés fédéraux

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

C'était l'une des lacunes les plus criantes révélées par les attaques du 11 septembre : le contrôle des voyageurs et des bagages dans les aéroports américains, confié à des sociétés privées employant du personnel mal payé et peu qualifié était un véritable passoire. Surmontant les réticences des élus républicains, le Congrès a fini par mettre au point une loi, assez complexe, qui confiera, au moins pour un certain temps, le contrôle des bagages à des employés fédéraux qui constitueront une nouvelle catégorie de fonctionnaires. Ils n'auront pas le droit de grève, mais seront plutôt bien payés : de 25 000 à 35 000 dollars par an.

LES DÉPLACEMENTS DE THANKSGIVING

Les aéroports ont un mois pour mettre en place le nouveau dispositif, qui sera ensuite en vigueur pendant deux ans, après quoi il sera possible aux aéroports de choisir la solution la plus efficace : retour au privé ou maintien des employés fédéraux. La loi, que le Congrès s'appropriait à voter vendredi 16 novembre, devait être signée presque immédiatement par le président Bush, histoire de rassurer le public avant les grands déplacements de fête de Thanksgiving, la semaine prochaine.

Elle ne sera évidemment pas appliquée du jour au lendemain : elle prévoit que la totalité des bagages devra être contrôlée d'ici deux ans. D'autres dispositions ont été ajoutées, en particulier le renforcement

des portes des cabines de pilotage et un accroissement du nombre des surveillants en vol. Ces policiers de l'air sont en réalité déjà à l'œuvre sur de nombreux vols intérieurs, et le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne plaisaient pas. Un passager d'un vol de Pittsburgh à Washington en a fait la dure expérience, lundi 12 novembre. Il avait eu le tort de se lever de son siège et de se diriger à pas vifs vers les toilettes, situées à l'avant de l'appareil, dans la dernière demi-heure du voyage, ce qui est désormais proscrit.

Deux surveillants et un homme en civil ont bondi sur lui, lui ont ordonné de se coucher par terre, sous la menace d'une arme, tandis que les 106 autres passagers ont été contraints de garder leurs mains derrière la tête, puis sur le haut du siège placé devant eux et cela jusqu'à la fin du vol. Un vol d'ailleurs abrégé, l'avion se posant à l'aéroport de Dulles, sans aller, comme prévu, jusqu'à l'aéroport Ronald-Reagan, situé tout près de Washington.

Le fautif – un juriste – ne cessait de s'excuser et d'expliquer qu'il voulait seulement aller aux toilettes, mais cela ne l'a pas empêché d'être arrêté à la descente d'avion et tout de même libéré quelques heures plus tard. Le teint de sa peau a-t-il influencé le comportement des agents de sécurité ? Sa mère, Agnes Ortiz, a en tout cas expliqué à un journaliste du *Washington Post* qu'il n'était « pas un terroriste, mais un Navajo, Américain de naissance ». D'ailleurs, a-t-elle ajouté, « nous étions dans ce pays bien avant vous ».

Zip® est probablement le moyen le plus sûr de stocker toutes vos données informatiques importantes, que vous soyez un utilisateur Mac ou PC. Les disques Zip sont pratiquement indestructibles et offrent la capacité de stockage de 173 disquettes. Ils restent pourtant assez petits pour que vous puissiez les glisser dans la poche de votre chemise. Si vous n'avez pas de chemise, allez vous en acheter une aujourd'hui et mettez-y un Zip. Les Zip sont en vente dans tous les bons magasins informatiques; vous pouvez aussi visiter www.iomega.com/europe. Les chemises, quant à elles, sont en vente dans les magasins de vêtements.

POUR INFO, NOUS SOMMES LES EXPERTS DU STOCKAGE

© 2001 IOMEGA CORPORATION. IOMEGA, LE LOGO "i" STYLISÉ ET ZIP SONT DES MARQUES DÉPOSÉES. SOUS DES MARQUES DE LA IOMEGA CORPORATION AUX ETATS-UNIS ET/OU DANS D'AUTRES PAYS. CERTAINS AUTRES Noms de produits, de marques et de sociétés sont éventuellement des marques ou dénominations déposées par leurs propriétaires respectifs.

Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS

« Les talibans ne sont pas des guérilleros, c'est un mouvement urbain »

Pour ce spécialiste de l'islam politique, « l'idée d'un gouvernement multiethnique est acceptée par tout le monde »

« Les talibans ont abandonné la majeure partie de l'Afghanistan. Ils parlent de repli tactique. Avez-vous été surpris par la rapidité des événements ?

« Je m'attendais à ce que les talibans et leurs unités d'élite, qui se présentaient comme des troupes idéologiques – les seules qui restent en Afghanistan –, se comportent comme des militants. Or ils se sont comportés comme des Afghans normaux. Ce qui se passe ressemble à l'effondrement des communistes en 1992 et à celui de Massoud en 1996. Un soir, vous dînez avec des types qui vous assurent qu'ils vont se battre et, le lendemain, quand vous vous réveillez, ils ne sont plus là ! C'est le mode de guerre afghan. On assiste à une banalisation des talibans.

« Il y a un autre schéma typique en Afghanistan : on se bat sur son territoire propre, les Afghans ne sont pas des guérilleros, ils ne sont pas mobiles. C'est pourquoi les talibans se replient sur Kandahar. On peut faire aujourd'hui deux hypothèses : ou bien l'effondrement se poursuit, où bien ils se regroupent dans leur bastion et résistent. Les talibans ne sont pas un mouvement de guérilla, ils en sont incapables, c'est un mouvement urbain. S'ils perdent Kandahar, ils sont fichus. Mais en même temps, ici, on ne se bat pas dans des villes, on les quitte ou on s'enfuit, comme en 1992, en 1996 et aujourd'hui.

« Pour expliquer son refus de livrer Oussama Ben Laden, le mollah Omar, le chef des talibans, s'était retranché derrière



OLIVIER ROY

la tradition d'hospitalité pachotoune. Va-t-elle continuer à le protéger des Américains ?

« Le danger pour Ben Laden et Omar, ce sont les ralliements aux vainqueurs. Dans l'actuelle dynamique de défaite, il y aura assez de défections pour assurer la défaite des talibans. Ben Laden est entouré d'une garde fanatique. Il ne se laissera pas prendre dans une embuscade par un groupe de Pachotoune. Mais je le vois en fuite permanente et perdant ainsi sa capacité de nuisance. Les Etats-Unis, qui ne veulent pas envoyer de troupes au sol, comptent sur le renseignement et les bombardements pour le retrouver. Ils manqueront sans doute leur cible mais ils le mettront dans une telle insécurité que plus personne ne voudra l'aider.

« La stratégie américaine a été beaucoup critiquée. Elle semble cependant en passe d'être couronnée de succès...

« Et pourtant elle a été très cohérente. Les Américains savent très bien ce qu'ils veulent : la destruction du régime taliban. Le but de

leur guerre, ce n'est pas Ben Laden, mais la destruction de l'idée même de sanctuarisation du terrorisme ; ils veulent neutraliser l'Afghanistan. Ils ne croient pas aux talibans modérés, ils n'en ont parlé que pour faire plaisir au Pakistan. Le Pentagone n'a d'ailleurs rien fait pour empêcher la prise de Kaboul. Ils veulent la victoire. Stratégiquement, leur problème, c'était d'obliger les talibans à concentrer leurs forces, qui étaient dispersés. Pour ce faire, ils ont convaincu l'Alliance du Nord de creuser des tranchées, de créer un front qui fixe les talibans. Puis ils ont écrasé leurs lignes sous les bombes des B-52. Après avoir pataugé tactiquement et stratégiquement pendant un mois, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Peut-être un peu trop tôt.

« Les talibans ont été sonnés, ils se sont effondrés. Privé de chef, isolé, encerclé, le soldat taliban s'est débandé et il est rentré dans son village. C'est la logique traditionnelle. Les Arabes sont restés sur place, isolés, encerclés, et se sont fait tuer une fois sur deux. Ils sont incapables de mener une guérilla, ils s'entendent mal avec la population et ne parlent pas sa langue. Ils ont perdu tout soutien international et les Américains sont déterminés à en finir, obsédés qu'ils sont par la guerre du Golfe qu'ils ont achevée sans détruire le régime de Saddam Hussein. Ils ne partiront pas avant d'avoir écrasé le régime taliban et mis fin à toute guérilla constituée.

« Que vont faire les Pachotoune, qui représentent l'ethnie longtemps dominante ?

« Le jeu reste ouvert car il n'y a

pas d'unité pachotoune. Depuis la mort de Daoud en 1978 et de l'ex-président communiste Najibullah en 1996, il n'y a plus d'homme fort pachotoune alors que toute l'histoire de l'Afghanistan a été forgée par des chefs appartenant à cette ethnie. Le roi Zaher Chah peut être un arbitre, un symbole, pas un chef. Il y avait aussi le mollah Omar. Cette absence de leadership est un problème non seulement pour les Pachotoune mais pour l'Afghanistan. Mais si Kandahar tombe, on n'aura pas de problème à trouver des interlocuteurs pachotoune.

« Je pense que la prochaine crise éclatera au Pakistan. Même si l'on trouve une solution en Afghanistan »

« Et l'Alliance du Nord ? Malgré ses succès militaires, elle reste divisée. Ne risque-t-elle de se déchirer une fois de plus en luttes intestines ?

« Il n'y a pas de risque de conflit, de massacre ethnique, mais de désordre. Un gamin armé d'une kalachnikov qui refuse de payer dans un supermarché de Kaboul ! On peut assister à des luttes de factions pour le contrôle d'un quartier mais on n'est plus dans une situation de nettoyage ethnique. Il reste deux problèmes : l'anarchie et la guerre des

chefs. C'est un progrès ! En fait, tout le monde est d'accord sauf les talibans. On se trouve maintenant dans une situation du type IV^e République, de marchandage pour les postes. Ce n'est plus comme en 1992, quand les moudjahidins avaient pris Kaboul. Il y aura sans doute encore des morts, mais l'idée d'un gouvernement multiethnique est acceptée par tout le monde.

« Le Pakistan ne risque-t-il pas d'être le dindon de la farce ?

« Les Pakistanais ont tout perdu. Si Kandahar tombe, les brigades islamiques et les talibans se replieront vers le Pakistan, et on assistera à une autonomie de fait des zones pachotoune ! L'identité des Pachotoune pakistanais, qui représentent 16 % de la population du pays et de 30 % à 40 % de l'armée et de l'ISI (les services spéciaux), et la radicalisation islamiste se nourrissent l'une de l'autre. C'est pourquoi je pense que la prochaine crise éclatera au Pakistan. Même si l'on parvient à une solution en Afghanistan. Il sera impossible de garder sur le sol pakistanais les Arabes et les talibans réfugiés. Le seul endroit où on pourra se « débarrasser » d'eux, c'est le Cachemire. Ce qui ne pourra qu'y aggraver la situation face à l'Inde.

« Le président Moucharraf paie son arrogance passée. Il y a quelques jours, son ministre des affaires étrangères déclarait encore qu'il était hors de question que l'Alliance du Nord entre à Kaboul. Le Pakistan a perdu la face. »

Propos recueillis par
Patrice de Beer

De nouveaux éléments sur l'implication d'Al-Qaida dans les attentats du 11 septembre

LONDRES

de notre correspondant

Tony Blair ne perd pas une occasion de communiquer pour tenter de convaincre. Que les opérations militaires contre les talibans s'achèvent vite ou non, la guerre de l'information, elle, continuera. Le premier ministre britannique a pour principal souci de réaffirmer – à l'adresse du monde arabe et de la communauté musulmane du Royaume-Uni, fort sceptique – la légitimité de l'intervention en Afghanistan, en étayant le dossier à charge contre l'ennemi numéro un de la coalition antiterroriste, Oussama Ben Laden. Le 4 octobre, le gouvernement britannique avait diffusé un premier document prouvant, selon lui, que le réseau Al-Qaida et son chef avaient préparé et perpétré les attentats anti-américains du 11 septembre. Le Monde avait publié ce long texte (nos éditions du 9 octobre). Londres a rendu publique, mercredi 14 novembre, une nouvelle mouture de ce texte en 74 points, enrichi d'indices supplémentaires et convergents. Selon Tony Blair,

ils ne laissent désormais « aucun doute sur la culpabilité » du milliardaire d'origine saoudienne. Ce document de 24 pages est consultable sur le site Internet du 10 Downing Street. Le principal nouvel élément à charge est le contenu d'une vidéo qu'Oussama Ben Laden a enregistré le 20 octobre et qui a circulé dans les milieux sympathisants d'Al-Qaida, mais qui n'a pas été transmis aux médias. « Dans cette vidéo enflammée, souligne le dossier, Ben Laden a été le plus près d'admettre sa responsabilité [dans les attentats]. »

« NOUS PRATIQUONS LA BONNE TERREUR »

Suivent plusieurs de ces propos en référence aux attentats : « C'est ce que nous avions préparé depuis un moment, comme autodéfense. Alors, si venger les meurtres des gens de notre peuple est du terrorisme, que l'histoire soit témoin que nous sommes des terroristes » ; « Bush et Blair ne comprennent aucun langage, si ce n'est celui de la force. Chaque fois qu'ils nous tuent, nous les tuons, de manière à rétablir l'équilibre de la terreur » ; « La

bataille s'est déplacée à l'intérieur des Etats-Unis, et nous devons continuer jusqu'à ce que nous remportions cette bataille, ou alors mourir pour notre cause » ; « La mauvaise terreur est celle pratiquée par les Etats-Unis et Israël contre notre peuple. Ce que nous pratiquons est la bonne terreur qui les empêchera de faire ce qu'ils font. »

Le gouvernement a indiqué qu'il ne rendrait publique ni la vidéo ni sa transcription intégrale. Dimanche 11 novembre, le Sunday Telegraph a révélé que l'un de ses reporters au Proche-Orient avait vu une copie de cette vidéo et en avait transmis le contenu à son journal. L'hebdomadaire avait soumis ce matériel à un haut fonctionnaire de la Maison Blanche. Commentaire de l'officiel américain : les propos de Ben Laden sont une tentative de justification des attentats du 11 septembre, mais pas tout à fait une revendication de sa propre responsabilité.

Londres fournit deux autres éléments nouveaux. En premier lieu, « il existe désormais des informations liant une majorité des pirates

de l'air à Al-Qaida, et plus seulement trois d'entre eux, comme cela avait été établi auparavant ». Le nombre – et l'identité – de ces pirates suspectés d'appartenir au réseau terroriste n'est pas précisé. En second lieu, « un lieutenant de Ben Laden a admis depuis le 4 octobre avoir entraîné quelques-uns des pirates de l'air ». Le dossier ne révèle ni l'identité de ce lieutenant, ni où il se trouve.

L'ensemble du document, élaboré avant la fuite des talibans de Kaboul, « ne constitue pas », selon le gouvernement, « un dossier à charge susceptible d'être utilisé devant les tribunaux », car « certaines preuves d'une nature très spécifique sont trop sensibles pour être publiées ». Il n'empêche. Londres entend continuer, dans sa guerre de propagande, à recenser les propos du chef d'Al-Qaida, car, souligne le directeur de la communication de Tony Blair, Alastair Campbell, « chaque fois que Ben Laden ouvre la bouche, il se compromet un peu plus lui-même ».

Jean-Pierre Langellier

Le début du ramadan n'interdit pas formellement la poursuite de combats

Les moudjahidins sont dispensés de jeûne pour un mois sacré qui n'a jamais empêché les guerres de l'islam

CE N'EST PLUS tout à fait un ramadan de guerre. Ce n'est pas encore un ramadan de paix. Nul ne peut préjuger des incidences qu'aura sur les affrontements en Afghanistan le début du mois sacré des musulmans qui, après les heures d'observation de la nouvelle lune (la « nuit du doute »), a commencé jeudi 15 ou vendredi 16 novembre selon les pays. Les bombardements américains se sont raréfiés, moins pour des raisons religieuses qu'à cause de l'évolution de la situation sur le terrain. Ce qui soulage à la fois Washington – qui pouvait s'inquiéter des réactions dans les opinions publiques musulmanes – et des dirigeants comme les présidents Moucharraf (Pakistan) ou Moubarak (Egypte), qui avaient souhaité

une trêve des bombardements pendant ce mois de prière et de recueillement. De leur côté, les différents « fronts » encore en guerre pourront arguer des exemptions prévues par les règles du ramadan pour continuer à se battre.

INSTAURÉ EN 624

Les théologiens conviennent du caractère choquant de la poursuite des bombardements, même moins intensifs, dans cette période. Tous les musulmans sont tenus, durant un mois lunaire – qui peut compter, selon les années, de 28 à 30 jours –, de « faire retour » à Dieu, de jeûner, de prier, d'être solidaires des plus démunis, de se priver de relations sexuelles, d'éprouver leur fidélité à Dieu et à la communauté. Mais l'histoire du ramadan

est inséparable de celle de la guerre. Ce mois de jeûne a été instauré en 624, dès l'an II de l'hégire, à l'initiative du prophète Mahomet. C'est en ce mois de ramadan (de la racine *ram*, qui signifie « chaleur de l'été ») que le Coran a été révélé par Dieu à Mahomet. Il est devenu le neuvième mois du calendrier lunaire islamique.

« Le jeûne vous a été prescrit, comme à ceux qui vous ont précédés, afin que vous manifestiez plus de piété », explique la sourate 2. Outre les exemptions prévues pour les fidèles « malades et en voyage », une autre exception s'est aussi rapidement imposée aux « guerriers » de Mahomet, quand il s'est agi de conquérir La Mecque (642) et que la résistance des Mecquois « impies » ou « idolâtres » s'est révélée plus tenace que prévu.

« Vous êtes proche de votre ennemi. Rompre le jeûne serait mieux pour vous », suggère l'un des premiers hadith attribués au prophète qui fonde la tradition (*sunna*). Un autre, plus explicite, remonte aux épisodes de la bataille pour la conquête de La Mecque et fait dire à Mahomet : « Maintenant vous allez rencontrer votre ennemi. Rompre le jeûne est mieux pour vous. Mangez donc. »

Ainsi le mois sacré de l'islam n'a-t-il jamais empêché les musulmans de faire la guerre ou de se

faire la guerre. La conquête de La Mecque est célébrée chaque année le 19 du mois de ramadan et l'une des plus célèbres victoires ayant consolidé le pouvoir militaire du prophète – la victoire de Badr en Arabie – a eu lieu le 17 du ramadan de l'an 624.

Cette tolérance a été formalisée dans le droit musulman par Ibn Taymiyya (1263-1328) et les autres juristes de l'islam. Le musulman échappe à la règle de l'abstinence quand il est en train de combattre, qu'il participe au djihad ou, à l'époque moderne, pendant son service militaire, quand il est tenu de porter les armes. Lors de la guerre d'Algérie ou de la guerre israélo-arabe de 1973, les soldats musulmans n'ont jamais fait le ramadan.

« SURVEILLER L'ENNEMI »

De même qu'en cas de blessure mortelle, il est laissé sur le champ de bataille et enterré sans les ablutions rituelles, le moudjahidin, combattant du djihad, peut s'abstenir des cinq prières quotidiennes pour mieux « surveiller l'ennemi » et des prescriptions alimentaires prévues pour le ramadan, au même titre que le voyageur ou la femme enceinte.

Le ramadan est diversement observé dans les pays musulmans, où l'activité subit toutefois un considérable ralentissement. Dans beaucoup de villes, les restaurants,

les cinémas, les lieux de distraction et de réjouissances ferment leurs portes. Dans d'autres, la pratique du jeûne – éprouvante, surtout l'été – est laissée au libre choix des fidèles. Mais, de manière générale, dès le coucher du soleil, la rupture du jeûne est suivie de festivités, de veillées et d'animations jusqu'aux premières lueurs de l'aube, quand un ultime repas est encore autorisé. L'apogée de cette période sacrée est la vingt-septième nuit, la nuit dite du « Destin » qui, selon le Coran (sourate 97), « vaut mieux que mille mois ». Ces derniers jours, des responsables musulmans disaient qu'une trêve des bombardements serait bienvenue au moins ce jour-là.

Dans les monarchies pétrolières du Golfe, les responsables religieux ont déjà lancé des appels à leurs fidèles pour qu'ils manifestent leur solidarité aux Afghans victimes de la guerre et aux Palestiniens. Mais, durant ce mois, la « température » des mosquées et les avis donnés par les oulémas et autres autorités religieuses seront les derniers indices d'un éventuel soutien aux efforts d'Oussama Ben Laden et du mollah Omar pour tenter de rassembler les fidèles musulmans dans leur guerre planétaire contre les « croisés » et les « impies ».

Henri Tincq



GAP

www.gap.fr

ARTELANO

Mobilier contemporain

VENTE AU DEBALLAGE

FINS DE SERIE - 2^{ème} CHOIX

 vendredi 16, samedi 17 et dimanche 18 Novembre ainsi que vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 Novembre.

 de 10 h à 17 h sans interruption

 Autorisation préfectorale n° 2001/3537

ENTREPOT ARTELANO

 4, rue de Kéfir Z.I. Senia

 94310 ORLY ☎ 01.46.87.86.20

MÉDAILLE D'OR 2000

CONCOURS NF AMEUBLEMENT

DETAILLANT - GROSSISTE

VEND AUX PARTICULIERS

 Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



 RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHEZ

MATELAS • SOMMIERS

 Vente par téléphone possible

 fixes ou relevables - toutes dimensions.

 SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI

 SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...

 Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

 CUIRS - TISSUS - ALCANTARA

 Steiner - Caouon - Diva - Burnas - Duvivier etc...

 5500 m2 d'exposition

 LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

 • 239 à 247, rue de Belleville

 Paris 19^{ème} - M[°] Télégraphe

 • 50, avenue d'Italie

 Paris 13^{ème} - M[°] Place d'Italie

01.42.08.71.00 - 7/17

Le FMI prévoit une récession mondiale en 2002

WASHINGTON. Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé fortement à la baisse, jeudi 15 novembre, les perspectives de croissance publiées fin septembre, qui ne tenaient pas compte des effets des attentats aux Etats-Unis. L'économie mondiale connaissait déjà un fort ralentissement avant ces événements. Aussi l'impact sur l'année en cours est-il limité à quelques dixièmes de points : 2,4 %, contre 2,6 % pour l'activité mondiale ; 1,1 %, contre 1,3 % pour les Etats-Unis ; 1,7 %, contre 1,8 % pour l'Europe ; 0,9 %, contre 0,5 % pour le Japon. En revanche, il est désormais évident que la crise, plus grave et plus longue que prévu, pourrait faire basculer l'économie mondiale dans la récession en 2002.

Les experts du FMI diminuent de plus d'un point la croissance mondiale pour l'année prochaine à 2,4 %, contre 3,5 % en septembre. Les Etats-Unis devraient passer sous la barre des 1 %, à 0,7 %, l'Europe à 1,4 %. La récession du Japon s'aggrave (-1,3 %). L'état de l'économie mondiale est l'un des sujets, avec la lutte contre le financement du terrorisme, qui doivent être abordés ce week-end à Ottawa où se déroulent les assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale. - (AFP.)

Le Parlement macédonien proclame une nouvelle Constitution

SKOPJE. Le Parlement macédonien a proclamé, jeudi 15 au soir, une nouvelle Constitution, axe central de l'accord de paix d'Ohrid signé en août 2000, qui élargit les droits de la minorité albanaise vivant dans le pays. Quatre-vingt-quatorze députés ont voté pour la nouvelle Constitution et quatorze contre, sur cent huit députés présents.

Les quinze amendements à la Constitution de 1991, votés jeudi, font de l'albanais la deuxième langue officielle en Macédoine, donnent une représentation accrue aux Albanais dans la fonction publique, garantissent les droits des minorités et établissent des mécanismes de blocage lors des votes au Parlement sur les lois à caractère culturel ou dans les assemblées locales. - (AFP.)

Cuba veut acheter de la nourriture et des médicaments aux Américains

WASHINGTON. « Le gouvernement cubain nous a indiqué qu'il était intéressé à acheter des produits alimentaires américains en devises fortes », pour faire face aux conséquences de l'ouragan Michelle a déclaré, jeudi 15 novembre, un porte-parole du département d'Etat. Ce dernier n'a pas fait état d'objection de principe à cette demande, rappelant que ces achats sont permis en dérogation à l'embargo américain contre le régime castriste, depuis 1993 pour les médicaments et depuis l'an dernier pour les produits alimentaires, pourvu qu'ils se fassent en payant comptant.

Les Etats-Unis avaient proposé d'apporter une aide humanitaire à Cuba après le passage de l'ouragan qui a fait cinq morts et provoqué des dégâts économiques considérables dans l'île. La Havane avait décliné cette proposition des Etats-Unis, mais avait exprimé sa « reconnaissance » et relevé que « jamais un tel geste ne s'était produit » en quarante ans de relations houleuses entre les deux pays. - (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS/PALESTINIENS** : Washington a renoncé à financer la construction d'un axe routier pour les Palestiniens, qui devait relier les villes de Naplouse et Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, « pour des raisons de sécurité », a indiqué une source diplomatique américaine. Le projet, d'un coût de 70 millions de dollars, était l'un des plus importants dans le cadre de l'aide étrangère aux Palestiniens. Fin juillet, la Chambre des représentants avait approuvé un projet de loi budgétaire sur l'aide américaine à l'étranger, qui prévoyait des sanctions contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) si celle-ci ne parvenait pas à faire cesser les violences contre Israël. - (AFP.)

■ **FRANCE/ARABES** : un haut responsable du ministère français des affaires étrangères se rend, du 17 au 20 novembre, en Jordanie, en Syrie et au Liban, dans le cadre des consultations en cours avec les pays de la région, a indiqué, jeudi 15 novembre, le Quai d'Orsay. Le déplacement de Yves Aubin de la Messuzière, directeur d'Afrique du Nord et du Proche-Orient au Quai d'Orsay « sera l'occasion d'échanges de vues approfondis sur la situation internationale [Afghanistan et lutte contre le terrorisme] et, bien entendu, sur la situation au Proche-Orient ».

■ **ARGENTINE** : le Fonds monétaire international (FMI) attend d'avoir « plus d'informations » sur le plan de redressement de l'économie argentine avant de donner son avis et d'envoyer une mission, a indiqué, jeudi 15 novembre, la numéro deux du FMI, Anne Krueger. Les principales provinces argentines ont signé jeudi le pacte fiscal gouvernemental, destiné à enrayer une récession qui dure depuis trois ans et demi et à réussir la conversion de la dette publique de 132 milliards de dollars. Le Fonds a déjà accordé formellement une enveloppe de 8 milliards de dollars le 7 septembre, dont 5 milliards ont été versés immédiatement et 3 milliards mis à disposition de l'Argentine à condition qu'elle respecte le déficit budgétaire zéro.

Vingt-trois homosexuels égyptiens condamnés à des peines de prison allant jusqu'à cinq ans

Cette décision a suscité de vives réactions dans le monde entier

Vingt-trois Egyptiens accusés d'homosexualité ont été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à cinq ans. Ils avaient été arrêtés le 11 mai

dans une discothèque sur le Nil. Cette décision a provoqué de vives réactions sur le plan international. Human Rights Watch parle de procès « ini-

que » qui a servi au gouvernement égyptien à « détourner l'attention de l'opinion publique et à apaiser les éléments conservateurs de la société ».

LE CAIRE

de notre correspondant

La condamnation, mercredi 14 novembre, de 23 Egyptiens accusés d'homosexualité à des peines de prison ferme allant jusqu'à cinq ans de prison a provoqué de vives réactions internationales.

L'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW) parle de procès « inique ». « Le gouvernement voulait apparemment détourner l'attention de l'opinion publique de ses politiques impopulaires et apaiser les éléments conservateurs de la société égyptienne », a déclaré Joe Stork, directeur pour le Proche-Orient de HRW, avant d'appeler Le Caire à « remettre en liberté les condamnés immédiatement et sans conditions ».

La France a exprimé sa préoccupation par la voix du porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Bernard Valéro, qui a souhaité que « des mesures de clémence » soient prises en faveur des condamnés. Cette affaire avait déjà provoqué la « désapprobation » de

35 membres du Congrès américain, qui avaient adressé une lettre de protestation, le 3 août, au président égyptien, Hosni Moubarak. Ils y rappelaient qu'une partie des contribuables américains dont les impôts permettent l'octroi à l'Egypte de 2 milliards de dollars d'aide économique et militaire annuelle étaient « des gays et lesbiennes ».

Plus offensif encore, le « Gay-egypt.com », dernier site homosexuel égyptien sur Internet, a condamné « le régime égyptien de plus en plus répressif » et appelé les touristes à boycotter ce pays « pour ne pas subventionner la torture ». Le site rappelle que plusieurs accusés ont affirmé avoir été torturés, mais que le tribunal a refusé de faire vérifier leurs affirmations par des médecins, alors qu'il a accepté de leur faire subir une visite médicale forcée « visant à déterminer s'ils avaient pratiqué le sexe anal ». Les 29 personnes acquittées ont été, en réalité, condamnées, car « aucun ne pourra plus mener une vie normale après leur diffamation dans les jour-

naux », peut-on lire aussi sur le site. De fait, la presse avait publié les photos, noms, occupations et parfois même les adresses des accusés. Par ailleurs, les condamnés, même après avoir purgé leur peine, devront subir une surveillance policière équivalente à leur séjour en prison sans oublier le paiement d'une amende dont le montant reste à déterminer.

OCCUPER L'OPINION

Les « déviances sexuelles », comme les appelait la presse égyptienne, avaient été arrêtés, le 11 mai, dans une discothèque sur le Nil. Après deux mois d'enquête musclée, ils ont été traduits devant la Haute Cour de sécurité de l'Etat, un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel. La législation égyptienne, largement copiée sur le droit français, ne considère pas l'homosexualité comme un crime ou même un délit, recourir à la « menace contre la sécurité de l'Etat » permettait de contourner cet obstacle juridique. L'islam étant considéré

comme une base essentielle de la sécurité de l'Etat, le procureur a invoqué la religion pour formuler ses accusations : « mépris (...) et pratiques sexuelles contraires à l'islam ».

La multiplication de sites, et de forums homosexuels égyptiens sur Internet aurait provoqué la violente réaction des autorités. Et le ministère de l'intérieur dispose depuis peu d'un département chargé des « crimes et délits » liés à Internet. Profitant du fait que l'opinion publique considère l'homosexualité comme « un vice condamnable », le gouvernement aurait ainsi décidé de faire d'une pierre deux coups : donner un gage politiquement peu coûteux aux Frères musulmans, dont 17 membres ont été élus au Parlement, et occuper l'opinion avec une affaire scabreuse. Aujourd'hui, le gouvernement compte sur la guerre en Afghanistan pour détourner l'attention de l'Occident de cette affaire embarrassante.

Alexandre Buccianti

« La vraie solution, c'est la paix avec les Palestiniens, mais est-ce encore possible ? »

KFAR HESS

de notre envoyé spécial

Le silence tient compagnie aux cyprès du « Jardin des défenseurs ». Gidon Mazor caresse de la main

REPORTAGE

L'assassinat d'un horticulteur a plongé Kfar Hess, village agricole, dans l'effroi

une pierre du monument dédié aux morts du village agricole (mochav) de Kfar Hess, en Israël. « La plaque d'Aharon sera fixée ici », glisse-t-il.

Les vingt-deux stèles que compte déjà la sculpture racontent la guerre de 1947 et 1948, une attaque de fedayins en 1953, une autre en 1965, la guerre de 1967 et la campagne du Liban en 1982. Aharon Ussishkin, lui, est mort à quelques centaines de mètres de là, dimanche soir 11 novembre. Un des habitants du mochav avait remarqué une voiture suspecte et avait prévenu cet horticulteur, par ailleurs responsable de la sécurité du village. Accouru sur place en compagnie d'un ami, Aharon Ussishkin avait été atteint par un tir provenant du véhicule.

Cet assassinat non revendiqué, mais attribué par la police aux Palestiniens, compte tenu de la proximité de la « ligne verte », a glacé Kfar Hess. « Nous pensions que cela n'arriverait jamais chez nous », soupire Rosette Chouchana, qui tient la petite épicerie du village, et dont la victime était un client quotidien. Aharon Ussishkin était né ici, cinquante et un ans auparavant. Il avait grandi aux côtés de Gidon, horticulteur comme lui. Au fil des années, le mochav, fondé par leurs pères en 1931, s'était transformé. Le nombre

de cultivateurs s'était réduit de 100 à 30, ces derniers travaillant sur des surfaces toujours plus grandes pour tenir le coup face à la concurrence, alors que les urbains de Tel-Aviv et des autres grandes villes environnantes venaient de plus en plus volontiers s'installer dans un cadre verdoyant, aux petites rues propres agrémentées d'orangers et de bougainvilliers. L'an passé, Kfar Hess avait fêté ses soixante-dix ans dans l'allégresse. Un spectacle réalisé par ses habitants avait retracé son histoire et son évolution en village résidentiel cosu.

« Ce n'est pas la fin d'un rêve. Pas plus que la mort d'Aharon. Il y a eu dans le passé des périodes difficiles. En 1948, les balles arrivaient jusque dans notre maison. Puis ensuite des moments plus agréables. Mais nous sommes là et nous n'en partirons pas », explique Gidon alors qu'il monte la garde devant l'arrêt du bus, avec en bandoulière une carabine « américaine », datant selon lui de la guerre de Corée. Son ami Vicky, venu récupérer ses enfants au pied du car scolaire, a moqué ce déploiement sécuritaire. « Cela ne sert pas à grand-chose. Cela rassure les mères, mais ça effraie les enfants », assure-t-il avant de donner une bourrade amicale à Gidon.

A la sortie est du village, on peut apercevoir les premiers reliefs de la Cisjordanie et les premiers villages palestiniens qui joutent le « Triangle », cette région où vivent de très nombreux Arabes israéliens. La

proximité inquiète, même si les uns et les autres se sont longtemps côtoyés.

Depuis une semaine, la police est en alerte. Les services de sécurité redoutent l'infiltration de candidats à l'attentat-suicide. Jusqu'au début de l'intifada, Aharon Ussishkin avait employé des ouvriers palesti-

Que faire aujourd'hui ? Rosette ne croit pas à la séparation unilatérale, une idée très populaire en Israël, portée en son temps par Ehoud Barak, et qui se traduirait par l'érection d'une muraille bourrée d'électronique. Gidon, qui a voté pour Ariel Sharon en février, alors qu'il se considère fondamentalement com-

Sécurité renforcée à Jérusalem pour le ramadan

Israël a mis en place un dispositif de sécurité exceptionnel, vendredi 16 novembre, en prévision des prières du premier jour du mois du ramadan à Jérusalem. Quelque 2 000 policiers ont reçu l'ordre de se déployer dans Jérusalem-Est et le long de la ligne verte avec la Cisjordanie. Par ailleurs, deux dirigeants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) ont été libérés de la prison de Gaza dans laquelle ils étaient incarcérés par l'Autorité palestinienne après l'assassinat, le 17 octobre, du ministre israélien du tourisme, Rehavam Zeevi. C'est la Haute Cour palestinienne de justice qui a ordonné dès le 7 novembre leur libération. Sur le terrain, trois Palestiniens, dont une femme, ont été blessés, jeudi, par des tirs de l'armée israélienne dans le secteur de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. Un Palestinien a par ailleurs été tué et 15 autres blessés durant une incursion de l'armée israélienne dans la nuit de mercredi à jeudi dans le camp de réfugiés de Khan Younés.

niens venant quotidiennement de Gaza, avant de se tourner, après le blocus du territoire, vers des ouvriers thaïlandais. L'horticulteur imitait Gidon, qui avait été le premier à recourir à cette main-d'œuvre étrangère, il y a quelques années, parce qu'il ne voulait pas prendre le risque que ses ouvriers soient régulièrement retenus à un barrage.

me un homme de gauche, s'avoue perplexe. « Une barrière, on peut passer par-dessus, par en dessous, ou encore par les côtés. Pourtant, je crois que cela ferait du bien », estime-t-il. « La vraie solution, c'est la paix, même si cela ne supprimerait pas tous les risques comme par magie, mais est-ce encore possible ? »

Gilles Paris

El Al refuse les voyageurs transportant un linceul

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Avec un zèle renouvelé depuis le 11 septembre, les services de sécurité de l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv supervisent quotidiennement les fouilles minutieuses, les interrogatoires poussés, les passages sous les portiques électroniques ou aux rayons X de milliers de voyageurs. Tout à leur routine sécuritaire, ils se seraient sans doute volontiers passés des exigences particulières soulevées ces dernières semaines par une poignée de juifs ultraorthodoxes. Des Cohen, descendants du grand prêtre Aaron, souhaitaient embarquer à bord des avions munis d'un linceul en plastique. Surprenante, la requête n'avait toutefois rien de répréhensible.

L'affaire s'est corsée lorsque les religieux ont émis le souhait d'enfiler le linceul lors du survol du cimetière de la ville de Holon, situé à un jet de pierre de l'aéroport de Tel-Aviv, afin d'honorer à la lettre l'une de leurs obligations rituelles. Après quelques hésitations, la sécurité l'a emporté sur les principes religieux. La compagnie aérienne israélienne El Al vient de leur interdire de voyager enveloppés des pieds à la tête dans un de ces « body-bag », sac habituellement

destiné au transport de cadavres.

A l'origine de ce mini-bras de fer, la Halakha. Selon cet ensemble de règles qui s'imposent à tous les croyants, les Cohen ne sont pas autorisés à pénétrer dans les cimetières, afin de conserver la plus grande pureté. Or les vols internationaux au départ de l'aéroport Ben-Gourion passent, peu après le décollage, au-dessus du cimetière de Holon. Considérant que cela revenait à fouler le sol du lieu interdit, les religieux, sur les conseils de plusieurs rabbins, se proposaient donc de s'isoler du monde extérieur dans des sacs opaques, le temps du survol des tombes. Les équipages auraient été bien en peine de vérifier la bonne santé de ces passagers hermétiquement celés. El Al a préféré ne prendre aucun risque.

COERCITION RELIGIEUSE

Début novembre, souhaitant se rendre à Londres, le rabbin d'une école religieuse de Jérusalem s'est néanmoins présenté à l'aéroport avec son linceul en plastique, a rapporté le quotidien Haaretz. Face au refus des responsables de la compagnie aérienne israélienne de le laisser embarquer, le rabbin a préféré louer un avion privé pour rallier Chypre et de là s'envoler, en toute

orthodoxie, pour la capitale britannique.

Il est vrai que, fin octobre, une autre décision avait créé un précédent. Sollicitée par l'un de ses passagers, un important rabbin ultra-orthodoxe, la compagnie Swissair avait, elle, accepté de modifier son plan de vol. Avalisé par le ministère des transports et par les militaires, le contournement du cimetière par le sud, avait permis au religieux de se rendre à un mariage aux Etats-Unis sans contrevenir à ses principes. Cette dérogation à la règle a provoqué la colère de responsables de l'aéroport. Interrogés par le quotidien Haaretz, ils ont qualifié cette « coercition religieuse » de « diktat » imposé à une institution publique.

El Al, qui depuis le 11 septembre est régulièrement consultée par d'autres compagnies aériennes pour son savoir-faire en matière de sécurité sur ses avions et dans les aéroports - elle vient de signer un accord en ce sens avec la compagnie américaine Boeing -, pourra ajouter une question à la liste déjà longue que les services de sécurité israéliens soumettent à ses passagers : transporter-vous un linceul dans vos bagages à main ?

Stéphanie Le Bars

NEUBAUER

607

ENTRE LA ROUTE ET VOUS, UNE NOUVELLE HISTOIRE D'AMOUR.

PEUGEOT

NEUBAUER à Paris Porte de Champerret

9, bd Gouvion-St-Cyr - 75017 Paris • 01 46 22 88 88

Après les inondations, Alger doit faire face à de gigantesques problèmes d'organisation

Le dernier bilan officiel des inondations est de 701 morts

Six jours après les pluies diluviennes qui ont ravagé plusieurs villes du littoral algérien, en particulier la capitale, l'assistance aux milliers de

sinistrés s'avère très difficile. L'annonce par le gouvernement algérien du déblocage de primes pour la réhabilitation des appartements endom-

magés et d'avances sur le capital décès de chaque victime n'a pas calmé les esprits. L'exaspération est quasi générale.

ALGER

de notre envoyé spécial

A Alger, qui se débat encore dans le chaos, c'est l'incertitude qui prévaut à bien des égards pour

REPORTAGE

Partout, les mêmes accusations d'incurie, la même révolte contre la bureaucratie

dresser un juste bilan, six jours après la catastrophe qui, samedi 10 novembre, a dévasté une partie de Bab el-Oued et de nombreuses localités du littoral algérien. Le nombre des morts est à présent de 701, mais ce bilan reste provisoire. C'est par acquis de conscience que, parmi d'autres sauveteurs, les trente hommes de la sécurité civile française continuaient, jeudi, à fouiller les décombres au cœur du quartier ravagé. Les bergers allemands des cinq maîtres-chiens ne repéraient plus que quelques cadavres.

La phase d'assistance aux milliers de sinistrés s'annonce aussi incertaine. Alors que la solidarité instinctive joue à plein parmi la population, l'efficacité des structures et de l'organisation officielles est l'objet de vives controverses dont la presse francophone, extrêmement virulente, se fait largement l'écho. De fait, d'une rue à

l'autre, l'appréciation de la situation peut être radicalement différente. De Beaux-Fraisiers à Oued-Koriche en passant par Frais-Valon, les récriminations ne cessent de fuser de ceux qui se sentent « abandonnés », accusent les pouvoirs publics d'« incurie », dénoncent le marché noir et les fraudes, s'emparent contre les « lourdeurs bureaucratiques ».

Alors que des centaines de familles de sans-abri s'entassent dans des écoles primaires, des salles des fêtes et même une mosquée, les premiers camps de toile dressés à Sidi Fredj restent vides. « Nous ne voulons pas nous installer sous des tentes car ils vont nous oublier, résume Yasmina, une mère de famille de trente-huit ans. Avec le froid qui arrive, nous voulons un vrai logement. » Tous envient les 220 familles qui ont pu être hébergées, mercredi, dans des appartements neufs aussitôt équipés de couchages, de réchauds et de cuisines, au grand dam des mal logés algérois, qui voient reculer d'autant leur position sur des listes d'attente pléthoriques du fait de la grave crise de l'habitat.

L'annonce par le gouvernement du déblocage de primes de 200 000 dinars (20 000 francs) pour la réhabilitation des appartements endommagés et de 100 000 dinars (10 000 francs) comme avances sur le capital décès de chaque victime n'a pas calmé les esprits des sinis-

trés. Dans les neuf sites aménagés aux points stratégiques par la cellule de crise, présidée par le wali (préfet) d'Alger, la distribution de repas chauds, de denrées alimentaires, de matelas, de couvertures ou de vêtements par les volontaires, qui se dépensent sans compter, n'apaise pas davantage une exaspération quasi générale.

Ce désarroi et ces tensions, qui, la période du deuil passée, font craindre des débordements dans des quartiers particulièrement sensibles, ne doivent pas masquer le fait qu'Alger n'est pas abandonnée à son malheur.

« ÉLAN DE SOLIDARITÉ »

Sur l'aéroport Houari-Boumediène, les avions-cargos acheminant l'aide internationale se posent depuis quatre jours à un rythme soutenu. Après les voisins marocains, libyens et tunisiens, la France, l'Allemagne, la Suisse, les Emirats arabes unis, l'Iran et le Koweït ont dépêché vers Alger des gros-porteurs remplis de couvertures, de tentes, de nourriture et de médicaments. Cette générosité venue de loin touche profondément un pays qui voit ainsi se rompre un isolement très mal vécu, mais elle ne règle pas les gigantesques problèmes d'organisation sur le terrain.

Pourtant, au siège du Croissant-Rouge algérien, Ouahiba Zemerli, la secrétaire générale, et Eric

Michel-Sellier, chef de mission de l'équipe d'urgence de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge venue de France, s'accordent pour louer un « formidable élan de solidarité » et pour faire en sorte que la plus grande partie des secours matériels soit redistribuée dans la journée même.

Un médecin et un logisticien de Médecins du monde, arrivés mardi avec 1,8 tonne de médicaments et de matériel, se félicitent d'avoir pu les livrer eux-mêmes dans les hôpitaux de Bab el-Oued et de Bologhine, où, assurent-ils, « les compétences ne manquent pas pour affronter les risques sanitaires ». Dès le week-end prochain, ce sont des praticiens français de l'aide psychologique qui prendront le relais « en support » pour répondre au traumatisme moral d'une population parmi laquelle on dénombre très peu de blessés.

Une douzaine de techniciens de la Société des eaux de Marseille, qui travaillaient à Alger avant le déluge meurtrier, attendent deux énormes hydrocureurs de 19 tonnes qui devraient permettre de vidanger et de curer en une dizaine de jours le réseau d'assainissement de Bab el-Oued. Paradoxalement, la bataille de l'eau est une priorité dans cette ville qui en a si cruellement subi les effets.

Robert Belleret

Les chefs d'Etat africains se donnent les moyens d'être présidents à perpétuité

IL est arrivé au pouvoir il y a 17 ans à la tête d'un comité militaire. Il s'est fait élire deux fois, dans des scrutins contestés mais sacrifiant à l'obligation d'un semblant de démocratie en Afrique. En remportant haut la main (87 % de participation ; 98 % de oui), selon les résultats officiels annoncés mercredi 14 novembre, un référendum modifiant la Constitution, le général Lansana Conté, né « aux alentours de 1934 », ne s'ouvre pas seulement la possibilité de briguer un troisième mandat de sept ans en 2003. Il pose aussi « un jalon historique dans l'évolution démocratique » de son pays, selon l'expression de son ministre de l'intérieur, grand artisan d'un scrutin qui a combiné tripartoutillage constitutionnel et fraude électorale.

« Nous ne sommes pas surpris par le résultat, mais j'ai honte pour la Guinée. Nous espérons que le gouvernement serait plus raisonnable », a commenté le porte-parole de l'opposition. Celle-ci, avant même la tenue du référendum, dimanche 11 novembre, avait dénoncé une « mascarade » visant à instaurer une « présidence à vie ».

Le général Conté n'est pas le seul à se donner les moyens d'un pouvoir à perpétuité. Sur le continent africain, de la Tunisie à la Namibie, du Togo à la Zambie, nombre de chefs

d'Etat rêvent de l'imiter. Le cas de Sam Nujoma a de quoi rendre jaloux. Le premier président de la Namibie, a fait réécrire par sa majorité une Constitution, pourvue de toutes les garanties contre le syndrome africain « une élection libre, une seule fois ». Résultat, à 72 ans, il en est à son troisième mandat et n'exclut pas d'en ajouter un autre, si « le peuple » le lui demande.

« RÉPONDRE À L'APPEL DU DEVOIR »

En Tunisie, la constitution interdit au président Ben Ali de briguer un quatrième mandat en 2004. Pourtant, les instances dirigeantes du parti au pouvoir viennent de le désigner comme son candidat. Depuis, tout ce que le pays compte d'associations sportives ou folkloriques inonde la presse pour implorer le président de « répondre à l'appel du devoir ». Le chef de l'Etat n'a pas encore répondu mais, pour l'opposition, il est acquis qu'une prochaine réforme constitutionnelle lui permettra de céder à l'appel de la Tunisie profonde.

Le chemin de la réélection s'annonce plus difficile pour le général Gnassingbé Eyadéma du Togo. Bien qu'au pouvoir depuis 34 ans, le doyen des chefs d'Etat africains en est seulement à son second mandat électif et un article

de la Constitution s'oppose à une nouvelle candidature. Son entourage prépare donc un projet de « toilettage ». Seule la menace de l'Union européenne de ne pas reprendre son aide financière fait obstacle à l'idée d'une « présidence à rallonge ». Le général Eyadéma a même juré qu'il resterait « légaliste ». Jusqu'à quand ?

Au Malawi et au Kenya la situation est indécise. Les présidents sont muets sur leurs intentions. Dans d'autres – le Cameroun, la Guinée équatoriale... – les chefs d'Etat se sont bien gardés de faire inscrire une limitation des mandats dans la Constitution.

Un seul échec est venu briser le rêve d'un pouvoir perpétuel : en Zambie, le président Frederick Chiluba a renoncé à se succéder à lui-même, après dix ans au pouvoir, sous une forte pression populaire. C'est également le cas, mais de son plein gré, du président malien Alpha Oumar Konaré. Dans une Afrique où la tentation de s'accrocher au pouvoir est d'autant plus grande que la vigilance des bailleurs de fonds s'amenuise, il s'est engagé à mettre un terme à ses fonctions à terme échu, en 2002.

Stephen Smith et Jean-Pierre Tuquoi

La Belgique admet sa « responsabilité morale » dans la mort de Lumumba

Une commission a enquêté sur le meurtre, en 1961, du dirigeant congolais

BRUXELLES

de notre correspondant

Quarante ans. C'est le temps qu'il aura fallu à la Belgique pour tenter d'éclaircir officiellement son rôle dans l'assassinat du premier chef de gouvernement du Congo indépendant. Vendredi 16 novembre, une commission d'enquête de la Chambre des députés devait dévoiler, et voter, son rapport final sur l'implication de l'ancienne puissance coloniale dans le meurtre, le 17 janvier 1961, de Patrice Lumumba.

Geert Versnick, le président libéral flamand (VLD), espérait obtenir l'unanimité des groupes politiques, à l'exception du Vlaams Blok, le parti néo-fasciste flamand.

Le rapport de la commission, qui a entendu une trentaine de témoins et s'est fait assister de quatre experts indépendants, conclut à la « responsabilité morale » de Bruxelles dans l'exécution de Lumumba et de deux de ses compagnons par des gendarmes katan-gais. Il relève qu'à l'époque, la diplomatie belge a menti pendant des semaines à ses alliés, en niant avoir eu connaissance des informations relatives à l'assassinat. Enfin, le texte met en cause, de manière

prudente, le roi Baudouin, qui était en désaccord avec certains aspects de la politique africaine suivie par son gouvernement et estimait que la politique étrangère était l'un de ses privilèges.

La commission, qui a visiblement voulu éviter un débat plus approfondi sur le rôle de la monarchie dans un régime démocratique moderne, rappelle simplement le principe constitutionnel qui veut qu'en Belgique « le roi règne mais ne gouverne pas »...

CONCLUSIONS TIMIDES

La commission d'enquête aura-t-elle atteint ses objectifs, qui étaient de clarifier un passé hanté, depuis quatre décennies, par le fantôme de Lumumba et de confirmer la « nouvelle politique africaine », voulue par le gouvernement belge de Guy Verhofstadt et déjà concrétisée par les excuses que le premier ministre a présentées aux Rwandais pour l'incapacité des Belges à prévenir le génocide de 1994 ? « Nous avons fait œuvre utile en évoquant ce passé non assumé », déclare M. Versnick. Ses conclusions paraîtront toutefois timides, voire très insuffisantes, à certains acteurs et témoins, persuadés que différents responsables belges ont

tout fait pour éliminer, et pas seulement politiquement, un homme qui est devenu un mythe pour toute l'Afrique. C'est d'ailleurs la parution d'un livre de l'historien flamand Ludo De Witte, désignant les responsabilités du monde politique et industriel belge, ainsi que du Palais, qui avait motivé la création de la commission parlementaire. Cette dernière démontre, après avoir eu accès à des documents officiels et privés, jusque-là secrets, que le meurtre de 1961 avait été prémédité et méthodiquement organisé.

Elle confirme aussi que le gouvernement belge a évoqué, directement ou indirectement, la mise à l'écart de Lumumba, coupable à ses yeux d'avoir publiquement évoqué, le jour même de l'indépendance de son pays, « l'esclavage » imposé à son peuple. Coupable également d'avoir menacé les intérêts économiques de Bruxelles, qui soutenait la sécession katangaise de Moïse Tschombé parce que celle-ci s'opposait à Lumumba et que le gouvernement belge comptait l'utiliser pour assurer son maintien au Congo. La commission d'enquête évoque, enfin, des tentatives d'élimination physique qui, il faut le relever, se caractérisaient sou-

vent par leur total amateurisme... Le rapport final des députés ne va toutefois pas jusqu'à affirmer que l'ordre d'assassiner le premier ministre élu (et révoqué deux mois plus tard par le président Joseph Kasavubu, qui cédait aux pressions de l'ex-colonisateur) venait des autorités belges.

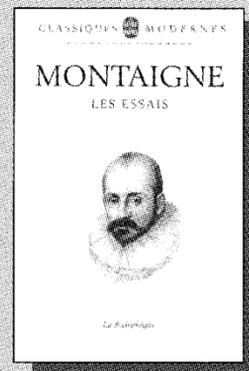
Un doute plane sur ce passage du rapport, mais M. Versnick souligne que sa commission ne dispose pas d'« indications formelles » lui permettant de conclure à la responsabilité « directe » d'acteurs belges. On relève cependant que, si des ministres ne peuvent être formellement mis en cause, des personnes placées sous leur autorité ont bel et bien joué un rôle trouble.

« Responsabilité morale » ou « crime d'Etat » ? Les auteurs de ce rapport historique, confrontés à des témoins qui, souvent, ne pouvaient ou ne voulaient pas livrer toute la vérité, ont choisi la plus douce des deux options, tout en soulignant que l'ensemble des autorités belges étaient d'accord pour éliminer un dirigeant par trop gênant, susceptible de placer le Congo dans l'orbite soviétique.

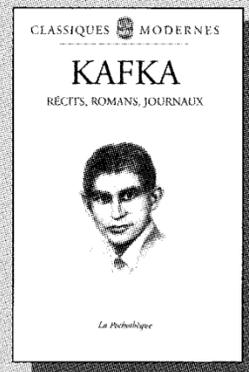
Jean-Pierre Stroobants

Le LIVRE de POCHE

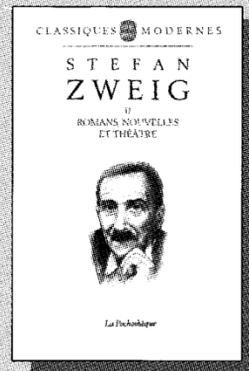
La Pochothèque



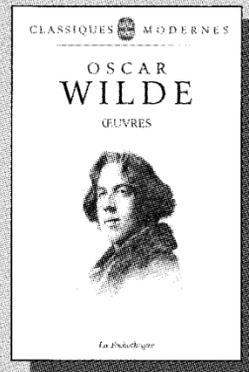
1873 pages
23,63 € 155 F



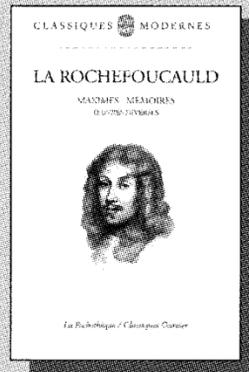
1518 pages
23,63 € 155 F



1193 pages
21,34 € 140 F



1510 pages
22,87 € 150 F



1160 pages
23,75 € 155,80 F

... c'est aussi une idée de cadeaux

PRÉSIDENTIELLE Le premier ministre continue à s'interroger sur le dispositif qu'il adoptera pour Matignon, au début de l'année 2002, lorsqu'il devra entrer en campagne. Le

« protocole » voudrait que Laurent Fabius, numéro « deux » du gouvernement, le supplée dans certaines tâches. ● LE CONSTITUTIONNALISTE Guy Carcassonne, conseiller de

Michel Rocard à Matignon et qui est très écouté du premier ministre, estime qu'« un intérim informel aurait bien des vertus » : M. Jospin pourrait « prendre du champ pendant la cam-

pagne » en chargeant simplement tel ou tel « d'assurer la cohésion gouvernementale ». ● M. FABIOUS met en garde ses collègues, mais aussi Jacques Chirac, contre des demandes de

dépenses publiques qu'il juge excessives. ● TREIZE MINISTRES, ainsi que « DSK » et Martine Aubry, multiplient les déplacements pour défendre le bilan du gouvernement.

Lionel Jospin cherche une issue au piège de la cohabitation

Le premier ministre se demande à qui confier les rênes de l'action gouvernementale lorsqu'il entrera officiellement en campagne, au début de 2002, afin d'échapper à la prééminence du président de la République. Les noms de Laurent Fabius et d'Olivier Schrameck sont les plus souvent cités

C'ÉTAIT il y a quelques semaines, lors d'une récente réunion de ministres. Lionel Jospin se faisait attendre. En bon « M. Loyal », le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, faisait patienter les troupes : « Asseyez-vous », dit-il. Tout à coup, Laurent Fabius prend la parole : « Le premier ministre aura un peu de retard et m'a demandé de commencer la réunion. »

Plus le temps de la candidature approche, plus les ministres guettent les moindres signes donnés au futur « gérant ». Qui gardera la maison Matignon pendant la campagne présidentielle ? « La question n'est pas si importante, parce que lorsqu'on sera vraiment en période de campagne, il n'y aura pas un président et un premier ministre, mais deux candidats qui devront apporter des réponses aux Français », tranche un proche.

Il n'empêche. En publiant son livre *Matignon rive gauche* (Seuil), le directeur du cabinet du premier ministre, Olivier Schrameck, a, volens nolens, ravivé le débat. De mauvaises âmes ont en effet pensé que, si le principal collaborateur du premier ministre avait choisi de livrer son témoignage sur la cohabitation, c'était aussi pour raconter et convaincre que, M. Jospin présent ou non, l'Hôtel Matignon était gardé par un homme qui « fait » de la politique. L'intéressé élude la question : « Mon livre ne s'inscrit pas dans la campagne », a

redit M. Schrameck, jeudi 15 novembre, devant un parterre d'invités rassemblés par sa maison d'édition, en acceptant et en revendiquant volontiers l'« acte de maladroite » politique d'une telle publication.

Un temps, les amis de M. Jospin ont caressé l'idée d'un départ anticipé de Matignon pour préparer sa candidature à l'élection présidentielle. Autour de lui, on s'inquiétait en effet de cette sorte de fatalité politique qui veut qu'un premier ministre sortant ne puisse pas être

« Pour ce genre de décision, c'est comme pour une dévaluation : on a le droit de mentir jusqu'au bout »

candidate victorieux à l'élection présidentielle. Les précédents de Jacques Chirac en 1988 et d'Edouard Balladur en 1995 incitaient nombre de ses conseillers à souhaiter que M. Jospin reprenne sa liberté et rompe la hiérarchie pesante qui oppose institutionnellement le président de la République au chef du gouvernement – et donne l'avantage au premier. Bref, à « casser », dans les derniers mois, le carcan de la cohabitation.

Plusieurs hypothèses avaient été évoquées. D'abord, un départ de



Matignon quelques semaines avant le premier tour, le temps de la campagne. Cette solution présente l'inconvénient majeur de rendre la main au président de la République, puisque c'est lui et lui seul qui a le pouvoir de nommer le premier ministre. Un pouvoir toutefois politiquement limité en période électorale. Ou, deuxième solution, un intérim assuré par le premier des ministres dans l'ordre protocolaire – en l'occurrence le ministre de l'économie et des finances –, comme cela se fait par exemple traditionnellement en période de vacances.

Les rocardo-jospinistes du gouvernement et du Parti socialiste

s'en inquiètent : ce dispositif signifie en effet la mise en valeur de M. Fabius. Dans un moment aussi stratégique politiquement, cette « promotion » n'anticipe-t-elle pas, de fait, sa nomination à Matignon si M. Jospin était élu président de la République ? Rue de Varenne, on indique que « Lionel Jospin est très soucieux du protocole ». Mais un proche du premier ministre nuance : « Le seul problème, si Fabius prend du galon, c'est aussi : comment on s'en débarrasse après ? » Troisième solution examinée : une simple mise en retrait pendant cette même période.

Très vite, M. Jospin a fermé la porte à toutes ces spéculations :

« Pas question de démissionner trois ou quatre mois avant le scrutin pour me préparer à quoi que ce soit. Je resterai ici. L'idée de partir ne m'habite pas un instant. Je ferai mon travail jusqu'au bout. J'ai toujours considéré qu'un responsable devait remplir la mission qui lui était confiée », estimait-il, le 26 mai, dans le *Figaro Magazine*. En dépit de ce démenti apporté par M. Jospin, le schéma demeure dans quelques esprits.

qu'aura pris le début de la campagne. »

Toutes les thèses continuent donc à circuler. « Le plus probable, c'est qu'il reste jusqu'au bout, car un intérim offre une solution incertaine et juridiquement douteuse qui ne peut pas durer plusieurs semaines », assure ainsi un proche. « Dans ce contexte, Olivier Schrameck sera évidemment le directeur du cabinet de Lionel Jospin jusqu'à

M. Schrameck : « Je n'ai pas tout dit, je n'ai pas menti »

Près de trois cents personnes ont assisté, jeudi 15 novembre, à Paris, à un débat avec Olivier Schrameck autour de son livre *Matignon, rive gauche*. Interrogé sur ses motivations à apparaître aujourd'hui au grand jour, le directeur du cabinet de Lionel Jospin a reconnu qu'il avait proposé un projet de livre aux éditions du Seuil dès le 15 mai 2001, et non pas, comme il le raconte dans les premières pages de son ouvrage, au lendemain de l'intervention du président de la République, le 14 juillet. Evoquant ses premiers pas de haut fonctionnaire, il a expliqué : « Je me suis alors aperçu que les décisions ne relèvent pas de la synthèse de rationalité, mais de l'accommodement des personnalités. » Interrogé sur l'abandon apparent, par Lionel Jospin, de la taxe Tobin, il a affirmé : « C'est une idée motrice qui doit avoir droit de cité. » Enfin, M. Schrameck a affirmé qu'il n'a « aucun dessein politique personnel ». « Je ne souhaite pas le pouvoir pour le pouvoir », a-t-il souligné, ajoutant : « Si je n'ai pas tout dit, je n'ai pas menti. »

La crise internationale née avec les attentats du 11 septembre, en permettant à M. Chirac de creuser de nouveau l'écart hiérarchique entre les deux « têtes de l'exécutif », a ravivé le débat sur le « dispositif Matignon » pendant la campagne électorale. « La décision n'est pas prise, elle le sera au dernier moment, assure-t-on dans l'entourage de M. Jospin, en fonction du contexte international et du ton

la fin, et tout naturellement plus présent que Lionel Jospin sera absent. » Un autre sourit : « J'ai bien lu que Lionel Jospin a décidé de rester jusqu'au bout à Matignon. Mais je pense que, pour ce genre de décision, c'est comme pour un remaniement ou une dévaluation. On a le droit de mentir jusqu'au bout. »

Ariane Chemin et Pascale Robert-Diard

Pour le constitutionnaliste Guy Carcassonne, « l'intérim informel aurait bien des vertus »

INTÉRIM du premier ministre : on cherche en vain l'expression dans la Constitution de 1958. Seul l'article 21, alinéa 2, prévoit que le premier ministre « peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres ». Commentant cet article dans son ouvrage intitulé *La Constitution* (Seuil, 1996), le professeur de droit Guy Carcassonne, ancien conseiller du premier ministre Michel Rocard entre 1988 et 1991, explique que « la pratique a imposé la possibilité de nommer un premier ministre par intérim » lorsque « le chef du gouvernement doit s'absenter assez loin et assez longtemps ». La procédure nécessite « un décret du président de la République,

contresigné par le premier ministre ». C'est ce que M. Carcassonne appelle l'« intérim informel ». Il y a des précédents. Entre 1988 et 1991, quand M. Rocard, premier ministre, partait en voyage, son numéro deux assurait l'intérim : en l'occurrence, le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale... Lionel Jospin. « Tu réalises le vieux rêve de Rocard d'être à la fois premier ministre et ministre de l'éducation nationale ! », plaisantait alors un de ses proches.

Imagine-t-on aujourd'hui le président de la République, Jacques Chirac, prendre un décret pour permettre à son rival, M. Jospin, d'entrer dans la course à l'Élysée ?

M. Carcassonne en doute. Celui qui fut un des inspirateurs, très écoutés à Matignon, de l'inversion du calendrier électoral plaçant l'élection présidentielle avant les législatives, a une autre idée : plutôt que de nommer un « intérimaire », M. Jospin pourrait décider de « prendre du champ pendant la campagne » et de charger tel ou telle d'« assurer la cohésion gouvernementale ». Nul besoin, alors, de décret présidentiel : cela éviterait à M. Jospin de devoir passer par la « case » Chirac.

« DURER ET ENDURER »

« L'intérim informel aurait bien des vertus », déclare au *Monde* M. Carcassonne. Certes, dans ce cas de figure, M. Jospin ne serait pas déchargé de tout ce qui relève du pouvoir du premier ministre. Sa présence serait par ailleurs requise au conseil des ministres, le mercredi matin, même si la Constitution n'impose aucune obligation de présence au chef du gouvernement. En revanche, il serait libéré des séances des questions au gouvernement, les mardis et mercredis, à l'Assemblée nationale, à partir du mois de mars, date de la fin de la législature.

S'il reste premier ministre « jusqu'au bout », M. Jospin candidat devra jongler avec deux agendas. Comme l'observe M. Carcassonne dans *La Constitution*, la fonction de premier ministre est, en règle générale, aussi « grisante » que « frustrante ». Il est là « pour durer et endurer », écrit le juriste, citant le général de Gaulle : « Endurer, car il est le plus exposé ; durer, car il doit le faire aussi longtemps que sa capacité de résistance le permet, et à condition de ne pas faire d'ombre à l'astre [le président de la République] qui lui a donné vie », ajoute-t-il. M. Carcassonne conclut : « Matignon donne donc des ailes présidentielles à qui y pénètre, que la gestion gouvernementale se charge généralement de rogner. Vous qui visez le Palais, évitez donc l'Hôtel. »

Clarisse Fabre

Laurent Fabius met en garde contre la surenchère électorale

LES MINISTRES dépensent, Laurent Fabius veille au grain. Le ministre de l'économie et des finances montera bien en première ligne pour défendre le bilan du gouvernement, mais il ne renoncera pas à sa liberté de parole pour mettre en garde ses collègues contre la tentation de faire de la « surenchère électorale » aux dépens des deniers publics. Il a réaffirmé cette orthodoxie budgétaire, jeudi 15 novembre, lors de la réunion de ministres qui se tient tous les quinze jours autour de Lionel Jospin.

M. Fabius s'est inquiété de la décision du premier ministre de lâcher du lest pour désamorcer la tension dans deux secteurs : les cliniques privées, qui ont obtenu 1,7 milliard de francs (260 millions d'euros) pour réduire l'écart salarial avec les hôpitaux publics, une mesure très critiquée au sein de la gauche plurielle ; et la police, qui bénéficiera de 700 millions supplémentaires, notamment pour doter chaque agent d'un gilet pare-balles.

Depuis le début de l'année, le ralentissement économique incite M. Fabius à multiplier les avertissements. A la veille de la présentation en conseil des

ministres du collectif budgétaire 2001, il a rappelé que, « dans l'intérêt même de l'emploi et de la solidarité durable, il ne serait pas raisonnable de multiplier les engagements de dépenses de fonctionnement non financées ». Mercredi, lors de la séance des questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, il a reconnu qu'il aurait souhaité un déficit budgétaire 2001 – en progression pour la première fois depuis 1995 – inférieur aux 212,5 milliards de francs finalement retenus.

Ses mises en garde s'adressent aussi à Jacques Chirac. En visite à Toulon, jeudi 8 novembre, le président de la République avait plaidé pour que la mise en chantier du second porte-avions nucléaire intervienne avant 2008. M. Fabius lui a répondu six jours plus tard : « J'ai dit, puisque j'avais entendu sur les ondes que tel ou tel qui est susceptible d'avoir des responsabilités dans l'Etat proposait la construction d'un deuxième porte-avions, qu'on pouvait discuter l'opportunité de cette décision, mais que, si on la prenait, il faudrait ajouter 20 milliards de francs de dépenses. »

Jean-Michel Bezat

Le PS et les ministres se mobilisent au service du bilan

CE N'EST PAS vraiment la reconstitution de la « dream team », celle qui, avec Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Claude Allègre et Elisabeth Guigou, faisait la fierté de Lionel Jospin dans les premières années de son gouvernement. Mais c'est une prise, ou une reprise, de service pour assurer, dans le cadre de la précampagne électorale lancée par le Parti socialiste, le 12 novembre, autour de son magazine *La France qui change*, la promotion du bilan du gouvernement depuis 1997. Pendant trois semaines, ministres et anciens ministres de M. Jospin vont jouer les super-VRP pour défendre, à longueur de réunions publiques, de rencontres avec des militants et de banquets républicains, l'action du futur candidat, encore non déclaré, à l'élection présidentielle.

Trois groupes de personnalités se sont donc répartis la tâche : les anciens ministres, les actuels membres du gouvernement, les responsables du PS. Si M. Allègre a disparu du premier cercle, M. Strauss-Kahn et M^{me} Aubry y occupent une place de choix. Au lendemain de sa relaxe dans l'affaire de la MNEF, le 7 novembre, « DSK » montre ainsi

sa totale disponibilité. Le jour du jugement, son ami Lionel lui avait fait part de sa satisfaction. Le lendemain, il l'a reçu quelques minutes à Matignon. Un photographe de *Paris Match* a immortalisé l'instant pour le reportage que l'hebdomadaire (dans son numéro daté du 22 novembre) consacre au retour de l'ancien ministre. M. Strauss-Kahn, qui prépare un livre de souvenirs et de réflexions pour le début de l'année, ira en mission à Besançon avec Pierre Moscovici, et à Bordeaux. Secrétaire nationale du projet du PS, M^{me} Aubry fera la même chose dans le Nord et dans l'Allier.

RÉPÉTITION GÉNÉRALE

Treize ministres forment le deuxième cercle. Faute d'avoir pu défendre eux-mêmes leur bilan dans le magazine du PS, ils vont aller le faire sur le terrain. M^{me} Guigou sera le 3 décembre à Montreuil (Seine-Saint-Denis), dans la circonscription où elle va se présenter en 2002. Les autres vont sillonner le territoire : Jean Glavany à Nîmes et à Tarbes, Bernard Kouchner à Nancy, Jack Lang à Montpellier et à Dijon, Marylise Lebranchu à Angers, Marie-Noëlle

Lienemann dans l'Eure et à Libourne, M. Moscovici à Clermont-Ferrand, Ségolène Royal à Orléans et en Poitou-Charentes, Michel Sapin à Mulhouse, Daniel Vaillant à Lens, le 1^{er} décembre, et Jean-Luc Mélenchon dans la Nièvre. Christian Paul devrait également être de la partie, ainsi que Laurent Fabius, qui pourrait se rendre à Poitiers.

Le dispositif de campagne sur le bilan comprend aussi des personnalités socialistes : François Hollande, bien sûr, à Montceau-les-Mines et à Issoudun, Jean-Marc Ayrault, Raymond Forni à Toulouse et à Cherbourg, et même Bertrand Delanoë, annoncé à Marseille. Le 6 décembre, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, M. Hollande animera, sans doute avec plusieurs ministres mais en principe sans M. Jospin, un meeting pour conclure cette campagne. Avant de passer aux suivantes, sur le projet socialiste puis en soutien à son candidat... Parmi les super-VRP qui sillonnent la France, plusieurs se retrouveront dans l'équipe de ce dernier. Pour l'heure, ils répètent.

Michel Noblecourt

COMMUNIQUÉ

La **SALLE PLEYEL** est un monument national et un lieu de musique mondialement connu.

A partir d'octobre 2002, elle fermera ses portes pour d'importants travaux. Les meilleures entreprises internationales ont été choisies.

Nous considérons que le public a son mot à dire concernant cette rénovation et lui demandons son opinion sur :

Le confort de la salle : Excellent
Moyen
Médiocre

L'acoustique de la salle : Excellent
Moyen
Médiocre

Merci d'envoyer vos réponses et suggestions avant le 1^{er} janvier 2002 à :

Salle PLEYEL
252 Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

Députés et sénateurs ont supprimé la sanction d'inéligibilité pour les élus « comptables de fait »

Le projet de loi sur les chambres régionales des comptes écarte une menace qui inquiétait les politiques

Députés et sénateurs, se sont accordés, mercredi 14 novembre en commission mixte paritaire, pour supprimer l'inéligibilité automatique des élus

condamnés auparavant pour « gestion de fait » par une chambre régionale des comptes. Cette abrogation a été approuvée devant les députés

par le rapporteur socialiste du projet de loi, Bernard Derosier (Nord) et votée presque sans opposition par les deux chambres du Parlement.

L'AFFAIRE a été menée sans coup férir. Au terme d'un long feuilleton parlementaire consacré au statut des magistrats des chambres régionales des comptes (CRC), les députés et les sénateurs se sont définitivement accordés, mercredi 14 novembre en commission mixte paritaire, pour supprimer une menace qui tourmentait tous les édiles de France : l'inéligibilité automatique infligée aux élus locaux condamnés, par une CRC, pour « gestion de fait ». Cette sanction découlait, jusqu'à présent, d'une disposition du code électoral qui interdisait à un fonctionnaire en charge des deniers publics d'exercer en même temps des fonctions électives.

Issue d'une proposition de loi rédigée par deux sénateurs de droite, l'abrogation protectrice a été approuvée, devant les députés, par le rapporteur socialiste du projet de loi, Bernard Derosier (Nord), et votée sans encombre à l'Assemblée comme au Sénat. La secrétaire d'Etat au budget, Florence Parly, ne s'y est pas davantage opposée – pas plus d'ailleurs que le Syn-

dicat des juridictions financières (SJF), qui représente la très large majorité des magistrats des CRC.

Seul le député (RPR) des Hauts-de-Seine, Olivier de Chazeaux, s'est ouvertement écarté de cet unanimité, renvoyant toutefois au gouvernement la responsabilité de ce « coup ». « Que les parlementaires s'entendent pour adopter des dispositions qui les arrangent, c'est déjà contestable, a-t-il déclaré au Monde. Mais que le gouvernement n'intervienne pas, c'est incroyable. » Ancien maire de Levallois-Perret, défait par Patrick Balkany (RPR) aux dernières élections municipales, le député – qui n'était toutefois pas présent lors du débat à l'Assemblée – assure ne pas croire à une « volonté de préserver les petits élus ». « Je me demande, dit-il, ce que tout cela cache. »

Les alarmes de M. de Chazeaux ne paraissent pas étrangères à sa rivalité avec M. Balkany. En marge de la commission mixte paritaire, mercredi, plusieurs élus se sont inquiétés du bénéfice que pourrait tirer l'actuel maire de Levallois de la disposition votée par les parle-

mentaires. M. Balkany a vu son élection invalidée par le tribunal administratif au motif qu'il était inéligible au moment du scrutin. Si la loi supprime la sanction résultant de sa condamnation pour « gestion de fait », l'élection restera à refaire – mais il pourrait y être à nouveau candidat. « M. de Chazeaux a peut-être des raisons personnelles de s'indigner, mais il se réveille un peu tard », résumait, jeudi, M. Derosier, justifiant la décision adoptée par le souci de « réserver les sanctions pénales à la justice pénale ». Membre de la commission paritaire Sénat-Assemblée, le député RPR s'y est officiellement opposé, mercredi, à l'abrogation de la sanction d'inéligibilité – mais il s'est trouvé bien seul.

LES ENNUIS DE M. MANCEL

Dès 1997, une première proposition avait été élaborée par les sénateurs (RPR) Jean-Patrick Courtois (Saône-et-Loire) et Patrice Gélard (Seine-Maritime). Les embarras judiciaires du secrétaire général du RPR de l'époque, Jean-François Mancel, dont la gestion du départe-

ment de l'Oise était fortement mise en cause par la CRC, était dans tous les esprits. S'y ajoutaient déjà les difficultés de François Bernardini (PS), qu'un jugement de « gestion de fait » allait conduire, l'année suivante, à la démission d'office de la présidence du conseil général des Bouches-du-Rhône.

Au printemps 2000, les sénateurs Jean-Paul Amoudry (UC, Haute-Savoie) et Jacques Oudin (RPR, Vendée), auteurs d'une nouvelle version, affichaient leur volonté de « mettre fin à l'ère du soupçon » contre les élus. M. Oudin – par ailleurs mis en examen en tant qu'ancien trésorier du RPR dans l'enquête sur le financement de ce parti – disait vouloir « assainir les relations tendues » entre les politiques et les chambres régionales qui les contrôlent (*Le Monde* du 12 mai 2000). Lorsque le texte est revenu au Sénat, il y a un mois, plusieurs élus – au premier rang desquels Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) – ont exprimé leur hostilité à l'égard des CRC.

« Je comprends que certains élus puissent avoir le sentiment que la sanction électorale qui est appliquée à la procédure de gestion de fait est parfois disproportionnée par rapport aux faits visés », leur a répondu M^{me} Parly, le 30 octobre, avant de s'en remettre « à la sagesse » du Sénat. Dans l'hémicycle siégeait ce jour-là le maire (RPR) de Nice, Jacques Peyrat, lui-même sous le coup d'une procédure de « gestion de fait » – non encore définitive – à propos du maniement irrégulier de 2 millions de francs par une association paramunicipale organisant un festival de cinéma...

Hervé Gattegno

Les compétences des juridictions financières seront limitées

RÉUNIS en commission mixte paritaire, sénateurs et députés ont fini, mercredi 14 novembre, par trouver un accord sur le projet de loi relatif aux chambres régionales des comptes (CRC), déposé par le gouvernement à l'Assemblée nationale le 29 décembre 1999. Initialement voué à organiser le statut des magistrats financiers, désireux d'une revalorisation de carrière équivalente à celle accordée en 1997 à leurs homologues des tribunaux administratifs, le texte a été élargi : le Sénat y avait ajouté de nombreuses mesures visant à encadrer le contrôle des CRC sur la gestion des collectivités locales et à limiter leur champ d'action. Les députés ont restreint sensiblement la portée de ces dispositions.

Le texte est donc bien enrichi d'un volet procédural qui « opère un rééquilibrage au profit des élus », estime le président du Syndicat des juridictions financières, Georges Raquin, mais « réaffirme et conforte le rôle des CRC » en « améliorant la procédure contradictoire ». Les élus locaux qui font l'objet d'un contrôle auront en effet désormais la possibilité de répondre par écrit aux observations définitives des CRC et leur réplique sera annexée aux rapports publiés par ces dernières. La publication de ces rapports, souvent critiques à l'égard des élus, ne pourra pas intervenir dans les trois mois précédant une élection – initialement, les sénateurs souhaitaient un délai de six mois. « Cette disposition ne fait que traduire dans la loi une disposition pratique déjà mise en œuvre par les magistrats », relève M. Raquin.

En outre, le champ d'application du contrôle des CRC est désormais fixé par la loi. Cette définition, que le Sénat avait voulu limiter à « la régularité des actes de gestion et l'économie des moyens mis en œuvre », a été, après d'âpres discussions, étendue à « l'évaluation des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés par l'assemblée délibérante ». Elle précise toutefois que « l'opportunité de ces objectifs ne peut

faire l'objet d'observations » – ce qui écarte les possibilités d'intervention des juges sur les décisions politiques des élus. La procédure de « gestion de fait » est aussi réformée. Outre la suppression de la sanction d'inéligibilité automatique, la prescription en est ramenée de trente à dix ans. Mais il n'est plus question d'offrir à l'élu une possibilité de recours pour « excès de pouvoir » devant le Conseil d'Etat contre la décision de la CRC, les sénateurs ayant consenti, en commission mixte paritaire, à revenir sur ce vœu.

INDÉPENDANCE RENFORCÉE

Le projet de loi revalorise par ailleurs la carrière des magistrats financiers. Alors qu'actuellement, avec une pyramide des âges vieillissante, l'avancement y est devenu plus difficile à obtenir, le nombre de grades est réduit de quatre à trois et la rémunération en fin de carrière portée à la hauteur de tous les autres corps de fonctionnaires de niveau équivalent. L'accès des juges des CRC à la Cour des comptes est également facilité et l'indépendance du corps renforcée. Ainsi, le conseil supérieur des CRC – qui gère les carrières, les mutations et fait office de conseil de discipline – comprendra davantage de juges des CRC. Il donnera son avis sur les nominations des présidents des chambres, qui continueront néanmoins de dépendre du premier président de la Cour des comptes.

Quant à l'obligation de mobilité tous les sept ans, qui avait été introduite en première lecture à l'Assemblée pour tous les magistrats, elle a été remplacée, à l'initiative du Sénat, par un avancement sous condition de mobilité au grade de président de section : ainsi, un magistrat ne pourra être promu président de section s'il n'a pas, au préalable, occupé un poste dans une autre région.

Laetitia Van Eckhout

Elisabeth Guigou écrit à six chefs d'entreprise pour défendre les mesures sur les licenciements contestées par le patronat

LA RÉPONSE d'Elisabeth Guigou est ciblée, elle ne concerne que six chefs d'entreprise. Cinq présidents de société, Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Daniel Bouton (Société générale), Michel-Edouard Leclerc (Centres Leclerc), Michel Pébereau (BNP), Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais), et Paul Hermelin, directeur général de Cap Gemini Ernst & Young, sont en effet les destinataires dûment sélectionnés d'une lettre de la ministre de l'emploi et de la solidarité. Datée du 14 novembre, elle défend les mesures sur les licenciements, vigoureusement contestées par le patronat, contenues dans le projet de loi de modernisation sociale.

« Le gouvernement estime qu'une restructuration réussie est celle qui, poussant à son terme le dialogue social, permet d'en faire comprendre le principe et d'accepter les modalités », écrit M^{me} Guigou. Les entreprises s'étant plaintes de l'allongement des procédures des plans sociaux, elle juge « contestable » leur calcul, qui prend en compte la durée de reclassement. « Il est incontestable », ajoute-t-elle néanmoins au paragraphe suivant, « que, sur le plan strictement juridique, le projet de loi en cours de débat aboutit à un

allongement de la procédure d'ensemble (...). Cet allongement est de l'ordre de 21 jours, hors recours au médiateur. » Les grands groupes, souligne M^{me} Guigou, observent des délais « au moins aussi longs que ceux qui résulteraient du texte », avant de conclure que « les entreprises ont tout à gagner, vis-à-vis de leurs salariés et de la collectivité qui les entoure [à] l'instauration d'un dialogue social constructif qui permette la poursuite de l'activité après restructuration, sans traumatisme prolongé ».

REPROCHÉ À M. PEYRELEVADÉ

Nulle part il n'est fait référence au manifeste des 56 grands patrons, qui s'étaient insurgés, le 24 octobre dans le quotidien *Les Echos* contre les « nombreux effets pervers » du projet de loi. Trois d'entre eux, MM. Bouton, Peyrelevade et Pébereau figuraient pourtant parmi les signataires de cet appel. En revanche, la ministre rappelle, dans son courrier, la « rencontre » qu'elle avait eue avec ces six responsables d'entreprise le 10 juillet. Aucun d'entre eux ne l'avait, par la suite, prévenue de leur initiative commune, pas même M. Peyrelevade, pourtant considéré comme

un « ami ». M^{me} Guigou lui en avait fait le reproche, le 30 octobre, après avoir croisé le président du Crédit lyonnais au Conseil économique et social. « Je ne suis que 1/56 des signataires », lui avait-il alors répondu. Quelques jours plus tard, dans une tribune au *Monde*, il qualifiait le texte « de posture, pour ne pas dire d'imposture ». Vexée, M^{me} Guigou s'est résignée à répondre par écrit à ses interlocuteurs.

La fronde des patrons ne se démentant pas, Lionel Jospin a dû, le même jour, prendre lui-même la défense du projet de loi en cours d'examen au Parlement. « Nos chefs d'entreprise doivent prendre en compte les considérations de leurs salariés, de leurs revenus, de la stabilité de l'emploi, parce que, quand l'angoisse du chômage frappe, c'est toute l'économie qui est ébranlée », a-t-il déclaré à l'Assemblée nationale, le 14 novembre. Au même moment, l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP) apportait son soutien à l'« appel des 56 », estimant que les mesures sur les licenciements font « peser des risques sérieux » sur les entreprises.

Isabelle Mandraud

Le PRG reste divisé sur la candidature de Christiane Taubira à la présidentielle

JEAN-MICHEL BAYLET, président du Parti radical de gauche (PRG) a annoncé, jeudi 14 novembre, devant des militants réunis à Blagnac (Haute-Garonne) que le bureau national de son parti, réuni la veille, avait proposé Christiane Taubira, députée de Guyane, comme candidate à la présidentielle. A la suite d'une longue discussion, avec une trentaine d'interventions, le bureau national n'a cependant pas voté sur cette question. Elle sera tranchée par le vote des militants réunis en convention le 1^{er} décembre. Le bureau national de la présidence du parti, considéré comme insuffisant pour la proposition du PS pour les législatives. Au lieu des 35 circonscriptions proposées, le PRG en souhaite 40, afin de retrouver le nombre de députés sortants, soit 14.

« La France, c'est vous ! », mot d'ordre de la campagne de Robert Hue

ROBERT HUE, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a annoncé jeudi 15 novembre, son intention de mener « tambour battant » une campagne de « proximité, d'écoute et de dialogue », avec pour mot d'ordre : « La France, c'est vous ! ». « Ma candidature, a-t-il expliqué, vise à permettre aux femmes et aux hommes (...) de dire ce qu'ils ont sur le cœur. » Pour M. Hue, la campagne ne doit pas « tourner autour du nombril de quelques-unes ». Le candidat communiste a réservé sa première flèche à Jean-Pierre Chevènement : « La France, tout le monde en parle. Certains prétendent l'incarner à eux seuls », a-t-il ironisé. Le nouveau président du PCF a réaffirmé son intention de partir en priorité à la « reconquête de l'électorat communiste ».

DÉPÊCHES

■ **EMPLOI** : l'emploi salarié dans les secteurs privé et semi-public a augmenté de 0,3 % (44 900 postes) au troisième trimestre 2001 et de 2,4 % (351 200) sur un an, chiffres qui reflètent un ralentissement du rythme de croissance de l'emploi, selon les résultats provisoires publiés par le ministère de l'emploi, vendredi 16 novembre. Même si les attentats du 11 septembre n'ont pas eu l'impact négatif redouté, « on ne retrouve pas pour autant le rythme de l'emploi de l'année dernière (2000) », a commenté le ministère.

■ **ELYSEE** : le député PS Arnaud Montebourg et cinq de ses collègues, ont renoncé à déposer leur amendement au projet de loi de finances, proposant de réduire les crédits de l'Elysée (*Le Monde* du 9 novembre). Cet amendement a été critiqué, jeudi, par le rapporteur général de la commission des finances, le socialiste Didier Migaud : « Les informations de nos collègues étaient partiales, partielles et incomplètes », a-t-il déclaré.

■ **SÉCURITÉ SOCIALE** : le Sénat a adopté en première lecture, jeudi 15 novembre, par 207 voix contre 112, le budget de la Sécurité sociale pour 2002, la droite votant pour et la gauche contre. Les sénateurs ont supprimé le mécanisme de l'Ondam (Objectif national de dépenses d'assurance maladie) et le système de sanction des lettres clefs flottantes, qui permet de baisser le tarif d'un acte médical.

■ **UDF** : le président de l'UDF, François Bayrou, a proposé, jeudi 15 novembre sur France 2, la création d'un « ministère de la sécurité ». « Il faut que la fermeté soit désormais assumée », a indiqué le candidat à la présidentielle.

■ **DROITE** : la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, renvoie à l'automne 2002 la création d'une « formation élargie » de la droite autour de Jacques Chirac, dans un entretien au *Figaro* du 16 novembre.

< LES 10 JOURS >

du 17 au 27 novembre





PARIS et REGION PARISIENNE

<ul style="list-style-type: none"> * PARIS 7^{ème} * PARIS 8^{ème} * PARIS 5^{ème} * PARIS 11^{ème} * PARIS 14^{ème} * PARIS 15^{ème} * SEVIGNY * ORGEVAL 	<ul style="list-style-type: none"> 189 Bd Saint-Germain 5 Avenue Maignon Galerias Lafayette 25 Rue du Fg Saint-Antoine 99 Avenue du Maine 75 Rue Saint-Charles Rue des Roses RN 13 	<ul style="list-style-type: none"> * TRAPPES EVRY * BAGNEUX BOJLOGNE NOISY LE GRAND * PIERREITTE CRETEIL * HERBLAY 	<ul style="list-style-type: none"> RN 10 CCR Evry 2 RN 20 - 104 Av. A. Briand 42 Av. Général Leclerc CCR Arcades 129 Bc Jean Mermoz CCR Créteil Soleil RN 14 (Patte d'oie)
---	--	--	--

*Magasins ouverts les 2 dimanches

POLICE Une semaine après la manifestation des officiers de police, qui avait rassemblé plus de 3 000 personnes le 10 novembre, c'est au tour de l'UNSA-Police, organisation majoritaire,

d'appeler à manifester, samedi 17 novembre à Paris, pour réclamer un renforcement des effectifs et une revalorisation des salaires. ● BIEN QUE DIVISÉS dans leurs mouvements

de protestation, les syndicats de policiers dénoncent unanimement le malaise d'une profession « qui devient de plus en plus difficile ». ● DE 1997 À 2002, le nombre de poli-

ciers, en hausse de 15 %, est passé de 125 000 à 145 000. Mais la répartition géographique des effectifs demeure inadaptée. ● INSULTES À RÉPÉTITION, sentiment d'impunité

de délinquants de plus en plus jeunes, décalage par rapport à l'image véhiculée par les séries télévisées : « les collègues sont remontés », résumé un capitaine de Besançon.

En quête de reconnaissance, les policiers se mobilisent en ordre dispersé

Après le défilé des officiers la semaine dernière, l'UNSA-Police, principal syndicat chez les gardiens de la paix et les CRS, appelle à une manifestation samedi, à Paris. Face à un « métier qui devient de plus en plus difficile », il demande des renforts d'effectifs et une revalorisation « significative » des salaires

LA MOBILISATION policière se poursuit. Après le Syndicat national des officiers de police (SNOP), le 10 novembre, c'est au tour de l'organisation majoritaire, l'UNSA-Police, d'appeler à une manifestation samedi 17 novembre à Paris. « Le gouvernement doit annoncer au plus vite un plan stratégique, qui comprenne un renforcement des effectifs et une revalorisation significative des salaires », a indiqué Joaquin Masanet, le secrétaire général de l'UNSA-Police. En dépit de leurs divisions, qui ont suscité deux autres défilés de protestation les 21 et 22 novembre à Paris et en province (*Le Monde* du 14 novembre), les syndicats dénoncent unanimement le malaise de leurs adhérents, car le métier « devient de plus en plus difficile ».

Gardiens de la paix qui réclament de meilleurs salaires, officiers en recherche d'identité professionnelle, commissaires qui, aux dires d'André-Michel Ventre, le secrétaire général du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), se sentent « éliminés » ou « mis à l'écart des débats sur la sécurité » : aucune catégorie n'est avariée de récriminations. Et la colè-

re se transforme parfois en révolte. A Angers (Maine-et-Loire), les policiers sont en « service minimum », raconte Philippe Boussion, dirigeant régional du Syndicat général de la police (SGP). « Les collègues refusent de sortir. Ils restent au commissariat, jouent aux cartes. Quand le patron donne l'ordre de sortir, ils font 100 mètres dans la rue, puis ils s'arrêtent. » Les gardiens de la paix arborent sur leur uniforme un autocollant « policier en colère », qu'ils ont aussi collé sur les portes et sur les véhicules.

LA JUSTICE PRISE À PARTIE

Comme presque partout, la mort de deux policiers le 16 octobre au Plessis-Trévise (Val-de-Marne) a joué le rôle de détonateur. Angers reste une ville relativement préservée ; tout y devient pourtant difficile, assure M. Boussion. « J'aimerais poser des questions au ministre de l'intérieur, dit-il. Quels sont les moyens légaux pour interpellier les véhicules qui forcent les barrières ? Qu'est-ce qu'on fait face aux types qui nous insultent, alors que, si on leur répond, c'est nous qui sommes poursuivis ? »

Le capitaine Alain Schirmer, délégué du SNOP, travaille à la brigade

anticriminalité (BAC) de Paris. La nuit, il sillonne la ville à la recherche des flagrants délits. Le malaise policier ? « Il est aussi dû au sentiment d'impunité des délinquants, assure-t-il. Deux types de dix-neuf et vingt et un ans qu'on avait interpellés sur un vol de voitures ont fini par être condamnés. Ils avaient vingt-trois et dix-neuf antécédents. » Des histoires comme celle-là, pas un policier qui n'ait à en offrir. La justice est prise à partie, dénoncée comme plus attentive aux droits des délinquants qu'à ceux des fonctionnaires de police. « Un seul substitut du parquet de Paris est venu passer la nuit avec nous pour voir comment ça se passait sur le terrain, raconte Alain Schirmer. Ils ne lisent pas le contenu de nos PV d'interpellation. Ils se contentent de vérifier la régularité formelle. » La loi du 15 juin 2000 sur la présomption d'innocence renforce les droits des personnes mises en cause. Qualifiée de « loi pour les voyous », elle n'a fait qu'aggraver le mécontentement policier.

A défaut de faire plus, l'Etat aurait, selon eux, dû mieux faire. Le lieutenant Corinne Bouchend'homme, déléguée de Synergie-officiers, exerce à la deuxième



division de police judiciaire (DPJ) de Paris, spécialisée dans la lutte contre la moyenne délinquance. Agée de trente-deux ans, elle est entrée dans la police en 1997. « Quand on débute, on ne s'attend pas du tout au manque de moyens, affirme-t-elle. On est une adminis-

tration pauvre. Certains collègues doivent acheter leurs gilets pare-balles ou utiliser des ordinateurs personnels. On a le sentiment d'une police au rabais, où l'objectif de l'Etat est toujours de payer moins pour le même travail. Les emplois-jeunes, les adjoints de sécurité font le travail

de gardiens de la paix, qui font eux-mêmes un boulot d'officier. » Dans le 11^e arrondissement de Paris, le vestiaire du commissariat central est devenu le symbole de ce manque de considération des autorités. « Il est situé en sous-sol, raconte un brigadier-chef qui préfère garder l'anonymat. Quand il pleut, il est toujours inondé. Cela fait des années que ça dure. Alors, on s'est habitués et on est perplexes à la fois. »

INSULTES À RÉPÉTITION

Et puis, il y a cette image que renvoient les médias, le public, si peu en rapport avec ce que les policiers appellent « leur vécu ». Le capitaine Mohamed Douhane, délégué Synergie-officiers, affecté à la police urbaine de proximité dans le 2^e arrondissement de Paris, s'éleve, avec le sourire, contre « certaines séries télévisées ». « Regardez Navarro, dit-il. Il y a trois officiers avec lui : un alcoolique, un coureur de jupons et un autre qui appelle sa mère en pleine audition. » Les insultes à répétition, l'uniforme qui ne fait plus peur à personne, et surtout pas, selon eux, à ces jeunes délinquants, qu'ils disent de plus en plus jeunes et de plus en plus délinquants, sont mal ressentis. « Le policier, c'est l'interlocuteur direct, reprend le lieutenant Bouchend'homme. Quand un délinquant est relâché, les gens pensent que c'est de notre faute. »

De ces manifestations, tous attendent une plus grande reconnaissance. « Que l'Etat revalorise nos salaires, qu'on ne se fasse plus tuer pour 8 000 francs », dit Philippe Boussion, qui réclame 2 000 francs de plus pour les gardiens de la paix. « Qu'on arrête d'avoir des responsabilités de cadres supérieurs et des revenus d'agents de maîtrise ! », proclame le capitaine Douhane. Mais, surtout, conclut le capitaine Schirmer, « que l'administration arrête de réagir dans l'urgence et qu'elle anticipe sur la délinquance à venir ».

P. Ce.

Pascal Ceaux

Les effectifs augmentent, leur répartition demeure inadaptée

CONFRONTÉ au mécontentement des policiers, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, s'est engagé à ce que 3 000 nouveaux emplois – 2 700 gardiens de la paix et 300 agents administratifs – soient créés au titre du budget 2002. Pour les syndicats, ces renforts sont nécessaires afin d'être plus présents sur le terrain, notamment dans le cadre de la police de proximité, dont la mise en œuvre sera achevée en juin 2002. L'UNSA-Police, l'organisation majoritaire, réclame ainsi le recrutement de 20 000 policiers supplémentaires dans les quatre ans à venir.

Depuis 1997, les gouvernements successifs de Lionel Jospin ont embauché : en cinq ans, de 1997 à 2002, les effectifs policiers, si l'on prend en compte les emplois-jeunes, sont passés d'environ 125 000 à 145 000, soit une hausse de plus de 15 %. Selon le ministère de l'inté-

rieur, le 1^{er} janvier 2002, la police nationale devrait compter 98 235 gardiens de la paix et gradés, contre 93 379 le 1^{er} janvier 1997. Dans le même temps, le nombre d'agents administratifs est passé de 13 218 à 14 133. Enfin, le 1^{er} octobre 2001, les adjoints de sécurité (ADS) – les emplois-jeunes de la police nationale, qui bénéficient d'un contrat de cinq ans – étaient 14 868. Si l'on ajoute à ces chiffres ceux des effectifs des officiers (15 457) et des commissaires (1 866), le total devrait atteindre 144 559 en 2002 contre 125 652 cinq ans auparavant.

Bien qu'inférieur aux 150 000 annoncés par M. Vaillant à l'Assemblée nationale, le 12 novembre, lors du débat budgétaire, ce chiffre consacre l'effort le plus important en faveur de la police de ces dix dernières années, même si les policiers recrutés en

2002 ne pourront pas être affectés dans les commissariats avant 2003 puisque la durée de leur formation est de douze mois. L'entrée en application des 35 heures risque cependant de « consommer » pour partie les efforts supplémentaires consentis ces dernières années en matière de recrutement.

REDÉPLOYER LES FORCES

Dans l'Union européenne, la France est aujourd'hui l'un des Etats qui compte le plus de forces de l'ordre par habitant, si l'on prend en compte les 90 000 gendarmes. Ce nouveau paysage conforte une idée défendue par plusieurs sociologues : le véritable problème réside moins dans les effectifs que dans leur répartition géographique. Au printemps 1998, un rapport parlementaire

du député Roland Carraz (MDC) et du sénateur Jean-Jacques Hyst (UDF-FD) s'était prononcé en faveur d'un redéploiement des forces de police et de gendarmerie. En clair, il s'agissait de remplacer les policiers par des gendarmes dans les « petits postes » – appellation donnée aux commissariats des petites villes. Inversement, dans les zones rurales que l'évolution démographique a urbanisées, les brigades de gendarmes auraient cédé le terrain aux policiers. Une liste, établie par les ministères de l'intérieur et de la défense, avait provoqué la colère des syndicats de police et des élus locaux, et plusieurs manifestations. Le projet avait finalement été « reporté » par M. Jospin (*Le Monde* du 20 janvier 1999).

A la BAC sud de Marseille, un « flic » mû par « l'amour du risque »

MARSEILLE
de notre correspondant régional
Petit déjà, il rêvait d'être policier. Marcel Maunier, qui préside aux destinées de l'Association de défen-

PORTRAIT

Marcel Maunier aime le maintien de l'ordre, où on pratique « l'exercice physique »

se de la police et plaide pour une conception musclée de la sécurité, est né à Marseille, d'un postier et d'une maraîchère. Marié tôt, forcé de travailler, il doit attendre l'âge de vingt-sept ans pour passer le concours espéré : en 1980, il devient enfin policier. Le maintien de l'ordre, où on pratique « l'exercice physique », lui plaît : il intègre une compagnie républicaine de sécurité (CRS) à Massy (Essonne), puis revient à Marseille, où il devient un spécialiste du flagrant délit. Car cet amoureux de la nature se dit « chasseur » dans son métier. Affecté dans une brigade de surveillance de secteur (aujourd'hui brigade anticriminalité, BAC), il y restera douze ans.

Ce marathonien et parachutiste y éprouve la fatigue de l'alternance du travail de jour et de nuit, celle d'accompagner un enfant à l'école après une nuit de travail. Mais, en réalité, il n'aime que son métier : « C'est intéressant d'interpeller un individu, il y a une décharge d'adrénaline. On connaît l'amour du risque en même temps qu'on fait le bien puisqu'on est là pour éliminer les crapules. » Ces sensations, cette possibilité, dit-il, d'exercer « l'amour de la justice et de l'équi-

té » comblent cet homme râblé, qui dit « avoir toujours eu ça dans le sang ». Il a vécu des coups durs, comme « la mort de [son] patron, abattu en 1987 », et la fureur de voir le tueur hospitalisé dans la même chambre que le policier, ou encore une « expérience marquante », quand, rentrant chez lui, il s'est fait subtiliser son arme de service par un voleur.

En 1990, le gardien de la paix Maunier réussit son brevet de capacité technique et prend, en 1995, dans les Yvelines, le commandement d'une

brigade d'intervention. Il découvre alors « ce nouveau phénomène : les banlieues, les cités ». Six ans après, il estime que rien n'a avancé, « au contraire » : « L'insécurité est là, avec ces jeunes qui ne font que "shitter" dans les cages d'escalier, qu'on interpelle, qui sont relâchés et qu'on retrouve. »

Revenu à Marseille, il rejoint une compagnie d'intervention et connaît quelques soucis lors d'une intervention trop musclée contre des manifestants. Muté, il est affecté à la « cellule de sécurisation des quartiers sud », qui rassemble quelques fortes têtes.

« EN CONTACT AVEC LE TERRAIN »

Mais cette période vient de prendre fin : depuis septembre, Marcel Maunier a retrouvé la BAC sud, où il est brigadier-chef. Après « vingt et un ans de boîte », il touche 13 000 francs par mois, « primes de risques incluses », pour quatre après-midi de huit heures par semaine avant deux jours de repos. Il patrouille donc quotidiennement avec deux camarades dans une des deux voitures de la brigade, « tout le temps, tout le temps en contact avec le terrain ».

Ce râleur qui a récolté à plusieurs reprises des sanctions, est intarissable sur le malaise policier, le manque de moyens, les lois inadaptées, la nécessité d'emprisonner les dealers, les incohérences salariales. Il n'est pas tendre non plus avec un système qui, selon lui, use les policiers et les pousse à « éviter de prendre leurs responsabilités ». Mais, en vérité, il n'envisage pas de faire autre chose que ce travail, « tant que [ses] capacités physiques me le permettront ».

Michel Samson

Au commissariat de Besançon, « les collègues sont remontés »

BESANÇON
de notre correspondant
C'est d'abord une question de climat. « Morose », lâche-t-il, après avoir hésité un instant sur le choix

PORTRAIT

Le capitaine Morichon, qui croyait à la grandeur du service public, est désabusé

du mot. A quarante-huit ans, fort d'un quart de siècle de police, le capitaine Christian Morichon a connu bien des situations de doute. Mais jamais une atmosphère aussi « triste » que celle qui règne aujourd'hui dans son commissariat central de Besançon (Doubs). Car selon lui, l'ambiance, insidieusement, a changé. « Les collègues sont remontés. Le stress est permanent. Les salaires – 15 500 francs net dans mon cas, primes comprises et sans treizième mois pour des semaines de plus de 40 heures – ont décroché par rapport au reste de la société. La négociation sur la réduction du temps de travail s'éternise. Les heures supplémentaires en retard s'accumulent. La population est divisée à notre égard... »

Le ton est désabusé. M. Morichon, marié, père de deux enfants, a mal à sa vocation. Et pourtant, il croyait à la grandeur du service public. Affecté en 1978 à la sûreté urbaine de Mulhouse (Haut-Rhin) comme inspecteur après avoir réussi son concours, préparé à l'issue de deux années d'étude de droit, puis muté à sa demande, cinq ans plus tard, à la police de l'air et des frontières à Saint-Louis (Haut-Rhin), il a vécu son retour dans sa ville natale de Besançon, en 1994, comme un aboutisse-

ment personnel. Chef d'une unité de deux brigades au service d'investigation et de recherche (SIR), soit six gradés et gardiens, il est au cœur des petits drames du quotidien. « Loin des flics de feuilleton télé, nous gérons les affaires de délinquance courante : les vols à la roulotte dans les voitures, les cambriolages, les violences, les dossiers de mœurs ou de stupés, énumère-t-il. Les attaques de banques à main armée, les assassinats complexes ou le grand banditisme, c'est pour la PJ [police judiciaire] ! »

Cette police de proximité, qu'il a pratiquée longtemps avant qu'elle ne devienne le dernier concept de sécurité à la mode, Christian Morichon la sait utile. « Les victimes, c'est nous qui les recevons, avec leur désarroi, leur perte de repères, leur angoisse. C'est à elles qu'il faut penser en priorité. » Mais il affirme que la baisse des effectifs l'empêche parfois de consacrer à chaque dossier le temps qu'il mériterait. « Chaque année, 11 500 plaintes sont déposées à Besançon. Mais il y a aussi les demandes du parquet relatives à des enquêtes de services extérieurs de police ou de gendarmerie ou à des courriers adressés directement au procureur de la République, les commissions rogatoires des juges d'instruction, les signalements d'affaires d'incestes ou de viols, les gardes à vue des interpellés de la nuit, les flagrants délits, détaille le capitaine. Bref, beaucoup plus de travail qu'il y a vingt ans. Seulement, à l'époque, la sûreté urbaine comptait près de 45 fonctionnaires. Aujourd'hui, au service d'investigation et de recherche, nous sommes 33. »

Lucide, Christian Morichon se dit cependant « privilégié » par rapport à ses camarades des régions parisiennes, lyonnaises ou marseillaises. « Exception faite des mineurs, qui sont

en général les plus violents, les plus excités, nous sommes relativement respectés lors de nos interventions. Il n'y a pas d'outrages tous les jours, précisément. Evidemment, il faut prendre des précautions car la situation s'est dégradée dans certains quartiers. Autrefois, on allait interpellé à deux policiers et on laissait la voiture sans surveillance. Maintenant, on y va à quatre et quelqu'un doit rester garder le véhicule si on veut le retrouver intact. »

DES MANQUES CRIANTS

Si le parc automobile de son service lui paraît « correct », après des années « catastrophiques », d'autres manques sont plus criants : les gilets pare-balles, « des modèles archaïques, lourds, impossibles à porter si l'on veut monter avec dans une auto » ; l'unique téléphone portable, qu'il faut « se partager à trois » ; l'informatique, « dépourvue d'accès à Internet, qui ne nous permet pas de travailler en réseau, d'autant que certains terminaux ne sont toujours pas connectés aux fichiers les plus consultés, comme celui des véhicules volés ». M. Morichon voit enfin dans l'impossibilité d'appeler un numéro national sans passer par le standard de l'hôtel de police « un signe désagréable de défiance ».

« Le métier se complique sans cesse », conclut-il. Lorsque le législateur décide que les auditions de mineurs doivent être filmées, il ne réalise pas l'aggravation de la charge de travail que cela représente à effectifs constants. Si cette mesure était étendue à toutes les personnes entendues, je ne vois pas comment nous pourrions nous en sortir. »

Jean-Pierre Tenoux

ANYWAY.COM
Comparez. Voyagez.

VOLS AR*	
New York	2030F
Montréal	2308F
Miami	2515F
Saint Martin	3024F

WEEK-END* (5J/4N)
Budapest vol + hôtel***
à partir de 2215F

0 825 008 008
www.anyway.com
3615 ANYWAY**

*Prix à partir de, taxes incluses ; sous réserve de disponibilité. Pour la validité, nous consulter.
Caid. S.A. RCS Paris B391482452. Lic. 075960011
0,99F/min *2,23F/min

Le gouvernement et les départements souhaitent améliorer la lutte contre la maltraitance des enfants

Les Etats généraux de la protection de l'enfance se sont tenus le 15 novembre à la Sorbonne

Réunis le 15 novembre à la Sorbonne pour les Etats généraux de la protection de l'enfance, Lionel Jospin et trois de ses ministres, Ségolène Royal,

Marylise Lebranchu et Elisabeth Guigou, ont annoncé leur intention d'améliorer la lutte contre la maltraitance. « Notre appareil législatif et régle-

mentaire est complet, a estimé la ministre déléguée à la famille et à l'enfance. L'enjeu est aujourd'hui d'appliquer partout les textes. »

COMMENT améliorer l'usage des quelque 29 milliards de francs consacrés chaque année à la protection de l'enfance ? Les Etats généraux de la protection de l'enfance, réunis jeudi 15 novembre à la Sorbonne par Lionel Jospin et trois de ses ministres - Ségolène Royal, Marylise Lebranchu, Elisabeth Guigou - ont tenté d'envisager l'avenir du dispositif de protection de l'enfance. Pour la première fois, les services de l'Etat, ceux de l'aide sociale à l'enfance des départements et les associations étaient rassemblés pour réfléchir à la meilleure façon de lutter contre toutes les formes de maltraitances.

« En dix ans, nous sommes passés du déni au délit en termes de maltraitance des enfants, a retracé Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille et à l'enfance. Notre appareil législatif et réglementaire est complet. L'enjeu est aujourd'hui d'appliquer partout les textes. Car il y a une forte hétérogénéité territoriale. »

Pour la ministre, les départements, auxquels les lois de décentralisation ont confié la mission de protection de l'enfance, dépensent certes énormément (26 milliards de francs annuels) mais une bonne part de ce budget de l'aide sociale à l'enfance (ASE) est englouti dans les placements d'enfants. En 1998, 143 000 enfants étaient placés en famille d'accueil ou en établissement, rappelait en juin 2000, le rapport de Bernard Cathala et Pierre Naves sur les placements d'enfants.

En novembre, un second rapport, celui de Claude Roméo, directeur de l'enfance en Seine-Saint-Denis, sur les relations entre familles et professionnels, est lui aussi venu souligner l'urgence de la

réforme des pratiques de l'ASE. « Le dispositif de protection de l'enfance peut s'apparenter, dans le regard des usagers en particuliers, à une sorte de boîte noire rendue opaque du fait du nombre important d'intervenants, de l'intrication des champs de compétences, de la diversité des procédures ou encore de la technicité de la terminologie qui ne facilite pas toujours la compréhension des décisions rendues. » Claire Brisset, la défenseuse des enfants, a

rité et le bien-être de l'enfant, doit s'accompagner d'un travail avec la famille. Il faut éviter par tous les moyens qu'une mise sous tutelle soit synonyme, pour les parents, de disqualification sociale. »

Tout à tour, les représentants d'une dizaine de conseils généraux particulièrement innovants ont exposé leurs méthodes. A l'instar de celui du Gard, qui place les enfants... dans leur propre famille, à qui rendent visite réguliè-

La France se « mobilise » contre l'exploitation sexuelle

A la fin du mois de décembre aura lieu à Yokohama, au Japon, le deuxième Sommet mondial de l'ONU sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour témoigner de la « mobilisation » de la France sur le sujet, Lionel Jospin a annoncé, jeudi 15 novembre, lors des Etats généraux de la protection de l'enfance, son souhait de voir créer une nouvelle infraction permettant de poursuivre les clients de prostituées âgés de 15 à 18 ans, qui profitent jusqu'à présent d'un vide juridique (Le Monde du 15 novembre).

Par ailleurs, les mineurs étrangers isolés, « qui sont exposés à tous les dangers possibles », bénéficieront d'un lieu d'accueil qui ouvrira ses portes dans le Val-d'Oise début 2002 et sera géré par la Croix-Rouge.

d'ailleurs fait état de la masse de plaintes reçues : parents et enfants critiquent, selon elle, le « manque d'explication des décisions prises, le manque de coordination entre les différents acteurs de la protection de l'enfance, la faiblesse du travail mené avec les familles en amont et en aval des mesures décidées pour l'enfant ». « Il faut, a-t-elle dit, remettre la famille au cœur du dispositif ».

Lionel Jospin est venu exprimer le même souhait de voir changer le regard porté sur les familles ainsi que la conception du placement : « Les ruptures du lien familial, lorsqu'elles sont inévitables pour la sécu-

ment des professionnels formés à l'évaluation des risques. En cas de danger, l'enfant peut être immédiatement renvoyé en institution sans nouvelle décision judiciaire.

Les ministres, ensuite, ont évoqué les évolutions des pratiques qu'ils estiment souhaitables. Des pistes qui, pour l'essentiel, n'engagent pas le budget de l'Etat, mais impliquent une réorientation, voire un renforcement des moyens des départements. Mais « les départements sont prêts à proposer l'élargissement de leur rôle de protection de l'enfance », a affirmé le sénateur Philippe Nogrix (union centriste), au nom de l'Association des départe-

tements de France (ADF). « Les conseils généraux, directions départementales de la protection judiciaire de la jeunesse et juridictions seront incités à une évaluation annuelle commune des objectifs et des modes de fonctionnement du dispositif de protection de l'enfance », a annoncé Marylise Lebranchu, ministre de la justice.

Un observatoire national des politiques de protection de l'enfance sera créé. La coordination des différentes institutions sera renforcée, chaque département se dotant d'un schéma départemental de protection de l'enfance - seul deux tiers des départements en disposent actuellement.

D'ici à la fin de l'année, un décret sera publié qui garantira aux familles un accès direct à leur dossier d'assistance éducative. Les familles en difficulté seront mieux soutenues dès la grossesse, en mobilisant les services d'aide à domicile. Les services de protection maternelle et infantile (PMI) s'adresseront aux enfants jusqu'à dix ans et non plus six ans.

Un service de prévention spécifiquement destiné aux adolescents sera créé dans chaque département. Tout enfant accueilli par les services de l'ASE se verra remettre un « carnet de vie », dans lequel seront inscrites toutes les étapes de son parcours. Des « petits internats scolaires de proximité » verront le jour. Le gouvernement entend enfin améliorer la qualité des institutions sociales et médico-sociales prenant en charge des mineurs dans le cadre de l'ASE. Et accroître les moyens affectés à la pédopsychiatrie.

Pascale Krémer

Début de ramadan sur fond de polémique

LE PREMIER JOUR du ramadan a été fixé au vendredi 16 novembre par les institutions musulmanes en France. Dans un communiqué signé également par la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), la Mosquée de Paris a annoncé le début du mois du jeûne pour « vendredi 1^{er} ramadhan 1422 correspondant au 16 novembre 2001 ». Contrairement à l'an passé, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) n'a pas participé à la réunion organisée jeudi soir par la Mosquée de Paris à l'occasion la « nuit du doute », durant laquelle les responsables religieux observent l'apparition de la nouvelle lune et déterminent le premier jour du ramadan. L'UOIF reproche à Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, ses déclarations au quotidien *Libération* (29 octobre) dans lesquelles il dénonçait, à propos de la consultation en cours sur l'islam, « une sorte de laxisme qui risque de livrer l'islam de France à une école radicale ».

La CEDH juge partiellement recevable une requête de M. Papon

LA COUR EUROPÉENNE des droits de l'homme (CEDH) a déclaré partiellement recevable, jeudi 15 novembre, une requête formée par Maurice Papon contre la France, relative à son procès devant la cour d'assises de la Gironde, qui lui a valu d'être condamné, le 2 avril 1998 à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité. La CEDH a estimé recevable les griefs de l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde, en ce qu'il n'a pas eu accès à la Cour de cassation, du fait de l'ancienne règle de « mise en état » qui exigeait que le condamné se constitue prisonnier à la veille de l'examen de son pourvoi. La CEDH a également jugé recevable le fait que M. Papon n'a pas bénéficié d'un procès en appel. Depuis le procès Papon, l'appel des cours d'assises a été instauré par la loi du 15 juin 2000 qui a également supprimé la règle de « mise en état ». La CEDH préconise donc à la France de parvenir à un règlement à l'amiable avec Maurice Papon. Son avocat, M^e Jean-Marc Varaut devrait déposer une requête en réexamen du procès de son client devant la Cour de cassation.

DÉPÊCHES

■ **PÉDOPHILIE : un réseau de pédophilie, au sein duquel une quinzaine d'adultes sont suspectés de viols ou d'agressions sexuelles** sur des enfants, a été démantelé mercredi 14 novembre à Outreau, dans la banlieue de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Six adultes ont été placés en garde à vue mercredi et devaient être présentés vendredi à un juge de Boulogne en charge d'une information judiciaire qui avait déjà abouti à dix mises en examen dont celles des parents des victimes.

■ **JUSTICE : la cour d'appel de Paris a annulé cinq décisions de relaxe, jeudi 15 novembre**, qui avaient été prononcées par le tribunal correctionnel de Paris le 12 décembre 2000 à l'égard de personnes arrêtées en 1998 avant la Coupe du monde de football. Soupçonnées d'appartenir à un réseau logistique dissident du groupe islamiste armé (GIA) algérien, elles étaient poursuivies pour « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un attentat terroriste ».

■ **Le procès en appel des nationalistes corses surpris en 1994 alors qu'ils s'approprièrent à faire sauter le complexe immobilier de Spérone** (Corse-du-Sud) s'est ouvert, jeudi 15 novembre à Paris, un an après la condamnation de dix des prévenus à quatre ans de prison ferme. Le tribunal correctionnel avait été au-delà des réquisitions du parquet anti-terroriste en octobre 2000 et n'avait relaxé que deux prévenus.

Le doute plane toujours sur les circonstances de la mort du petit Lubin au procès en appel de Magali Guillemot

COMME les décisions de cour d'assises ne sont pas motivées, nul ne sait les éléments qui emportèrent la conviction du jury des Hauts-de-Seine, en novembre 2000, au terme d'un procès dominé par les incertitudes, pour décider l'acquiescement de Jérôme



PROCÈS

Duchemin et la condamnation à quinze ans de réclusion criminelle de son épouse, Magali Guillemot, ingénieure centralienne de trente-quatre ans, reconnue coupable de « violences habituelles ayant entraîné la mort, sans intention de la donner », sur leur bébé de cinquante-six jours, prénommé Lubin.

La conviction policière, établie en quelques jours en décembre 1994 ? Les impressions d'audience ? Le réquisitoire de l'avocate générale, basé sur des « sentiments » ? Nul ne sait. Et qu'importe aujourd'hui. Le procès en appel de Magali Guillemot est un nouveau procès ayant perdu la mémoire du premier (*Le Monde* du 14 novembre). A une nuance près - de taille : son mari a été définitivement acquitté, alors que la justice a toujours conclu que les responsabilités n'étaient à rechercher qu'au travers de l'opacité du huis clos parental.

Organisé peu ou prou avec les mêmes témoins, mais structuré différemment, le procès en appel, présidé par Didier Wacogne, a, depuis lundi 12 novembre, exposé plus clairement les constatations médicales établies par les experts sur le corps du petit Lubin, hospitalisé au Kremlin-Bicêtre le 2 décembre 1994, et décédé trois jours plus tard. Des événements « anciens », remontant à entre dix jours et trois semaines avant le décès : une fracture du radius et de la clavicule gauches, un arrachement du plateau tibial droit, résultant de « pressions, manipulations brutales et maladroites » ; une fracture du crâne, occasionnée par « un choc contre un plan résistant mais mou », type divan. Et un épisode plus récent, cause directe de la mort : des contusions et une hémor-

ragie cérébrales, ne résultant pas de la fracture crânienne, mais d'un autre choc, une secousse peut-être, s'étant produit dans la semaine précédant le décès. De ces constatations, il a été conclu au syndrome des enfants battus, même si certains des traumatismes, a précisé un médecin, ont pu résulter d'une maladresse, d'une chute, d'un accident.

Interrogés à la barre, les enquêteurs ont rappelé comment leurs soupçons s'étaient rapidement orientés sur Magali Guillemot, jeune femme peu émotive en apparence, qui, si elle avait effectué toutes les démarches pour appeler les secours jeudi 1^{er} décembre - appel de SOS Médecins, visite chez sa pédiatre -, avait été vue chez elle avec son enfant la veille, le 30 novembre, par sa voisine, alors que celui-ci était porteur d'un bleu sur le front, « effrayant » selon celle-ci - des marques cependant passées inaperçues aux yeux du médecin de SOS et de la pédiatre.

LA MARQUE DU CHOC

Pour les policiers, le bleu était indubitablement la marque du choc ayant entraîné la mort. D'autant que leur raisonnement, ont-ils reconnu, reposait alors sur un renseignement « erroné » selon lequel Lubin était décédé des suites d'une fracture du crâne intervenue dans les quarante-huit heures précédant le décès. Selon les emplois du temps, seule la mère, qui reconnaissait avoir pu heurter la tête du bébé contre une porte, pouvait, selon eux, en être la cause. Et elle seule devait endosser la responsabilité de tous les traumatismes.

Cependant, reprenant les constatations médicales, tant des premiers experts que d'un spécialiste de neurochirurgie pour enfants qui n'était pas au premier procès, la défense a fait valoir que les symptômes les plus récents, décrits à l'hospitalisation, pouvaient correspondre au syndrome, plus précis, des enfants secoués et non pas seulement à un choc.

Dans l'esprit des défenseurs de Magali Guillemot, M^e Paul Lombard et Nathalie Senyk, cette hypothèse pourrait faire reporter sur

Jérôme Duchemin la responsabilité des violences. Celui-ci, comme l'ont rappelé les lectures du président Wacogne, s'était plusieurs fois accusé au début de l'enquête de « gestes brusques » envers Lubin, notamment avant la mi-novembre, et avait fait état d'un accident à la tête, un heurt contre une porte lui aussi. A des proches, Magali Guillemot avait montré le 13 novembre des bleus sur l'épaule et le bras de Lubin. Sur procès-verbal, Jérôme Duchemin avait indiqué : « Magali n'a rien su de ces gestes d'énerverment. Ça se passait principalement la nuit quand j'étais seul avec Lubin. » « C'est de la folie ! Je n'étais pas moi-même », a protesté à la barre Jérôme Duchemin en écoutant ses premières déclarations.

De ce musicien passionné, qui disait aussi se vivre « comme une double personne », les experts psychiatres sont venus redire qu'il « maîtrisait mal son agressivité » et avait entretenu « une relation assez déréelle avec le bébé ». Le Dr Bernard Cordier a estimé qu'il présentait une « personnalité pathologique de type psychorigide avec des mécanismes obsessionnels de défense vis-à-vis d'une éventuelle désorganisation psychotique ». Les experts n'ont en revanche relevé ni éléments d'impulsivité ni troubles particuliers chez Magali Guillemot, excepté un décalage entre une « immaturité affective » et sa « maturité intellectuelle » et une tendance à ne pas voir certaines évidences de la réalité.

Fait rarissime, lors de l'audience, une avocate générale à la retraite, Thérèse Ghesquière-Dierickx, ayant eu à connaître du dossier lorsqu'il était à l'instruction, est venue dire à la barre qu'il lui était apparu « que le juge d'instruction avait très rapidement établi sa conviction dans le sens de la culpabilité de la mère ». « A partir de là, l'information a été gelée et a porté sur les faits reprochés à la mère [alors qu'] il y avait des charges contre le père », a-t-elle dit. L'intervention, peu commune, a provoqué la colère de son collègue, l'avocat général Philippe Bilger.

Jean-Michel Dumay

endémonstration à la Fnac



Venez découvrir à la Fnac le nouvel appareil photo numérique Kodak DX3900 zoom et sa station d'accueil (concept EasyShare) pour accéder à la photo numérique en toute simplicité



- Kodak DX 3900, 3.1 megapixels, zoom optique 2X, autofocus.
- Station d'accueil EasyShare
- > Transférez automatiquement vos photos sur votre PC
- > Appuyez sur un bouton pour lancer une impression ou envoyer un email
- > Rechargez rapidement la batterie

En démonstration dans toutes les Fnac les 16 et 17 novembre



Retrouvez ce nouveau matériel dans le Dossier Photo Numérique 2002.

fnac.com

NOMINATION

TRANSPORTS

Patrice Raulin, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, a été nommé directeur des transports terrestres lors du conseil des ministres de mercredi 14 novembre. Il remplace Hubert du Mesnil nommé directeur général d'Aéroports de Paris (*Le Monde* du 7 novembre).

[Né en août 1947, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Patrice Raulin fut chef d'arrondissement à la direction départementale de l'équipement de Loire-Atlantique (1971-1975), chef d'arrondissement chargé des transports, puis adjoint au directeur départemental pour les infrastructures à la direction départementale des Alpes-Maritimes (1975-1981) avant de devenir sous-directeur des services et de la décentralisation à la direction du personnel du ministère de l'équipement (1981-1985). Directeur départemental de l'équipement du Puy-de-Dôme (1985-1990), puis directeur départemental du Nord (1990-1992) et directeur régional de l'équipement de la région Nord - Pas-de-Calais (1992-1995), Patrice Raulin était directeur départemental de l'équipement du Rhône et, parallèlement, directeur régional de l'équipement de la région Rhône-Alpes depuis 1995.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 14 novembre sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie sur la coopération dans les domaines de l'élimination, dans des conditions de sécurité, des armes nucléaires en Russie et de l'utilisation à des fins civiles des matières nucléaires issues des armes, signé à Paris le 12 novembre 1992 ; un décret portant publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie dans le domaine de l'énergie nucléaire, signé à Moscou le 19 avril 1996.

DEBARRAS
integral, tous locaux,
récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide
tous les jours

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marine

est née le 6 novembre 2001, à Marrakech.

Sandrine et Gaël RUSCART,
les parents,
Annick et Marc,
les grands-parents,
et ses arrière-grands-parents
sont fous de joie.

Anniversaires de naissance

Jacques BING,

Bon anniversaire,
quatre-vingts ans, exemple de ta volonté
de vivre sans handicap.

Ta famille.

66, chemin de la Chapelle,
78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

– Aujourd'hui nous célébrons le
quatre-vingtième anniversaire de la
bataille que dut mener pour venir au
monde

Manise,

croix de Mère 46-50,
officier de la Maison d'honneur,
médaille des mille Grand-Mères 75-01,

dont la bonté et la générosité n'ont d'égal
que le dévouement et la gentillesse.

Bon anniversaire Manise !

Toto, Danielle, Fabien, Romain,
Aurélien, Joachim.

Décès

– Ariane, Hélène, Sylvie, Marie,
Raoul, Soizic et Denis Bourgeois,
Florence et Michel Meyer,
ses enfants,

Raphaël, Sandrine, Lucas, Fabrice,
Maxime, Clio et Anaïs,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Alain BOURGEOIS,
née Ginette ESPINASSE,
chevalier des Arts et Lettres,

survenu le 13 novembre 2001, dans sa
quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 17 novembre, à 10 h 30, en
l'église Saint-Jean-d'Alcas (Aveyron).

5, avenue André-Morizet,
92100 Boulogne.

– La présidente,
Et les membres de l'Association pour
les relations avec les pouvoirs publics
ont la tristesse de faire part du décès de
leur collègue et ami, membre fondateur
de l'Association,

Jérôme BRAULT,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

ARPP,
France Télécom,
103, rue de Grenelle,
75007 Paris.

– Mme Didier Grether-Remondon,
son épouse,
Sylvaine et Gérard Dassas,
Ariane et Jean-Claude Delachaux,
Marc et Bénédicte Grether-
Remondon,
ses enfants,
Bruno, Eric et Ji-Young Dassas,
et Anaïs, leur fille,

Jean-François et Marie-Céline,
Yves et Luc Delachaux,
Frédéric, Flore et Cécile Grether-
Remondon,
ses petits-enfants et arrière-petite-fille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Didier
GRETHER-REMONDON,
croix de guerre 1939-1945,
HEC (36),

survenu le 6 novembre 2001, dans sa
quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
9 novembre, dans l'intimité familiale, en
l'église réformée de Boulogne (Hauts-de-
Seine), ainsi que l'inhumation au
cimetière des Batignolles, Paris-17^e.

154, avenue Emile-Zola,
75015 Paris.

– Gif, le 15 novembre 2001.

Ses amis,
Ses anciens élèves, collaborateurs,
Et membres de son équipe à l'ICSN,
ont appris avec tristesse le décès de

Hugh FELKIN,
directeur de recherche honoraire
au CNRS.

Son enseignement rigoureux, son
humour demeurent un exemple pour
nous tous.

– Mme Nicole Hamel,
son épouse,
Olivier et Claudine Hamel,
François et Sophie Hamel,
Nicolas Hamel et Manuela France,
Mathieu, Lucie, Camille, Louise,
Angèle, Simon,
ses enfants et petits-enfants,
Ses frères, ses sœurs,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean HAMEL,

survenu le 14 novembre 2001, à
Quimper.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 17 novembre, à 16 heures, en
l'église Saint-Tugdual de Combrit.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Hellès/rue du Lin,
29120 Combrit-Sainte-Marine.

– Jean-Marie, Christian, Thérèse,
Geneviève, Elisabeth, Dominique
Magnan,
ses enfants,

Leurs épouses et époux,
Ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,

Michel, Alexis, Claude Azémas
et leurs enfants,
ses neveux et nièce,
Jean et Madeleine Regnault,
ses cousins,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Annette MAGNAN,
née AZÉMAS,
agrégée de l'Université,
membre de la Société
des lecteurs du Monde.

survenu le jeudi 15 novembre 2001, à
l'âge de quatre-vingt-huit ans, en son
domicile, à Marseille.

Nous vous demandons de vous unir à
notre prière.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église de Bourg-Sainte-Marie (Haute-
Marne), le samedi 17 novembre 2001, à
14 h 30, suivie de l'inhumation au
cimetière de Bourg-Sainte-Marie où
repose son époux.

– M. et Mme Jacques Lebar,
M. Jean-Claude Lebar,
Ainsi que toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Gisèle LEBHAR,
née COHEN,

soustraite à leur tendre affection, le
14 novembre 2001.

Les obsèques auront lieu le vendredi
16 novembre, à 14 heures, au cimetière
parisien de Bagneux, 43, avenue Marx-
Dormoy.

49, avenue Mozart,
75016 Paris.

– Olga Cardone de Montanaro,
son épouse,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Sa belle-fille, famille et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Nicolas-Maria MONTANARO,
survenu le 13 novembre 2001.

L'inhumation aura lieu dans le caveau
familial du cimetière El Salvador,
Rosario, Argentine.

– Le président,
Et les membres de la Société française
de psychologie analytique
sont profondément attristés par la
disparition de leur collègue et amie,

Hellée PAPAPOPOULOS,
psychanalyste didacticienne,

survenue le 13 novembre 2001, et
s'associe à la douleur de sa famille.

– Jacqueline Perrin,
son épouse,
Anne-Marie, Françoise, Suzanne,
Isabelle,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,
ont la très grande tristesse de faire part
du décès de

Roger PERRIN,
kinésithérapeute,

survenu brutalement le 13 novembre 2001,
en sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 20 novembre, à 9 h 15, en l'église
Saint-Pierre-Saint-Paul de Rueil-
Malmaison, suivie de l'incinération au
cimetière du Père-Lachaise, à 11 h 45.

27 bis, boulevard Solférino,
92500 Rueil-Malmaison.

– Jacqueline,
son épouse,
Vincent et Claire,
Fabienne et Philippe,
Rachel et Michel,
ses enfants,
Chloé, David, Lola, Zoé, Léa, Camille
et Jules,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SAUVINET,

survenu à Villejuif, le 13 novembre 2001,
dans sa soixante et onzième année.

On se réunira le lundi 19 novembre,
au funérarium de Montreuil, 32, avenue
Jean-Moulin, à 8 h 30.

Un ultime hommage lui sera rendu au
crématorium parisien du Père-Lachaise,
16, rue du Repos, à 9 h 45.

– Gérard et Danielle Viens,
Catherine et Marc-Olivier Bitker,
ses enfants,
Nicolas et Estelle, Stéphanie, Pauline,
Jeanne, Laurent, Vincent,
ses petits-enfants,
Andrée Gaubussaut,
sa cousine,
ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine VIENS,
née ROQUEBERT,

survenu dans la paix du Seigneur, dans
sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 20 novembre 2001, à 10 h 30,
en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal,
place de la Porte-de-Saint-Cloud, à
Paris-16^e.

Ils rappellent à votre souvenir,

Jacques VIENS,

décédé le 24 novembre 1972.

11, rue de Sully,
92100 Boulogne-Billancourt.
11, rue du Point-de-Vue,
92310 Sèvres.

– Toulon. Marseille.

Nadine Sebaoun,
Rémi Sebaoun, Laurence Lieutaud,
Marie et Hélio,
Daniel et Dany Vallat,
David et Florence Vallat,
Carol Vallat,
Parents, alliés et amis,
ont la tristesse de faire part de la
disparition de

Albert SEBAOUN,
professeur d'université,

décédé le mardi 13 novembre 2001, à
Marseille.

En son souvenir, nous nous réunirons
le lundi 19 novembre, à 11 heures, en la
chapelle du cimetière Saint-Pierre à
Marseille.

L'inhumation aura lieu à Montpellier,
à 14 h 30, au cimetière Saint-Lazare.

– Brigitte Weiller,
sa fille,
Manuel Weiller,
son fils,

David et Marianne,
ses petits-enfants,
Ses sœurs,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre Salomon WEILLER,

survenu le 11 novembre 2001, à l'âge de
quatre-vingt-quatre ans, trois mois après
le décès de son épouse,

Sophie.

L'inhumation a eu lieu à Paris, le
13 novembre.

Remerciements chaleureux à tous
ceux qui se sont associés à notre douleur.

73, rue de Romainville,
75019 Paris.

Remerciements

– A la mémoire de

Jean-Jacques HALAJKO.

Merci à tous les membres des familles
Guilpin et Halajko,
Merci à tous ses amis, en particulier
ceux de la Réunion,
Merci à tous nos amis qui furent si
présents,
Pour eux ces quelques mots de Paul-
Jean Toulet,

En Arles

Dans Arles, où sont les Aliscamps,
Quand l'ombre est rouge,
sous les roses,
Et clair le temps,

Prends garde à la douceur
des choses,
Lorsque tu sens battre sans cause
Ton cœur trop lourd

Et que se taisent les colombes :
Parle tout bas, si c'est d'amour,
Au bord des tombes.
(Les Contrerimes).

Le Ciel fasse qu'un jour nous
puissions arpenter de nouveau, tous les
trois, les Aliscamps de Provence ou les
Champs-Élysées de Paris, à moins que ce
ne soit les Champs-Élysées des Grecs et
des Romains...

Anniversaires de décès

– 17 novembre 1995,

Robert BENOIST.

Toujours aimé, toujours pleuré.

M.

– Il y a quatorze ans,

Laurent GARSON,
vingt et un ans,
étudiant à Paris-I,

Jérôme GARSON,
dix-neuf ans,
étudiant à Dauphine,

étaient attachés, à l'âge de toutes les
espérances, à l'affection de leurs parents,
de leur famille, de leurs amis, qui, par la
pensée et la prière, veillent sur eux.

Nous n'oublierons jamais.

« L'essentiel est invisible
pour les yeux,
on ne voit bien qu'avec le cœur. »
Saint-Exupéry.

– Il y a un an, le 16 novembre 2000,

Thierry BRÉHIER

nous quittait.

Nous pensons toujours à lui.

– Il y a quinze ans, le 17 novembre
1986,

Georges BESSE,
alors président de Renault,

était assassiné par le groupe terroriste
Action directe.

Françoise,
son épouse,
François, Christophe, Marie-Georges,
Cécile et Hélène,
ses enfants,

Sa famille et ses amis,
La Fondation Georges Besse, où se
retrouvent des responsables des grandes
entreprises françaises,
gardent fidèlement son souvenir.

Tout au long de sa vie, et sans
restriction, il a mis son esprit, ses forces
et son courage au service de l'industrie
française (CEA, Ussi, Alcatel, Eurodif,
Cogema, Pechiney, Renault).

Il demeure une référence stimulante
pour les membres et les lauréats de la
Fondation Georges Besse.

Que tous ceux qui l'ont connu aient
une pensée pour lui et méditent
l'exemple de ce grand serviteur du pays.

– Il y a douze ans, le jeudi
16 novembre 1989, nous quitte

le docteur Henri KÜNTZIGER.

La famille Küntziger est réunie dans
le souvenir.

17, avenue de Tourville,
75007 Paris.

– Le 17 novembre 2001,

Juliette SERFATI,

aurait eu trente-cinq ans.

Le 5 novembre 1996, à Boulogne, elle
était tragiquement arrachée à la vie.
Celles et ceux qui avaient l'obligation
morale, familiale ou professionnelle de
la soutenir l'ont conduite à la mort.

Ceux qui l'ont aimée se souviendront
du sourire, de l'humour et de la joie de
vivre de Juliette.

De la part de « Dada », son père.

Souvenir

– Ce 17 novembre,

Alain CHEVILLIER

aurait eu soixante-cinq ans.

« Toute vie est ponctuée de morts
ou de départs, et chacune ou chacun
cause de grandes souffrances
qu'il vaut mieux endurer
que de ne pas avoir connu
la présence de ces personnes
quand elles existaient. »
Marguerite Yourcenar.

Avis de messe

– Une messe sera célébrée le mardi
20 novembre 2001, à 19 heures, en
l'église Notre-Dame-des-Champs,
91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e,
en souvenir de

Claude BRAS.

Communications diverses

Centre communautaire de Paris :
mardi 20 novembre, à 20 h 30.
Leçon « Judaïsme et civilisation », par
Joseph Sitruk, grand rabbin de France.
119, rue La Fayette, Paris-10^e.
Tél. : 01-53-20-52-52. (PAF.)

Nominations

– Le samedi 17 novembre 2001,
l'université Panthéon-Assas - Paris-II
décernera le titre de docteur honoris
causa à

Paul-André CRÉPEAU,
professeur à l'université McGill,

Rosalyn HIGGINS,
juge à la Cour internationale
de justice de La Haye,

Peter LANDAU,
professeur à l'université de Munich,

Jean-Victor LOUIS,
professeur à l'université libre
de Bruxelles
et à l'Institut universitaire européen
de Florence,

Peter G. STEIN,
professeur à l'université de Cambridge.



MAGAZINE MENSUEL - 20F

Du Golfe à l'Afghanistan
le droit international et la guerre

Un dossier spécial de 6 pages
samedi 17 novembre

Le Monde
daté 18-19

La taxe professionnelle unique remporte des succès inégaux

Le nouveau mode de perception de cet impôt permet aux communes de s'en répartir plus également les recettes. Il fait partie des progrès de l'intercommunalité, un des thèmes évoqués, lors du congrès de l'Association des maires de France, à partir du 19 novembre

« LA TAXE professionnelle unique (TPU) est l'impôt de l'intercommunalité » : résultat d'un processus engagé il y a près de dix ans, la TPU consiste à situer au niveau d'une structure intercommunale le calcul et la perception de la taxe professionnelle (TP). Aujourd'hui, près d'un tiers de la population française (21,2 millions d'habitants) vit sous le régime de la TPU.

La mise en place de ce système modifie donc le type de relations entre les communes. Il est, en effet, censé mettre fin à la concurrence qu'elles se livrent pour attirer des entreprises et encourager le transfert des compétences.

Ainsi, lorsque, auparavant, dans une agglomération comme celle d'Amiens, les taux de TP variaient entre 5,30 % et 18,24 % suivant les communes, ils se retrouvent désor-

mais alignés sur 15,27 %. Certaines rechignent ou empruntent les chemins détournés qu'offre la loi pour la mettre en place. La ville de Montauban (Tarn-et-Garonne), qui a fait ses calculs, ne trouve pas la situation très confortable : avec une allocation de compensation annuelle de 68 millions de francs, elle aura des difficultés à faire face à ses augmentations de dépenses de fonctionnement, estimées à 1,5 % par an ; auparavant, celles-ci étaient couvertes par une TP, dont la hausse a été de 4,3 % en 1998 et de 5,2 % en 1999.

Pour pallier cette difficulté, la communauté urbaine du Grand Nancy a opté pour le système de fiscalité mixte, qui permet à la communauté et aux communes de maintenir des ressources assises à la fois sur la TP et sur la fiscalité

des ménages. En 2001, la communauté a ainsi reçu 680 millions de francs au titre de la TPU, y compris la compensation de l'Etat, et 260 millions de francs provenant des ménages. Les nouvelles règles qu'impose la TPU ont poussé Lyon à en retarder la mise en place. Prévue pour 2002, elle a été reportée d'une année. « Cela aurait gêné l'augmentation de la fiscalité locale des ménages, qui est indispensable pour le financement de l'acquisition du périphérique nord », reconnaît un responsable de l'agglomération. L'instauration de la TPU impose, en effet, un lien entre la fiscalité sur les entreprises et celle sur les ménages. Et Lyon savait que les autres communes ne sont pas prêtes à accroître la pression fiscale sur leurs administrés.

Il n'empêche que, dans cette com-

munauté urbaine de cinquante-cinq communes, tout le monde se prépare à la TPU. Les bourgades fourbisent leurs armes face à la grande ville et elles en profitent pour établir un nouveau rapport des forces en pointant les inégalités.

TRANSFERT DES COMPÉTENCES

« Dans certaines communes, les recettes par habitant s'élèvent à 1 570 francs, contre 7 000 ou 8 000 francs ailleurs. A l'occasion de la mise en place de la TPU, on réclame une amélioration du fonds de solidarité, de manière à ce que les communes disposent d'un revenu moyen de 2 000 francs », annonce Jacques Malaval, maire de Curis-au-Mont-d'Or, neuf cents habitants.

Forte d'une politique de district menée depuis longtemps, Amiens

fait partie des villes qui jouent le jeu de la TPU. En matière de transfert des compétences, la communauté d'agglomération a d'emblée tout intégré, y compris les activités culturelles et sportives. « On a essayé de voir comment pouvaient se partager l'ambition métropolitaine et la gestion de la proximité. Il a été décidé d'affecter 85 % du budget à la métropole et 15 % à la proximité », explique Roger Mezin (RPR), adjoint aux finances. Afin que les maires ne ressentent pas ces transferts de compétences comme une perte de pouvoir, un système complexe a été mis en place : quatre communautés ont été créées pour gérer les investissements de proximité. À l'exception de celle d'Amiens, la vice-présidence de ces instances a été confiée à des édiles de petites communes, qui

sont ainsi directement impliqués dans la cohérence métropolitaine.

Les communes rurales sont celles qui semblent avoir le plus de difficultés à se lover dans la TPU. Dans les Landes, seize des dix-neuf communes qui composent le canton de Geaune ont créé la communauté de communes du Tursan. Avec une démographie en baisse (4 051 habitants en 1999 contre 4 812 en 1968), ces villages ont subi une baisse de 38 % de leurs revenus entre 1997 et 2001. « La TPU est peut-être adaptée aux zones urbaines, mais elle ne l'est pas aux zones rurales, où la fiscalité sur les ménages est plus importante que la TP », explique Laurent Rey, de la communauté de Tursan, qui envisage un recours à la fiscalité mixte.

Les élus sont d'accord sur plusieurs points. A court terme, ils relèvent les difficultés de trésorerie qu'entraîne la mise en place de ce nouveau système. « Au début, il n'y a pas d'argent en caisse et, donc, pas de fonds de roulement, ce qui oblige à s'endetter », fait remarquer un élu d'une communauté urbaine.

A plus long terme, ils s'interrogent sur la pérennité de cette ressource. En effet, la réforme de la TP entraîne une diminution de ses recettes ; pour l'instant, l'Etat paie la différence. « La compensation de la composante salaire de la TP est relativement obscure au-delà de 2003, note Etienne Lengereau, délégué général de l'Assemblée des communautés de France (ADCF). L'avenir de cette ressource pose le problème de l'avenir fiscal de l'intercommunalité. Car, au fur et à mesure que les compétences augmentent, les recettes ont proportionnellement tendance à décroître. »

Un mécanisme complexe

La TPU est née de la loi « ATR » de 1992, qui instituait la taxe professionnelle (TP) de zone, et de celle du 12 juillet 1999. Celle-ci permet aux communautés d'agglomération de percevoir une dotation globale de fonctionnement (DGF), proche de 3 milliards de francs en 2001. La TPU prévoit l'instauration d'un taux unique sur l'ensemble d'un territoire. En échange, les communes renoncent à percevoir la TP, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ne perçoit plus l'impôt sur les ménages et il reverse à chaque commune une compensation par rapport à la TP qu'elle percevait auparavant. En échange, les communes bénéficient d'actions communes ou de transferts de charges, désormais financés par la communauté.

Les pionniers du val d'Oust, dans le Morbihan

RENNES

de notre correspondante régionale

C'est dans la vallée de l'Oust (Morbihan) que Michel Guégan, le maire (divers) de La Chapelle-Caro (1 200 habitants), est entré dans l'histoire en créant la première communauté de communes de France, en 1992. L'écu s'en souvient comme d'un sacré coup de publicité, qui avait permis de favoriser l'implantation de quelques entreprises. En saisissant l'occasion du passage à quatre voies de la route qui relie Rennes à Vannes, cet élu avait déjà lancé auparavant un syndicat intercommunal de développement économique et de solidarité. Quatre autres maires ruraux avaient répondu à son appel et accepté, dès 1990, de geler leurs bases de taxe professionnelle respectives en vue de partages à venir.

Dans son domaine, M. Guégan est une véritable vedette, plaidant les bienfaits de la solidarité entre collectivités locales. Les calculs de coefficient d'intégration fiscale et les subtilités de la dotation globale de fonctionnement n'ont pas

de secret pour lui. Cependant, l'expert balaie d'un revers de manche les difficultés techniques, qui ne comptent guère, selon lui, à côté des réticences psychologiques.

DES PROJETS À LA MESURE DE SON BUDGET

« Les élus locaux ont compris depuis longtemps l'intérêt de s'unir pour financer un équipement collectif », affirme-t-il. De là à accepter de partager leurs recettes respectives, il y a un pas, franchi sans trop de difficultés par les partenaires de la communauté de communes du val d'Oust et de Lanvaux. Celle-ci réunit désormais quinze partenaires, qui ont adopté la taxe professionnelle unique, après avoir harmonisé leurs taux respectifs – pas très différents au départ – sur une durée de trois ou quatre ans. La dernière commune à avoir rejoint la structure est aussi celle qui imposait les taux les plus élevés. Il a fallu compenser.

Au-delà du financement de ses propres charges et des compensations classiques, le val d'Oust a réalisé un calcul de péréquation de soli-

darité en fonction, entre autres, du potentiel fiscal de chacune et de l'éloignement par rapport aux trois zones d'activités que possède en propre la communauté. Les Quinze ont en outre instauré une sorte de revenu minimum pour les plus pauvres, qui peut aller jusqu'à 100 000 francs.

Les projets et les réalisations de la collectivité sont à la mesure de son budget de 116 millions de francs (17,7 millions d'euros) : restauration d'un manoir à Saint-Laurent-sur-Oust, un village non dépourvu d'intérêt touristique, création d'une « piscine communautaire » près du collège du canton et politique du logement en direction des communes les plus en retard. La communauté doit se saisir d'une nouvelle compétence le 1^{er} janvier 2002 : la collecte des déchets ménagers avec un système de tri sélectif, et elle s'appête à s'installer dans les locaux qu'elle vient de s'offrir.

Martine Valo

Françoise Chirot

Opel Corsa Fashion

Top-model au top de l'équipement.



- Climatisation
- ABS
- Jantes alliage 15"
- Pack aluminium
- Sièges AV sport
- Lecteur CD frontal RDS (commandes au volant)...
- Garantie 2 ans kilométrage illimité



Opel Corsa Fashion : 72 750 F en 3 portes et 76 000 F en 5 portes.

Corsa Fashion 1.2 16 V : 3p 72 750 F au lieu de 77 730,90 F et 5p 76 000 F au lieu de 81 010,69 F. Offres non cumulables réservées aux particuliers jusqu'au 31/12/01. Conso (l/100 km) urbaine 8.2 / extra 5.2 / mixte 6.3 et CO₂ (g/km) 151. www.opel.fr

OPEL

La foule attend, pancartes en mains, le début du Country Freedom Concert organisé à Nashville par les stars de la Country music au profit du fonds du 11 septembre de l'Armée du salut.

LES cibles Ben Laden ont un succès fou. Au gun show ouvert ce week-end aux portes de Nashville, Richard Spears n'a pas encore fait ses comptes, mais il pense en avoir vendu à peu près trois cents, à 5 dollars pièce – dont 1 dollar pour la bonne cause : un chèque sera envoyé aux œuvres créées pour venir en aide aux familles des victimes des attentats du 11 septembre. Ce n'est pas d'une grande sophistication, un grand carton brun, une cible dessinée sur la photo du barbu le plus célèbre d'Amérique, au-dessus de l'inscription « Wanted. Oussama Ben Laden et ses acolytes. Morts, de préférence. Souvenez-vous : 11/9/01. » Mais pour la faune un peu rustre des foires aux armes à feu, dans la grande tradition de l'ouest et du sud des Etats-Unis, c'est une occasion opportune de se défouler. « Il y a eu beaucoup de colère, affirme Richard Spears, le vendeur de cibles. On était fous de rage en voyant ce qu'ils avaient fait. Fous de rage aussi de ne pas être allés jusqu'au bout pendant la guerre du Golfe. »

Fous de rage, mais pas téméraires. Darrell Fisher, la trentaine toute neuve mais déjà bedonnante, n'est pas de ces gens qui ont pris d'assaut les bureaux de recrutement de l'armée après la tragédie de New York. « Au début dit-il, j'ai prié pour qu'on ne trouve pas qui avait fait ça. Je n'ai aucune envie d'aller me battre. Je voudrais qu'on se venge, mais pas au point de détruire mon pays. » La guerre, ça le passionne, mais pas la vraie : ce qu'il aime, lui, c'est la reconstitution des batailles historiques, un hobby auquel il s'adonne avec ses amis dans un no man's land de Pennsylvanie, où ils ont recréé les tranchées de 14-18.

Pour l'heure, le grand souci de ces vendeurs des gun shows, qui portent volontiers le treillis, n'est pas de prendre les armes pour défendre la patrie, mais de défendre leur droit à garder les leurs, transportées dans leur indispensable pick-up orné d'autocollants hostiles à l'emprise du pouvoir fédéral. « On risque de perdre certaines libertés sans y gagner en sécurité, l'Etat va tenter de restreindre l'accès individuel aux armes sous prétexte qu'elles risquent de tomber dans les mains des terroristes », s'inquiète le représentant de la NRA (National Rifle Association), le grand lobby des armes à feu.

En attendant, le commerce va bon train. Derrière son étalage de revolvers, Hoyrt Thompson affirme avoir vu ses ventes augmenter de 35 % depuis le 11 septembre, « essentiellement des armes de poing de gros calibre ». Parmi les acheteurs, il voit deux fois plus de femmes qu'avant. « Les gens sont en colère, mais ils ont surtout très peur. Ils veulent des représailles. On a été beaucoup trop complaisants, le pays est grand ouvert », avance-t-il. C'est dans ce milieu des gun shows et de la méfiance du pouvoir fédéral qu'avait évolué un autre terroriste célèbre, américain celui-là, Timothy McVeigh, exécuté en juin pour le meurtre de 168 personnes dans l'attentat d'Oklahoma City ; aujourd'hui, personne n'exclut que l'auteur de la campagne de lettres à l'anthrax soit lui aussi américain, ni au FBI ni parmi les habitués des gun shows. Si cette hypothèse venait à être confirmée, « ce serait triste, très triste », reconnaît le vendeur de cibles Ben Laden. « Il y a des fous partout, qui feraient n'importe quoi pour avoir une sensation de puissance », commente un autre avec un haussement d'épaules.

Les vrais patriotes à Nashville, il faut les chercher ailleurs, et on ne les cherche pas bien longtemps. Loin des ruines apocalyptiques du World Trade Center, loin du trou béant dans le flanc du Pentagone, loin des débris du quatrième Boeing écrasé en Pennsylvanie, la vie dans le Tennessee a aussi beaucoup changé le 11 septembre. On le voit, bien sûr, comme partout ailleurs aux Etats-Unis, à l'éclosion de drapeaux américains sur les voitures, les maisons et dans les lieux publics, à des signes inattendus comme ce panneau qui vous remercie d'avoir pris l'avion, comme si cet acte jusque-là



THE TENNESSEAN/NASHVILLE

4 CHRONIQUE DE L'AMÉRIQUE EN GUERRE

Loin de « Ground Zero », le Tennessee vibre aussi

Même à Brentwood, au Tennessee, la vie a changé après les attentats. La ferveur religieuse dans les églises et les synagogues s'est accrue, les actes de patriotisme se multiplient. Et des volontaires sont allés prêter main-forte aux sauveteurs de New York

si intrinsèquement lié au mode de vie américain était désormais un acte de courage. On le voit en parcourant le quotidien local, *The Tennessean*, dans lequel un lecteur répond à une autre lettre de lecteur pour expliquer que, non, le recours à l'arme nucléaire pour riposter à une nouvelle attaque terroriste n'est pas vraiment une bonne idée, car il « nous mènerait à la troisième guerre mondiale ». A la radio, un commentateur du cru, connu pour ne pas couper les cheveux en quatre, suggère de renvoyer tous les étrangers chez eux puis de faire

revenir ceux qui ont un visa pour pouvoir les fichier et les surveiller.

Mardi 11 septembre a surpris les habitants du Tennessee en pleine quiétude, comme ailleurs. Il est ici une heure plus tôt que sur la Côte est : les avions ont percuté les Twin Towers au moment où, à Nashville, les enfants entraînaient en classe. Conseillère pédagogique à Martin Luther King, une école élémentaire pilote du centre-ville, Debbie White en a encore les larmes aux yeux. « Beaucoup de parents sont venus chercher leurs enfants, raconte-t-elle, soit pour les protéger d'un autre attentat, soit parce qu'ils ressentent le besoin d'être ensemble. » Les deux jours suivants, elle a reçu, un par un, tous les élèves musulmans de l'école, des enfants de familles venues d'Iran, d'Irak, d'Indonésie ou d'ailleurs, pour s'assurer qu'ils n'avaient pas de problème. Lorsque le vendredi, une journée « bleu, blanc, rouge, pour exprimer le patriotisme, la fierté et le courage », a été organisée dans les écoles, des petites filles musulmanes sont venues avec des foulards tricolores sur la tête. « A la maison, j'étais en petits morceaux, dit-elle, je pleurais tout le temps. » Son mari, médecin hospitalier, est allé se présenter à l'armée, prêt à s'engager, « mais, à quarante-cinq ans, ils l'ont trouvé trop vieux et pas assez en forme ».

CETTE semaine-là, dans une région déjà très pratiquante, la célèbre Bible Belt, les églises de Nashville ont ouvert grand leurs portes et ont fait le plein. « La participation aux cultes a augmenté de 25 % depuis le 11 septembre, évalue le révérend Malcolm Patton, pasteur de l'église méthodiste de Forest Hills à Brentwood, confortable banlieue de Nashville, devant le poulet au barbecue préparé ce dimanche par les dames de la paroisse pour financer les bonnes œuvres. Quand ça va mal, les gens vont à l'église, comme en Angleterre pendant la guerre. Ces événements ont créé un sens de l'unité, de la communauté ; ils ont fait prendre conscience aux gens que la vie n'est pas éternelle. » Partout on s'est mis à récolter de l'argent pour les fonds d'aide aux familles des victimes, des volontaires sont partis, au volant de leur voiture ou de leur pick-up – « seize heu-

res de route, d'une traite, avec mon thermos de café ! », dit fièrement l'un d'eux – pour prêter main-forte aux sauveteurs, à New York. Les stars de la country music, dont Nashville est le berceau, se sont réunies pour un grand Country Freedom Concert devant dix mille personnes, dont les bénéficiaires sont allés au fonds du 11 septembre de l'Armée du salut.

Un mois et demi plus tard, des officiers à la retraite commencent à organiser par l'intermédiaire des écoles des campagnes de lettres pour soutenir le moral des militaires, nombreux dans la région, partis vers des destinations tenues secrètes, et l'onde de choc n'en finit pas d'ébranler les esprits. « Nous sommes encore en train d'encaisser le coup, relève Curt Masters, proviseur de Brentwood Academy, grand lycée privé. Tant de nos idées reçues sont remises en cause, sinon pulvérisées. Peut-être étions-nous trop forts. Nous étions si isolés des traumatismes du reste du monde. »

« Nous sommes encore en train d'encaisser le coup. Tant de nos idées reçues sont remises en cause, sinon pulvérisées. Peut-être étions-nous trop forts. Nous étions si isolés des traumatismes du reste du monde »

Curt Masters, proviseur du lycée Brentwood-Academy

Dans les classes, les discussions reflètent l'impact du 11 septembre : « Tout est différent à présent, on voit les choses sous un autre jour », affirme Annie, dix-sept ans, qui voulait devenir vétérinaire, mais a décidé ces dernières semaines de rejoindre « le FBI ou la CIA, en tout cas de [s']impliquer là-dedans ». Comme tout Américain de plus de quarante ans peut dire à quel endroit précis il se trouvait au moment où John F. Kennedy a été assassiné, Joanna, dix-huit ans, sait qu'elle se souviendra du 11 septembre « pour le restant de ses jours ». « Toute ma façon de penser a changé, dit-elle d'un ton grave, c'est dommage qu'il faille une

tragédie pareille pour en arriver là. »

Pour Jenny et sa sœur, réfugiées du Liberia, les attentats ont soulevé d'autres inquiétudes : « Depuis, j'ai l'impression qu'on n'a plus nulle part où aller. On n'est plus en sécurité nulle part. » Un de leurs camarades de quinze ans avoue sa « rage – et puis je suis perdu aussi, parce que je ne comprends pas ». Pour essayer de comprendre, il s'est mis à lire le Coran... « Un drôle de type, ce Mohammed. »

SOUVENT, les garçons réagissent de manière plus radicale que les filles. Comme William, dix ans, qui s'étonne, à l'école élémentaire publique du même quartier, Edmonson Elementary School, qu'on « ne les ait pas déjà tous attrapés, avec toute la technologie qu'on a. Mon oncle dit qu'il faut tous les tuer ». Derrière les propos de ces enfants plus jeunes, on devine toutes les questions posées en famille et les réponses données pour rassurer : « Les terroristes, expliquent les

torze personnes. Jusqu'ici, le spectre de la violence dans les banlieues tranquilles comme Brentwood, c'était ça. Aujourd'hui, la panoplie des dispositifs d'urgence s'est allongée et la direction des écoles de l'arrondissement a interdit tout déplacement en dehors du Tennessee jusqu'à nouvel ordre.

La synagogue de Brentwood non plus n'a pas désempilé depuis le 11 septembre : la congrégation du rabbin Ken Kanter a même augmenté de 50 %, amenant à prendre des mesures de sécurité sans précédent. Le rabbin note « une certaine polarisation » dans sa communauté ; « ma congrégation est très modérée, mais, dernièrement, je la trouve plus belliqueuse », constate-t-il. Le 12 septembre, le rabbin a participé à un service interconfessionnel avec, entre autres, un religieux musulman, puis les relations se sont refroidies, parce que, selon Ken Kanter, aucun représentant musulman de Nashville n'a condamné les manifestations de joie filmées dans la population palestinienne après les attentats.

A l'échelle locale, les difficultés récentes d'un dialogue judéo-musulman, ouvert à Nashville il y a plus d'un an, illustrent l'évolution nationale. A Nashville comme à New York, les représentants de la communauté musulmane ont rapidement condamné les attentats : « N'associez pas ces actes maléfiques à l'islam ou aux croyants musulmans. Ces fanatiques utilisent l'islam et la terminologie islamique pour dissimuler leurs vrais desseins », a plaidé l'un d'eux, Ilyas Muhammad, dans une déclaration publiée par le *Tennessean*. Parallèlement, la mairie de Nashville a exhorté les habitants à ne pas se retourner contre les Arabes ou les musulmans autour d'eux : « Nous sommes tous américains. Nous souffrons tous. Restons tous unis. » Mais au-delà de ce pacte de non-agression, les relations ont plutôt régressé.

A la First Baptist Church de Nashville, un dimanche, le révérend Victor Singletary a émis le souhait que les choses « ne reviennent pas à la normale. Que nous soyons fondamentalement transformés, surtout dans notre relation avec les autres pays ». A la sortie de l'école d'Edmonson, les mamans, ces fameuses soccer moms des banlieues des classes moyennes à la fibre patriotique toute fraîche ont garé en file indienne leurs énormes 4x4 – qui consomment tant d'essence et pour lesquels Washington entretient des relations si ambiguës avec certains pays producteurs de pétrole. Les échangeraient-elles pour des véhicules plus modestes, s'il fallait changer de politique ? Debbie White se mord les lèvres, hésite un moment, puis se jette à l'eau : « Je vendrais nos deux 4x4 s'il le fallait. On fera ce qu'il faut faire. »

Sylvie Kauffmann

Proche-Orient : au tour de Bush de plonger par Robert Malley

YA-T-IL une politique américaine au Proche-Orient ? A la veille du discours-programme (tant attendu et si souvent reporté) du secrétaire d'Etat Colin Powell, on est en droit de se le demander. Certes, on savait la nouvelle administration rétive à l'idée de s'immiscer dans le borborygme palestinien, surtout après ce qui fut vécu par beaucoup comme l'échec cuisant de Bill Clinton. Les observateurs s'attendaient aussi à une période d'attentisme, accompagnement obligé de toute transition politique aux Etats-Unis. Enfin, même une attitude d'indifférence ou de distanciation eût pu, à la rigueur – et quoi qu'on en pense sur le fond – faire office de politique, démontrant aux protagonistes palestiniens et israéliens que l'engagement américain ne va pas de soi mais se mérite. Encore eût-il fallu que cette inaction fût cohérente et constante.

Or, depuis maintenant bientôt dix mois, nous n'avons assisté à rien de tout cela. L'administration approuve le plan de paix de George Mitchell sans se donner les moyens de l'appliquer. Elle expédie le directeur de la CIA et le secrétaire d'Etat dans la région sans leur donner le temps de réussir. Elle évoque la perspective d'un Etat palestinien sans suggérer par quel processus il verra le jour. Elle critique vivement les incursions israéliennes dans les territoires palestiniens sans exercer de véritables pressions pour y mettre fin. Elle annonce un jour un quasi-boycottage présidentiel de Yasser Arafat pour aussitôt faire savoir qu'une rencontre, au moment opportun, aura bien lieu.

En vérité, jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de stratégie américaine au Proche-Orient mais des réflexes ; pas une politique, mais plusieurs – chacune étant l'expression

de préjugés et de luttes d'influences, ou le produit dérivé d'autres priorités et d'autres considérations :

Primo, une suspicion presque épidermique de la part de George W. Bush et de nombre de ses conseillers à l'encontre de Yasser Arafat. La faillite de Camp David, le déclenchement puis la poursuite de l'Intifada, la mansuétude à l'égard du Hamas et du Jihad islamique – toutes choses qu'à tort ou à raison ils imputent au leader palestinien – n'ont fait que conforter des partis pris déjà anciens. En somme, l'expérience de Bill Clinton, qui s'est senti personnellement trahi par celui qu'il avait tant choyé lors de son séjour à la Maison Blanche, aura laissé un goût amer chez son successeur pour qui le plat palestinien n'était guère appétissant au départ.

Secundo, une affinité politique et culturelle avec Israël que George W. Bush estime être confronté à un

redoutable fléau (la violence politique et le terrorisme). Autant il donne l'impression de ne pas pouvoir se mettre à la place d'Arafat, autant il semble partager les dilemmes d'Ariel Sharon. On disait – bien avant le 11 septembre – que Bush se posait souvent la question de savoir s'il réagirait différemment face à pareille situation. On ne peut imaginer l'effet que les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone auront eu sur ce sentiment de solidarité (même si les propos ahurissants d'Ariel Sharon accusant les Etats-Unis d'apaiser les terroristes ont affecté leurs relations personnelles)...

Tertio, des liens stratégiques et économiques avec certains pays arabes, l'Arabie saoudite en tête – liens tissés lors de la guerre du Golfe et raffermis par les convergences d'intérêts commerciaux entre certains membres de l'administration et Riyad. La presse américaine a beau pester contre l'« hypocrisie » et le double jeu saoudiens, l'équipe Bush est déterminée à sauvegarder un lien qu'elle estime capital.

Quarto – ce n'est pas la moindre des influences – l'équation politique intérieure. Débarrassons-nous, pour commencer, de certains mythes réducteurs. Le « lobby juif » ne détermine pas plus la politique américaine que celle-ci ne s'aligne sur les desiderata de Jérusalem. Cela étant, il en coûte presque toujours à un président américain (du point de vue des médias, du Congrès, ou des contributions financières) de faire pression sur Israël. Bref, il faut de bonnes raisons – et de bonnes raisons de croire au succès de l'opération – pour se lancer dans une telle entreprise.

Qui plus est, l'équipe Bush vit encore avec le souvenir de la défaite de son père, autour de laquelle s'est construit un mythe solide qui veut que la « crise » entre le président américain et Yitzhak Shamir, premier ministre israélien de l'époque, ait joué un rôle déterminant dans la victoire de Clinton.

La résultante de toutes ces forces ? Une ligne qui, pour l'instant,

est tout sauf droite et qui se courbe au gré des circonstances, pressions ou contraintes du moment. La pression arabe s'intensifie, le prince héritier Abdullah évoque un possible tournant dans les relations entre Washington et Riyad ? Va pour une reconnaissance du droit du peuple palestinien à un Etat. Certains milieux s'inquiètent d'un subit virage pro-arabe, trop visiblement lié au souci de ménager la coalition antiterroriste pour ne pas être suspect ? On gèle les avoirs du Hamas et du Jihad islamique et, dans la foulée, le président Bush refuse de rencontrer Arafat qui s'entend ouvertement taxé de manque de sérieux dans la lutte antiterroriste.

voyé spécial, pas de *shuttle diplomacy*, pas d'obsession proche-orientale ? On peut en être sûr désormais, tout cela viendra, en écho de l'époque Clinton dont l'équipe actuelle cherche tant à se distinguer.

Reste à savoir sur quoi cela débouchera. Moins sentimentale que ne l'était la précédente, l'administration Bush sera plus à même de faire pression sur les deux parties. Moins investie dans le processus, elle sera plus encline à s'en écarter en cas d'atmoïement de la part de l'une ou de l'autre. Moins jalouse de son fief, elle sera plus prête à faire front commun avec la Russie, l'Union européenne, les Nations unies et bien

Huit ans après Oslo, seize mois après Camp David et un an après le déclenchement de la seconde Intifada, il est difficile de croire qu'un accord intérimaire puisse être autre chose qu'un éphémère palliatif

Néanmoins, l'Amérique se met à bouger. En l'absence de fil directeur, la politique se laisse dicter par les événements. Or ils poussent irrésistiblement, ces derniers temps surtout, à un engagement plus musclé de Washington. Beau coup de faits, avant le 11 septembre, militaient déjà dans le sens d'un plus net engagement. Après, c'est l'équation tout entière qui est bouleversée. Car ils ont, d'un seul coup, accru le rôle des pays arabes et musulmans et souligné d'autant l'importance de les tenir amarrés au camp occidental, neutralisé le rôle des groupes de pression, tenus de se ranger du côté du supposé « intérêt national », et consolidé l'influence de l'administration américaine, réduisant par là même les risques d'échec.

L'administration s'achemine de la sorte – à très petits pas, il est vrai – vers ce à quoi, pendant de long mois, elle se refusa. Pas d'en-

d'autres encore. Moins friande de risques, elle hésitera davantage à se lancer dans la poursuite d'un accord final.

C'est là que le bât pourrait blesser. Huit ans après Oslo, seize mois après Camp David et un an après le déclenchement de la seconde Intifada, il est difficile de croire qu'un accord intérimaire puisse être autre chose qu'un éphémère palliatif. L'administration Bush est sur le point de mettre les pieds dans des eaux qu'elle avait pris grand soin jusqu'alors d'éviter. Elle risque de découvrir que la réussite nécessitera qu'elle y plonge corps et âme.

Robert Malley, ancien conseiller du président Bill Clinton au Conseil national de sécurité, est chercheur au Council on Foreign Relations.

© Robert Malley/« Le Monde »

Pour sortir du gouffre par Zeev Sternhell

POUR la première fois depuis l'indépendance, les Israéliens regardent l'avenir avec une sourde appréhension. Comme jamais auparavant, les effets désastreux du conflit se font sentir dans la vie de tous les jours : un grignotement mais continu des fondements de la démocratie, une place de plus en plus importante tenue par l'état-major de l'armée dans la prise des décisions politiques, mais surtout un accroissement de la brutalité dans les rapports entre occupants et occupés, une insensibilité face aux souffrances d'autrui peu connue dans le passé, des opérations punitives qui, sous couvert de la guerre au terrorisme, n'ont d'objectif réel que la vengeance.

Le fatalisme est devenu la base d'un large consensus, le ciment d'une fausse unité nationale. La peur du lendemain explique la paralysie qui caractérise la politique du gouvernement Sharon - Pérès. L'angoisse est le secret du comportement suicidaire de la part de cette formation politique que, par habitude, on appelle toujours la gauche travailliste.

Aujourd'hui, ses *leaders*, y compris les deux candidats à la présidence du Parti qui, pour parvenir à leurs fins, font appel à des méthodes dignes de la Corse d'antan, semblent s'être échappés d'une page de Courteline.

Il faut convenir toutefois que tous ces hommes affichent quand même une qualité : ils sont conscients de leur médiocrité. Voilà pourquoi, craignant de s'aventurer seuls dans les bois, tous ces ministres, anciens ministres ou députés ministrables, toujours candidats au ramassage des miettes qui tombent de la table seigneuriale, s'accrochent aux basques d'Ariel Sharon comme à une bouée de sauvetage. Comparés aux chefs travaillistes de nos jours, les socialo-molettistes français de la IV^e République finissante, amis et mentors de Shimon Pérès, font figure de géants.

Cependant, la grande question n'est pas la qualité des hommes au pouvoir. Elle est celle des objectifs historiques, de la ligne d'horizon et du but que se sont fixé Israéliens et Palestiniens.

Car la part de Yasser Arafat et des siens dans le drame que vit leur peuple n'est pas mince. Contre quoi et contre qui se battent exactement les Palestiniens : contre l'occupation, la colonisation, les humiliations incessantes, le comportement parfois sauvage des troupes israéliennes, ou contre l'existence même d'un Etat national juif ? Que veulent-ils au juste : l'indépendance, la liberté ou la fin du sionisme ? Souhaitent-ils vivre à côté de l'Etat d'Israël tel qu'il est ou bien fonder, par le biais du droit au retour, une nouvelle entité politique où les juifs deviendraient une minorité religieuse ?

Au fond, tout se ramène à un seul point d'interrogation : les Palestiniens acceptent-ils les résultats de la guerre de 1948-1949, notre guerre d'indépendance et notre victoire mais leur défaite, ou entendent-ils essayer de revenir en arrière ?

En Israël la véritable ligne de partage des eaux passe entre ceux qui partent du principe selon lequel la guerre d'indépendance s'est terminée une fois pour toutes en 1949, et ceux qui voient dans la guerre de

six jours la suite logique, naturelle et légitime de celle de 1948-1949.

Pour les premiers, la guerre de juin 1967 fut le produit accidentel d'une situation qu'Israël n'avait ni voulu ni même prévue. Les conquêtes de 1967 ne possèdent à leurs yeux aucune sorte de légitimité et ne peuvent modifier en quoi que ce soit le statut des lignes du cessez-le-feu de 1949.

Cette vision des choses s'appuie sur une conception rationaliste, laïque du sionisme : né de la détresse, il fut pour les juifs une nécessité existentielle. La création de l'Etat d'Israël puise sa légitimité dans cette nécessité mais également dans une idée aussi simple, aussi juste et aussi naturelle que les principes de 1789 : le droit des hommes à être maîtres de leur destin.

Les colons armés de Cisjordanie et de la bande de Gaza, dans une main la Bible – notre titre de propriété sur la terre de nos ancêtres – et le fusil automatique dans l'autre, constituent l'exemple par excellence du nationalisme intégral : héritiers des conquérants de Canaan, ils se considèrent comme seuls maîtres légitimes du pays.

Pour eux la guerre de six jours n'a pas été un accident malheureux, ou comme je le pense, un véritable désastre historique, mais l'expression de la volonté divine. De toutes les forces de leur foi religieuse et

Il faut que le Parti travailliste israélien ou ce qu'il en reste se ressaisisse. Moralement et intellectuellement, ce parti a cessé d'exister

de leur fanatisme nationaliste, ces hommes et ces femmes se lèvent contre toute solution, aussi timide soit-elle, qui impliquerait le repli des colonies de peuplement.

Armés, et bien que victimes eux aussi comme nous pouvons l'être tous et à tout moment du terrorisme arabe, ces hommes sèment autour d'eux la contre-terreur : terreur physique dont pâtissent les villageois palestiniens, terreur politique qui paralyse la classe politique israélienne. Les colons idéologiques ne constituent qu'une petite minorité mais ils tiennent la société israélienne en otage. Aucun homme politique, par crainte de guerre civile, n'a jamais osé les affronter.

Ici, il convient de revenir aux alliés les plus fidèles, les plus précieux et les plus efficaces des colons, les élites palestiniennes, celles de l'intérieur comme celles installées en Europe et aux Etats-Unis. Paradoxalement, il semble que les accords d'Oslo, ce premier pas vers une démarche qui semblait devoir aboutir à la paix et la réconciliation, aient produit un réflexe de refus : forcés de faire leurs choix, les Palestiniens n'ont pas osé franchir le Rubicon. Alors que les Israéliens de gauche étaient persuadés que les accords passés avec l'OLP impliquaient une reconnaissance de l'irréversibilité des

acquis de 1949, la revendication palestinienne du droit de retour pour plus de deux millions de réfugiés, appuyée par la seconde Intifada, brisait les reins au mouvement de la paix. Du coup, le camp de l'annexion reprenait du poil de la bête : car, s'il est permis aux Palestiniens de revenir sur l'acte fondateur de 1948, pourquoi les Israéliens n'auraient-ils pas, eux, le droit d'aller de l'avant et regarder 1967 comme l'achèvement de 1948-1949 ? S'il est permis de défier ce qui a été consommé lors de la fondation d'Israël, la méthode vaud dans les deux sens.

Il est illusoire de penser qu'Ariel Sharon, le père des colonies, acceptera de jouer le rôle de leur fossoyeur. Dans la même mesure, il est probable que Yasser Arafat n'a ni le courage ni l'envergure qu'il faut pour se présenter dans les camps des réfugiés et demander à son peuple de mettre fin au grand rêve du retour. Certains fantasment encore sur un de Gaulle israélien ou palestinien : il faut en rabattre. A certains égards, l'incapacité de l'élite palestinienne à prendre ses responsabilités est plus criante encore que celle des élites israéliennes et constitue un alibi commode pour notre camp du refus.

Le moyen de remonter la pente est toujours le même : tout d'abord accepter la légitimité de l'acte fondateur d'Israël et en faire également l'acte fondateur de la Palestine indépendante. Préparer les opinions publiques, les cœurs et les esprits est le travail des intellectuels. Le plus grand nombre n'a pas brillé au cours de cette dernière année. Trop nombreux sont ceux qui choisirent de disparaître de la vie publique. Ce principe acquis, les problèmes de Jérusalem, le tracé définitif des frontières, le problème des échanges territoriaux pourront être réglés. Il existe plus d'une formule raisonnable pour y parvenir.

Le second pas consiste, tout au moins du côté israélien, à mettre sur pied une force politique capable de rechercher un accord qui dans l'immédiat mettrait fin à la confrontation, aux représailles collectives et contribuerait à soulager le chômage, la misère et la faim qui sévissent en territoire palestinien. Le temps est venu de montrer envers nos voisins, dont l'immense majorité ne participent pas aux activités terroristes, un peu de chaleur et de générosité.

Mais pour cela, il faut que le Parti travailliste ou ce qu'il en reste se ressaisisse. Moralement et intellectuellement, ce parti a cessé d'exister. Affamés de pouvoir, ou plutôt de l'illusion du pouvoir, les amis de Shimon Pérès ont rarement eu l'air aussi insignifiant.

Actuellement, ils se rabattent sur cette vue de l'esprit qui s'appelle la séparation unilatérale. Reconstruire la gauche à partir de ses fondateurs, permettre l'écllosion d'un nouveau *leadership*, faire reprendre aux rescapés du travailisme la place naturelle qui est la leur dans l'opposition, battre Sharon ou Netanyahu lors des prochaines élections. En se mettant tout de suite au travail, et avec un peu de courage et d'honnêteté intellectuelle, la chose n'est pas impossible.

Zeev Sternhell est professeur à l'université hébraïque de Jérusalem (chaire Léon-Blum de science politique).



RENAULT LAGUNA

- Système sans clé •
- ESP • ABS • Assistance au Freinage d'Urgence •
- 6 airbags • Climatisation •
- Lève-vitres électriques avant •
- Système de surveillance des pneumatiques •
- Condensation des portes à distance •



Date de test mars 2001.
Euro NCAP est un organisme indépendant.



Laguna Authentique 1.9 dCi 100 ch*

20550 € soit 134 799,16 F**

*Consommations en l/100 km : complet 5,4 - extra urbain 9,4 - urbain 7,2. Emissions CO2 : 150 g/km. **Prix tarif n°2150 au 15/11/2001. Modèle présentée Laguna Privilege 1.9 dCi 120 ch avec options à 27 790 € soit 180 896,87 F.

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'aéroport des dupes

Le gouvernement français a décidé d'installer le troisième aéroport parisien à 125 kilomètres de la capitale, à Chaulnes dans la Somme. Pour aboutir à cette décision, annoncée jeudi 15 novembre, le premier ministre a repris les arguments de son ministre communiste des transports, Jean-Claude Gaysot : Orly et Roissy sont en passe de saturation, le site de Chaulnes est bien desservi par les autoroutes et le TGV, il est dans le prolongement de Roissy et pourra fonctionner en « bi-pôle » avec ce centre névralgique d'Air France pour que les voyageurs en transit puissent facilement aller de l'un à l'autre. Pour le gouvernement, ce choix s'imposait donc.

En 1996, le gouvernement d'Alain Juppé avait établi une même liste d'arguments pour justifier le choix de Beauvilliers, en Eure-et-Loir. Ce projet n'a pas résisté à l'alternance politique de 1997. Il est fort possible que la décision du gouvernement Jospin connaisse le même sort en 2002, après les prochaines échéances électorales, si l'opposition actuelle l'emporte. L'annonce de Chaulnes est un jeu de dupes, censé calmer à la fois les impatiences des riverains des aéroports parisiens et les inquiétudes des populations des huit autres sites présélectionnés.

Pourtant le principe même d'un troisième aéroport parisien n'a jamais été vraiment discuté. Il en coûtera au moins 30 milliards de francs, à échéance de 2020, alors que de nombreuses questions sont restées sans réponse. Pourquoi ne pas mieux

utiliser les plates-formes existantes d'Orly et de Roissy qui semblent capables d'absorber une grande partie du développement prévu du transport aérien. Certes, quelques mesures compensatrices, destinées à consoler les Verts, ont été annoncées comme des prêts à taux préférentiels de 5 milliards de francs, pour développer Lyon ou le futur aéroport Notre-Dame-des-Landes, entre Nantes et Rennes. Mais pourquoi n'avoir pas poussé cette bonne logique jusqu'à développer vers l'international ces autres aéroports de Lyon, Bordeaux et Lille en complément des deux parisiens existants ? Pourquoi ne songer qu'à un nouveau site « francilien » ? Selon l'INSEE, en 2020, soit l'année prévue pour la mise en service de Chaulnes, 36 % de la population française vivra au sud d'une ligne Bordeaux-Lyon. Pour ces Français, que de temps perdu, d'énergie gaspillée, pour rejoindre ce troisième aéroport situé au nord de Paris. Les onze millions de Franciliens ne sont pas les seuls à voyager par les airs.

Le gouvernement semble, à l'approche des élections, avoir eu pour principale préoccupation de faire le moins de mécontentements possibles parmi les riverains en retenant le site le moins peuplé. Cette tactique l'a poussé dans les plaines lointaines, à une distance record entre une capitale et son aéroport.

Faut-il qu'un choix d'aménagement du territoire, essentiel pour le pays mais soumis à des impératifs économiques et environnementaux contradictoires, se résume à un calcul électoral ?

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynet ; adjoint : François Lichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Forrotto, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Deboue (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Piailoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le dur métier de critique

AU CONCERT, le critique consciencieux réussit – s'il ne s'embrouille pas dans les horaires et les minutages – à se rendre aux répétitions, mais au théâtre, la « règle du silence », imposée avant la création des pièces, le lui interdit. Il doit donc juger un long ouvrage – beaucoup plus long qu'une symphonie – sur les impressions fugitives qu'il emporte d'une seule audition donnée dans l'obscurité, ce qui l'empêche de prendre la moindre note, une audition troublée par les entrées des retardataires de plus en plus nombreux (quand osera-t-on fermer les portes de la salle dès que l'orchestre attaque le prélude ?), troublée par les applaudissements et les cris qui saluent à peu près chaque artiste dès qu'il paraît sur le plateau, dès qu'il exécute le moindre tour de son métier.

Vacarme qui ne cesse guère : la musique compte si peu pour toute

une catégorie de spectateurs qui se refusent à être des auditeurs et ne consentent même point à se montrer gens de bonne compagnie. Que M. Maurice Lehmann prenne à tâche de rendre à l'Opéra un tout petit peu de ce qu'il a perdu, de ce qu'il continue de perdre chaque jour un peu plus depuis la guerre et qui contribuait si grandement à son prestige ; qu'il s'efforce d'obtenir du public une meilleure tenue, à tous les sens du mot, car le « débraillé » règne fort souvent, et à toutes les places. Les braillards et les malappris qui imposent à autrui le supplice de leur voisinage savent trop bien que les gens bien élevés ne peuvent rien s'ils ne sont pas soutenus par une administration impitoyable aux manquements de la bienséance.

René Dumesnil
(17 novembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Malaise dans le nucléaire

AVANT les attentats du 11 septembre, tout allait (presque) pour le mieux dans le meilleur des mondes nucléaires possible. Les partisans de cette forme d'énergie avaient surmonté la crise de confiance engendrée par l'accident de la centrale de Tchernobyl, en 1986, puis le choc provoqué, en 1991, par la découverte du programme nucléaire clandestin de l'Irak. La sûreté des centrales a été partout renforcée, l'arsenal de Saddam Hussein détruit pendant la guerre du Golfe, et le corset des garanties internationales contre la prolifération de l'armement nucléaire nettement resserré. L'industrie nucléaire pouvait donc envisager l'avenir avec plus d'optimisme, et même espérer une véritable « renaissance », a souligné John Ritch, directeur général de l'Association nucléaire mondiale (WNA), lors d'un colloque organisé début novembre à Vienne par l'AIEA.

Tout en déplorant l'hostilité « qua-

si religieuse » des courants écologistes européens, qui, selon lui, rejettent de façon irrationnelle l'une des rares technologies préservant l'environnement, cet éminent représentant du lobby nucléaire a relevé des éléments positifs : durant les années 1990, sans construire un seul nouveau réacteur et en dépit de règles de sécurité plus contraignantes, l'industrie nucléaire américaine a réussi à accroître sa production de 28 % et à conserver une part de marché à hauteur de 20 % ; la crise spectaculaire de l'énergie en Californie, fin 2000, où des milliers de foyers ont soudain été privés d'électricité à la suite de la défaillance de la société distributrice, a conforté les tenants du nucléaire, qui promettent un approvisionnement fiable et à long terme.

Dans le sillage de George W. Bush, ces derniers ont vu arriver à la Maison Blanche une administration « explicitement pro-nucléaire »,

car décidée à réduire sa dépendance stratégique envers le pétrole du Moyen-Orient. En Europe même, prédit M. Ritch, la perception croissante des risques du réchauffement climatique mettra tôt ou tard les Verts face à leurs contradictions.

NOUVEAU « RISQUE TERRORISTE »

Sur le reste de la planète, avec vingt-quatre réacteurs inaugurés ces cinq dernières années, et trente-six autres (totalisant quelque 30 000 mégawatts) en cours de construction en Asie et en Europe de l'Est, en Amérique latine ou en Afrique du Sud, le nucléaire se portait plutôt bien. Du moins jusqu'au 11 septembre. Car le nouveau « risque terroriste » doit désormais être pris en compte dans les calculs de rentabilité de cette forme d'énergie (coût des mesures de sécurité supplémentaires, résistance des bâtiments, frais d'assurance, sans parler du lancinant problème de transport et de

stockage des déchets, que nombre d'experts désignent comme le maillon le plus vulnérable).

Et les responsables politiques, notamment américains, ne peuvent le négliger. Il suffit d'observer le changement radical opéré ces dernières semaines dans le discours de l'AIEA, agence fondée après la deuxième guerre mondiale à l'initiative du président Eisenhower, où les Etats-Unis ont toujours gardé la haute main : pour convaincre les bailleurs de fonds, qui devront se prononcer à la fin de ce mois sur un plan d'action antiterroriste impliquant une hausse substantielle des crédits alloués à l'Agence, son directeur, l'Égyptien Mohamed El Baradei, ne craint plus de tirer bruyamment la sonnette d'alarme (*Le Monde* du 2 novembre). Au printemps 2001, sous la pression des Américains et des Européens, les experts avaient pourtant refusé de durcir la réglementation internationale sur la protection physique des matières nucléaires, destinée à prévenir le détournement de matériaux radioactifs, cédant ainsi aux injonctions de l'industrie, qui estimait en faire déjà assez dans ce domaine.

Après avoir fait inlassablement la promotion du « nucléaire pacifique au service du développement », l'agence découvre que les réacteurs de recherche, les hôpitaux, les usines de conditionnement alimentaire ou les entreprises de bâtiment qui emploient des matières radioactives sont autant de pépinières potentielles pour le terrorisme. Et que des milliers de « sources orphelines » de césium 137, de cobalt 60 ou de strontium, abandonnées aux quatre coins du monde, n'attendent qu'un parrain mal intentionné.

Rien qu'aux Etats-Unis, depuis 1986, on a recensé 1 704 pertes ou vols de « sources radioactives » assez puissantes pour que leur disparition doive être immédiatement notifiée aux autorités nucléaires américaines. Quant à l'ex-Union soviétique, même si l'on peut croire que les militaires russes ont empêché jusqu'ors tout détournement important de matières fissiles, « ce qui est inquiétant, c'est tout ce que nous ne savons pas », écrivait récemment dans *The Economist* Graham Allison, ancien secrétaire adjoint à la défense dans l'administration Clinton.



Jøelle Stolz

Constitution : l'exception française

Suite de la première page

Comme Michel Debré n'envisage pas qu'un texte qu'il avait rédigé puisse être contradictoire en soi et contraire à l'intention du général, il appelle « *souplesse* » ce que la plupart désignent comme une imperfection, il annonce que le conflit sera une « *tentation* » alors qu'il deviendra effectif, et, pour se prémunir, il ajoute que ce sera l'exception et non la règle. Pourtant, entre 1986 et 2002, la cohabitation, qu'il est plus exact d'appeler la dyarchie, aura duré neuf ans sur moins de dix-sept ans.

Le général de Gaulle pensait, sans doute, que cette cohabitation serait effacée par l'usage d'un concept nouveau dans le droit public français, celui d'arbitre. Aucune Constitution, en effet, avant celle de 1958 (art. 5), à l'exception du projet de Constitution du gouvernement de révolution nationale (printemps 1944, art. 10), n'avait confié au président de la République une fonction d'arbitrage pour « *assurer le fonctionnement des pouvoirs publics et la continuité de l'Etat* ». Michel Debré n'aimait pas cette expression étrangère à la tradition juridique, mais propre à la propagande monarchiste du début du XX^e siècle où le roi « *arbitre* » au-dessus des corps, des factions et des intérêts. Expression ambiguë car, dans le français d'avant le football, l'arbitre est soit celui qui juge un différend, soit un maître absolu.

Cette ambiguïté voulue par le général de Gaulle n'a pas suffi à assurer la suprématie effective et constante du président de la République face au premier ministre. L'intention de l'inspirateur est restée sans portée parce qu'elle n'était pas inscrite dans le texte, et la lettre l'a donc emporté sur l'esprit.

La preuve en est que, trois fois, des hommes issus du parti gaulliste

– en 1986 et en 1993, comme premiers ministres, et, en 1997, comme président de la République – se chargeront de démentir le général de Gaulle et d'installer la dyarchie au sommet de l'Etat. Comment les soupçonner d'antigaullisme systématique ou de manque de respect aux institutions de la V^e République, défauts dont on pouvait, à bon droit, soupçonner François Mitterrand ?

LES CONSÉQUENCES ÉLECTORALES

Dira-t-on que la cohabitation était nécessaire en 1986 et en 1993 ? La majorité parlementaire pouvait la refuser et obliger le président de la République à dissoudre ou à se démettre. De même, en 1997, le président de la République aurait pu démissionner pour forcer le pays à se prononcer. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Comme François Mitterrand et Lionel Jospin de leur côté, les gaullistes ont pesé les conséquences électorales probables de cet affrontement et les ont redoutées. Tous ont écouté le plus puissant des professeurs de droit constitutionnel : l'opinion prêtée aux électeurs. La démocratie se définit par la lutte électorale. La dyarchie n'est que la poursuite de cette lutte par d'autres moyens. Elle permet de faire cohabiter, au sein de l'exécutif, le chef de la majorité parlementaire avec le chef de l'opposition. Ce qu'aucune Constitution au monde n'avait encore imaginé.

Qu'au sommet de l'Etat on ne se soit jamais beaucoup aimé n'est pas nouveau. Le président Emile Loubet méprisait le président du conseil Emile Combes, Georges Clemenceau détestait Raymond Poincaré, et François Mitterrand ne portait pas Michel Rocard dans son cœur. Mais Combes, Clemenceau et Mitterrand commandaient, n'en déplaise à leurs partenaires. On peut, bien entendu, justifier la cohabitation. Les cohabitants, d'ailleurs, au début de l'épreuve, ne s'en privent pas. Ensuite, l'aigreur leur vient et se manifeste d'autant plus que chacun surenchérit souvent dans le même sens que l'autre. Cela n'empêche pas l'opinion de rester, sur ce sujet, plus bienveillante que les experts. Les Français retrouvent l'inspiration

de Montesquieu et se félicitent de voir un pouvoir en limiter un autre. Ils se réjouissent que, en matière de politique étrangère et de défense, ou sur d'autres sujets essentiels comme l'Europe, la France parle d'une seule voix, comme avec un gouvernement d'union nationale.

Mais les critiques sont aussi fortes que les justifications. Ce système introduit la discorde au sommet, empêche toute véritable alternance, peut conduire à la paralysie dans le domaine des réformes institutionnelles, comme on l'a vu à propos du cumul des mandats ou du statut de la magistrature. Il suffit de lire la presse étrangère pour mesurer l'effet produit lorsque la France, dans les grands sommets internationaux ou européens, est représentée par un couple et non par une seule personnalité comme partout ailleurs. Cela conduit à une distorsion des interprétations : Lionel Jospin est conspiré en Palestine... et l'on raisonne à Paris en termes d'avantages pour le Président ; celui-ci se rend-il auprès de nos forces militaires... et l'on transforme un geste naturel en manœuvre. C'est comme si l'on interdisait aux Français de penser que les hommes publics peuvent agir en fonction de leurs convictions et dans l'intérêt public.

LA NOTORIÉTÉ ET L'EXPÉRIENCE

Il est vrai que le mal empire lorsque les protagonistes sont l'un et l'autre candidats à la prochaine élection présidentielle. Mais on ne peut remédier à ce défaut aggravant. Les présidents ont le droit de se représenter. Les premiers ministres, par la notoriété et l'expérience acquises, deviennent des candidats potentiels.

De cette dyarchie, mal jugée par le monde politique, on espère se guérir par le quinquennat et par le calendrier électoral. En réduisant le mandat présidentiel, on a peut-être réduit la probabilité de la cohabitation. Mais le calendrier, pour l'avenir, sera à nouveau bouleversé par toute dissolution ou par la démission ou la disparition d'un président. On pourrait certes créer une vice-présidence pour régulariser la date de l'élection présidentielle,

mais on ne peut pas supprimer la dissolution sans changer de système. De toute façon, même lorsqu'elles sont proches dans le temps et se déroulent dans le bon ordre, les deux élections décisives, celle du président et celle de l'Assemblée, pourront toujours diverger. En mai prochain, l'élu du second tour demandera au peuple de lui donner une majorité parlementaire, mais ses adversaires feront campagne pour la lui refuser, quels que soient les propos que les uns et les autres auront tenus auparavant pour critiquer la cohabitation.

Peut-être les candidats à l'élection présidentielle proposeront-ils une refonte constitutionnelle envisageant soit d'aller vers un régime présidentiel en supprimant la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, soit de limiter les pouvoirs du président afin qu'il préside mais ne gouverne plus, quelle que soit la majorité de l'Assemblée ? Aucune de ces voies n'est facile à emprunter, chacune oblige à une rupture profonde. Comme le risque croît avec l'enjeu, on peut douter que quiconque s'aventure vers ces terres inconnues.

Deux choses restent sûres. On a dit que les hommes font l'histoire, mais ne savent pas l'histoire qu'ils font. Le général de Gaulle a fondé les institutions qui rendent possible la dyarchie, et il ne la voulait certainement pas. En 1967, s'il avait perdu les législatives, il n'aurait pas accepté de partager le pouvoir et, d'une manière ou d'une autre, il aurait rétabli l'unité de l'exécutif.

En 1969, il a clairement signifié que les élections gagnées par Georges Pompidou ne suffisaient pas et que le président « *indépendant du législatif* » devait, pour confirmer sa légitimité, bénéficier d'un vote personnel de confiance par référendum. L'autre chose certaine est qu'il est inutile de gémir sans cesse sur la cohabitation puisque, selon la formule de Bossuet, « *le ciel se rit des prières qu'on lui fait pour détourner de soi des maux dont on persiste à vouloir les causes* ».

Jean-Claude Casanova
pour Le Monde

IMMOBILIER Les risques de voir la consommation fléchir ne diminuent en rien l'ambition des professionnels, qui en profitent pour conquérir, à moindre prix, de nouveaux

emplacements, acheter des chaînes concurrentes et tester de nouveaux concepts de boutiques. ● EN 2001, les grands institutionnels, sociétés foncières et fonds de pension en tête,

n'ont pas levé le pied sur leurs investissements dans l'immobilier commercial, qui procure des revenus réguliers, moins sensibles au cycle économique. ● POUR SÉDUIRE des consom-

mateurs un peu blasés, les centres commerciaux doivent intégrer des loisirs, des multiplexes et un espace de restauration variée. ● LE SECRET tient dans le renouvellement perma-

nent des enseignes. ● LA SNCF, qui tire 76,22 millions d'euros par an de ses zones marchandes dans les gares, souhaite doubler ce résultat dans les prochaines années.

Les centres commerciaux européens se réinventent pour éviter la crise

L'immobilier commercial reste dynamique malgré la perspective de voir la consommation fléchir au cours des prochains mois. Plusieurs transactions majeures ont eu lieu en 2001. Les professionnels continuent de privilégier un secteur peu cyclique et multiplient les innovations pour attirer les consommateurs

L'IMMOBILIER commercial (magasins, grandes surfaces, centres commerciaux) pourra-t-il échapper à la crise ? Alors que l'appétit de consommation risque de faiblir au premier semestre 2002, cela ne diminue en rien l'ambition des professionnels, qui en profitent pour conquérir, à moindre prix, de nouveaux emplacements, acheter des chaînes concurrentes, tester de nouveaux concepts de boutiques et se préparer à l'après-crise. Cinq mille investisseurs, promoteurs et enseignes se réunissent, du 15 au 17 novembre, pour la septième édition du Mopic, le plus grand Salon de l'immobilier commercial, pour leur grand rendez-vous annuel, soit une affluence en hausse de 11 %.

Signe de ce dynamisme, en 2001, les grands institutionnels, foncières et fonds de pension en tête, n'ont pas levé le pied sur leurs investissements. Le fonds de pension hollandais Corio, après avoir acheté les Nouvelles Galeries, à Bordeaux, a acquis, auprès de la Macif, pour un montant de 595 millions d'euros (3,9 milliards de francs), un portefeuille de dix centres commerciaux, dont cinq en France, trois en Italie et deux en Espagne : « Notre société veut parvenir à détenir 75 % d'immobilier commercial qui procure des revenus réguliers, moins sensibles au cycle économique », explique son directeur pour la France, Andrew Percival. « Cette opération était l'occasion de mettre la main sur un des derniers patrimoines de centres commerciaux disponibles en France et de prendre pied dans les pays d'Europe du Sud ». La Foncière Klépierre, filia-

le de BNP-Paribas, a, elle, achevé d'acquérir les 167 galeries marchandes de Carrefour, pour 1,5 milliard d'euros (9,84 milliards de francs) : « Les centres commerciaux nous offrent des rendements plus élevés que le bureau, avec des revenus indexés sur l'indice du coût de la construction et sur le chiffre d'affaires des commerçants », plaide Michel Clair, président de Klépierre. Après avoir inauguré l'immense Val d'Europe, à Eurodisney, sa filiale Ségécé a ouvert 3 nouveaux centres commerciaux en 2001, à Boulogne, Annecy et Poitiers. Le rachat des 18 magasins Marks & Spencer par les Galeries Lafayette, et la revente au détail de 9 de ces emplacements, constitueront autant d'indicateurs de la santé du marché.

OPÉRATIONS COÛTEUSES

La loi Raffarin de 1993, qui restreint l'ouverture de centres commerciaux, entretient-elle une pénurie ? « Dans les années 1980, on ouvrait 25 centres commerciaux par an, se souvient Michel Pazoumian, délégué général de Procos, un club qui réunit 150 enseignes de commerces spécialisés. On en inaugure à peine deux ou trois par an aujourd'hui. La régulation permet les restructurations et extensions de centres commerciaux existants et laisse la place aux opérations en centre-ville, comme en témoignent les exemples d'Annecy, Boulogne et Poitiers. » Elus et acteurs économiques sont d'accord pour réimplanter des commerces en centre-ville, mais ce sont des opérations longues et coûteuses, de cinq à dix ans, qui doivent

s'insérer dans un tissu urbain. Pour séduire des consommateurs un peu blasés, les centres commerciaux nouveaux ou restructurés doivent offrir un grand confort d'achat et intégrer des loisirs, des multiplexes et un espace de restauration variée : « Au Carré Sénart, à

Melun, dont l'ouverture est prévue à l'automne 2002, pour créer une ambiance écologique, familiale et ludique, nous avons soigné les détails : les parkings sont surdimensionnés et arborés ; dans les ascenseurs, des hublots permettent aux enfants de voir défiler des dessins

animés », détaille Olivier Coutin, de la société Espace Expansion (groupe Unibail), chargé de la commercialisation du programme.

VARIÉTÉ ET PERTINENCE DE L'OFFRE

Mais l'attractivité d'un centre commercial repose avant tout sur la variété et la pertinence de l'offre de boutiques, un savant dosage entre une grande surface alimentaire, des enseignes incontournables comme Zara, H & M, Go Sport, Etam, Celio, Benetton ou Decathlon, la Fnac ou Virgin et 20 % de concepts innovants qui feront la différence d'un centre à l'autre. Le secret tient dans le renouvellement permanent des enseignes, en évinçant impitoyablement celles qui ne font pas recette. En vogue, cette année au Mopic, Imaginarium, l'espagnol spécialiste du gadget pour enfants, Box and Co, le nouveau concept des Galeries Lafayette pour le rangement,

Eytens, spécialiste hollandais de la décoration d'intérieur, et Résonances, quincaillerie postmoderne. Ces nouveaux venus viendront vite supplanter des enseignes moins bien portantes, comme Habitat, qui ne s'est jamais vraiment remis de son rachat par Ikea.

La confiance des investisseurs dans les centres commerciaux contraste avec le doute des commerçants tenant boutiques en centre-ville : « De 1998 à 2000, nous avons connu trois années de folie, raconte Jean-Jacques Bertrand, responsable du commerce chez Atis Real, ancien Auguste Thouard. Les grandes enseignes se livraient à la surenchère sur les loyers pour s'emparer des meilleurs emplacements. Aujourd'hui, les dirigeants font les comptes et procèdent parfois à des cessions, avec des moins-values. Il faut donc s'attendre à une baisse des loyers ».

Isabelle Rey-Lefebvre

Les gares et les aéroports veulent développer leurs zones marchandes

LA SNCF et les chambres de commerce souhaitent développer et valoriser les surfaces commerciales dans les gares et les aéroports. Il s'agit d'améliorer les services et le confort des voyageurs mais aussi d'augmenter des revenus commerciaux qui représentent déjà 20 % à 30 % des recettes des aéroports, par exemple. La SNCF, elle, en tire, bon an mal an, 500 millions de francs (76,22 millions d'euros) et souhaite doubler ce résultat dans les prochaines années. La présence de commerces améliore la propreté et la sécurité de ces lieux de fort passage, mais vendre dans les gares ou les aéroports n'est pas facile. Il faut savoir retenir le voyageur dans un espace contraint et capter son attention alors qu'il est pressé. Les commerçants cherchent à atteindre une certaine rentabilité malgré des horaires d'ouverture amples, de 5 h 30 à 23 heures dans les aéroports par exemple, sept jours sur sept.

« La SNCF possède 3 000 gares dont un tiers accueillent des commerces, parfois sous la forme d'un simple distributeur automatique. Mais 80 % du chiffre d'affaires est généré par les cinquante plus grandes gares et, dans vingt d'entre elles, il est envisageable d'installer de véritables pôles commerciaux », analyse Danièle Lombard, chargée du développement au sein de la société A2C, filiale de la SNCF, créée en 1999 dans le but d'attirer de nouvelles enseignes dans les gares. La SNCF consacre 1 milliard de francs par an à un ambitieux programme de rénovation.

MULTIPLIER LES SERVICES

« Chaque gare est un cas particulier, explique M^{me} Lombard. Dans les gares de banlieue, l'usager est peut-être pressé, mais il passe tous les jours et il faut donc lui offrir des services annexes à la vente, comme la réservation ou la commande, le matin, d'un article à prendre le soir. Il faut multiplier les commodités, cordonnerie, serrurerie, photomatron, pressing voire petit alimentaire de dépannage ». Ainsi, gare du Nord, à Paris, mercredi 21 novem-

bre, seront inaugurées 25 boutiques où les 120 millions de voyageurs annuels trouveront des distributeurs de produits alimentaires et du prêt-à-porter femme et enfant. A Strasbourg, la gare abrite même une supérette.

Le client « grandes lignes » a un peu plus de temps : c'est un lecteur, friand de presse et de librairies, qui peut se laisser tenter par des disques, fleurs, chemises, bijouterie, parfumerie, accessoires, à des prix raisonnables. Enfin, certaines gares, comme la gare du Nord, terminus de l'Eurostar, accueillent une clientèle internationale intéressée par des produits très français (épicerie fine, vins, parfums) proposés dans des enseignes présentes sur place. Selon M^{me} Lombard, le chiffre d'affaires rapporté au mètre carré est très supérieur à n'importe quel centre commercial. Des chantiers sont prévus dans les nouvelles gares des TGV Sud et Est. Pour la gare Saint-Lazare, qui draine un des plus gros flux de passagers de la capitale, la SNCF s'est associée à Ségécé, filiale de la Foncière Klépierre, du groupe BNP-Paribas. Pour la deuxième tranche de la gare du Nord, elle a choisi l'opérateur Altaréa.

Dans les aéroports, le voyageur est en transit, plus captif, et dispose d'un peu de temps après avoir enregistré ses bagages. Avec la fin du *duty free* pour les vols intra-européens et devant le relatif échec des boutiques haut de gamme, les gestionnaires cherchent à renouveler l'offre. La clientèle d'affaires veut des services, un coiffeur, un institut de beauté. « A Toulouse, nous avons installé une parfumerie, une "œnothèque" et une douzaine de sièges de massage », raconte Karine Duco, chargée du commerce extra-aéronautique de l'aéroport de Toulouse. D'autres pays européens envisagent des projets similaires pour leurs gares, comme en Italie, où la société Grandi Stazioni, créée par Benetton, Pirelli, Caltagirone, Ferrarile dello Stato et la SNCF, restructure les treize plus grandes gares du pays.

I. R.-L.

BMW 520d Pack

www.bmw.fr





BMW 520d Pack pour moins de 3000 F par mois*.
Offre réservée à une BMW par personne.

BMW 520d Pack avec peinture métallisée et contrat national d'entretien serenium inclus. Climatiseur automatique, recyclage de l'air et microfiltre, volant cuir multifonctions, jantes en alliage, phares antibrouillard, antipatinage à régulation électronique ASC+T, ABS, ordinateur de bord, 6 coussins de sécurité gonflables.

(*) Offre de location avec option d'achat. Prix de la BMW 520d Pack + peinture métallisée: 221 743 F. Premier loyer majoré de 55 435,75 F (**) suivi de 23 loyers mensuels de 2 743,61 F (**). Après le paiement du dernier loyer, vous pouvez restituer le véhicule à votre concessionnaire (sous réserve du respect de l'usure et du kilométrage prévu au contrat) ou l'acquiescer en levant l'option d'achat. Option d'achat en fin de contrat de 117 523,79 F. Coût total avec achat en fin de contrat de 236 200,57 F. Contrat national d'entretien serenium facultatif au prix de 247,10 F/mois comprenant la garantie et l'entretien du véhicule pour 24 mois et/ou 60 000 km (au 1^{er} des deux termes atteint). Coût total du serenium : 5 930,40 F. * BMW 520d Pack pour moins de 3000 F par mois** : soit 2996,71 F, exemple de versement mensuel incluant le loyer (2 749,61 F) et le serenium facultatif (247,10 F). (***) Hors assurances facultatives et hors contrat serenium facultatif. Offre valable jusqu'au 31/12/2001 chez votre concessionnaire BMW participant à l'opération. Sous réserve d'acceptation par BMW Lease - SNC au capital de 3 000 000 Euros. RCS VERSAILLES B 343 635 643

Michel David-Weill règle sa succession à la tête de la banque Lazard

Bruce Wasserstein quitte le groupe Dresdner pour le rejoindre

Le patron mythique et principal propriétaire de la banque Lazard fait appel à l'un des plus célèbres spécialistes de fusions et acquisitions de

Wall Street pour lui succéder. En confiant les rênes à un banquier jaloux de son indépendance, qui refuse la domination des grandes institu-

tions très intégrées sur le marché du conseil, il tente de préserver l'esprit de Lazard tout en redynamisant la banque.

LE DÉCLIN de Lazard, l'une des plus prestigieuses banques d'affaires, a été souvent annoncé, et souvent démenti. Pour déjouer les critiques les plus récentes, Michel David-Weill, qui préside cette institution, a annoncé, jeudi 15 novembre dans la soirée, le nom de son successeur. A 69 ans, il s'est décidé à passer le relais au banquier américain Bruce Wasserstein, 53 ans. Ce dernier présidait jusqu'à présent Dresdner Kleinwort Benson (DKW), la banque d'investissement du groupe allemand Dresdner, qui appartient depuis juillet 2001 à l'assureur Allianz. M. Wasserstein doit prendre la direction opérationnelle des trois maisons Lazard à Paris, Londres et New York à compter du 1^{er} janvier 2002. M. David-Weill se réservera les fonctions de président.

Par cette nomination, M. David-Weill veut régler une crise de succession rampante, qui a éclaté sur

la place publique avec la démission de Bill Loomis le 24 octobre. Ce dernier avait été nommé en novembre 2000 directeur général de Lazard LLC, la structure créée pour regrouper les différentes entités de Lazard. Fin octobre, confronté à des tensions croissantes entre les associés de New York, Londres et Paris, ne trouvant pas sa place sous l'ombre tutélaire de M. David-Weill, il a préféré redevenir simple associé. Avant même cette démission, personne n'a jamais vraiment cru aux chances de M. Loomis, d'être le véritable numéro deux de Lazard et M. David-Weill paraissait dans l'incapacité de se trouver un successeur. Il avait déjà multiplié les tentatives, depuis Jean-Marie Messier, qui avait finalement rejoint la Générale des Eaux, devenue Vivendi Universal, jusqu'à Steve Rattner, le banquier star des médias et télécommunications à New York, en passant par Felix

Rohatyn, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en France ou par Edouard Stern, le gendre de M. David-Weill.

« PLEINS POUVOIRS EXÉCUTIFS »

M. Wasserstein a-t-il plus de chances que ses prédécesseurs ? L'institution peut réserver des surprises, mais le banquier s'est assuré de bonnes conditions de départ. Il a été intronisé par M. David-Weill : « *Après 25 ans à la tête de Lazard, je suis très heureux d'avoir un successeur qui continuera de diriger Lazard comme une banque d'investissement indépendante et prestigieuse. Il aura les pleins pouvoirs exécutifs.* » Deuxième assurance, M. Wasserstein fait une entrée en force dans le capital de Lazard. Après Michel David-Weill, et sans compter la société de portefeuille Eurazéo (qui détient 38 %) de Lazard, c'est lui qui aura le plus fort poids dans le capital de la société en com-

mandite. Il investit une partie de sa fortune personnelle.

M. David-Weill et M. Wasserstein se connaissent depuis longtemps. « *J'avais déjà des conversations avec lui lorsqu'il était chez First Boston* », rappelle M. David-Weill. « *En 1997, nous avions discuté d'un projet d'absorption de sa banque, Wasserstein Perella, par Lazard* », poursuit-il, très sensible au fait que lorsque le banquier américain avait lancé sa propre structure en quittant Crédit suisse First Boston, il avait annoncé que Lazard était son modèle. Culturellement, la greffe peut donc prendre avec la maison du boulevard Haussmann. La réputation de M. Wasserstein devrait lui permettre d'avoir une légitimité auprès des banquiers américains de Lazard, les plus perturbés en cette période de vaches maigres pour les banques d'affaires, qu'aucun européen n'aurait pu avoir. Marié à une Française, habitué à travailler avec des institutions européennes, il a ses chances avec les banquiers de Londres et Paris.

Reste à savoir s'il est possible de donner un nouvel élan à Lazard tout en continuant à s'appuyer sur des savoir-faire et des carnets d'adresses très personnels, plutôt que sur des machines de guerre très organisées et très présentes sur les marchés financiers, comme le font les grandes banques américaines.

Le modèle Lazard prête à discussion, même en interne : avant son départ, Bill Loomis aurait discuté avec la banque de Wall Street Lehman Brothers des possibilités d'un rapprochement. « *Cette histoire a été montée en épingle* », relativise M. David-Weill. Pour lui, il n'y a jamais eu qu'un « *déjeuner entre M. Loomis et le patron de Lehman, au cours duquel ils ont évoqué poliment ce que les deux maisons pouvaient faire ensemble* ». Sans plus.

S. F.

Sophie Fay

PROFIL

UNE LÉGENDE

DE WALL STREET

Bruce Wasserstein est une personnalité comme Wall Street les aime. Banquier d'affaires imaginatif et combatif, il a offert à la première place financière du monde quelques-unes de ses plus belles opérations de fusions et acquisitions et surtout une bataille boursière spectaculaire. Sa banque d'affaires, Wasserstein Perella, était en première ligne dans la lutte qui a permis en 1988 au fonds d'investissement Kohlberg Kravis Robert (KKR) de prendre le contrôle du géant de l'alimentation et du tabac RJR-Nabisco. Bruce Wasserstein a alors été décrit comme « *le plus brillant tacticien* » en OPA de New York, mais aussi comme le banquier le plus « *explosif* ».

Après une période plus calme, Bruce Wasserstein a fait un retour plus sage mais tout aussi impressionnant à la fin des années quatre-vingt-dix, appelé par les patrons de banques spécialisées dans le conseil en fusions et acquisitions pour leurs propres opérations. Coup sur coup, il a travaillé au rapprochement des banques américaines Morgan Stanley et Dean Witter Discover, à l'acquisition de la maison de titres Paine Webber par le géant financier suisse UBS, mais aussi au rachat du distributeur Asda par son concurrent Wal-Mart ou encore à la fusion de Time Warner avec AOL.

Il est lui-même considéré comme un visionnaire de la finance. Avocat de formation, il a rejoint en 1977 la banque d'affaires américaine First Boston, rachetée plus tard par Crédit suisse pour devenir Crédit suisse Fist Boston. Avec Joe Perella, il a fait de cette entité l'une des plus importantes banques d'investisse-

ments du monde. En 1988, les deux hommes ont créé leur propre « boutique » de fusions-acquisitions, Wasserstein-Perella. Signe du grand talent financier de Bruce Wasserstein, il a cédé le contrôle de cette petite banque au groupe financier allemand Dresdner en septembre 2000, pour une somme jugée astronomique de 1,37 milliard de dollars (plus d'1,5 milliard d'euros), dont 600 millions lui seraient revenus directement.

Cette transaction n'a toutefois pas totalement tourné à son avantage. Alors que Dresdner s'était engagé à garantir l'indépendance de la banque d'affaires Dresdner Kleinwort Wasserstein, l'assureur allemand Allianz a bousculé ce schéma en prenant le contrôle de Dresdner. M. Wasserstein l'a mal vécu mais, à 53 ans, il est loin d'avoir dit son dernier mot.

Niveau record pour les ventes d'automobiles américaines en octobre

NEW YORK

de notre correspondant

Les Américains ont-ils voulu se consoler des attentats du 11 septembre ? Cette thèse un peu sommaire semble pourtant bien correspondre à la réalité. Elle explique le rebond inattendu et spectaculaire de 7,1 % des ventes de détail aux Etats-Unis le mois dernier, à 307,8 milliards de dollars, après une baisse de 2,2 % en septembre. Ce chiffre, le plus élevé depuis 1968, époque où la statistique a commencé à être calculée, est trois fois supérieur aux prévisions des analystes. Sans l'envolée des achats d'automobiles, la progression des ventes de détail aurait été limitée à 1 %. Les ventes de voitures et d'utilitaires ont augmenté de 26,4 % (87,4 milliards de dollars) en octobre.

Il est vrai que General Motors (GM), Ford et Chrysler, affectés par la percée des marques étrangères, se sont lancés, à l'endemain du 11 septembre, dans une guerre commerciale en offrant sur tous leurs modèles des crédits gratuits. L'initiative est

venue de GM et de sa campagne de promotion patriotique intitulée « *Keep America rolling* » (« *Faire toujours rouler l'Amérique* »). En dépit du coût du financement à taux zéro, Ford et Chrysler n'ont pas eu d'autre choix que de suivre. Avec 1,8 million de véhicules vendus le mois dernier, les immatriculations pourraient atteindre, voire dépasser, les 17 millions en 2001, en faisant une très bonne année.

UNE FUITE EN AVANT

Cette bonne surprise, la démonstration de l'appétit intact des ménages américains

Les immatriculations progressent en Europe

Les immatriculations de voitures neuves dans 18 pays d'Europe occidentale (les pays de l'Union européenne, ainsi que la Norvège, la Suisse et l'Islande) ont progressé de 8,3 %, à 1 205 924 unités, en octobre 2001, par rapport à octobre 2000, a annoncé, jeudi, l'Association des constructeurs européens d'automobiles. Pour l'UE, la hausse a été de 8,7 % (à 1 173 565 unités). Les constructeurs français enregistrent des progressions de 22,6 % pour PSA et 15,2 % pour Renault. La plus forte hausse est pour l'allemand BMW (+24,5%). En 2001, les immatriculations de voitures neuves dans l'UE augmentent de 0,4 % depuis le début de l'année.

pour la consommation et l'automobile, ne doit pas pour autant donner l'illusion que l'économie est tirée d'affaire. Même si depuis le début de la semaine Wall Street a salué par des hausses les succès militaires des Etats-Unis en Afghanistan. « *Il est beaucoup trop tôt pour mesurer l'impact à long terme de ce chiffre. Il s'agit d'une donnée ponctuelle, pas d'une tendance* », a déclaré Ari Fleischer, le porte-parole de la Maison Blanche. « *Nous ne pouvons pas espérer que ces ventes se répètent en novembre* », ajoute John Youngdahl de Goldman Sachs. L'association nationale des économis-

tes d'entreprise a annoncé mercredi qu'elle prévoyait une baisse de 2 % en rythme annuel du produit intérieur brut (PIB) américain au quatrième trimestre. La récession ne sera pas évitée.

Pour l'industrie automobile américaine, l'embellie d'octobre ne signifie pas la fin de ses problèmes. Les achats anticipés par les consommateurs et le coût du financement à taux zéro pourraient se payer cher dans les prochains mois.

La baisse continue de ses taux d'intérêt par la Réserve fédérale depuis le début de l'année (le loyer de l'argent au jour le jour est descendu de 6,5 % à 2 %) rend les prêts à taux zéro moins coûteux pour les groupes automobiles, mais ils pèseront tout de même sur leur rentabilité.

GM a annoncé la poursuite des crédits à taux zéro sur au moins une partie de sa gamme jusqu'au 2 janvier 2002, et les autres constructeurs seront sans doute encore obligés de suivre. Leurs résultats devraient en porter la trace.

Eric Leser

Bruxelles a ouvert une enquête pour entente illicite des assureurs après le 11 septembre

DEPUIS les attentats du 11 septembre, assureurs et compagnies aériennes se trouvent face à une situation sans précédent : les primes seront multipliées par deux ou trois, un surcoût de 3 euros par passager est perçu pour risque de guerre et, parallèlement, les garanties accordées par les assureurs ont été divisées par dix, forçant les Etats à se porter caution, jusqu'à la fin de l'année, pour permettre aux avions de voler. Cédric Pastour, le président de la Fédération nationale de l'aviation marchande (Fnam), ne décolère pas : « *Il y a entente entre les assureurs, ce qui est contraire au droit communautaire. En conséquence, la décision*

de porter plainte a été actée et votée, lundi 12 novembre, lors de notre conseil. » Cette plainte devrait être déposée dans les jours qui viennent. Forte de son poids - 160 entreprises du secteur aérien, 51 000 salariés, qui réalisent 80 % du chiffre d'affaires, estimé à 62 milliards de francs -, l'organisation professionnelle veut se faire entendre.

ENTRAVE À LA CONCURRENCE

Les instances européennes s'étaient saisies de cette question dès le 25 septembre. « *La commission a ouvert une enquête sur son initiative propre* », indique-t-on à Bruxelles. La commission veut véri-

fier si ces hausses de tarifs et de baisse de garanties ont été prises de façon concertée, ce qui constituerait une entrave aux règles de la concurrence. « *On ne tolère pas que des compagnies fixent des prix ensemble* », confie-t-on à Bruxelles. La commission a déjà reçu une lettre du conseil européen des transporteurs maritimes qui s'étonnait des fortes hausses des primes d'assurance qui menaçaient le secteur.

Les professionnels de l'assurance rejettent le terme d'« *entente* ». Il est vrai que la communauté des assureurs a revu les conditions, à l'initiative du marché de Londres, le Lloyd's - qui donne le « *la* »

pour les risques de guerre -, explique un professionnel. Le marché de l'assurance aviation est très concentré, rappelle la profession. De plus, ce marché est déficitaire, plaide un courtier, chiffres à l'appui. Les assureurs ont encaissé 2,2 milliards de dollars de primes de 1998 à 2000 et ont dû déboursier sur cette période 5,4 milliards de dollars de sinistres. Cette année, le chiffre d'affaires atteint entre 4 et 4,5 milliards de dollars après les hausses de tarifs effectuées après le 11 septembre, pour des sinistres de 6,5 milliards.

François Bostnavaron et Pascale Santi

L'investissement industriel pourrait reculer de 4 % au cours de l'année 2002

L'Insee révisé aussi à la baisse ses prévisions pour 2001

LES ENTREPRISES multipliaient les avertissements depuis plusieurs semaines ; l'enquête sur les investissements industriels, publiée vendredi 16 novembre, par l'Insee vient confirmer toutes les appréhensions. La conjoncture en France est en train de se dégrader très vite, beaucoup plus vite que ne le laisse entendre le gouvernement. Cette année, les chefs d'entreprise estiment que leurs dépenses d'investissement en valeur n'augmenteront pas plus de 3 %, alors qu'ils tablaient sur une croissance de 9 % en début d'année et encore de 6 % au mois d'avril. Il faut remonter en 1997, alors que les espoirs de reprise s'étaient écroulés pour retrouver une croissance aussi basse. Les perspectives pour 2002 sont encore plus pessimistes. Selon l'institut, l'investissement en 2002 s'effondrerait, en recul de 4 %.

L'exception du secteur automobile qui prévoit une augmentation de 16 % des ses dépenses d'investissements en 2001, tous les secteurs ont revu leurs prévisions à la baisse. Le secteur des biens de consommation, bien que soutenu encore par la demande intérieure, escompte une hausse de 7 % contre 14 % en janvier. La branche des biens d'équipements professionnels, qui reflète le dynamisme des entreprises et leur volonté de modernisation et de développement, pense que ses dépenses vont croître de 7 %, alors qu'en début d'année, elle pensait, aux vues des tensions sur l'appareil productif, voir les investissements en hausse de 19 %. Quant aux biens intermédiaires, la réduction est déjà à l'ordre du jour. L'investissement devrait être en recul de 4 % dès cette année.

REPLI GÉNÉRALISÉ

Plus grave, ce repli généralisé devrait s'accroître en 2002. Frappées par un ralentissement économique plus grave et rapide que prévu depuis la fin du premier trimestre, les entreprises sont sur le quivive depuis les attentats du 11 septembre. L'effondrement de l'activité en Europe, ces dernières semaines, particulièrement en Allema-

gne, nourrit toutes les inquiétudes. Même si une récente étude de conjoncture de la Banque de France fait état d'une stabilisation de l'activité en octobre, toutes s'attendent à connaître une très forte dégradation de leur situation au moins jusqu'à la fin du premier trimestre 2002. Dans tous les groupes, l'heure est aux économies. Les secteurs les plus dépensiers cette année seraient, d'après les prévisions de l'Insee, les plus économes l'an prochain. Les dépenses d'investissement diminueraient de 8 % dans les biens de consommation, de 6 % dans l'automobile.

Pour le gouvernement, cette enquête est une très mauvaise nouvelle. Il faut remonter aux années de crise de 1993-1994 pour retrouver une situation de l'investissement productif aussi sombre (respectivement - 18 % et - 3 %). D'un coup, l'activité en France se voit privée d'un de ses deux principaux soutiens, avec la consommation. Les dépenses des ménages pourront-elles à elles seules continuer à soutenir la croissance ? Celles-ci sont très étroitement liées à la situation du chômage. Et sur ce front-là aussi, les mauvaises nouvelles s'accumulent. Parallèlement à la baisse des dépenses d'investissement, les entreprises réduisent aussi de plus en plus sévèrement leurs effectifs. Publiant vendredi, sa série révisée du chômage, l'Insee confirme une hausse du chômage depuis le début de l'été qui s'établit à 8,9 % de la population active.

Malgré tous ces signaux très négatifs, le gouvernement campe sur ses positions. Après avoir revu plusieurs fois à la baisse ses prévisions de croissance, il maintient depuis plusieurs semaines un objectif de croissance supérieur à 2 % pour 2001 et de 2,25 % à 2,5 % pour 2002. Alors que l'Allemagne a révisé ses prévisions de croissance qui devrait atteindre à peine 0,6 % cette année, que le Fonds monétaire international ne cesse de revoir à la baisse l'activité en Europe, ces chiffres donnés par le gouvernement français semblent de plus en plus irréalistes.

Martine Orange

Aceralia veut renégocier le projet de fusion avec Usinor et Arbed

À QUELQUES JOURS du feu vert attendu de la Commission européenne pour la grande fusion Usinor-Arbed-Aceralia dans l'acier européen, qui doit donner naissance au numéro un mondial du secteur, et alors que les assemblées générales d'actionnaires des trois groupes sont déjà convoquées pour le 21 novembre, le sidérurgiste espagnol Aceralia a demandé la réouverture de discussions « *sur les éléments généraux d'appréciation des termes de l'offre publique d'échange (OPE)* », a révélé le français Usinor dans un communiqué, vendredi 16 novembre. « *Les conclusions de ces discussions, si elles aboutissaient, pourraient avoir un effet défavorable sur la part de Newco [le futur groupe] que les actuels actionnaires d'Usinor recevraient à l'issue de l'OPE* », ajoute le groupe français. Aceralia, soutenu par le luxembourgeois Arbed, demande une réévaluation des parités de fusion en leur faveur. Jusqu'ici, il était prévu qu'Usinor détienne 56,5 % de Newco, contre 43,5 % au tandem Arbed-Aceralia.

L'inspection du travail bloque le plan social de Marks & Spencer

LES NÉGOCIATIONS sur les conditions de reprise des 1 516 salariés de Marks & Spencer France par les Galeries Lafayette ont été interrompues, jeudi 15 novembre, à la suite du constat de carence dressé par l'inspection du travail. L'administration reproche les insuffisances du plan social sur « *les propositions sérieuses de postes, avec les conditions de rémunération* ». Les Galeries Lafayette ont déposé une offre globale, avec ses enseignes propres (GL, BHV, Monoprix...), mais aussi des « *enseignes partenaires* » (FNAC, H & M, Surcouf, Virgin, etc). Les syndicats s'inquiétaient des modalités de transfert des contrats de travail. L'offre des Galeries Lafayette reste conditionnée par un avis favorable majoritaire du Comité central d'entreprise avant le 30 novembre.

Yahoo! supprime 400 emplois

LE PORTAIL américain Yahoo! envisage de supprimer 400 emplois, soit environ 10 % de ses effectifs. Le président, Jeff Mallett, a annoncé, jeudi 15 novembre, l'arrêt de plusieurs services, notamment à destination des entreprises. Il prévoit toutefois d'embaucher une centaine de personnes dans certains secteurs. Le site pâtit de la chute du marché publicitaire, qui représente 75 % de son chiffre d'affaires. Alors que le chiffre d'affaires a diminué de près de moitié au 3^e trimestre avec une perte nette de 24,1 millions de dollars, Yahoo! a commencé à proposer des services payants pour les petites annonces, les enchères entre particuliers ou le listage de sites Internet dans son moteur de recherche.

Les licenciements se multiplient dans la presse écrite

Directement liée à une conjoncture publicitaire de plus en plus morose, la santé de la presse française tend à décliner. Les compressions d'effectifs se généralisent dans les quotidiens nationaux et dans les magazines

QUAND la publicité s'enrhume, la presse tousse. Après plusieurs années de santé prospère, l'onde de choc du retournement de conjoncture publicitaire, qui a commencé aux Etats-Unis au début de l'année et a été renforcé depuis le 11 septembre, arrive dans l'Hexagone. Début septembre, l'institut de conseil et d'achat d'espace Zenith Media, filiale de Publicis, prévoyait déjà une « récession » des dépenses publicitaires en 2001 en France (-0,5 % de baisse à prix constants, mais +0,8 % à prix courants). Au cours des neuf premiers mois de l'année, le nombre des pages de publicité dans la presse a chuté de 5,4 % par rapport à la même période de 2000. Pour Jacques Bille, vice-président de l'Association des agences conseils en communication (AACC), ce « ralentissement significatif va durer [au moins] jusqu'à la seconde partie de 2002 ».

Ce marasme, qui touche surtout les petites annonces et, dans une moindre mesure, la publicité financière, se traduit non seulement par des licenciements massifs dans les agences publicitaires (*Le Monde* du 12 octobre), mais atteint désor-

mais les journaux. De nombreux titres, notamment des quotidiens nationaux, ont engagé des plans d'économies.

Dès juillet, la direction du *Figaro* a mis en place un guichet de départs, ouvert aux salariés âgés de cinquante-sept à soixante-deux ans. Une vingtaine de personnes, sur cinquante cadres administratifs et journalistes concernés, se seraient montrées intéressées. Le Syndicat national des journalistes (SNJ), majoritaire au comité d'entreprise de la société de gestion du *Figaro*, a émis de fortes réserves « sur les conditions de forme et de fond de ce plan ». Le cabinet d'audit AT Kearney travaille aussi à la mise en place d'économies structurelles, qui pourraient être mises en œuvre dans différents postes (achats, administration, etc.).

La rédaction de *Liberation* connaît aussi un nouveau tour de vis. Pour la troisième fois en huit mois, le quotidien a dû réduire ses dépenses courantes. La direction a engagé un plan de refinancement de 50 millions de francs, accompagné de la suppression de dix-huit emplois (*Le Monde* du 17 octobre).

Pour des raisons éditoriales, le supplément hebdomadaire du *Monde* consacré aux nouvelles technologies, « Le Monde interactif », a cessé sa parution le 31 octobre, près de trois ans après son lancement. Quinze des seize salariés ont été reclassés au sein du groupe. Par ailleurs, *Le Monde* a supprimé les

Le marasme touche surtout les petites annonces et, dans une moindre mesure, la publicité financière

postes de douze pigistes sténos de presse et maintenu, jusqu'au 31 décembre, les mesures d'accompagnement des départs en retraite anticipée pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans.

De façon chronique, le sort de *France Soir* et de *L'Humanité* est préoccupant. Le premier a mis en place un plan social qui concerne 46 salariés. « Depuis la reprise par

le groupe italien Poligrafici Editoriale en janvier, la rédaction a perdu la moitié de ses effectifs et ne compte plus que cinquante-neuf journalistes salariés », déplore l'un d'eux. Ces coupes claires s'accompagnaient d'un profond malaise chez les journalistes, qui, après le licenciement du directeur de la rédaction, Bernard Morrot, le 11 octobre, regrettent les « conditions de survie et d'autogestion » dans lesquelles ils sont plongés. L'Etat a refusé d'accorder le bénéfice des congés de conversion (un système mis en place à *L'Humanité*) aux partants, qui s'inscriront aux Assedic. La société éditrice de *France Soir* s'est engagée à garantir le maintien de leurs salaires et de leur protection sociale. Le reclassement des ouvriers et des employés est prévu, selon les catégories, au plus tard à la fin de 2002.

L'Humanité connaît aussi des heures très difficiles. Un plan social de 58 licenciements et une recapitalisation financière sont les moyens radicaux mis en place au printemps pour tenter un ultime sauvetage du quotidien de Jean Jaurès.

Les magazines sont eux aussi obligés de procéder à des écono-

mies plus ou moins importantes. Le groupe Excelsior Publications (qui édite notamment *Biba*, *Science & Vie* ou *Auto Moto*) a décidé l'arrêt de *Dépêche mode*, un mensuel féminin racheté en septembre 1999. Sur les neuf salariés dont le poste est supprimé, cinq se sont vu proposer un reclassement au sein du groupe. Déjà en juin, l'éditeur avait arrêté *M magazine*, un titre destiné à un public masculin.

Dans le cadre de la prochaine fusion entre *L'Express* et *L'Expansion* prévue le 1^{er} janvier mais qui ne devrait pas être techniquement bouclée avant février, il est aussi prévu de supprimer 25 à 35 postes en 2002. Ils s'ajoutent aux 25 départs déjà entérinés cette année et n'ayant pas fait l'objet de remplacement. Aucun guichet n'est ouvert, même si les départs sont suggérés aux 40 salariés de plus de cinquante-cinq ans et à ceux qui occuperont des postes qui risquent de « doubler » dans le nouvel organigramme. Le malaise est tel que les rédacteurs ont décidé, mercredi 14 novembre, de ne pas participer au numéro zéro de la nouvelle formule de bimensuel *L'Expansion*, qui doit passer en janvier d'un rythme bimensuel à un rythme mensuel, tant qu'ils n'ont pas reçu de garanties concernant des mesures alternatives aux suppressions de postes ou un alignement des indemnités de départ sur celles appliquées, au sein du groupe Vivendi Universal, chez Canal+.

Toujours dans le groupe présidé par Jean-Marie Messier, la cession des pôles de presse santé et informations professionnelles de Vivendi Universal au fonds d'investissement Civen n'est pas non plus sans susciter l'inquiétude des salariés. Présentée comme un moyen de désendetter le groupe pour lui permettre d'acquiescer l'éditeur américain Houghton Mifflin, cette opération tarde à se boucler. Civen a fait appel à deux autres fonds d'investissements, Apax Partners & compagnie et Carlyle, pour faire partie du groupe des repreneurs du *Quotidien du médecin*, du *Monteur*, de *L'Usine nouvelle* ou de *La France agricole*. Les représentants du personnel ont demandé, vendredi

9 novembre, « des garanties écrites sur le maintien des entreprises, des titres, des personnels ».

La toute nouvelle société des rédacteurs du groupe hollandais VNU (l'éditeur en France de *SVM*, *Informatiques magazine*, *PC direct*, etc.) craint qu'« un nouveau plan social » ne touche « toutes les rédac-

Une dizaine de titres lancés depuis l'été

Malgré la morosité de la conjoncture publicitaire, les éditeurs ont lancé plus d'une dizaine de périodiques depuis l'été. Ces magazines, couvrant des sujets très divers, s'adressent à des publics plus ou moins ciblés. On note la revue haut de gamme *Senso*, le mensuel des nouvelles familles, *Triba*, lancé par *Le Nouvel Observateur*, le magazine sur l'économie et la société *Le Monde initiatives*, lancé par *Le Monde*, le bimestriel destiné aux secrétaires *Assistante Plus*, les mensuels pour adolescents *Lolie* ou *Muteen*. Sans oublier *La Revue des gourmands*, *Maison et jardin passion*, le magazine culturel *Alors* lancé par le groupe Serveur, ou encore le dernier-né des quotidiens pour enfants, *Quoti*, destiné aux 5-7 ans.

C'est dans le domaine de la presse enfantine qu'on enregistre les meilleurs résultats dans les kiosques cet automne : le premier numéro de *L'Encyclopédie de Barbie* (éditions Atlas) a été vendu à 720 000 exemplaires.

Enfin, la quasi-totalité des magazines spécialisés dans le multimédia pâtissent du dégonflement de la bulle Internet. Après avoir déposé le bilan cet été, le mensuel *Futur(e)* s'est reconverti en octobre, avec une équipe rédactionnelle réduite à neuf journalistes. Son directeur de la rédaction, François Camé, poursuit des négociations avec d'éventuels investisseurs. Pour tenter de sortir de la crise.

Nicole Vulser

« Psychologies » a plus que doublé ses ventes en quatre ans

« QUAND ça va bien, c'est inquiétant, parce qu'on ne sait pas toujours pourquoi », explique Jean-Louis Servan-Schreiber, directeur de la publication de *Psychologies magazine*. Ce mensuel, qu'il a repris en 1997, a vu ses ventes augmenter de façon étonnante : la diffusion totale payée en France a plus que doublé, passant de 84 709 exemplaires en 1997 à 181 123 exemplaires en 2000 (source Diffusion-Contrôle), et elle devrait atteindre cette année plus de 204 000 exemplaires. Pourtant, quand il achète ce titre, rien n'est simple : *Le Canard enchaîné* a révélé que les anciens propriétaires sont membres d'une secte. « JLS » se lance pourtant dans l'aventure, quitte le Maroc où il est installé, et revend *La Vie économique* pour trouver des fonds. Il y croit, bien que l'exemplaire soit vendu cher (25 francs) et que le nom soit peu vendeur - « Appeler un journal Psychologies, c'est du masochisme », dit-il.

Celui qui a « dirigé en direct treize journaux », dont *L'Expansion*, *La Tribune* ou *L'Agefi*, avant de revendre son groupe de presse à CEP Com-

munication, trouve enfin avec ce nouveau titre « un journal qui [lui] correspond rédactionnellement, dans lequel [il] se rejoint lui-même ». Finalement, JLS est heureux dans ce mensuel, qui se donne pour ambition de mieux vivre sa vie. A l'aise, il vient au journal avec son chien.

« NOUS CRÉONS NOTRE ACTUALITÉ »

S'il a récemment nommé une directrice de la rédaction, Hélène Mathieu, il n'en garde pas moins la haute main sur le choix des sujets et des enquêtes. Ses concurrents sont surtout les mensuels féminins, comme *Biba*, *Marie-Claire*, *Cosmo* ou *Marie-France*, mais aussi un tout nouveau venu, *Réponses Psy*, et bientôt *Le Divan*. Ce qui aiguillonne indirectement JLS et l'oblige aussi à repenser à une nouvelle formule, un peu plus haut de gamme.

Le modèle de *Psychologies* est venu des Etats-Unis, où voilà plus de trente ans est né *Psychology Today*. « Nous créons deux tiers de notre actualité », souligne le directeur du titre français, en donnant les exemples du récent sondage intitu-

lé « Pour qui seriez-vous prêt à mourir ? » ou ceux des enquêtes sur les différences hommes-femmes ou le sommeil. Le site, créé en décembre 2000, permet de tester des idées et de recueillir des témoignages qui nourriront de futurs dossiers.

Installé à Paris à deux pas des Champs-Élysées, le magazine, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 80 millions de francs (12,2 millions d'euros) et une marge de 10 % en 2000, emploie une quarantaine de salariés, essentiellement des femmes. Dans un tropisme étrangement partagé, beaucoup viennent travailler avec leur chien. « Il y en a dans la rédaction plus que des hommes », affirme le directeur de la publication. Tous les chiens de *Psychologies* ont d'ailleurs posé dans le dernier numéro, avec leurs maîtres. Souk, celui de Jean-Louis Servan-Schreiber, y est décrit ainsi : « Sage, poli, discret, mais pas du genre à se mêler des autres. C'est un parfait chien de chef, en somme. »

N. V.

Mini-grève et difficile élaboration du budget à l'AFP

LE PDG DE L'AGENCE France-Presse (AFP), Bertrand Eveno, a réaffirmé devant les représentants du personnel et des syndicats qu'il n'y aurait à l'agence ni « plan social, ni suppressions d'emplois, ni arrêt de certaines activités ». Pourtant, un conflit social se poursuit depuis mardi 13 novembre à la rédaction multimédia, qui réalise le journal Internet en français. Ce service avait décidé, jeudi 15 novembre, de continuer la grève qu'il observe pour le maintien de ses effectifs, dans l'attente d'une nouvelle rencontre, vendredi matin, de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et SNJ avec la direction de l'agence.

Un arrêt de travail de trois heures

sur le fil France, décidé par solidarité jeudi à l'issue d'une assemblée générale, n'a entraîné que peu de perturbations pour les clients. Les propositions du PDG d'accorder un contrat à durée déterminée d'un mois renouvelable à concurrence de trois mois semblaient insuffisantes aux yeux de la rédaction multimédia qui, selon la direction, compte « 12 collaborateurs actuellement contre 10 en août ».

L'EXEMPLE DE REUTERS

Sans doute téjanisés par l'exemple de leur concurrente britannique, Reuters, qui procède depuis le début d'année à des licenciements massifs (1 600 suppressions d'em-

ploiés dans le monde), les syndicats de l'AFP redoutent que « les projets de redéploiement des effectifs » ne se traduisent aussi dans les faits par des compressions de personnel (*Le Monde* du 19 octobre).

Alors que les effets des attentats du 11 septembre se font sentir à l'AFP - certains journaux, notamment ceux spécialisés dans le multimédia, des sites Internet ou des titres étrangers abonnés à plusieurs agences concurrentes, n'ont pas confirmé leur réabonnement pour 2002 -, l'élaboration du budget est, presque comme chaque année, problématique. Repoussée une première fois en raison des difficultés d'évaluation des recettes commerciales en 2002, la réunion du conseil d'administration destinée à adopter le budget de l'année prochaine doit finalement se tenir le 29 novembre.

C'est la quadrature du cercle puisque ses statuts obligent l'AFP à présenter un budget à l'équilibre. Il devrait atteindre 1,66 milliard de francs (253,07 millions d'euros), en hausse de 2,5 % par rapport à 2001, la part des abonnements de l'Etat baissant un petit peu (à 37,5 %) au profit de la presse française et surtout de l'international. Toute la difficulté tient à la réduction des charges pour contenir un déficit d'exploitation estimé jusqu'à présent à près de 60 millions de francs. Les artifices comptables ne permettent pas d'aplanir tous les problèmes. Le PDG de l'agence a du mal à convaincre ses principaux clients, l'Etat et les journaux, d'augmenter le montant de leurs abonnements. Le ministère des finances est d'autant moins enclin à accéder à cette demande qu'il a déjà accordé, cet été, un prêt participatif de 100 millions de francs à l'agence, dont un tiers doit être versé avant la fin de l'année et le solde en 2002.

N. V.

Orange multiplie les accords pour proposer de la musique sur ses mobiles

LES 15 ET 16 NOVEMBRE, dans un studio parisien, Jean-Louis Aubert devait donner deux concerts à l'occasion de la sortie de son nouvel album. Et, parmi les témoins privilégiés des prestations de l'ancien leader du groupe Téléphone, devaient se trouver quelques clients d'Orange, la filiale de téléphonie mobile de France Télécom, qui avaient gagné leur ticket en participant à un jeu téléphonique. Pour les abonnés moins heureux, le site www.orange.fr retrasmettait l'un des deux concerts.

Un tel « partenariat musical » n'est pas une première pour Orange. « En 2000, nous nous étions déjà associés à des soirées de musique électronique », rappelle Pascale Autret, en charge des questions musicales chez Orange. Ces derniers mois, la société a signé des accords avec Radiohead, Björk, les Beach Boys, et a coorganisé le Festival des *Inrockuptibles*. Elle peut ainsi proposer à ses clients des morceaux en exclusivité, des CD à gagner, des informations sur les artistes... en appelant un numéro payant : « Aujourd'hui, nous relayons systématiquement nos opérations vers nos différents supports : forfaits, Mobicarte, WAP », détaille M^{me} Autret. Les opérations de simple marketing ont vécu ; désormais, « tous nos partenariats de communication visent aussi à obtenir des contenus », indique Julien Billot, directeur du marketing multimédia mobile chez Orange.

Ce changement d'attitude est lié à la concurrence que la marque livre à SFR, notamment dans l'optique de l'UMTS. Bien que la téléphonie mobile de troisième génération ne soit pas attendue avant 2004, Orange prépare l'arrivée de la musique et de la vidéo sur les portables.

La marque a aussi signé des accords dans le cinéma, par exemple en achetant certains droits de la superproduction *Le Seigneur des anneaux*. Cette stratégie de partenariats ponctuels lui permettra-t-elle de lutter contre SFR, puissamment soutenue par sa maison-mère Vivendi Universal, et qui dispose par là même d'un contenu potentiellement monumental, tant dans la musique (les 800 000 références d'Universal Music) que dans le cinéma (les catalogues d'Universal et de Canal+) ? « Sur la téléphonie mobile, c'est l'événementiel qui intéresse. On ne chargera jamais l'intégralité d'un catalogue sur son portable », répond M. Billot.

Misant donc sur l'événement, Orange se montre active côté sports. La marque a presque fait siens les droits UMTS de vingt-trois clubs professionnels de football, et elle négocie actuellement l'acquisition des mêmes droits pour l'équipe de France de rugby, le Tour de France de cyclisme, le tournoi de tennis de Roland-Garros et le championnat de France de basket-ball.

José Barroso

N°2 MENSUEL

Emparez-vous du social pour agir sur l'économie

Souriez, vous êtes coachés

25 F
3,81 €

Les canapés

Modèle Acapulco.
Canapé d'angle 2,65 m x 2 m entièrement déhoussable

9 900 F
au lieu de 15 000 F

PACIFIC COMPAGNIE

20 bis, av. Mac-Mahon - 75017 PARIS - Tél : 01 44 09 85 55 - Fax : 01 44 09 03 37
www.pacific-compagnie.com Livraison France et étranger info@pacific-compagnie.com
Ouvert tous les jours de 10h à 20h

VALEURS EUROPÉENNES

Les cours des sociétés pétrolières européennes ont suivi, jeudi 15 novembre, la baisse des prix du pétrole. A Londres, l'action BP a reculé de 7,20 %, à 491,5 pence. Le titre Shell s'est réplé de 5,70 %, à 456 pence. L'action Enterprise Oil a perdu 9,0 %, à 432,5 pence. A Amsterdam, le titre Royal Dutch-Shell a chuté de 7,07 %, à 51,9 euros. A Milan, le titre Eni a décliné de 4,50 %, à 12,72 euros. A Madrid, l'action du groupe hispano-argentin Repsol-YPF a dégringolé de 6,79 %, à 15,10 euros.

la holding britannique a assuré que son examen des comptes du groupe n'avait révélé aucun « trou noir », contrairement à ce que craignaient certains analystes.

L'action de la banque italienne Bipol-Carire a chuté de 7,59 %, jeudi, à 1,79 euro. Le conseil d'administration fait l'objet d'une enquête pour « dissimulation de pertes », et des perquisitions ont été effectuées dans les sièges de la société.

A la Bourse de Zürich, l'action de l'assureur Zurich Financial Services a bondi de 7,77 %, jeudi, à 437 francs suisses, après avoir annoncé son désengagement du secteur de la réassurance.

Table with columns: 16/11 9h46, Code pays, Cours en euros, % Var. 15/11. Includes sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 15/11. Includes sections for KEMIRA, CONGLOMÉRATS, and TÉLÉCOMMUNICATIONS.



Table listing various companies and their stock prices, including NH HOTELES, P & O PRINCESS, and others.

Table listing pharmaceutical companies and their stock prices, including ACTELION N, ALTANA AG, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing companies in the food and beverage sector, including TECAN GRP N, UNIBAL, and others.

Table listing companies in the food and beverage sector, including ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT F, and others.

Table listing companies in the food and beverage sector, including ACTELION N, ALTANA AG, and others.

Table listing companies in the food and beverage sector, including ABB N, ADECCO N, and others.

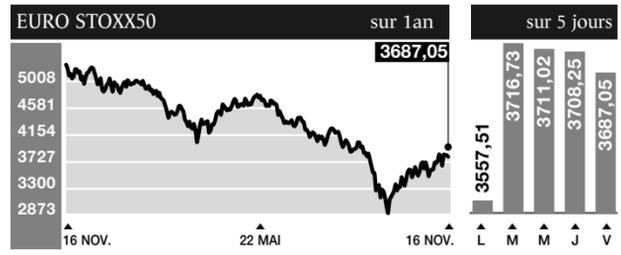


Table listing various companies and their stock prices, including SCHNEIDER ELECT, SEAT PAGINE GIA, and others.

Table listing insurance companies and their stock prices, including AEGIS GROUP, AEGON NV, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACEA, AEM, and others.

Table listing companies and their stock prices, including WANADOO, WELLA AG VZ, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Table listing companies in the commerce distribution sector, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, and others.

Advertisement for Volkswagen Golf TDI 130 4Motion. Includes text: 'Choisissez la carte de l'adhésion.', 'Golf TDI 130 4Motion.', and 'www.volkswagen.fr'.

Table listing various companies and their stock prices, including ACERAJIA, ACERINOX R, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including ACCOR, ADIDAS-SALOMON, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including UCB, WILLIAM DEMANT, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

Table listing various companies and their stock prices, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and others.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.
CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède
GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

VALEURS FRANCE

● Le titre **Atos Origin** reculait de 6,11 %, vendredi matin 16 novembre, à 81,5 euros. La société de services informatiques a publié un chiffre d'affaires en hausse de 6,2 % au troisième trimestre, à 723 millions d'euros.

● L'action **Crédit lyonnais** cédaît 0,13 %, vendredi, à 38,05 euros. La banque a annoncé une hausse de 1,2 % de son résultat net au troisième trimestre, à 197 millions d'euros.

● Le titre **Danone** s'appréciait de 0,38 %, vendredi dans les premiers échanges, à 131,8 euros. Le groupe agroalimentaire a fait savoir, vendredi, qu'il envisageait « toutes les possibilités », après que son offre d'achat sur le néo-zélandais Fruco Beverages a été repoussée par les administrateurs.

● L'action **Ipsos** cédaît 0,08 %, vendredi peu après l'ouverture, à 66 euros. La société d'études a vu son chiffre d'affaires progresser de 27 % au troisième trimestre, à 115,9 millions d'euros. A périmètre constant, la hausse est de 5 %.

● La cotation du titre **Kalisto**, qui avait été suspendue depuis le 10 juillet sur un dernier cours de 1,35 euro, devrait reprendre lundi 19 novembre. Le concepteur de jeu vidéo a finalisé cette semaine des lignes de financement avec ses créanciers, a fait savoir son PDG, Nicolas Gaume.

PREMIER MARCHÉ

VENDREDI 16 NOVEMBRE Cours à 9 h 57
 Dernier jour de négociation des OSRD : 26 novembre

France	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
ACCOR	37,79	247,89	-2,12	3
AFFINE	36,99	242,64	-0,03	3
AGF	58,30	382,42	+0,26	26
AIR FRANCE C.	15,60	102,33	-1,64	54

AIR LIQUIDE	158,50	1039,69	-0,94	11
ALCATEL	20,42	133,95	-1,69	2
ALCATEL O	8,30	54,44	+1,10	2
ALSTOM	12,32	80,81	-0,24	6
ALTRAN TECHN	53,70	352,25	+0,56	0,50
ARBEL	3,79	24,86	+2,29	4
AREVA CIP	142,80	936,71	+1,06	250
ATOS ORIGIN	83	544,44	-3,18	1
AVENTIS	79,50	521,49	-0,19	3,82
AXA	25,39	166,55	-0,43	2,29
BACOU DALLOZ	86,15	565,11	+0,23	2
BAIL INVESTI	121,20	795,02	-0,08	16
BAZAR HOT.V				50
BEGHIN SAY	38,85	254,84	-1,55	1
BIC	33,20	217,78	-0,27	3,82
BNP PARIBAS	99,50	652,68	-0,15	4
BOLLORE	238	1561,18	+0,17	8
BOLLORE INV	51,10	335,19	+0,20	16
BONGRAIN	42	275,50	-0,24	1
BOUYGUES	36,96	242,44	-0,96	1
BOUYGUES OFF.	34,52	226,44	-1,09	1,52
B T P (LA CI)				50
BULL#	0,88	5,77		
BURELLE (LY)	51,90	340,44	-0,10	100
BUSINESS OBJ	38,32	251,36	-1,69	0,10
CANAL+	3,70	24,27		0,75
CAP GEMINI	76,70	503,12	-1,16	2
CARBONE-LORR.	35,01	229,65	-2,42	8
CARREFOUR	57,65	378,16	+0,26	2,50
CASINO GUICH.	58,20	381,77	-0,60	1,53
CASINO GUICH.	82,25	539,52	-0,90	1,53
CASINORAMA DU	58,50	383,73	+0,86	1
CEGID (LY)	86,10	564,78	-1,03	3,80
CEREO	28,55	187,28	-0,35	1
CERESTAR	31,01	203,41	-0,29	1
CFR RECYCLIN	42,90	281,41		
CGIP	33,59	220,34	-3,31	2
CHARGEURS	64,95	426,04	-0,08	16
CHRISTIAN DI	33,97	222,83	-1,54	2
CIC-ACTIONS	121	793,71	+0,08	16
CIMENTIS FRAN	47	308,30	+0,11	4
CLARINS	59,35	389,31	+1,28	8
CLUB MEDITER	41,45	271,89	+1,10	4
CNP ASSURANC	36	236,14	-0,28	4
COFACE	59,50	390,29	-0,42	
COFLEXIP	161	1056,09	-2,42	1,60
COLAS	64,50	423,09	+0,47	1,50
CONTIN.ENTRE				15,25
CPR				8
CRED.FON.FRA				6,50
CREDIT LYONN	38,31	251,30	+0,55	
CS COM.ET SY	8,70	57,07	-0,57	15,25
DAMART	79,50	521,49	+1,27	1
DANONE	132,20	867,18	+0,69	1
DASSAULT-AVI	318	2085,94	-0,66	8
DASSAULT SYS	52,85	346,67	-1,21	1
DEV.R.N.P.CA	14,25	93,47	-3,39	100
DEVEAUX(LY#)	59,70	391,61	+0,51	20
DMC (DOLLFUS)	7,69	50,44	+1,85	4
DYNACTION	24	157,43	-0,04	
EIFFAGE	62,50	409,97	-0,16	8
ELECT.MADAGA	22,60	148,25		16
ELIOR	8,30	54,44	-2,24	
ENTENAL(EX)	27,49	180,32	+1,81	
ERAMET	30,60	200,72	+1,16	20
ESSILOR INTL	33	216,47	+0,06	0,35
ESSO	78,75	516,57	-0,13	50

EULER	45	295,18	-0,66	
EURAZEO	59,40	389,64	+0,68	
EURO DISNEY	0,93	6,10	+3,33	
EUTROTUNNEL	0,90	5,90		0,15
FAURECIA	59,55	390,62	+1,10	7
F.F.P. (NY)				
FIMALAC	39,10	256,48	+0,51	4,40
FINAXA	92,50	606,76	+2,78	3,05
FONCLYON#	26,70	175,14	+0,38	2
FONCOTELECOM	49,55	325,03	-0,90	4
FROMAGERIES				1,50
GALERIES LAF	152,80	1002,30	-0,26	2
GALUMONT #	34,40	225,65	-4,18	50
CECINA	82,20	539,20	-0,72	100
GENERALE DE	16,30	106,92	+0,31	0,75
GEOPHYSIQUE	37	242,70	+1,34	2
GFI INFORMAT	12,97	85,08	-1,07	2
GRANDVISION	17,13	112,37	+0,71	1,60
GROUPE ANDRE	122	800,27	+2,09	8
GROUPE GASCO	70,55	462,78	-1,88	15
GROUPE PARTO	62,90	412,60	-0,94	91
GR.ZANNIER	80	524,77	+0,13	10
GUYENNE GASC	82,20	539,20	-0,12	4
HAVAS ADVERT	9,47	62,12	-0,21	0,40
IMERYS	102,80	674,32	-1,06	8
IMMOBULES DE				10
IMMOBANQUE	116	760,91		10
IN.MARSEILLE				50
INFRAGRAMES E	14,40	94,46	-3,03	
INGENICO	26,55	174,16	-2,75	1
JC DECAUX	130	852,74	-7,01	8
KAUFMAN ET B.	15,30	100,36	+0,66	0,51
KLEPPIERRE	104,20	683,51	-0,76	8
L'OREAL	77,30	507,05	+1,11	0,20
LAFARGE	99,80	654,65	+0,60	4
LAFARGE	49,23	322,93	-1,93	6,10
LAGEYRE	47,01	308,37	+0,02	2
LEBON (CIE)				
LEGRAND ORD.	156	1023,29	-2,50	2
LEGRAND ADP	128,10	840,28	+0,08	2
LEGRIS INDUS	18,15	119,06	-0,27	3
LIBERTY SURF	3,08	20,20	+5,84	0,80
LOCINDUS	125	819,95		23
LOUVRE #	64,20	421,12	+1,90	15
LVHM MOET HE	46,40	304,36	-0,85	0,30
MARINE WENDE	60	393,57	-0,66	8
MARIONNAUD P	50,55	331,59	+2,54	3,50
MATISSIERE F	7,85	51,49	+0,38	7,50
MAUREL ET PR	14,45	94,79	-3,02	50
METALEUROPE	3,30	21,65	+0,92	25
MICHELIN	37,90	248,61	+2,35	2
MONTUPET SA	9,90	64,94	+1,23	10
NATEXIS BQ P	98	642,84		16
NEOPOST	32,20	211,22		1
NEXANS	15,70	102,99	+3,97	1
NORBERT DENT				1,60
NORD-EST	23,80	156,12	+0,17	7,63
NRJ GROUP	21,35	140,05	-0,93	
OBERTHUR CAR	7,59	49,79	+1,20	1
OLIPAR				60
ORANGE	10,37	68,02	-0,38	1
OXYGEXT-ORI				15,25
PECHINEY ACT	54,30	356,18	-0,91	15,25
PECHINEY B P	52	341,10	+1,56	15,25
PECHINEY PO	33,50	219,75	-0,74	2
PERNOD-RICAR	76,20	499,84	-2,31	

International	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
ADECCO	60,15	394,56	+0,50	1
AMERICAN EXP	39	255,82		0,20
AMVESCO EXP	16	104,95	+15,44	0,25
ANGLOGLD LT	39,30	257,79	+0,74	0,50
A.T.T.#	19,20	125,94	-0,21	1
BARRICK GOLD	17	111,51	+1,49	
COLGATE PAL				1
CROWN CORK O				5
DIAGO PLC	12	78,71	+1,95	2,90
DOW CHEMICAL	42,02	275,63	+1,50	2,50
DUPONT NEMO	49,90	327,32	+1,20	0,30
ECHO BAY MIN	0,67	4,39		
ELECTROLUX				5
ELF GABON	151,10	991,15	-2,52	17
ERICSSON	5,93	38,90	-1,17	1
FORD MOTOR	19,05	124,96	-0,21	0,01
GENERAL ELEC	46,92	307,78	-0,06	0,06
GENERAL MOTO	53	347,66	-0,38	1,67
GO FIELDS	5,19	34,04	+2,77	0,50
HARMONY GOLD	5,86	38,44	+1,91	0,50
HITACHI	8,55	56,08	+2,76	50
HSBC HOLDING	13,17	86,39	+0,46	0,50
I.B.M.	129,30	848,15	-1,45	0,50
I.C.I.	6,35	41,65	+1,93	1
ITO YOKADO	47,01	308,37	-0,53	50
J.T.T. INDUS	56,20	368,65	-1,75	1
MATSUSHITA	15,61	102,39	+6,84	50
MC DONALD'S	32,07	210,37	+0,60	
MERK AND CO	73	478,85	-1,22	
MITSUBISHI C	7,52	49,33	+0,27	50
NESTLE SA	240,90	1580,20	+0,84	1
NORSK HYDRO	42,01	275,57	-1,18	20
PFIZER INC	48,50	318,14	-0,29	0,05
PHILIP MORRI	54,30	356,18	+0,46	0,33
PROCTER GAMB	88,65	581,51		
RIO TINTO PL				0,10
SCHLUMBERGER	49,05	321,75	+2,19	0,01
SEGA ENTERPR				50
SHELL TRANSP				0,25
SONY CORP	51,85	340,11	+1,57	50
T.D.K.#	60	393,57	+4,53	50
TOSHIBA	4,95	32,47		50
UNITED TECO	65,95	432,60		5
ZAMBIA COPPE	0,31	2,03		0,24

ABREVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ ouvert détaché; ● droit détaché; ● contrat d'animation; o = ouvert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; ♦ cours précédent; † Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIERE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1)

Lundi date mardi : % variation 31/12; Mardi date mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi date vendredi : compensation; Vendredi date samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 15 NOVEMBRE
 Une sélection. **Cours relevés à 18 h 16**

Valeurs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Valeur nominal (1)
A NOVO	15,50	101,67	+2,38	3
AB SOFT	6	39,36		
ABEL GUILLEM	9,99	45,85	+3,56	6
ACCESS COMME	4,28	28,07	+0,71	
ACEOS	1,63	10,69	+1,88	
ADL PARTNER	8,95	54,77	-4,24	
ALDETA	2,30	19,02		
ALGOLIEP	3,97	26,04	+3,12	
ALPHA MOS #	3,10	20,33	+3,33	
ALPHA MOS BO	0,24	1,57	-7,69	
ALPHAMEDIA	0,52	3,41		
ALTIPAC & CI	71,90	470,98	-0,28	
ALTI	9,32	61,14	+1,97	
ARTPRICE COM	4,05	26,57	+5,19	
AURA	0,58	3,80	-1,89	
AUFEMINICO	1,25	8,20	-3,85	
AUTOMA TECH	1,87	12,27	+1,63	
AVENIR TELEC	0,17	1,12		
AVENIR TELEC	1,82	11,94	+22,15	
BAC MAJESTIC	2	13,12	+6,95	
BARBARA BUI	11,85	77,73		
BIC NAVIGATI	4,20	27,55	-1,41	
BELVEDERE	21,09	138,34	+1,39	
BOURSE DIREC	2,50	16,40		
BRIME TECHN	0,30	1,97	+7,14	
BRIME TECHN	35,05	229,91	+0,72	
BUSINESS ET	7,48	49,07	+0,13	
BUSINESS INT	1,58	10,36	+7,48	
BVVP ACT.DIV.	6,95	45,59	+2,66	
CAC SYSTEMES	3	19,68	+7,14	
CALL CENTER	10,70	70,19	+2,10	
CARRERE GROU	17,20	112,82		
CAST	3,39	22,24	+11,15	
CEREP	18,20	119,38	+1,11	

CHEMUNEX	0,30	1,97		
CMT MEDICAL	10,60	69,53	+3,92	
COALA #	19	124,63		
COHERIS ATIX	9,75	63,96	-0,81	
COIL	13,50	88,55	+1,50	
CION ET SYS	1,58	10,36	+1,94	
CONSODATA	7,30	47,88	+7,35	
CONSODATA NV	19,50	127,91		
CONSOR FRAN	2,25	14,76	-1,32	
CROSS SYSTEM	1,14	7,48	+3,64	
CRYO #				

SPORTS Le XV de France doit jouer, samedi 17 novembre, au Stade-Vélodrome de Marseille, un test-match face à la sélection d'Australie, championne du monde en titre.

● **L'ENTRAÎNEUR FRANÇAIS**, Bernard Laporte, a décidé de maintenir sa confiance à la jeunesse, une semaine après le succès (20-10) signé devant l'Afrique du Sud, titularisant

Frédéric Michalak, 19 ans, au poste d'ouvreur. ● **LE TOULOUSAIN**, frais émoulu de l'école de rugby du Stade, le club qui fait référence en France, devient le plus jeune demi

d'ouverture jamais retenu en équipe nationale. ● **« JE N'AI PAS TROP DE PRESSION**, assure-t-il. *De toute façon, je ne suis pas tout seul sur le terrain. J'ai confiance en ceux qui*

jouent à mes côtés. » ● **LES AUSTRALIENS**, battus (21-15) par l'Angleterre, le 10 novembre, sont, selon leur entraîneur, Eddie Jones, « trop soucieux de ne pas perdre ».

Frédéric Michalak ouvre les nouveaux horizons du XV de France

Une semaine après avoir battu l'Afrique du Sud (20-10), l'équipe de France de rugby affronte, à Marseille, un autre adversaire de taille, l'Australie, championne du monde en titre. Le poste d'ouvreur a été confié à un joueur de 19 ans, le Toulousain Frédéric Michalak

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Le crâne rasé, des yeux noirs, un visage plutôt rond encore juvénile et un physique qui n'a rien d'impressionnant. Voilà rapidement tiré le portrait-robot du « gamin » que toute la France du rugby découvre. Frédéric Michalak, dix-neuf ans, 1,82 m pour 79 kilos, deviendra, samedi 17 novembre, à 20 h 45 à Marseille, le plus jeune demi d'ouverture de l'histoire du XV de France. Même si, pour l'occasion, ce grand garçon tout juste jeune homme célébrera sa première titularisation en équipe de France, ce genre de « record » n'ébranlra probablement pas le déjà

« Ces jeunes ont une approche du rugby différente de leurs aînés »



OLIVIER MORIN/AFP

Le jeune Frédéric Michalak (ici à gauche), 19 ans, fera ses débuts à l'ouverture du XV de France, samedi 17 novembre, à Marseille, face à l'Australie.

« vieil » habitué des grandes émotions rugbystiques qu'il est.

C'est qu'avant de croiser le chemin des Wallabies, champions du monde en titre, et de se retrouver face au redoutable ouvrier australien Stephen Larkham, Frédéric Michalak a foulé à trois reprises la piteuse pelouse du Stade de France, où il n'a jamais perdu un match. Sa dernière expérience remonte à moins d'une semaine. L'instant de trois minutes en fin de rencontre, Frédéric Michalak a éterné son premier maillot tricolore, contre l'Afrique du Sud, en remplaçant l'Agenais François Gelez. Le temps d'armer un drop et « de tuer quelques taupes », dit-il en sou-

riant pour signifier l'échec de sa tentative.

Champion de France en titre avec son club de toujours, le Stade toulousain, auteur de quatre pénalités un soir de mai en finale face à Montferrand, Frédéric Michalak n'est pas du style à se « prendre la tête » pour si peu. « Je n'ai pas trop la pression. De toute façon je ne suis pas tout seul sur le terrain. J'ai confiance en ceux qui jouent à mes côtés », lance-t-il, comme pour justifier cette espèce d'insouciance qui le caractérise tant, lui et ses

compères du club des internationaux de moins de 20 ans que sont les autres Toulousains Clément Poitrenaud et Nicolas Jeanjean.

Il y a tout juste huit mois, ce trio juvénile signait une entrée fulgurante au sein de l'élite du championnat de France. « Fin mars, on les avait appelés pour jouer contre Grenoble, à Grenoble », se souvient Philippe Rougé Thomas, qui les encadre depuis trois ans comme entraîneur. « C'était un match capital pour le club. Nous devons absolument gagner pour espérer une quali-

fication en phase finale. On voulait redynamiser l'équipe, qui s'endormait un peu, et j'avais proposé à Guy Novès de les titulariser afin de rompre le ronron », poursuit-il.

Mission accomplie. Entre les cours de la classe de première section commerce du lycée Jolimont de Toulouse et la révision des examens de fin d'année, Frédéric Michalak et la classe biberon du stade des Sept-Deniers ont réveillé les Fabien Pelous, Christian Califano (parti depuis en Nouvelle-Zélande de jouer dans les rangs des Auc-

kland Blues), Franck Tournaire ou autres Yann Delaigue, et permis aux Rouge et Noir de décrocher un quinzième bouclier de Brennus. En semant leur joyeux tintamarre, ils ont, dans le même élan, soufflé un air de jeunesse sur tout le rugby français. « Ces jeunes ont une approche du rugby différente de leurs aînés », explique Philippe Rougé Thomas. « Ce sont des garçons qui travaillent pour devenir performants. Ils sont attentifs à leur hygiène de vie. Ils font cela avec sérieux, application et discipline. Il n'y a pas besoin de les rappeler à l'ordre. »

Frédéric Michalak, formé au poste d'ouvreur à l'école de rugby du Stade toulousain, s'est imposé en lieu et place de Jérôme Cazalou comme demi de mêlée. Et lorsqu'on l'interroge sur sa sélection à l'ouverture, il répond imperturbable : « Neuf ou dix, ouvrier ou demi de mêlée, pour moi c'est un faux débat. J'ai découvert le poste de demi de mêlée lors des phases finales du championnat, mais depuis tout jeune je joue à l'ouverture. La polyvalence, ça me va bien. » Philippe Rougé Thomas est du même avis. « Le rugby moderne exige une capacité d'adaptation à des postes différents. Ma seule crainte, c'est que Frédéric n'a jamais joué à l'ouverture à ce niveau. C'est vrai qu'il est naturellement très à l'aise à ce poste, qu'il connaît bien, mais, face aux Australiens, c'est tout de même une autre paire de manches », nuance-t-il.

Pourtant, ni la tâche, ni la responsabilité particulière qui lui incombe en tant que buteur désigné de l'équipe, ni les références de l'adversaire ne semblent en mesure de déstabiliser la dernière recrue de Bernard Laporte. « Quand on a la chance de jouer à

19 ans avec un maillot frappé de la cocotte [c'est ainsi qu'il nomme le coq cousu sur le maillot de l'équipe de France], on n'a qu'un seul souci : prouver qu'on n'est pas là pour rien. L'âge n'a pas trop d'importance. C'est jamais trop tôt », argumente-t-il.

Frédéric Michalak a grandi dans l'admiration d'Emile N'tamack, avec lequel il évolue désormais. Fils d'un joueur de rugby de Ramonville-Saint-Agne, un quartier excentré au sud de Toulouse, il conserve en mémoire les dimanches après-midi passés dans la tribune des Sept-Deniers à encourager ses héros d'une époque pas si lointaine. « Je n'imaginai pas qu'un jour je deviendrais comme eux. Je n'osais pas les approcher, tellement ils m'impressionnaient », raconte-t-il. Désormais, son tour est venu d'émerviller les gosses du stade, sans forcer sa nature, en toute simplicité.

Yves Bordenave

Les équipes

Samedi 17 novembre, à Marseille (20 h 45, sur France 2)

FRANCE

15. Clément Poitrenaud – 14. Aurélien Rougerie, 13. Tony Marsh, 12. Damien Traille, 11. David Bory – 10. Frédéric Michalak, 9. Fabien Galthié (cap.) – 8. Patrick Tabacco, 7. Olivier Maigne, 6. Serge Betsen – 5. Thibault Privat, 4. David Auradou – 3. Pieter De Villiers, 2. Raphaël Ibanez, 1. Jean-Jacques Crenca.

Remplaçants

16. Yannick Bru ; 17. Jean-Baptiste Poux ; 18. Lionel Nallet ; 19. Francis N'Tamack ; 20. François Gelez ; 21. Nicolas Jeanjean ; 22. Christophe Domini.

AUSTRALIE

15. Matt Burke – 14. Chris Latham, 13. Graeme Bond, 12. Nathan Gray, 11. Joe Roff – 10. Stephen Larkham, 9. George Gregan (cap.) – 8. Taitai Kefu, 7. Phil Waugh, 6. Owen Finnegan – 5. David Giffin, 4. Justin Harrison – 3. Ben Darwin, 2. Michael Foley, 1. Nick Stiles.

Remplaçants

16. Brendan Cannon ; 17. Rod Moore ; 18. Matt Cockbain ; 19. George Smith ; 20. Chris Whitaker ; 21. Elton Flatley ; 22. Ben Tune.

Sébastien Grosjean devient le seul Français à rejoindre le dernier carré du Masters de tennis

Il affronte le Russe Evgueni Kafelnikov en demi-finales, samedi 17 novembre

SYDNEY

de notre correspondant

Il l'a fait. Sébastien Grosjean est le premier Français à être parvenu à se qualifier pour les demi-finales de la Tennis Masters Cup – plus connue sous son ancien nom de Masters – qui réunit chaque année les huit meilleurs joueurs de la saison. Sa victoire, jeudi 15 novembre, contre Andre Agassi sous le toit du SuperDome à Sydney (Australie) s'est bouclée en 71 minutes sur un score sévère pour le nouveau papa de Las Vegas (6-3, 6-4). « Sébastien a été le patron sur le court », s'est étonné, avec un sourire radieux, l'ancien champion français Thierry Tulasne, qui s'est déplacé aux antipodes pour soutenir le récent vainqueur du tournoi de Bercy. « Son intention était de faire mal à Andre dès le début de la rencontre. Il y est parvenu. » Et de quelle manière ! Dès l'entame du match, le Marseillais a cherché à varier les longueurs de ses balles tout en restant campé sur sa ligne de fond de court. « Dans tous mes contres, j'essayais de contre-attaquer pour ne pas reculer, a expliqué le Provençal. Lorsque l'on joue contre un joueur comme Agassi, il faut entrer tout de suite dans la rencontre pour ne pas être mis sous pression. »

Pour battre l'Américain, le n°7 mondial a multiplié les prises de risque, n'hésitant pas à viser les lignes. Il est également parvenu à battre son adversaire à son propre jeu : les accélérations de coups droits. « Il a lâché des coups... Je n'avais jamais vu cela et je suis pourtant sur le circuit professionnel depuis un bon moment », a jugé, admiratif, Thierry Tulasne. « Je frappais bien la balle. J'avais de très, très bonnes sensations et je lisais bien les trajectoires d'Agassi. Je n'ai presque jamais été pris de

vitesse », a confirmé Sébastien Grosjean. Le Marseillais s'est même découvert à Sydney une nouvelle arme : le service. Il a frappé onze aces. Lors du second set, il a entamé quatre de ses cinq jeux au service par des aces. « Vous ne vous attendez pas à voir quelqu'un d'aussi petit être capable de taper des services aussi croisés », s'est étonné Andre Agassi, qui s'était déjà incliné contre Sébastien Gros-

« Son intention était de faire mal à Andre dès le début de la rencontre. Il y est parvenu »
Thierry Tulasne

jean lors du quart de finale du dernier Roland-Garros (6-1, 1-6, 1-6, 3-6). « Cela fait plaisir de bien servir, s'amuse le Français, demi-finaliste du dernier Open d'Australie. C'est moins fatigant que d'engager de longs échanges. »

L'Américain a reconnu avoir été battu par plus fort que lui. « Sébastien a très bien joué, a expliqué le mari de Steffi Graf, il mérite (sa victoire). C'est une fin de saison très décevante pour moi, mais au bout du compte je ne tapais pas si bien que cela dans la balle et on ne peut pas s'attendre à gagner dans ces conditions-là. » Le Provençal, qui joue même sur un court couvert avec sa casquette blanche à l'envers, tend à minimiser l'impact de sa qualification dans le dernier carré du Masters. Aucun autre Fran-

çais n'était pourtant jamais parvenu à accéder à ce stade de la compétition. Yannick Noah a participé à ce tournoi à quatre reprises, une fois de plus qu'Henri Leconte, Guy Forget et Pierre Barthes ne se qualifiant qu'une seule année. « Je ne veux pas me comparer à ces joueurs qui ont tous fait de superbes carrières. Je suis encore loin d'avoir obtenu leur palmarès », a déclaré Sébastien Grosjean, qui n'a remporté que deux tournois depuis son entrée dans le professionnalisme.

En refusant de se comparer aux autres grandes figures du tennis français, le Marseillais s'enlève également un poids sur les épaules. « Il est hallucinant de voir un gars qui joue son premier Masters être aussi serein, s'étonne Thierry Tulasne. Pendant les journées qui précèdent ses matchs, il est tranquille, il ne stresse pas. » « Il n'y a pas de raison de se mettre la pression, renchérit Sébastien Grosjean. Quand on voit ce qui se passe dans le reste du monde, moi, j'ai la chance d'être là à jouer contre de super joueurs. Il faut juste en profiter au maximum. »

La demi-finale contre Evgueni Kafelnikov, samedi 17 novembre, s'annonce comme la revanche de la finale du Tournoi de Bercy. Le Russe a terminé en tête de sa poule de qualification au Masters après ses victoires contre l'Espagnol Juan Carlos Ferrero et le Croate Goran Ivanisevic. « Je ne me rappelle pas la dernière fois que quelqu'un m'a botté les fesses aussi durement », s'était contenté d'analyser le second après sa défaite, jeudi. Pour décrocher le billet pour la finale, « il va falloir que je joue aussi bien qu'à Bercy si ce n'est mieux, car Kafelnikov va chercher sa revanche », a jugé Sébastien Grosjean.

Frédéric Therin

Les Wallabies sont en quête de revanche après leur défaite en Angleterre

BANDOL (Var)

de notre envoyé spécial

« Business as usual. » Traduite en français, cette réplique de George Gregan signifie à peu près : « Le boulot, comme d'habitude. » Le demi de mêlée australien le dissimule à peine. Les Wallabies, qui finiront samedi 17 novembre à Marseille leur troisième semaine de tournée européenne avant de s'envoler vers Cardiff, où ils affronteront les Gallois, le 24 novembre au Millennium Stadium, n'ont qu'une hâte : rentrer aux antipodes afin de goûter un repos largement mérité.

George Gregan a beau se reprendre en répétant comme pour mieux se persuader : « On n'en a jamais assez du rugby, c'est notre job », sa plaidoirie ne convainc qu'à moitié l'auditoire. Entre les stages d'entraînement, les compétitions nationales, l'épreuve australe du Super 12, le tournoi des Tri Series durant l'été, qu'ils ont remporté pour la deuxième année d'affilée, et les trois tests disputés contre les Lions britanniques, voilà désormais près de dix mois que les champions du monde sont sur la brèche. Les rugbymen de l'hémisphère Sud terminent une longue saison, et leur faible prestation samedi 10 novembre à Twickenham face aux Anglais a révélé la fatigue d'une équipe en bout de course.

Rarement comme ce fut le cas durant la première période de cette rencontre, les Australiens s'étaient à ce point laissé dominer dans les compartiments du jeu que sont la conquête et la conservation du ballon, où d'habitude ils excellent. Bousculés par un pack anglais pourtant privé de ses deux pièces maîtresses que sont les troisième-ligne Lawrence Dallaglio et le deuxième-ligne, et capitaine, Martin Jonhson, les hommes de George Gregan n'ont dû qu'à leur redoutable organisation défensive et à un sursaut tardif de s'incliner, sur le score de 15 à 21 (Le Monde du 13 novembre).

« Il faut que nous rebondissons, et vite », a prévenu George Gregan, lequel, à vingt-huit ans et après 70 sélections, remplace au poste de capitaine depuis le 1^{er} septembre l'emblématique John Eales (86 sélections et deux fois champion du monde, en 1991 et en 1999), parti en retraite sportive internationale. Depuis dimanche 11 novembre, date à laquelle ils se sont installés à Bandol (Var), les techniciens du staff australien ont mis leurs ordinateurs en action afin de décortiquer cet échec face aux Anglais. Dès mardi, la sentence est tombée : « Cette défaite reste difficile à comprendre, mais les Wallabies n'étaient pas à leur meilleur niveau, et les Anglais ont réalisé un match superbe. Leur première mi-temps a probablement été la meilleure mi-temps que j'aie jamais vue dans un match de rugby international », a conclu Eddie Jones.

RASSURER LES JOUEURS

Admiratif, le coach australien ne tarit pas d'éloges sur ces derniers adversaires. Mais c'est aussi pour rassurer ses joueurs à la veille du test de Marseille. Au cours des trois dernières années, cette équipe, devenue la référence mondiale

de la planète ovale en lieu et place des All Blacks, s'est habituée au succès. « Nous sommes devenus trop soucieux de ne pas perdre. C'est pour cela que nous jouons un jeu trop prudent », note Eddie Jones. Aussi, il l'annonce, les Australiens souhaitent renouer avec l'audace et le jeu de mouvement qui leur a si bien réussi. D'ailleurs, il relativise le revers concédé. « Malgré cette défaite, nous ne sommes pas découragés et nous avons été satisfaits de nos vingt dernières minutes. Particulièrement de la rentrée en cours de jeu du centre Graeme Bond et du troisième-ligne Phil Waugh », a-t-il indiqué.

Aussi, comme il fallait s'y attendre, Eddie Jones a titularisé ces deux récentes recrues du XV wallaby. Le premier, âgé de vingt-sept ans, a la réputation d'être un centre perforant. Il a disputé son premier match sous le maillot australien au mois d'août, lors des Tri Series. Le second n'a que vingt-deux ans. Il est l'auteur du deuxième essai inscrit par son équipe, en fin de match, à Twickenham. Il a été consacré meilleur joueur australien du Super 12 en 2001.

Y. B.

D'après vous, quel est le rapport entre un rouge à lèvres & une arme à feu ?



Privée de Mondial, la jeunesse iranienne a manifesté son dépit

La République islamique a remporté, face à l'Irlande (1-0), une victoire insuffisante. La rencontre a été marquée par des incidents dans les tribunes du stade Azidi de Téhéran

La victoire (1-0) signée, jeudi 15 novembre, au stade Azidi de Téhéran, face à l'Eire, n'aura servi à rien. Battue (2-0) lors du match aller, la sélection de la République islamique d'Iran n'a pas réussi à refaire son retard. Les suppor-

teurs iraniens ne goûteront pas aux joies d'une nouvelle Coupe du monde, après celles de 1978 (Argentine) et de 1998 (France). S'ils ont manifesté leur dépit, jeudi, dans les tribunes, en brûlant papiers et drapeaux, avant de

provoquer quelques bousculades, les débordements enregistrés après les matches difficiles joués contre Bahreïn (défaite 3-1) et les Emirats arabes unis (victoire 1-0) ne se sont pas répétés. L'imposant service d'ordre, qui

avait été mis en place dans toute la ville en prévision d'incidents consécutifs à une qualification de l'Iran, n'a pas eu à intervenir. L'Eire, elle, a gagné le droit de jouer son troisième Mondial, après ceux de 1990 et de 1994.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Le stade Azidi s'est vidé dans le calme. Les 90 000 spectateurs ont quitté les tribunes de la plus grande enceinte sportive de Téhéran et la police anti-émeutes s'est déployée dans le centre-ville. Deux jeunes s'attardent dans les travées. Ils sont déçus mais joyeux. Une heure plus tôt, l'Iran a battu l'Irlande in extremis (1-0), grâce à un coup de tête de Yahya Golmohammadi (91'). C'est une victoire pour rien : lors du match aller, le 10 novembre, à Dublin, les joueurs de l'entraîneur croate Miroslav Blazevic s'étaient inclinés (2-0). Pour eux, l'aventure du Mondial 2002 s'arrête là, ce jeudi 15 novembre, à Téhéran. « C'est la fin du monde pour nous, je crois que je vais me pendre », dit un jeune homme, hilare.

Il a la plaisanterie facile - il était sans doute résigné avant même le coup d'envoi. Mais, soudain, il se fait plus sévère, comme on lui

demande s'il a vu cette bannière aux couleurs iraniennes partir en flammes, dans la tribune opposée, à la fin de la rencontre. « Brûler le drapeau iranien ? C'est impossible, assure-t-il. Les gens aiment trop leur pays. » C'est pourtant vrai. Un long ruban de tissu vert, blanc, rouge tendu quelques mètres au-dessous des portraits du Guide de la révolution, l'ayatollah Khomeiny, et de son successeur, Ali Khamenei, a été brûlé par des supporters déçus. Tout près de là, dans la même tribune, une autre banderole, à l'effigie de douze martyrs assassinés pendant la longue guerre menée contre l'Irak dans les années 1980, a été arrachée, déchirée, détruite - peut-être brûlée elle aussi, selon certains témoignages.

A un quart d'heure de la fin du match, les Iraniens espéraient encore. Ils scandaient le nom de Khodada Azizi, l'attaquant qui avait égalisé contre l'Australie, en novembre 1997, à Melbourne. Son but de dernière minute avait propulsé l'Iran vers le Mondial 1998, en France. C'était il y a quatre ans et certains Iraniens soutiennent qu'ils se souviennent exactement de ce qu'ils faisaient au moment où Azizi a marqué, comme les Américains ont en tête le moment de l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963. Mais Khodada Azizi ne joue plus avec la sélection iranienne, et les miracles se reproduisent rarement.

Alors, tandis que les joueurs iraniens ne cessaient de buter sur la défense irlandaise, des petites flammes se sont mises à illuminer le stade Azidi. Papiers, cartons, tout ce qui pouvait brûler a été transformé en torche. Signe de découragement ou acte politique ? Avant qu'un drapeau ne prenne feu, la scène avait quelque chose de confus. Ce mélange de ferveur et de hargne n'était pas sans rappeler l'envahissement de la pelouse du Stade de France par les supporters algériens, le 6 octobre. Aucun slogan autre que ceux qui témoignaient de la déception née de l'échec en cours, aucun vacarme n'accompagnait les flammes. Quelques mouvements de foule, mais aucun geste de panique. Jamais les forces de l'ordre n'ont semblé prêtes à intervenir. Les autorités iraniennes n'avaient pas disposé l'essentiel des forces de police



Les efforts de l'Iranien Ali Karimi (à gauche) face à l'Eire n'auront servi à rien. L'Iran ne jouera pas le Mondial 2002.

VAHID SALEMI/AP

anti-émeutes aux abords du stade. Elles veillaient en ville.

Un mois plus tôt, le 19 octobre, la défaite inattendue de l'Iran face à Bahreïn (1-3) avait jeté une foule en colère dans les rues de Téhéran. Les manifestations avaient parfois dégénéré en un élan de hooliganisme inédit en Iran. Des arrêts de bus avaient été détruits et des autocars publics sérieusement endommagés. Des dizaines de personnes avaient été interpellées. Les mêmes événements s'étaient reproduits, avec

une moindre ampleur, lorsque l'Iran était difficilement venu à bout de l'équipe des Emirats arabes unis (1-0), le 24 octobre. Ces mouvements de foule ont été interprétés comme l'irruption de la « nouvelle génération de la révolution » : toute une jeunesse qui n'a jamais connu que le régime des ayatollahs et qui n'a pas peur de descendre dans la rue pour souligner l'existence de ce qu'un journal iranien a appelé « un fossé entre deux visions de la société ».

Le renoncement de Miroslav Blazevic

Miroslav Blazevic n'a jamais eu de contrat. L'entraîneur croate n'avait rien signé lorsqu'il a conduit sa « petite Croatie » en demi-finales du Mondial 1998. Après huit ans de service, il a voulu revoir du pays, en dépit des appels insistants de la fédération croate. En 2000, il a rejoint l'Iran. En un an, il a changé 70 % de l'effectif, obtenu des résultats et le respect du public iranien. « J'ai la cote, ici, vous ne pouvez pas savoir », confiait-il le 14 novembre, à la veille de l'élimination de l'Iran. Jamais, dit-il, il n'avait connu pareille ferveur populaire. Il est le seul entraîneur à avoir battu l'Irlande depuis deux ans : avant leur défaite de Téhéran, les joueurs de Mick McCarthy n'avaient pas perdu de match officiel depuis le 4 septembre 1999, face à la Croatie de Miroslav Blazevic. Après l'élimination de l'Iran, le Croate a tenu à endosser toute la responsabilité de l'échec. « J'ai fait tout mon possible pour cette équipe, assure-t-il, mais peut-être qu'un autre entraîneur pourra faire mieux. »

Jeudi, la nature de l'enjeu, une qualification pour la Coupe du monde 2002, avait fait craindre le pire au gouvernement du président de la République islamique, Mohammad Khatami, partagé depuis sa première élection, il y a quatre ans, entre la tentation de la réforme et la sécurité du conservatisme. Un geste inédit avait conféré à la rencontre un caractère historique : pour la première fois depuis la destitution du chah, en 1979, des femmes autres que des diplomates étrangères ou des journalistes iraniennes avaient été autorisées à assister à un match à Téhéran. Une vingtaine d'Irlandaises ont pu pénétrer dans les tribunes, un châle noué sur la tête.

Cette mesure avait déçu à certains membres du clergé. Ils avaient fini par s'incliner et cet Iran-Irlande était devenu le match de tous les possibles pour la jeunesse iranienne. Des jeunes femmes, passionnées par le football, ont téléphoné à la Fédération iranienne pour obtenir des billets. Toutes ont essayé un refus, mais quelques-unes ont tenu à assister au dernier entraînement de l'Iran, le 14 novembre.

« TOUT EST POSSIBLE »

L'une d'elles, âgée de moins vingt ans, a raconté aux policiers placés à l'entrée de l'immense complexe sportif Azadi qu'elle se rendait à la piscine. Au bord de la pelouse, elle brandit une pancarte rédigée en anglais : « Pas le moment de perdre ! » - « No time for losers ! », ce qui pourrait aussi se traduire par « Le temps des perdants est terminé ! ». Elle rit de son espièglerie quand elle dit qu'elle préfère « mille fois » les joueurs de Manchester United, David Beckham et Roy Keane, à ses compatriotes en train de s'entraîner à quelques mètres de là.

Le jour du match, la Fédération iranienne a dépêché deux jeunes femmes dans la tribune de presse. La plus jeune jubile à l'idée d'être l'une des toutes premières Iraniennes invitées à ce spectacle. « Bientôt, d'autres femmes pourront aussi venir, assure-t-elle, péremptoire. Dans un proche avenir. » Un beau sourire de défi éclaire son visage quand elle ajoute, d'un air entendu, que « tout est possible » dans l'Iran d'aujourd'hui.

Eric Collier

Les Françaises championnes d'Europe d'échecs par équipes

LES ÉQUIPES de France d'échecs ont obtenu les meilleurs résultats de leur histoire aux championnats d'Europe par équipes qui se sont achevés jeudi 15 novembre à Leon (Espagne). Loin d'être favorites au départ puisqu'elles étaient classées 15^{es} sur 32 équipes, les dames l'ont emporté devant la Moldavie et l'Angleterre, grâce à la fantastique performance de la jeune Marie Sebag (quinze ans), qui, sur huit parties, a remporté six victoires et concédé deux nulles. Après avoir longtemps mené, l'équipe de France masculine a quant à elle décroché la médaille d'argent derrière les Pays-Bas et devant l'Allemagne, dans une compétition marquée par l'absence des Russes et des Arméniens. Chez les hommes, le numéro un français, Joël Lautier, a réalisé une performance de tout premier plan avec six victoires et trois parties nulles.

DÉPÊCHES

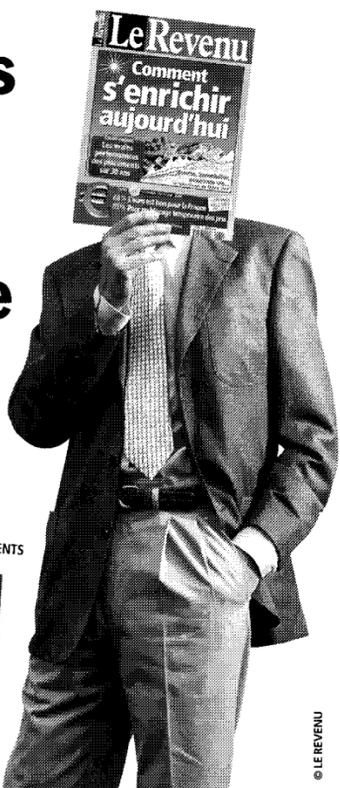
■ **CYCLISME : le tribunal correctionnel de Tongres (Belgique)** a confirmé, jeudi 15 novembre, en appel, un jugement du 24 avril 2001, qui avait reconnu le Néerlandais Cees Priem, directeur sportif de l'ancienne équipe TVM, coupable de coups et blessures involontaires sur le cycliste australien Scott Sunderland. En avril 1998, durant l'Amstel Gold Race, Cees Priem avait heurté avec sa voiture le vélo de Scott Sunderland, dont la carrière avait été interrompue un an.

■ **DOPAGE : plusieurs athlètes chinois** ont été déclarés positifs lors de tests antidopage menés durant les Jeux nationaux de Chine, a annoncé, jeudi 15 novembre, le comité d'organisation de cette compétition, qui a commencé le 11 novembre à Canton. L'identité des athlètes n'a pas été précisée. L'agence Chine nouvelle a indiqué que des dopants ont été trouvés dans les camps d'entraînement des athlètes des provinces de Sichuan et de Shanxi avant les Jeux.

■ **FOOTBALL : le match amical Portugal-Angola**, mercredi 14 novembre, à Lisbonne, a été arrêté à la 68^e minute, l'équipe angolaise, menée 5-1, étant réduite à six éléments. Quatre Angolais avaient déjà été expulsés quand l'un des sept membres de la sélection encore sur le terrain s'est blessé et n'a pu être remplacé. Le règlement stipule qu'une équipe ne peut jouer avec moins de 7 éléments.

■ **SKI : les épreuves de la Coupe du monde féminine** (slalom géant, slalom spécial) qui devaient avoir lieu à Aspen (Colorado, Etats-Unis) ont été déplacées, en raison de la douceur du climat, à Copper Mountain (Colorado) les 21 et 22 novembre, a annoncé, jeudi 15 novembre, la Fédération américaine. Les courses masculines (un géant, deux slaloms) sont maintenues à Aspen, mais reprogrammées du 24 au 26 novembre.

Il n'y a pas de honte à vouloir gagner de l'argent



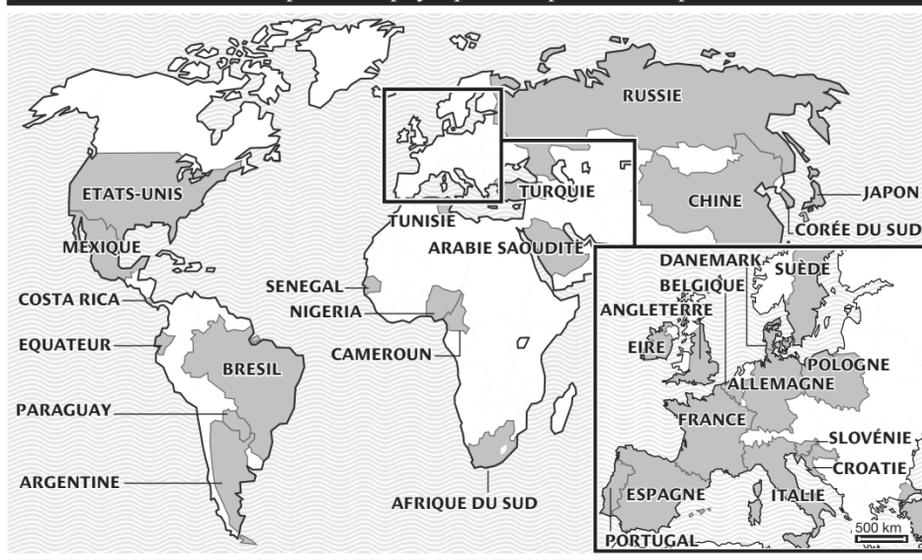
Bourse • Placements • Finances
Chaque semaine les conseils du Revenu chez votre marchand de journaux

Le Revenu 1 bis avenue de La République, 75011 Paris

☎ 01 49 29 30 00 • Fax 01 43 55 82 82 • @ www.lerevenu.com

Troisième participation pour l'Eire

Les trente et un premiers pays qualifiés pour la Coupe du monde



GRÂCE à sa victoire sur l'ensemble des deux rencontres qui l'opposaient à l'Iran (2-0, 0-1), l'Eire est devenue, jeudi 15 novembre, le 31^e pays à gagner sa place pour le Mondial 2002. Les Irlandais reviennent dans une Coupe du monde pour laquelle ils ne s'étaient pas qualifiés en 1998 et retrouvent un peu de la gloire de la sélection alors conduite par Jacky Charlton, qui s'était qualifiée pour le Mondiale italien de 1990 et la World Cup américaine de 1994. Éliminés en quarts de finale (1-0) par l'Italie en 1990, les Irlandais

s'étaient inclinés en huitièmes en 1994, battus (2-0) par les Pays-Bas. « Je suis fou de joie, a déclaré l'actuel sélectionneur, Mick McCarthy. Je suis fier pour mon équipe, pour ma famille et pour les supporters. » Le 32^e qualifié de la compétition sera connu le 25 novembre (match aller le 20 novembre) à l'issue de l'ultime match de barrage, qui opposera l'Australie et l'Uruguay. Le tirage au sort de l'épreuve aura lieu le 1^{er} décembre, à Busan, en Corée du Sud, le coup d'envoi de la compétition étant donné le 31 mai.

PERRONO - BIJOUX

Anciens - Occasions - Argenterie
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation
Achats, Ventes,
Echanges, Réparations

Sélectionné par le guide
"PARIS PAS CHER"

OPERA angle bd. des Italiens
4, chaussée d'Antin

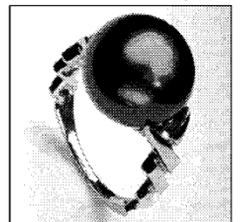
ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

Ateliers TAMALET

Perles, Pierres & Créations

Le savoir-faire d'un joaillier
au prix d'un importateur
Des perles de culture
30% à 50%
moins cher qu'au détail

⇒ RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER
Détailant - Grossistes - Vend aux particuliers



• Spécialiste de la perles de Tahiti, du Japon et de Chine
• Large choix de bijoux
• Réenfilage traditionnel de colliers de perles sur place : 50 F

Ateliers TAMALET (en étage)
79, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS
☎ 01.45.23.47.47 - Ouvert le samedi

Le bijou retrouve une fantaisie

Les couturiers associent cet accessoire à leurs créations pour célébrer les fastes de la Renaissance et de l'Orient

SUR UNE VESTE Yves Saint Laurent Couture, deux oiseaux multicolores perchés sur une branche scintillent de tous leurs strass. Chez Jean Paul Gaultier, comme échappé de la boîte à bijoux d'une courtisane chinoise, un bracelet-manchette rouge laque joue en métal les effets dentelles. Clipés sur un escarpin, piqués sur un chapeau ou en simple parure, les bijoux fantaisie de la haute couture célèbrent cette saison les fastes de la Renaissance et ceux de l'Orient. Grisés par tant d'opulence, ils en oublient

de l'Antiquité au baroque, imaginant des croix de Malte en bracelets-manchettes émaillés.

L'excentrique Elsa Schiaparelli a su bousculer le classicisme des formes en transformant une paire de boucles d'oreilles en filet à poisson. Strass, plastique, gemmes semi-précieuses, céramique, plumes, bois, nacre ou même dragées de chocolats, les couturiers n'ont cessé depuis d'exploiter la poésie de la matière, mélangeant les nobles et les plus communes sans complexe. « *Auparavant, il y avait davanta-*

fevre tente de réhabiliter le bijou fantaisie. « *Les Italiennes et les Américaines ne considèrent pas le faux comme un tabou. Mais les Françaises ont encore tendance à le confondre avec le toc* », explique-t-il. Pour la dernière collection de Nathalie Gervais, il a imaginé des bracelets et des ceintures, gravés de motifs floraux et dont les breloques en forme d'oiseaux – celui du parfum l'Air du Temps –, de croix dorées, de cailloux d'ambre ou de lapis-lazuli évoquent les trésors orthodoxes. Dans cet esprit, les jumeaux arméniens Tarloyan, qui ont présenté en juillet leur première collection haute couture, ont fait défiler un long sautoir à bulbe en cristal de Baccarat semblable à une parure pour pope russe.

Aujourd'hui, le spécialiste du cristal souhaite multiplier ses collaborations avec la mode, limitées pour l'instant au prêt de pampilles de lustres, débris colorés ou boules, le plus souvent rebrodés sur les vêtements. Ravi de l'expérience, Baccarat s'apprête à soutenir à nouveau la démesure avec un autre duo : les Russes Seredin et Vassiliev.

Chez Christian Lacroix, le bijou aussi s'échappe de ses formes traditionnelles pour se fondre plus intimement avec le tissu des vêtements ou des accessoires. Ici, une broche se coud sur un manteau, tandis qu'une ceinture en métal argenté joue les colliers multi-rangs. « *Moins présent, le bijou se rapproche aujourd'hui davantage de la broderie* », explique-t-on chez le couturier qui a agrémenté, pour son défilé haute couture, des bonnets de rastas de morceaux de dentelles, de pierres, de plumes ou de fourrure. Ceintures en pâte de verre multicolore (Niger), en cuir à boucle d'argent (Afghanistan), boucles d'oreilles dorées en cornaline ou collier de corail marocain.

Pour accompagner son voyage en Orient, Emanuel Ungaro a préféré jouer le côté vintage en puisant dans sa collection personnelle ou en empruntant les bijoux anciens et ethniques de la galerie Argiles. Cette boutique qui a travaillé, entre autres, avec Yves Saint Laurent, Kenzo, a prêté lors du défilé une vingtaine de pièces du XIX^e et du début du XX^e siècles, dont quelques-unes ont été achetées par le couturier lui-même. Et, pour sa collection haute couture, Jean Paul Gaultier proposait sur commande des plastrons en métal laqué qui jouent sur la peau les ombres chinoises.

Simplifié pour le prêt-à-porter hindouisant de l'été 2001, ce thème se décline dans des pendentifs de métal peints aux couleurs chaudes de l'Inde (ocre, safran, chocolat). En attendant, les étoiles ou les croissants de lune en métal cuivré, montés en boucles d'oreilles ou en collier-constellation, feront patienter les adeptes de l'orientalisme fantaisie.

Louise Roque



Ceinture-bijou en métal doré, signée Nina Ricci.

parfois leur statut d'accessoire pour fusionner avec le vêtement et les broderies. Car, aujourd'hui, plus que jamais, les frontières entre le bijou et la mode s'abolissent pour faire revivre une notion gommée par des années de minimalisme : la parure. Et même si les griffes tentent de conjurer l'éphémère en s'offrant leurs propres lignes de haute joaillerie – ou en rachetant les maisons de la place Vendôme –, aucune ne saurait négliger la tradition de la fantaisie, qui demeure l'un des derniers refuges du rêve et de l'extravagance abordable.

Chez Christian Lacroix, le bijou s'échappe de ses formes traditionnelles pour se fondre plus intimement avec le tissu des vêtements

Pionnière dans l'art du faux, Coco Chanel a lancé dès les années 1920 les premiers bijoux couture – devenus, depuis, les plus copiés dans le monde –, chargés d'égayer l'austérité de ses vêtements. « *Mademoiselle Chanel se moquait d'associer une émeraude avec une fausse perle. Elle préférait la beauté d'une parure à sa richesse* », raconte l'orfèvre Robert Goosens qui a travaillé avec elle, de 1954 à 1971, l'année de sa mort. En visionnaire, elle a également revisité le passé,

ge de bijoux très fantaisie. Mais désormais, leur fabrication coûte presque aussi cher que s'ils étaient réalisés en pierres semi-précieuses », explique Loulou de La Falaise, créatrice depuis 1972 des bijoux Yves Saint Laurent Couture. Même amputée de ses lignes de prêt-à-porter, la griffe propose cette saison près de 470 références. A côté des classiques maison, dont le célèbre cœur porte-bonheur créé en 1962 qui pare à chaque défilé la favorite du couturier, le strass est à l'honneur dans un esprit mi-Renaissance, mi-années trente. « *De la croix à la fleur, j'ai cherché à tourner autour des morceaux de cristal pour trouver de nouvelles formes* », poursuit Loulou de la Falaise qui a capturé ces gros cailloux aux reflets changeants d'aile de papillon ou aux tons fumés dans des montures-clips en forme de trèfle, de carré ou de cœur.

Spécialiste des bijoux d'inspiration antique et fidèle collaborateur, Robert Goosens a réalisé pour le couturier des manchettes en métal dont l'énorme médaillon en pâte de verre révèle, par transparence un motif peint à la main. Confiés aujourd'hui à son fils Patrick, les neuf ateliers de l'orfèvre de la haute couture – réunis à Saint-Denis – ne comptent pas moins de cinquante artisans qui, chaque année réalisent en or 2 500 prototypes, déclinés ensuite en métal ordinaire. « *Si Yves Saint Laurent ou Jean Paul Gaultier demandent un bijou le matin, il sera réalisé le soir même* », explique Robert Goosens qui se consacre désormais à ses propres créations.

C'est aussi le cas de Philippe Ferrandis qui réalise sa collection tout en travaillant pour la maison Nina Ricci. Depuis quinze ans, l'or-

« Foulard Arafat » et tenues camouflage plébiscités par les jeunes Japonais

TOKYO

de notre correspondant

L'agression d'un jeune Japonais, au lendemain des attentats du 11 septembre dans le quartier nocturne de Roppongi, par des soldats américains éméchés parce qu'il portait un keffieh n'a pas dissuadé ses congénères des deux sexes d'en porter. Au contraire, l'incident a stimulé la mode de ce que les jeunes Nippons nomment le « foulard Arafat », dit un vendeur de Phantom, une boutique du quartier branché de Jingumae spécialisée par ailleurs dans les vêtements de camouflage. Il y a quelques semaines, Phantom a vendu quatre cents keffiehs en l'espace d'un week-end. On en trouve même sur les étals à même la chaussée des marchands ambulants.

La mode du keffieh se conjugue à une autre : le *military boom*. Plus qu'ailleurs, étant donnée l'amplitude de tout phénomène de mode au Japon, le motif du camouflage (*kamo gara*) est devenu le « hit » de la mode dans la rue, dont Tokyo est aujourd'hui l'incontestable capitale. On le trouve sur tout : vestes, pantalons, sacs. Longtemps réservé

aux boutiques spécialisées, le motif du camouflage a été accaparé par des marques icônes du moment telles que W Taps ou Bathing Ape. Cette dernière lui a donné un cachet léger et coloré dans les teintes pastel ou vives, finalement très « démilitarisé ».

LES FILLES MÈNENT LA RONDE

Le camouflage est un motif que les jeunes Japonais mènent à d'autres : généralement, seul un élément de leur tenue (pantalons, veste, casquette ou sac) est *kamo gara*. Depuis cet automne, ce sont les filles qui mènent la ronde : chez Phantom, elles se ruent sur les blousons de pilote ou les T-shirts FBI.

Portée par l'engouement des jeunes pour une vedette de la chanson – Ayumi Hamasaki, célèbre pour ses T-shirts de camouflage –, la *battle fashion*, lancée cet été, n'a pas subi en automne l'effet négatif des attentats de New York, comme on aurait pu le craindre. Chez Amac (filiale de la marque anglaise), qui a ouvert une de ses boutiques au printemps sur l'avenue chic Omotesando, les attentats et leurs suites n'ont en rien entamé l'intérêt des

clients. Contrairement à Ape, qui joue du motif camouflage, Amac reste classique et vend des vêtements importés et des sacs tels que ceux de la Légion étrangère présentés sur une couverture sur laquelle on peut lire en français « service de santé de l'armée ».

La *battle fashion* est une déclinaison d'une tendance de fond de la mode jeune nipponne : un vêtement ample, confortable, et le look décontracté. Mais elle reste une mode qui ne signifie rien d'autre qu'un pur jeu sur l'apparence. Au Japon, on peut s'habiller gay ou punk, porter un keffieh ou un pantalon de camouflage sans pour autant aimer les garçons, se prévaloir de punk ou afficher une quelconque affinité idéologique. Si une minorité de jeunes peuvent manifester leur solidarité à la population afghane en portant le keffieh – les bombardements américains ont donné lieu dans les universités à débats, enquêtes d'opinion et apparition de sites Internet de discussion –, la majorité d'entre eux restent sur le registre du ludique.

Philippe Pons



Collier multi-rangs en citrine, péridot, quartz fumé et jolite, Donatella Pellini.

Guide

EXPOSITIONS

● **Galerie Argiles.** Spécialisée depuis cinquante ans dans les parures ethniques anciennes, la galerie Argiles profite de la sortie du livre *Boucles d'oreilles ethniques : Afrique, Asie et Amérique* d'Anne van Custem (éditions Skira/Seuil, 352 p., 393,57 F, 60 €) pour présenter jusqu'à la fin novembre une collection de parures d'oreilles. 16, rue Guénégaud, 75006 Paris, tél. : 01-46-33-44-73.

● **Les Journées des créateurs joailliers.** Pour sa deuxième édition, l'exposition-vente est ouverte jusqu'au lundi 19 novembre. Près d'une quarantaine d'exposants (Jean et Thierry Vendôme, Philippe Tournaire, Daniela Baumgartner, Chodhari, Annette Girardon, Antoine Chapoutot...) présentent ainsi plus de 2 000 pièces, le plus souvent uniques. Hôtel du Rond-Point, 61, avenue Montaigne 75008 Paris, tél. : 01-53-76-10-13.

BOUTIQUES

● **Robert Goosens.** Broche-pendentif « flocon » en bronze doré et cabochons de grenats et pâte de verre (4 000 F, 609,80 €), boucles d'oreilles de feuilles automnales à goutte de cristal, collier égyptien en rectangles de lapis-lazuli (5 440 F, 829,39 €). L'orfèvre de la haute couture que Coco Chanel surnommait le « Byzantin bizarre » propose ses propres créations de saison dans sa boutique du 8^e arrondissement. 42, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 01-47-23-99-26.

● **Donatella Pellini.** Après avoir réalisé celles de Thierry Mugler, Fendi, Christian Lacroix et Armani, la créatrice italienne de bijoux contemporains présente à Paris sa propre collection qui mélange les pierres semi-précieuses et la résine, travaillées, entre autres, dans des bracelets à l'intérieur hétéroclite : morceaux de chiffon colorés, paillettes ou perles (de 600 F à 1 500 F, de 91,47 € à 228,67 €). Cour de Saxe, 12, rue Jacob, 75006 Paris, tél. : 01-40-46-99-38.

● **Christian Dior.** Pour l'hiver 2001, la marque présente une collection de bijoux couture d'inspiration romantique et arts déco avec, entre autres, des pendants d'oreilles aux formes végétales stylisées en bronze vieilli et perles d'aventurine (1 200 F, 181 €) ou des colliers en métal peint de fleurs romantiques aux couleurs pastel (10 004 F, 1 525 €).

Collier « Eden Rock » en métal laqué, strass et pierres dures naturelles (en édition limitée pour Noël), Christian Lacroix.



OLIVIER AUBRY



Collier plastron en corail et bronze doré, Robert Goosens.



Broche « Copélia » en métal bronze peint à la main, Christian Dior.

Dans les deux cas, si on ne sait pas s'en servir, on met du rouge partout...

Rouge à lèvres
[& arme à feu]

Une pure comédie anglaise

Le 21 novembre au Cinéma



Pluies autour du golfe du Lion

SAMEDI. Une dépression espagnole draine des nuages et de la pluie sur le sud-ouest du pays. Le nord de la France reste sous l'influence d'un puissant anticyclone britannique : le temps reste calme et froid.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Seuls quelques nuages gris naviguent sur la basse Normandie en matinée. Ailleurs, le soleil brille déjà et reste généreux tout au long de ce samedi. Les températures varient entre 7 et 11 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Au nord de la Seine, les brumes ou brouillards sont fréquents le matin puis se dissipent pour laisser place au soleil. Plus au sud, la journée est ensoleillée. Les températures s'échelonnent entre 5 et 7 degrés.

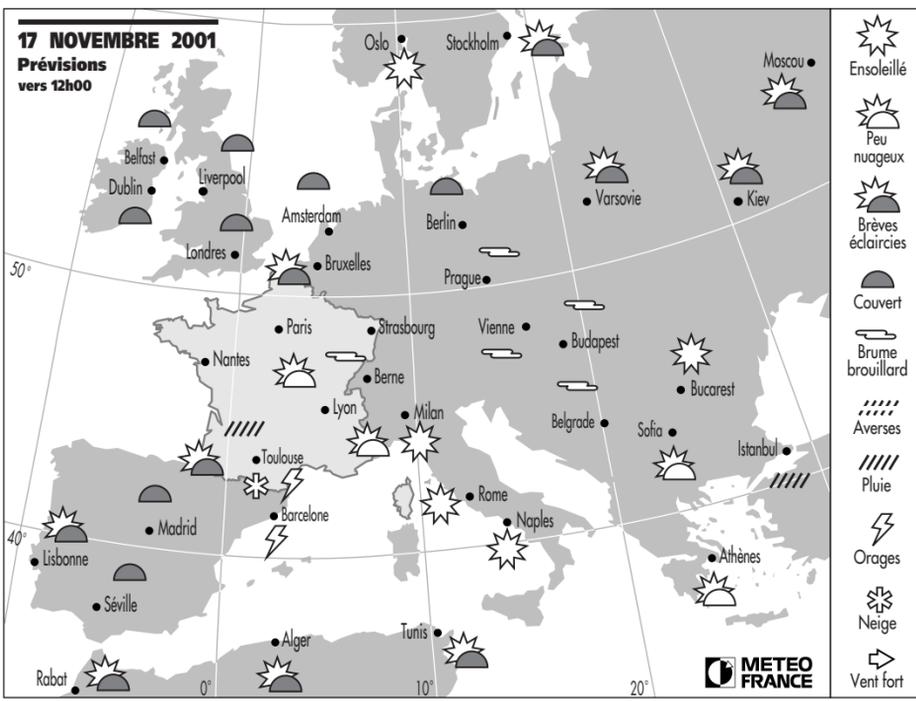
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Des brouillards givrants sont possibles le matin. Le soleil perce à la mi-journée puis brille assez géné-

reusement dans l'après-midi. Après une matinée encore très fraîche, les températures remontent vers 6 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel alterne entre quelques éclaircies et de fréquents passages nuageux qui peuvent apporter quelques pluies faibles. Les températures oscillent entre 12 et 14 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le temps est calme et généralement bien ensoleillé. Quelques nuages circulent simplement sur le sud de l'Auvergne et du Limousin. Les températures varient entre 8 et 11 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le matin, pluies parfois fortes et orageuses s'abattent sur le Languedoc et le Roussillon. Ces pluies s'étendent l'après-midi aux Bouches-du-Rhône et au Var. Il neige sur les Pyrénées-Orientales au-dessus de 1 700 m. Le ciel reste voilé sur la Côte d'Azur. Il fait de 14 à 17 degrés.



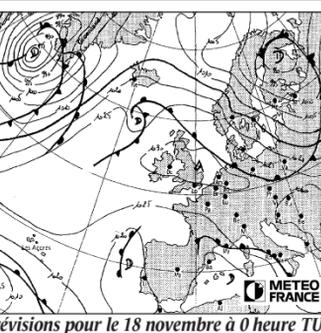
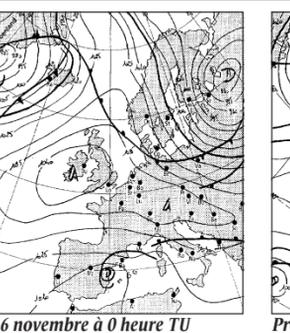
PRÉVISIONS POUR LE 17 NOVEMBRE 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	-3/6 S
AJACCIO	10/20 N	
BIARRITZ	5/14 N	
BORDEAUX	6/13 P	
BOURGES	0/9 S	
BREST	3/7 N	
CAEN	3/7 S	
CHERBOURG	4/9 S	
CLERMONT-F.	-1/9 S	
DIJON	-3/6 S	
GRENOBLE	2/11 S	
LILLE	3/6 N	
LIMOGES	2/10 S	
LYON	-3/10 S	
MARSEILLE	8/13 N	

EUROPE	AMSTERDAM	4/8 C
ATHENES	9/16 S	
BARCELONE	11/15 P	
BELFAST	7/8 C	
BELGRADE	-3/4 C	
BERLIN	1/5 C	
BERNE	-1/5 C	
BRUXELLES	2/7 N	
BUCAREST	-1/10 S	
BUDAPEST	-2/4 C	
COPENHAGUE	5/9 C	
DUBLIN	6/8 C	
FRANCFORT	-1/5 C	
GENEVE	3/8 C	
HELSINKI	-7/6 *	
ISTANBUL	5/9 P	

AMÉRIQUES	BRASILIA	20/27 P
BUENOS AIR.	13/25 S	
CARACAS	25/30 C	
CHICAGO	9/16 C	
LIMA	15/19 C	
LOS ANGELES	11/18 C	
MEXICO	12/18 S	
MONTREAL	-5/3 S	
NEW YORK	8/12 S	
SAN FRANCIS.	12/17 S	
SANTIAGO/CHI	11/27 S	
TORONTO	3/8 S	
WASHINGTON	7/15 S	

ASIE-Océanie	BANGKOK	21/29 S
BEYROUTH	14/21 P	
BOMBAY	23/33 S	
DJAKARTA	27/30 S	
DUBAI	21/29 S	
HANOI	13/23 S	
HONGKONG	15/24 S	
JERUSALEM	15/22 N	
NEW DEHLI	12/28 S	
PEKIN	0/11 S	
SEOUL	5/10 S	
SINGAPOUR	26/29 P	
SYDNEY	16/25 S	
TOKYO	8/17 S	



TENDANCES

Rasée à Kaboul, la barbe repousse à l'Ouest

KABOUL n'est pas Paris, Londres ou New York. Alors que la première conquête des Afghans libérés de l'intégrisme taliban est de pouvoir enfin se raser de frais, les Occidentaux semblent redécouvrir depuis quelques années les charmes piquants du poil au menton. Chez nous, la barbe prospère. Il suffit de regarder autour de soi pour le constater. Pas ou peu de toisons foisonnantes mais des sculptures souvent élaborées voire millimétrées, et d'une étonnante diversité.

Le bouc découpé avec soin, le mince collier profilé, la barbiche élaguée en finesse, la petite mouche fantaisie ajustée en dessous de la lèvre inférieure ou la barbe de trois jours aussi soigneusement entretenue que le gazon d'un golf anglais.

On ne peut plus populaire chez les jeunes, cette pratique mélange les genres comme les cultures et se renouvelle parfois à un rythme effréné. Il n'est pas rare de voir son jeune voisin portant le bouc, genre Second Empire ou mode latino, adopter le mois suivant un collier de barbe celtique. Pour se donner un petit coup de jeune, quelques quadragénaires et quinquagénaires sacrifient à la barbichette. Et dire qu'autrefois, on portait la barbe

pour avoir l'air plus âgé... Les statistiques font défaut mais, d'après les professionnels du rasage, il se passe des choses nouvelles dans la tête de l'homme qui, face à son miroir, contemple son image.

Selon les experts de Gillette, numéro un mondial du rasage, les barbous « intégraux » perdent du terrain alors que la moustache pure et dure est battue en brèche dans les pays riches, sauf aux Etats-Unis et en Allemagne.

Concomitant à l'essor de la « boule à zéro » à la Barthez, né dans la foulée du Mondial victorieux de 1998, le retour de la barbe affûtée est un phénomène lié à la jeunesse et qui prospère dans tous les milieux sociaux, se rencontre dans toutes les professions et ne suggère a priori aucune affinité particulière.

De même que le cheveu long ne saurait depuis longtemps être assimilé à une contestation de l'ordre établi ou un crâne rasé suggérer des penchants d'extrême droite, la barbe n'est plus connotée politiquement. Historiquement, il s'agit pourtant d'un attribut plutôt « de gauche ». Celle qui fut portée par Marx, Lénine, Trotski et Jaurès est devenue une sorte de décade du

socialisme. Il paraît bien loin le temps où l'on relevait comme un symbole l'arrivée à l'Assemblée nationale des « barbous », ces députés socialistes élus par la vague rose de mai-juin 1981 parmi lesquels une forte proportion d'enseignants portant le collier taillé très strict, dit « coupe CAMIF ».

« Comme la garde-robe masculine n'offre qu'un choix restreint, l'affirmation de soi passe de préférence par le visage, les cheveux, la barbe »

Individualistes, les nouveaux barbous n'ont pas fait la fortune des barbiers. Ils préfèrent s'en remettre au rasoir à main, majoritaire en France depuis vingt-cinq ans et désormais utilisé par trois quarts des hommes, voire à l'ancestral coupe-chou que les connaisseurs appellent « sabre », surtout lorsqu'il est aiguisé sur des cuirs.

Parmi les nouveauté, signalons des rasoirs à lames pourvus d'un sabot et destinés à l'entretien rigoureux d'une courte barbe. Quant aux

jetables, leurs ventes progressent désormais moins rapidement que les modèles rechargeables, plus chers mais appréciés pour leur sophistication. De son côté, le rasoir électrique est en perte de vitesse, contrairement aux nouvelles tondeuses « tout-terrain » capables d'ajuster au millimètre la hau-

ont progressé de 48 %. Le marché des déodorants masculins a très nettement décollé. Aujourd'hui, 64 % des hommes (80 % des moins de trente ans) en utilisent, presque autant que les femmes (72 %). Gillette continue de vendre de la crème à raser et des rasoirs mais réalise un chiffre d'affaires grandissant avec sa gamme de soins du visage et prévoit de vendre pour les prochaines fêtes de fin d'année pas moins de 200 000 coffrets-cadeaux.

La parité est en marche : le rasage tout en finesse, c'est le maquillage des hommes. « *Nous n'en sommes pas loin, affirme Jean-Marc Levy, directeur associé de la société Marketing Intelligence. Etudier soigneusement sa physionomie est d'abord un moyen d'affirmer une personnalité. Et comme la garde-robe masculine n'offre qu'un choix somme toute restreint, l'affirmation de soi passe de préférence par le visage, les cheveux, la barbe.* »

Les codes sociaux de la vie collective ont, eux aussi, évolué. Sur le lieu de travail, les uniformes implicites et les interdits sous-jacents cadrent mal avec les canons de la beauté du nouveau discours managérial. A la rentrée des vacances, rien n'interdit de garder le bouc

que l'on a laissé pousser au soleil. Certains banquiers, outre qu'ils négligent la cravate – totem de l'élégance masculine en pleine déconfiture mais qui sera un jour ou l'autre réhabilité –, portent aussi la barbe rase, façon baroudeur. C'est du dernier chic. Seul ou presque, l'univers enchanté de Disney continue d'exiger de ses salariés qu'ils renoncent à la barbe comme à la moustache.

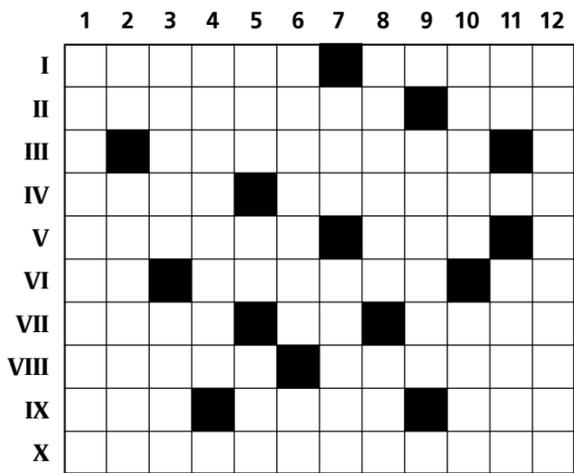
Ces nouvelles coquetteries qui entourent la façon dont les messieurs administrent les 7 000 à 15 000 poils que compte leur système pileux facial ne sont finalement qu'un avatar du vaste mouvement de va-et-vient des ciseaux de l'histoire. Les Grecs anciens portèrent la barbe jusqu'à l'époque d'Alexandre avant de la bannir puis de la laisser repousser, et, contrairement à la légende, elle fut combattue sous Charlemagne, qui était glabre. Au cours des derniers siècles, les monarques et les hommes d'Etat républicains se sont eux aussi pliés aux contingences de la mode. Imberbe, barbu ou moustachu, vaste débat. Une autre question n'a jamais été tranchée : qu'en pensent les femmes ?

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 271

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Fait du propre s'il se tient à carreaux. Doit protéger sa peau quand il précède le précédent. - II. Triangulaire à gauche comme à droite. Osé. - III. N'a pas su résister malgré de bonnes défenses. - IV. Coule en Europe. Couvert comme en hiver. - V. A faire quand ça vaut le coup. Particule. - VI. Personnel. Ne pas oublier que c'est lui le client. Lac des Pyrénées. - VII. Rejetai. Le strontium. Se mit à l'eau pour servir le roi. - VIII. Finira en boudin. Sans

danger. - IX. Vitrine du Monde. Suivi de près. Dans la série. - X. Vont et viennent par gros temps.

VERTICALEMENT

1. Ne fait pas dans la dentelle. - 2. Pour le premier tour du cadran. Noyaux. - 3. Ne garde rien à l'intérieur. Dieu armé. - 4. Harmonieuse sous toutes ses formes. - 5. Petit coucou. En plus. Personnel. - 6. Travailleras pour des haricots, mais ne travailleras pas pour rien. Un début de bêtise. - 7. Doit être bon, en peinture

et en musique. - 8. Rassemblée. Retenu pour éviter les débordements. - 9. Des cordes que l'on n'entend plus. - 10. Invitation à boire. Fournisseur de cachou. - 11. Ses feuilles brillent. Qui s'y frotte s'y pique. - 12. Marquées à la suite.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 270

Horizontalement

I. Ramier. Biset. - II. Ebarbures. Ta. - III. Pucelage. Gap. - IV. Us. No. Roula. - V. Tireuse. Raag. - VI. Ave. Ippon. Se. - VII. Téméraires. - VIII. Io. Regrets. - IX. Ors. Etre. Cie. - X. Nièpce. Saufs.

Verticalement

1. Réputation. - 2. Abusive. Ri. - 3. Mac. Remise. - 4. Irène. EO. - 5. Elblouir. Ec (ce). - 6. Rua. Spar-te. - 7. RG. Epier. - 8. Béer. Orges. - 9. Is. Orner. - 10. Gua. Sécu. - 11. Etalas. Tif. - 12. Tapageuses.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corne
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Les mathématiques à travers les timbres

COPERNIC, Newton, Einstein, mais aussi Thalès, Pythagore, Euclide et bien d'autres apparaissent sur des vignettes postales recensées au fil des pages de *Stamping through Mathematics*, un livre édité en Allemagne consacré aux timbres ayant trait aux maths.

Cinquante-cinq chapitres permettent à l'auteur, Robin Wilson, professeur de mathématiques à Oxford, de présenter 400 timbres, par doubles pages, les illustrations en couleur faisant face à des notices historiques. Aux premiers temps des mathématiques (et leurs tablettes sumériennes), succèdent la géométrie grecque, les mathématiques islamiques, la France du XVII^e siècle, les statistiques ou l'informatique. Le jeu de go, les échecs, la peinture

(Vasarely, Mondrian, etc.) et d'autres jeux « d'inspiration » mathématique font l'objet de chapitres particuliers. L'amateur découvra que la France, qui a consacré en août un timbre au théorème de Pierre de Fermat (1601-1665), a été précédée d'un an par la République tchèque. Une actualité qui a incité l'Association française de philatélie thématique (AFPT) à consacrer deux pages de son dernier bulletin à cette discipline.

Pierre Jullien

★ *Stamping through Mathematics*, Robin Wilson, 132 pages (185 francs plus port, auprès de l'éditeur, Springer, Book

EN FILIGRANE

■ **VENTES.** La vente sur offres Tomy-Anka (Paris, tél. : 01-47-70-45-72) dispense plus de 5 000 lots dont une importante sélection de cartes postales, quelques autographes (lettre de Paul-Emile Victor à 1 900 F, 290 €) et des timbres du monde entier. Atout-Phil (Paris, tél. : 01-40-16-91-57) organise sa vente en deux temps, avec clôtures les 23 et 30 novembre. Au catalogue des moutons à cinq pattes, notons le n° 719 A *Marianne* de Gandon surchargé - 10 % de 1947, non émis (prix de départ 30 000 F, 4 573 €).



Review Dept., Tiergartenstrasse 17, 69121 Heidelberg, Allemagne. Tél. : 49-6221-487-130 ; AFPT, Michel Abram, L'Arbre creux, 62240 Longfossé.

CARTES POSTALES PRÉ-TIMBRÉES

La Poste commerciale, depuis le 1^{er} août, trois nouvelles cartes postales pré-affranchies, réalisées à partir des timbres *Eric Tabarly*, *Haroun Tazieff* et *Jacques-Yves Cousteau* dessinés par Marc Taraskoff, à validité permanente pour la France et l'international. Les timbres sont imprimés sans valeur faciale. Les cartes se présentent avec deux rabats permettant de cacher le message écrit sans avoir à utiliser d'enveloppe. La série indivisible est vendue 48 francs (7,32 €).

PATRIMOINE L'ancien couvent des Récollets, dans le 10^e arrondissement de Paris, est réhabilité pour être transformé en résidence internationale d'artistes et de chercheurs et en

centre culturel associatif, sur le modèle de la Villa Médicis. ● LA RÉGIE immobilière de la Ville de Paris (RIVP) – à l'origine de ce projet – inquiète certains acteurs du dossier, qui craignent

de voir la dynamique culturelle abandonnée au profit d'un simple hôtel de luxe. ● LA PARTIE associative de cet ensemble culturel reste floue. Si une synergie est souhaitée avec la résiden-

ce, l'entente semble difficile entre les associations et la RIVP. ● CE PROJET est l'aboutissement de dix ans de polémiques, de projets avortés et de bataille associative et politique.

● 80 MILLIONS de francs seront nécessaires pour réhabiliter le couvent, largement en ruine. Mais l'aspect hétéroclite de ce bâtiment historique complique le retour à un « état d'origine ».

Une cité d'artistes et de chercheurs dans les Récollets sauvés de la ruine

Après dix ans de polémiques, les travaux de réhabilitation ont commencé pour transformer cet ancien couvent du 10^e arrondissement de Paris, fondé en 1604, en centre d'accueil et de rencontres pour créateurs, sur le modèle de la Villa Médicis à Rome. Mais des incertitudes pèsent encore sur le projet

CACHÉ derrière son haut mur d'enceinte, le bâtiment austère et décrépi des Récollets a entrepris une discrète renaissance. Dix années de tergiversations avaient pu faire craindre que cet ancien couvent, fondé en 1604 par Henri IV, ne serait jamais sauvé. Un permis de construire en date du 15 mars 2001 annonce désormais la création d'un « ensemble international d'accueil artistique et culturel et d'un espace associatif à vocation culturelle » dans cet édifice – l'un des plus anciens du nord de Paris – situé entre la gare de l'Est et le canal Saint-Martin, au cœur du 10^e arrondissement.

D'ici mars 2003, à l'issue de deux ans de travaux de réhabilitation, 85 studios et ateliers seront aménagés dans les beaux volumes du rez-de-chaussée et du premier étage, dans l'entresol et dans les combles en duplex, tous orientés vers les arbres et les jeux d'enfants du jardin Villemin, pour héberger des artistes ou des chercheurs du monde entier, dans le cadre de leurs travaux, sur le modèle de la Villa Médicis à Rome.

Côté ouest, la chapelle de 1614 sera ouverte sur la rue et au public. Sur sa droite, le haut mur d'enceinte sera conservé afin d'isoler un carré de verdure ombragé où quelques arbres veillent sur un vieux puits, jardin réservé aux locataires. Sur sa gauche, le mur cédera la place à une grille, par laquelle les visiteurs pénétreront dans le jardin du cloître avant d'être accueillis dans un bâtiment moderne de verre et d'acier, conçu comme « une évocation sans historicisme » de la partie du cloître détruite en 1926, lors de l'extension de la gare de l'Est. Côté est, la longue et belle façade retrouvera son lustre de 1850.

La Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP), maître d'ouvrage de ce projet para-hôtelier, a signé il y a un an avec le ministère de l'équipement, propriétaire des Récollets, un bail emphytéotique d'une durée



Dessin d'architecte de la future façade ouest des Récollets : au centre, le cloître et la chapelle seront ouverts sur le quartier.

de cinquante ans, contre un loyer annuel de 43 000 francs (6 525 euros) pour 6 000 mètres carrés de planchers. « Le véritable loyer, c'est le coût des travaux : 80 millions de francs », explique Michel Lombardini, le président de la RIVP. Le bail est assorti d'un lourd cahier des charges stipulant notamment la vocation culturelle des lieux, leur ouverture partielle au public et la mise à disposition de 1 200 mètres carrés pour un espace culturel associatif.

LE RISQUE D'UN HÔTEL DE LUXE

Pour la régie, il ne s'agit en aucun cas d'une opération de mécénat. Les studios et ateliers, d'une superficie comprise entre 23 et 87 mètres carrés, seront loués pour des périodes de deux semaines à deux ans, au tarif mensuel de 65 francs le mètre carré. Les Récollets ne fonctionneront toutefois pas comme une location classique. « Ce n'est pas nous qui sélectionnerons les locataires. Nous allons passer des contrats avec des partenaires institutionnels, qui réserveront un certain nombre d'ateliers et les affecteront à un chercheur ou à un

artiste. A eux de décider s'ils subventionnent ce séjour ou non », détaille Michel Lombardini.

Malgré ces assurances, plusieurs acteurs de ce dossier redoutent de voir les Récollets se transformer en simple hôtel de luxe. Parmi ceux-ci, l'Association de préfiguration de la cité des Récollets, créée il y a deux ans, par des riverains attachés au couvent, pour coordonner l'« espa-

ce associatif à vocation culturelle ». « La régie n'a aucune raison de chercher des partenaires culturels : si elle n'en trouve pas, elle pourra louer ses studios de gré à gré, à n'importe qui », s'alarme Jean-Jacques Hocquard, président de l'association. « Cette méfiance est normale : la RIVP n'a pas une vocation culturelle, c'est un logeur, temporeuse Michel Ottaway, conseiller délégué (PS) du

mairie du 10^e arrondissement. Il faut l'aider à trouver des locataires et à accomplir cette mission culturelle. »

La régie se veut rassurante. Elle annonce la publication fin novembre d'une plaquette commerciale. « Nous avons déjà des contacts informels avec l'université de Chicago, la Villa Médicis, le Centre Pompidou, le Festival de Cannes... », annonce M. Lombardini. Ce dernier souligne que les locations seront soumises au comité de transparence créé sous l'autorité du préfet de région pour piloter la reconversion des Récollets et veiller au respect du cahier des charges. Comité où siègent la mairie du 10^e et l'Association de préfiguration, qui demandent au préfet la désignation d'un chargé de mission pour démarcher à plein temps des partenaires culturels.

Reste la question, toujours pas résolue, de l'espace culturel de 1 200 mètres carrés que la RIVP a obligation de mettre à disposition des associations dans la chapelle, le hall central du bâtiment et l'ancienne bibliothèque. « Nous attendons que quelque chose se décide

entre les associations et la préfecture », soupire Michel Lombardini. La RIVP se contente pour l'instant de remettre ces magnifiques volumes en état et aux normes.

« CRÉER UNE SYNERGIE »

« Si on se renvoie la balle, ce projet ne marchera jamais. La RIVP doit s'engager pour que l'espace culturel et la résidence soient complémentaires, les artistes et chercheurs doivent participer à la vie du centre et à son ouverture sur le quartier », rétorque Jean-Jacques Hocquard. « Il faut créer une synergie, estime aussi Michel Ottaway. Si l'on veut comparer ce lieu à la Villa Médicis, il doit être ouvert et vivant, rayonner dans toute la région. Le nord-est de Paris n'est pas riche en lieux de culture. C'est une belle opportunité de créer un centre culturel de rencontres au débouché de deux gares qui font de ce quartier la porte de l'Europe... »

L'Association de préfiguration envisage pour l'instant deux pistes : une université européenne de la recherche articulée autour d'un Centre Descartes, projet ancien du philosophe Jean-Pierre Faye, et une Maison du développement durable. La Maison des artistes, en quête d'un lieu d'accueil, souhaite également investir cet espace. La chapelle pourrait accueillir concerts et expositions. « Nous demandons au ministère de l'équipement et à la Ville de Paris une subvention pour que l'Association de préfiguration puisse concrétiser sa mission », annonce Jean-Jacques Hocquard.

Le bail stipule que les intéressés ont encore douze mois pour faire aboutir un projet, sous l'égide du comité de transparence. Ils devront notamment régler la question du financement : la RIVP louera cet espace culturel 600 000 francs par an. Une somme dont les associations ne disposent pas.

Grégoire Allix

Le jardin Villemin s'agrandit du couvent au canal

Au pied de la façade est des Récollets, le square Villemin symbolise la première victoire des associations pour la renaissance de cette parcelle du 10^e arrondissement. Après des mois de travaux, le parc a été ouvert au public le 1^{er} août, agrandi de 7 000 mètres carrés. Il doit être inauguré le 24 novembre par Tony Dreyfus, maire du 10^e, et Bertrand Delanoë, maire de Paris. Le jardin du couvent, devenu celui de l'hôpital Villemin en 1860, a été racheté par la Ville en 1973 et transformé en square. Pour obtenir son extension, les riverains, autour de l'association Vivre, des Verts et de la gauche, ont multiplié pendant dix ans les occupations de chantier et les plantations sauvages. De haute lutte, ils ont obtenu l'arrêt de plusieurs programmes immobiliers et ainsi libéré 6 000 mètres carrés de terrains ouvrant vers le canal Saint-Martin. Point de verdure de presque 2 hectares entre l'ancien couvent et les berges, le jardin est désormais le plus grand espace vert de l'arrondissement.

L'aboutissement de dix ans de polémiques

DIFFICILE de comprendre le projet de réhabilitation des Récollets et les polémiques qui continuent de l'ébranler sans revenir dix ans en arrière. Car, depuis 1990, le couvent est au centre d'une âpre bataille des associations et d'une partie des élus du 10^e arrondissement pour obtenir sa réhabilitation, sa reconversion culturelle et son ouverture sur le quartier.

En 1990, les élèves de l'école d'architecture de Paris-Villemin, qui étudiaient là depuis 1975, quittent, pour des raisons de sécurité, cet édifice qui avait servi d'hôpital militaire à partir de 1860. Le bâtiment est dès lors squatté par une vingtaine d'artistes, autopathisés Les Anges des Récollets, dont le ministère de l'équipement demande en vain l'expulsion. Les Anges réclament à grands cris la création d'un centre culturel et accusent le ministère de fomenter de lucratifs projets immobiliers. Le 26 janvier 1992, en pleine impasse, un incendie inexplicable ravage les combles et la toiture ; les artistes sont délogés par la police.

Au fil des ans, les projets se succèdent et échouent. En 1993, l'équipement présente un programme de logements sociaux et de boutiques, abandonné sous la pression des associations. La Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) soumet quant à elle un premier projet en 1996, à la demande de François Barre, alors directeur du patrimoine et de l'architecture au ministère de la culture. « Nous proposons de réaliser des ateliers d'artistes et de consacrer la chapelle à des opérations de pédagogie sur l'art contemporain. L'idée est remontée jusqu'à Maignon, elle a été approuvée par Alain Juppé, puis l'alternance a eu lieu et le projet a été gelé », rappelle Michel Lombardini, président de la régie.

Tandis que Virgin, des hôtels ou des restaurants lorgnent le bâtiment, les projets associatifs se multi-

plient : le philosophe Jean-Pierre Faye défend l'idée d'une Cité européenne de la culture, l'Institut français de la mode veut en faire un centre de formation, le Centre européen pour la promotion des artistes contemporains envisage un lieu de « provocation culturelle », l'idée d'un musée sur Paris est évoquée. Riverains et mairie d'arrondissement ne cessent d'interpeller les pouvoirs publics.

Mandaté par le gouvernement après une nouvelle occupation du couvent par les artistes et les associations, l'architecte Antoine Grumbach remet, à l'automne 1998, un rapport qui énonce trois exigences à l'intention des pouvoirs publics : le couvent doit être réhabilité comme un monument historique ; il doit avoir une vocation culturelle ; une partie de l'édifice au moins doit être ouverte au public. L'appel d'offres, émis en mars 1999, ajoute une quatrième condition : le lauréat devra financer seul la totalité des travaux.

Le 17 décembre 1999, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, annonce la victoire du dossier de la RIVP, qui réserve un millier de mètres carrés aux projets associatifs. « Il y a eu une forte contestation, mais qui n'était porteuse d'aucun projet. Or il était urgent de faire quelque chose. Trop de bâtiments historiques se sont effondrés à force d'être défendus par des associations », défend Michel Lombardini. Une analyse que récuse Jean-Pierre Faye : « L'idée de l'Etat de mettre en concurrence un projet comme le nôtre et celui de la RIVP n'avait pas de sens. Le projet actuel n'a rien de culturel. » C'est cette divergence de vues que devra résoudre le comité de pilotage, réuni autour du préfet de région, pour tenter de transformer cette cohabitation forcée en dynamique culturelle.

Gr. A.

Un chantier complexe avant même la réhabilitation

MURS LÉPREUX et fissurés, planchers pour la plupart irrécupérables, fenêtres béantes ou murées, charpente calcinée, cloître et pignons en partie effondrés... C'est presque dans une ruine que les architectes ont installé leurs quartiers. Les opérations préalables à la réhabilitation viennent de s'achever. Celle-ci ne devrait pas être terminée avant le mois de mars 2003 et se chiffrera au moins à 80 millions de francs.

La réhabilitation a pour obligation de mettre en valeur le caractère historique de cet édifice dont la façade, la toiture, la chapelle et l'escalier sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1974. Mais pour revenir à quel état, à quelle période des Récollets ? Le couvent est composé de corps de bâtiments disparates, édifiés à toutes les époques depuis 1604, plusieurs fois remodelés et sur lesquels a été plaquée en 1850 une majestueuse façade de style XVIII^e siècle, avec fronton, moulures et hautes fenêtres.

A l'intérieur, cet aspect hétéroclite est flagrant : d'un étage à l'autre, d'une pièce à l'autre, styles et matériaux varient, piliers, poutres et fenêtres rompent leurs alignements. Paradoxe de cette réhabilitation, les architectes doivent même reconstituer « à l'identique » des éléments... qui n'ont jamais existé ! Ainsi, trois murs seront convertis en façade alors qu'ils formaient les pignons d'une partie disparue du cloître.

« Un état d'origine du bâtiment est impossible à retrouver. C'est de la "grande" architecture mineure de toutes les époques », estime l'architecte Bernard Reichen, du cabinet Reichen et Robert, maître d'œuvre du projet. « Nous avons pris le parti de laisser lisibles toutes les périodes. Il faut exprimer comme tels à la fois les éléments contemporains et les éléments réhabilités. » Un choix qui suscite quelques grincements. « On

reproduit les sottises du XIX^e siècle en introduisant des éléments modernes dissonants », tonne Michel Fleury, président de la Commission du Vieux Paris, évoquant la construction d'un accueil tout de verre et d'acier au pied de la façade ouest. « C'est le seul apport du XXI^e siècle à ce bâtiment, auquel chaque époque a largement apporté sa marque », tempère l'architecte Frédéric Vincendon, responsable du suivi de chantier. Le remplacement des murs pignons par des tours modernes et l'ouverture de portes-fenêtres, un moment envisagés, ont été rejetés par les Bâtiments de France.

Le long de la façade est, en partie masquée par un échafaudage, des bennes remplies de gravats, de planchers arrachés et de tuyauteries rouillées témoignent de l'énorme nettoyage déjà accompli. « Aujourd'hui c'est délabré, mais vide ! », soupire Frédéric Vincendon. Autre préalable titanessque au gros œuvre : la consolidation du sous-sol, un véritable gruyère dans ce quartier de la gare de l'Est. « On a coulé l'équivalent d'un mètre d'épaisseur de béton sur toute la surface du terrain, à 50 mètres de profondeur. »

RECONSTITUER LE CLOÎTRE Les travaux de démolition – telle celle du pignon en brique qui jouxte la chapelle – et de reconstruction vont pouvoir commencer. Le cloître du XVII^e siècle doit être à certains endroits démonté pierre par pierre avant d'être reconstitué. Puis viendront le dallage, la couverture tout en ardoise, le cloisonnement... « La principale difficulté, dans un chantier de ce type, c'est son ampleur. Les travaux avancent très vite. C'est difficile de tout contrôler », confie Frédéric Vincendon.

Et notamment de s'assurer que sera sauvé ce qui doit l'être. Un peu partout dans le couvent, des coffrages protègent 43 peintures mura-

les laissées par les artistes qui ont squatté le bâtiment à partir de 1991. Certains sont connus, comme Niele Toroni, Jérôme Mesnager ou Blek, mais il s'agit surtout, dit Frédéric Vincendon, de conserver la mémoire des lieux : « Cette occupation a été une tranche d'histoire forte du bâtiment. Comme il accueillera des

artistes, le contenant fonctionne ainsi avec son contenu. » Les sarcophages en plomb qui reposent dans la crypte de la chapelle, témoins du passé religieux du bâtiment, devraient en revanche rejoindre le Musée Carnavalet.

Gr. A.



Mariage « arrangé » entre raï et reggae

Produit par Martin Meissonnier, pionnier de la world music, « Big Men » confirme les affinités entre la musique d'Oran et celle de la Jamaïque

DEPUIS quelque temps, mixer le raï avec d'autres styles est devenu très « tendance ». Outre le duo de Cheb Mami avec Sting (*Desert Rose*), on a vu Khaled chanter avec le groupe gitan Tekameli, le guitariste flamenco Vicente Amigo ou le rappeur Freeman du groupe IAM, Cheb Aïssa croiser le micro avec U Roy, Faudel former un tandem avec Yuri Buenaventura.

Parmi ces combinaisons plus ou moins aléatoires, celle consistant à rapprocher la musique d'Oran de la Jamaïque semble la moins incongrue. Bob Marley reste encore aujourd'hui une référence pour les raï men comme chez nombre de musiciens en Afrique. En 1996, Khaled était allé enregistrer plusieurs titres de son album *Sahra* à Kingston et dès les années 1980, le groupe Raina Raï, l'un des pionniers du raï moderne, jouait la carte de cette rencontre féconde entre les deux musiques.

Une époque où Kamel Hamadi écrivait des titres très marqués reggae pour Cheb Mami qui débutait alors sa carrière. Auteur-compositeur à la carrière prolifique (la chanteuse Noura, seule chanteuse algérienne à avoir obtenu un Disque d'or dans les années 1970, Mami, Aït-Menguellat...), né en 1936 en Kabylie, Kamel Hamadi est l'un des protagonistes de *Big*

Men, le rêve réalisé de Guillaume Bougard, créateur du label reggae français Tabou1.

Cet album, c'est « un rêve de gosse, un conte de fées », s'enthousiasme le patron de Tabou1 (*Le Monde* du 7 décembre 2000). Avoir sur un même disque l'illustre tandem rythmique jamaïcain Sly & Robbie, des légendes du reggae comme Sugar Minott, Gregory Isaacs, Chaka Demus & Pliers, de grands noms du raï tels que Khaled, Fadela et Larbi Dida, ex-ONB et leader du groupe Raina Raï, plus un producteur de la trempe de Martin Meissonnier, il n'y aurait jamais cru.

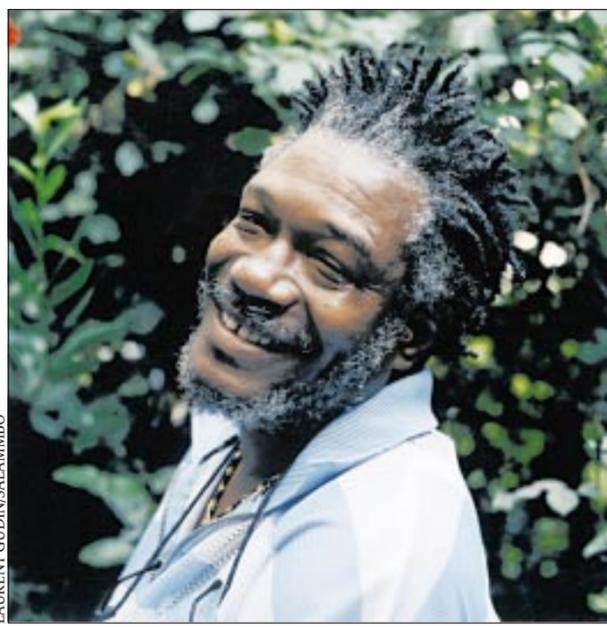
DES TALENTS MÉCONNUS

Premier tandem à lancer l'affaire (*A 100 % A Love*) : Kouider Bensaïd et Kentucky Kid. L'un est oranais, installé en France depuis la fin des années 1980, il a fréquenté assidûment mariages et cabarets. L'autre n'a pas vingt ans et fait partie des talents prometteurs de la génération montante du ragga. En dehors du cercle des fins connaisseurs de la scène raï ou ragga, peu de monde les connaît. L'un des aspects séduisants de ce projet, c'est de ne pas oublier, à côté des stars consacrées, les talents méconnus du grand public et les jeunes pousses.

Ainsi défilent ici Djelloul, vingt-six ans, qui a fait un succès en Algérie avec son titre *Maalich*; Anthony Ray, vingt-trois ans, le seul Jamaïcain présent sur deux chansons (*Marvelous*, avec Mohamed Lamine, jeune chanteur de raï vivant en banlieue parisienne, et *Aïch Rebel Sun*, avec Khaled). Warda est une jeune chanteuse habituée des cabarets algériens en région parisienne; Miana, l'une des jeunes étoiles de Barbès.

Toutes les voix sont parfaites de justesse, d'engagement exalté, elles ont le grain de l'émotion et l'intensité du bonheur. Les compositions développent une vitalité revigorante et provoquent immédiatement l'envie de danser. Le seul reproche que l'on pourrait faire à cette rencontre entre deux mondes, c'est qu'elle n'est que virtuelle. Les chanteurs raï ont été enregistrés à Paris, les voix reggae à Kingston. Si l'on promet pour 2002 un concert parisien réunissant, jamais ceux qui sont présents ici ne se sont rencontrés.

Il a fallu tout le talent de Martin Meissonnier, compositeur, arrangeur et producteur de l'album, pour que cet exercice ne ressemble pas à une fabrication artificielle. Pionnier de la world music (Fela, King Sunny Adé, Manu Dibango, Ray Lema, Papa Wemba,



LAURENT GUDIN/SALAMBO

On retrouve sur l'album « Big Men » la voix du Jamaïcain Horace Andy, figure méconnue du reggae depuis quarante ans.

Amina...), organisateur du festival de raï de Bobigny en 1986, coréalisateur (avec Safy Boutella) de *Kutché*, l'album qui fit connaître Khaled hors de la communauté maghrébine en 1988, Martin Meissonnier n'avait plus fait parler de lui dans la filière musicale depuis *Brian Boru*, l'album d'Alan Stivell paru en 1995, et la réalisation d'un disque pour la *Revue Noire* (*Les artistes africains contre le sida*).

Les textes des chansons ont été écrits pour la partie anglaise par Boris Bergman et Paul Ives, super-

visés pour la partie arabe par Kamel Hamadi. Une fois évacuée la question absurde de savoir s'il s'agit simplement de l'énigme stratégie de marketing destinée à vendre davantage de disques en ciblant deux publics, on saura apprécier l'énergie intrépide, la force et les vertus de ce mélange passionnant.

Patrick Labesse

★ 1 CD Tabou1 7243 8112362. Distribué par Virgin.

SÉLECTION DISQUES

AY, DULCE PENA !

Tonos humanos del barroco español

Œuvres de Juan del Valdo, Juan Hidalgo, José Martinez de Arce et anonymes
Marta Almajano (soprano), Juan Carlos Rivera (archiluth et guitare baroque), Mike Fentross (guitare baroque), Ventura Rico (virole de gambe), Pedro Estevan (percussions)

Le *tono humano* est une composition musicale née dans l'Espagne du XVII^e siècle. Accompagné d'un texte généralement profane, tiré d'œuvres poétiques reconnues, de chansons et danses populaires ou d'airs d'opéra et zarzuelas, il connaît un destin comparable à celui de l'air de cour français, émancipé du cadre lyrique à l'origine de sa conception. Une structure simple, une expressivité souveraine, une poésie immédiate, font le charme d'un genre que l'intelligence musicale et le sens de la caractérisation des musiciens réunis autour de Marta Almajano, soprano au timbre lumineux et à l'impeccable phrasé, restituent au mieux. Philippe-Jean Catinchi
★ 1 CD Harmonia Mundi HMI 987028.

JOHN ADAMS

El Niño
Dawn Upshaw, Lorraine Hunt-Lieberson, Willard White, Theatre of Voices, London Voices, Deutsches Symphonie-Orchester Berlin, Kent Nagano (direction)

Enregistré en marge des représentations de la première mondiale de l'œuvre, au Théâtre du Châtelet, à Paris, en décembre 2000, *El Niño* fait son apparition sur disque. Le quatrième ouvrage lyrique de John Adams (né en 1947) retrouve une

partie des caractéristiques de *The Death of Klinghoffer*, son second opéra (grandes scènes lyriques, vastes fresques chorales), tout en laissant entendre un langage plus âpre, plus accidenté, comme dans la scène du *Mémorial de Tlatelolco*, écrite pour Dawn Upshaw sur un texte extraordinaire de la poétesse mexicaine Rosario Castellanos (1925-1974). Écrit comme un *Messie* contemporain polyethnique et polyglotte (chanté en anglais, latin et espagnol), cet oratorio-opéra néo-haendélien d'une richesse souvent envoutante se garde bien, dans son projet comme dans sa réalisation, d'afficher une attitude pastichante ou néo-baroque. On sait que la musique d'Adams peut sonner plus généreusement sous d'autres baguettes que celle de Kent Nagano, mais les forces vocales sont parfaites. Renaud Machart
★ 2 CD Nonesuch 7559-79634-2.

PIERRE HENRY

Mix 03. Variations pour une porte et un soupir. La Reine verte. Futuristie. Antagonismes IV (nouvelle version). Hugosymphonie/Gouttes d'eau

Estampillée mix pour faire « branché » en évoquant le procédé du « remix » auquel s'est essayé le compositeur avec les jerks de la *Messe pour le temps présent* (*Le Monde* du 19 février 2000), l'anthologie des œuvres de Pierre Henry publiée par Philips culmine dans ce troisième volume avec les célèbres *Variations pour une porte et un soupir*, de 1963, remasterisées. Le son de Pierre Henry, comme on dirait « l'orchestre de Berlioz » ou « le piano de Chopin », s'y trouve magnifié. Un son ample et proche à la fois, un son de vie qui chante au plus fort des distorsions.

Des couleurs fluo de *La Reine verte* (1963) aux clairs-obscur d'*Antagonismes IV* (1996) transparaît une prodigieuse capacité à se renouveler. *Futuristie* (1975) rappelle que Pierre Henry excelle dans l'épopée. Comme une sorte d'*Homère* des studios de recherche ou bien de Hugo de la musique concrète, ainsi qu'en témoigne la peinture en grisaille de *Gouttes d'eau* détachées d'une *Hugosymphonie* (1985) étendue sur cinq heures. Pierre Gervasoni
★ 1 coffret de 4 CD Philips 468 522-2. Distribué par Universal Music.

JAMES BROWN

Live at the Apollo, volume II (Deluxe Edition)

Paru en 1967, cet enregistrement de James Brown à l'Apollo Theatre de Harlem – décor de deux autres disques en public de Mr. Dynamite, en 1963 et en 1971 – avait été monté dans le désordre et tronqué de certaines parties pour tenir au format 33-tours d'un double album. Avec cette « Deluxe Edition » en deux CD, le déroulement originel d'un show conçu dans la théâtralisation de la gloire de James Brown est rétabli. Brown et ses Famous Flames – violons, choristes, Jabo Starks et Clyde Stubblefield à la batterie, Pee Wee Ellis, St Clair Pickney et Maceo Parker dans les cuivres, l'organiste Bobby Byrd... – se chauffent sur des standards soul (*Think*, *Kansas City*, *That's Life*...). Puis le « parrain » mène sa troupe à la baguette sur ses propres compositions destinées à tirer les larmes (*It's A Man's Man's Man's World* imploré durant près de vingt minutes) ou le salueur (*Bring It Up*, *There Was A Time*, *Cold Sweat*...). L'un des disques les plus sauvages et sensuels de James Brown, donc de l'histoire de la musique afro-américaine. Sylvain Siclier
★ 1 coffret de 2 CD Polydor. 314 549 884-2. Distribué par Universal Music.

PULP

We Love Life

Longtemps, Pulp s'est consacré à des chansons pop brillantes et ironiques, mises en scène de la vie quotidienne et sentimentale britannique. *This Is Hardcore*, leur précédent album, avait d'un coup assombri l'ambiance sans renoncer aux vertus plastiques et distancées de ces descriptions. Le charme de ce nouvel album n'est pas instantané. Sans le clinquant (souvent moqueur) de l'habillage habituel, ces guitares plus en avant et cette instrumentation plus aérée semblent d'abord inachevées. Moins démonstratif, Jarvis Cocker, le leader du groupe, aurait-il perdu son savoir-faire mélodique ? Malgré deux morceaux un peu longs et récitatifs (*The Origin of the Species*, *Wickerman*), les bonnes surprises s'accumuleront au rythme des réécoutes. Délissant le second degré pour une émotion et des refrains plus longs en bouche, ces nouvelles chansons s'éloignent de la ville pour des évocations plus bucoliques, et de l'Angleterre pour

un sens de l'espace plus américain, à travers des références aux Byrds, à Tim Hardin ou à Lee Hazlewood. Idole du groupe, devenu son producteur, le ténébreux Scott Walker aurait pu tirer les arrangements vers l'emphase : il a participé avec sobriété à ces besoins de profondeur. Stéphane Davet
★ 1 CD Island 586 541-2. Distribué par Universal

RENÉ AUBRY

Invités sur la Terre

Encouragé par son passage à la scène en compagnie de musiciens après des années à mener son œuvre en solitaire (*Le Monde* du 2 juin 1999), le guitariste René Aubry a composé dans le même esprit les quatorze titres de son nouvel enregistrement. Ses mélodies entêtantes, lumineuses, à l'image de la pochette dominée par des teintes chaudes, sont emportées par cette présence vive d'une dizaine de solistes. Aubry leur a concocté des ornements qui nécessitent précision et justesse. Ces chansons sans paroles vont et viennent dans les terres des Balkans, sur les rives de la Grèce ou dans une Italie de rêve. Aubry, compositeur et instrumentiste, est ici à son plus haut. Son écriture fluide et ludique ne s'interdit pas une certaine gravité. S. Si.
★ 1 CD Hopi Mesa 3070972. Distribué par Wagram Music.

BLAKE ET MORTIMER

Alerte sonique

L'univers du capitaine Blake et du professeur Mortimer, héros de la bande dessinée d'Edgar P. Jacobs, semble lié aux années 1950 avec troisième guerre mondiale contre l'« Empire jaune », la science détournée par des apprentis sorciers, des rêves d'Égypte pharaonique ou d'Atlantide engloutie. La compilation *Alerte sonique*, conçue par Philippe Blanchet et Pascal Busy, aurait pu s'en tenir à une illustration musicale. Plus détonnant et créatif est leur choix de fantaisies pop des années 1960 jusqu'à l'électronique récente. On trouve donc des titres rares (de Jean-Jacques Perrey, King Curtis, The Marketts...), une assemblée de tenants des musiques futées (Pascal Comelade, Irmin Schmidt, Hector Zazou, Joseph Racaille...), peu de concessions aux airs du temps (Saint-Germain quand même). En intermèdes, José Barinaga insère des ambiances et effets subtils (train, téléphone dans la nuit, pub...). Un projet inscrit dans la nature feuilletonnesque de la BD, tant dans sa part d'anticipation que de mystère policier. S. Si.
★ 1 CD Warner Music France 8573-85033-2.

BOSCO

Action

On s'amuse comme des fous, on se moque des barrières de styles, de genres, de tribus, de tout – les BPM, le vocodiers, les guitares gros son ou country tournent à bloc, et même les cuivres et les chapelets de synthés. Bosco exprime une sorte d'autosatisfaction – idéologie domi-

nante de la house française – tempérée par la légèreté du ton. Venus de Niort, Stéphane Bodin et François Marché introduisent la dérision et une vision dansante du rock'n'roll. *Nonstop Nonsense*, particulièrement jubilatoire, a été réalisé avec Fred Schneider des B-52's, tandis que deux filles transfuges de la bande de Jon Spencer viennent prêter main forte. Pour ce troisième album, ces deux fans de sampling ont écouté les disques des années 1980 en entier. Les ficelles sont quelquefois grosses, mais le ton est plutôt malin, comme dans *Satellite*, qui passe en revue tous les termes annexes à la profession d'artiste (single, promo, radio, vidéo...).
Véronique Mortaigne
★ 1 CD WEA 8573869485.

NATHANIEL MERRIWEATHER PRESENTS

Lovage, Music to Make Love to Your Old Lady By

Après l'opéra rock des années 1970, l'opérette rap des années 2000 ? Dan The Automator, producteur-compositeur parmi les plus éclectiques et originaux de la scène hip-hop de San Francisco, s'est fait une spécialité de ces albums-concepts – *Dr. Octagon*, *Deltron 3030*, *Handsome Boy Modeling School* –, articulés autour d'une « histoire » et de personnages. Son dernier projet, *Gorillaz*, copiloté avec Damon Albarn de Blur et le dessinateur Jamie Hewlett, a remporté un impressionnant succès. Placé sous le parrainage inattendu de Serge Gainsbourg (la pochette reprend au détail près celle du deuxième album du Français ; le producteur avoue une admiration sans borne pour *Histoire de Melody Nelson*), *Lovage* se présente comme la bande-son idéale des petits câlins au coin du feu. C'est une constante de The Automator (devenu ici Nathaniel Merriweather) de casser le sérieux du milieu hip-hop au profit d'un humour prétexte à des aventures stylistiques. Premiers rôles d'une distribution de vieux complices (Prince Paul, Maseo, Damon Albarn, Afrika Bambaataa), deux chanteurs venus du rock, l'excentrique Mike Patton (ancien Faith No More) et Jennifer Charles (voix envoûtante d'Elysian Fields) jouent le jeu d'un album qui vaut moins pour son sujet que pour ses chansons lascives et fantaisistes, naviguant entre hip-hop, rock, dub, musique de film et variété.

S. D.

★ 1 CD 75 Ark/Tommy Boy AKCD 5052. Distribué par P.I.A.S.

Manifestations des fonctionnaires de la culture et des intermittents du spectacle

L'INTERSYNDICALE des fonctionnaires de la culture (CFDT-CFTC-CGT-FO-FSU-SUD-UNSA) appelle, le jeudi 15 novembre, à « une grève totale et à une manifestation nationale pour une réduction du temps de travail intégrale ». L'ouverture de certains établissements, musées ou monuments nationaux a été perturbée. Si le Louvre ou Versailles étaient ouverts au public, Orsay et Guimet étaient fermés, comme l'Arc de triomphe, les Galeries nationales du Grand Palais ou le Centre Pompidou. Quelques directions régionales des affaires culturelles (DRAC) ont été occupées en région. La grève était, semble-t-il, peu suivie dans les écoles d'art et d'architecture. Un millier de manifestants ont défilé de l'hôtel de Sully, rue Saint-Antoine, siège du Centre des monuments nationaux, jusqu'au ministère de la culture et de la communication, où une délégation a été reçue par le cabinet de Catherine Tasca.

Officiellement, les revendications syndicales n'ont pas changé depuis le 8 octobre, début du mouvement de grèves sporadiques qui paralysent une notable partie des établissements culturels. Mais le ton est, semble-t-il, à la conciliation. Si, pour le ministère, la semaine supplémentaire de congés, dite « semaine Malraux », ne peut être considérée comme un avantage acquis, reconductible, les syndicats estiment que « les négociations sont ouvertes sur l'ensemble des points ». Une nouvelle rencontre devrait avoir lieu le 16 novembre Rue de Valois.

OCCUPATIONS DE LOCAUX

Les intermittents du spectacle ont également manifesté jeudi 15 octobre à Paris et en région, à l'appel de la CGT, pour dénoncer les menaces pesant sur leur régime spécifique d'assurance-chômage. Ils reprochent au Medef de ne « même pas vouloir discuter » les anciennes dispositions de l'Unedic concernant leur profession – les annexes 8 et 10 – exclues des nouveaux textes entrés en vigueur avec la mise en place du plan d'aide au retour à l'emploi.

A Paris, le défilé a réuni plusieurs milliers de manifestants. Il s'est déroulé du Palais-Royal à l'Hôtel Matignon. En région, le mouvement a été largement relayé. A Besançon (Doubs), une quarantaine d'intermittents du spectacle ont bloqué pendant une heure et demie un TGV à destination de Paris. A Nancy (Meurthe-et-Moselle), des manifestants ont investi les locaux de la station régionale FR3-Lorraine. A Pau (Pyrénées-Atlantiques), ils ont occupé en fin de matinée les locaux de l'Assedic. A Marseille, plusieurs centaines de manifestants ont défilé avant d'être reçus à la mairie, à l'Office municipal de la culture et à la préfecture.

A l'issue de la manifestation parisienne, une délégation a été reçue à l'Hôtel Matignon par le cabinet du premier ministre, Lionel Jospin. La fédération des syndicats CGT du spectacle a fait savoir que le gouvernement confirmait « le principe d'une mesure législative ». La fédération appelle à une assemblée générale ouverte à toute la profession au Zénith, à Paris, lundi 19 novembre à 21 heures. « Il s'agira à cette occasion de prendre toute mesure pour obtenir concrètement et dans les délais les plus brefs l'amendement législatif ainsi que la date de son inscription pour examen devant le Parlement », précise le communiqué de la fédération des syndicats CGT du spectacle.

Emmanuel de Roux et Brigitte Salino

Du 16 novembre au 21 décembre 2001
Grand Théâtre

LA PRINCESSE MALEINE

1^{ère} ce soir

Texte Maurice Maeterlinck
Mise en scène Yves Beaunesne

Théâtre National de la Colline. 01 44 62 52 52
15 rue Malte Brun 75020 Paris - www.colline.fr

Liberation RP Télérama PREMIERE

Écoutez... et entrez dans la légende !

NOSTALGIE

La Légende

Retrouvez toutes les fréquences sur 3015 NOSTALGIE ou au 05 36 65 05 05... nostalgie.fr

EN VUE

■ Le ministre de la pêche norvégien constate que les bébés phoques mangent trop de poisson, et promet « une expérience touristique exceptionnelle » aux visiteurs qui viendront les éliminer à coups de gourdin.

■ « Les talibans modérés cela n'existe pas ? Tous les talibans sont modérés », communiquait, jeudi 15 novembre, le mollah Omar à la BBC au moyen d'un talkie-walkie plaqué sur un téléphone.

■ « Des photos de femmes nues dans la presse, des enfants victimes d'avortements, des homosexuels autorisés à se marier... aux yeux des musulmans nous ne sommes plus des êtres humains, mais des animaux », explique le cardinal de Cologne, Mgr Joachim Meisner, qui trouve toujours « moralement justifié » l'assassinat du « monstre » Oussama Ben Laden.

■ Le Suisse Joseph Blatter, président de la FIFA, exigeant « des mesures immédiates et radicales », Chung Mong-joon, coprésident du comité sud-coréen organisateur de la Coupe du monde de football, se demande comment interdire du jour au lendemain des plats nationaux comme le *bashing-tang* (à base de chien en sauce), ou le *suuok* (à base de chien bouilli).

■ Plus de 500 Chinois ont été intoxiqués pour avoir acheté sur le marché de la ville de Heyuan dans la province du Guangdong en Chine des morceaux d'un porc asthmatique soigné aux corticoïdes.

■ Le Chinois Yang Yuanan a tué deux enfants alléchés par le bol fumant qu'il avait laissé devant l'école de Guanli pour tester une mixture - de la mort-aux-rats mélangée à des nouilles - destinée à Zhang, son ennemi.

■ « Je ne veux pas reconstruire le Mur. Je veux remettre en place la brèche dans le Mur », précise aux Allemands désireux d'oublier la guerre froide l'homme d'affaires Hans Martin Fleischer, qui remonte cinq blocs du mur de Berlin sur la Potsdampplatz, en plein centre-ville, à l'endroit où le premier pan est tombé.

■ L'avocat de Piet Odendaal, Sud-africain blanc, condamné, lundi 12 novembre, à sept ans de prison pour avoir entraîné un Noir, sa victime, sur cinq kilomètres à l'arrière de son pick-up, a plaidé les circonstances atténuantes : « La veille, mon client s'était disputé avec son épouse et avait bu. »

■ Ayant dirigé par mégarde un jet d'eau à haute pression sur le capteur de mise en marche d'une station de lavage automatique, un automobiliste suédois, happé par les balais en rotation, englouti, savonné, brossé, a obtenu 6 000 couronnes de dommages et intérêts pour des côtes brisées.

■ Se précipitant, jeudi 18 octobre, du 20^e étage d'un immeuble de Rijeka, un Croate se tue, cassant trois côtes à un passant.

Christian Colombani

Une ex-star du porno raconte comment elle a voulu aider l'euro

« L'Express » publie le témoignage de Sylvia Bourdon, qui souhaitait organiser un concours de design des pièces et billets pour la monnaie unique. Elle détaille ses rencontres



de francs de subventions publiques et 1 million côté privé ? », demande Corinne Laïk, auteur de l'article, qui répond : « Spécialiste en relations publiques, experte en déclenchement de sympathie, Sylvia Bourdon a mis sa compétence - elle parle couramment quatre langues - et sa

ténacité - le mot est faible - au service d'une passion européenne rare. »

M^{me} Bourdon rencontre mille difficultés dès le début. « Aucun de mes amis, qui m'avaient définitivement enfermée dans le tiroir "cul", ne faisait cas de mes compétences. J'étais bonne à organiser des partouzes, certes les meilleures de Paris, mais, pour le reste, mon personnage ne leur paraissait ni sérieux ni qualifié. » Le designer du TGV, Roger Tallon, lui prête néanmoins des bureaux. Et Roland Dumas, « une relation amicale de longue date », alors ministre des affaires étrangères, promet de l'aider. « Je ne sais pas s'il me croyait capable d'aller jusqu'au bout ou si le fait que l'entreprise fût conçue par une prosélyte du sexe l'amusait. Sans doute la seconde solution. » En tout cas, le ministre lui accorde « subvention et patronage ». Elle rencontre ainsi Elisabeth Guigou, ministre des

affaires européennes, François Barre, directeur des arts plastiques au ministère de la culture, et Michel Charasse, ministre du budget.

« J'CHUIS TROP MOCHE POUR TOI ? »

« Une seconde audience chez Charasse était nécessaire pour finaliser la première subvention de Bercy, raconte Sylvia Bourdon. Je me présentais avec un blouson de cuir noir, les jambes gainées dans un pantalon étroit de même couleur. (...) Durant de longues minutes, je restais là, attendant que le ministre daigne remarquer ma présence. Enfin, il releva la tête et m'invita peu aimablement à m'asseoir en face de lui. (...) J'engageais la conversation sur les subventions. (...) Brusquement, il se leva, fit le tour du meuble Empire et vint caler son fessier de ministre sur le bord du bureau en me dévisageant. (...) "Alors, qu'est-ce qu'on fait maintenant ?", lança-t-il. De plus en plus

surprise, je repris mon sang-froid. (...) Il rétorqua brusquement en me tutoyant : "Ben alors, ton copain Dumas m'a raconté des histoires ! T'es un mec ou quoi ? J'te plais pas ? J'chuis trop moche pour toi ? »

M^{me} Bourdon poursuit son récit : « Que répondre à un ministre qui n'est pas l'Apollon du Belvédère et qui essaie de profiter de la situation ? Je me rappelle avoir bredouillé que nous étions ici pour parler de la subvention. Il se remit debout, visiblement contrarié, et retourna s'asseoir à sa place. (...) De retour chez moi, irritée, j'appelai Roland Dumas. L'anecdote l'amusa beaucoup. » La lettre de subvention lui fut accordée, signée par Pierre Bérégovoy et « transmise par motard ». M. Charasse a été interrogé par L'Express, qui écrit que celui-ci a démenti « avoir eu une quelconque attitude douteuse à l'égard de Sylvia Bourdon ».

Le concours a pu se dérouler malgré les obstacles, jugé par 15 millions d'Européens par l'intermédiaire de différents journaux. Mais le résultat ne fut pas transmis à l'Institut monétaire européen, responsable des choix. Celui-ci expliqua que les billets étaient soumis à un complexe cahier des charges de sécurité et que les banques centrales avaient organisé de leur côté les concours de design. Pour M^{me} Bourdon, « les institutions européennes ont refusé de tenir compte du choix des citoyens européens ».

Eric Le Boucher

★ L'Express, n° 2628, du 15 au 21 novembre.

DANS LA PRESSE

NEW YORK TIMES (Etats-Unis)

William Safire ■ Mal conseillé par un attorney général frustré et paniqué, un président des Etats-Unis vient de s'arroger ce qui revient à un pouvoir dictatorial d'emprisonner ou d'exécuter des étrangers. Intimidés par les terroristes et enflammés par une passion pour une justice expéditive, nous laissons George W. Bush remplacer l'autorité de la loi américaine par des tribunaux militaires sommaires. (...) Non content d'avoir autorisé la police à écouter les conversations de suspects avec

leur avocat, Bush prive les étrangers accusés des droits limités que leur aurait offerts une cour martiale. Ces tribunaux sommaires peuvent dissimuler des preuves en invoquant la sécurité nationale, créer leurs propres règles, condamner un inculpe même si un tiers des membres de la cour s'y opposent, et exécuter cet étranger sans possibilité d'appel devant un tribunal civil. Il n'y a plus de pouvoir judiciaire ni de jury indépendant entre le gouvernement et l'accusé. (...) Dans un retournement de situation à la Orwell, Bush qualifie cette abomination à la soviétique de « procès équitable ». (...) La solution n'est pas de

dévoier notre tradition judiciaire en transformant Ben Laden en star mais de transformer en tombeau la grotte dans laquelle il se cache.

L'INDÉPENDANT (Pérpignan)

Bernard Revel ■ Chaque guerre est une défaite de l'humanité telle qu'elle devrait être si elle respectait les propres principes qu'elle a édictés sous le nom de droits de l'homme. Chaque guerre prouve que l'homme d'aujourd'hui obéit aux mêmes instincts qui habitaient son plus lointain ancêtre. (...) L'homme a toujours su créer, de fait, les conditions qui la rendent possible. Sous prétexte que pour

préserver la paix il doit préparer la guerre, la course aux armements est son sport favori. Riche il s'associe aux riches pour être plus riche encore ; pauvre, il est condamné à la dépendance ou à la violence. (...) Depuis 1945, les pays riches n'ont fait la guerre qu'à des pays du tiers-monde. Celle qui a pour cadre l'Afghanistan est le dernier exemple d'une longue série. Quelles que soient les raisons d'envoyer des bombes sur un pays, et, en l'occurrence, les Etats-Unis en avaient de bonnes, on ne peut tirer aucune fierté d'en être réduit à cette extrémité-là qui consacre la supériorité de la force sur l'intelligence.

www.surfstation.lu

Un lieu de rendez-vous très branché pour webdesigners européens



Lorsqu'il crée SurfStation, son employeur accepte de l'héberger sur son serveur. M. Brodahl vit désormais à Londres, mais il a décidé de ne pas déménager son site. Selon lui, cette adresse un peu énigmatique contribue au cachet de SurfStation : « Cela le rend spécial,

et nous sommes établis maintenant, ce n'est plus la peine de changer. »

Aujourd'hui, M. Brodahl peut compter sur une quinzaine de collaborateurs informels, qui alimentent le site quotidiennement en informations et travaillent avec lui sur le graphisme. Ainsi, SurfSta-

tion ne s'enferme pas dans un style prédéfini. M. Brodahl avoue son penchant personnel pour les textures riches et le style grunge d'inspiration très américaine, mais certains de ses coauteurs préfèrent la ligne claire et le look clean : « Aujourd'hui, SurfStation vit dans un univers minimaliste à la scandinavie, alors qu'il y a six mois, c'était un monde fou, foisonnant. Nous cherchons à montrer le bon design sous toutes ses formes. » M. Brodahl et son équipe considèrent leur site comme un baromètre des tendances pour ce milieu éclaté et capricieux, qui un jour va adorer le dépeuplé, ne jurera que par le kitsch le lendemain et se plongera dans le techno le surlendemain.

Pour l'instant, SurfStation ne rapporte pas d'argent, mais M. Brodahl envisage des partenariats avec les grands éditeurs de logiciels comme Adobe ou Macromedia. Si son site devenait rentable, il pourrait alors décider de s'en occuper à plein temps.

Jean Lasar

SUR LA TOILE

SÉCURITÉ

■ L'université de Cambridge (Angleterre) a annoncé que deux de ses étudiants, Mike Bond et Richard Clayton, avaient réussi à pénétrer le logiciel de sécurité utilisé par IBM pour protéger les distributeurs automatiques de billets et les serveurs Internet de transactions financières. L'université avait prévenu IBM de l'existence de cette faille de sécurité en avril. Faute d'avoir obtenu une réponse, elle a finalement décidé de publier l'information sur Internet. - (AP.)

www.admin.cam.ac.uk/news/stories

ACHATS EN LIGNE

■ Selon une enquête réalisée auprès de sa clientèle européenne par le site de vente de produits culturels Amazon.com, les internautes réalisant régulièrement des achats en ligne apprécient surtout la possibilité de passer leur commande à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. En revanche, le prix, souvent inférieur à celui des boutiques traditionnelles, n'est pas un argument décisif. - (Reuters.)

La reine des preuves

par Dominique Dhombres

C'EST la rue, dans le 9^e arrondissement de Paris. « Envoyé spécial » nous la montrait, hier soir sur France 2, comme nous ne l'avions jamais vue. Le décor est pourtant familier. Il y a les grandes artères haussmanniennes, autour de l'Opéra, avec leurs larges trottoirs, leurs belles vitrines, leurs employés de bureau et leurs touristes japonais, bob visé sur la tête et sacs en bandoulière. Il y a les petites rues bourrées de monde du quartier Anvers avec leurs bazars de vêtements bon marché qui débordent sur le macadam.

Dans ce vivre en proie à un mouvement perpétuel, les caméras cachées d'« Envoyé spécial » détectent de drôles de regards, des mains bizarrement placées, des gestes rapides et précis. Elles suivent les chasseurs, qui eux-mêmes traquent leur gibier. Elles accompagnent les policiers de la BAC civile (la brigade anti-crimi-

nalité en tenue civile) du 9^e qui pistent les voleurs à la tire, les pick-pockets, les racketteurs de lycéens et les gavroches roumains de dix, onze, douze ans, pour lesquels les horodateurs sont de grosses tirelire qu'on vide d'un coup de tournevis. Ils sont dans la foule, transparents. Les policiers aussi, qui attendent de les prendre sur le fait.

Tout cela est filmé avec les mêmes minuscules caméras numériques que les voleurs tentent d'arracher aux touristes japonais. « C'est un monde qu'on croise tous les jours sans jamais le voir, où des policiers caméléons traquent des délinquants invisibles, un monde peuplé de malfaiteurs confirmés et besogneux qui vont au travail comme d'autres vont au bureau », dit un commentaire en voix off.

Cette délinquance-là n'est pas glamour pour un sou. Ce n'est pas Arsène Lupin gentleman cambrioleur qui fait porter des fleurs

aux femmes du monde qu'il a détrossées. Ce sont des gagnepetit qui volent un blouson au hasard d'une fenêtre ouverte. C'est une toxico qui arpente les étalages en plein air à la recherche d'un porte-monnaie à saisir au fond d'un sac à main, qui échoue à plusieurs reprises et finit par s'asseoir, prostrée, sous la porte cochère d'une ruelle tranquille, loin de l'agitation du boulevard.

« Le flagrant délit est la reine des preuves », explique un policier. C'est beaucoup de travail pour un résultat souvent bien mince. Dans le petit micro dissimulé sous leur blouson, les hommes de la BAC emploient le neutre pour parler de leur gibier. « Ça descend la rue de Clichy. Ah, c'est chargé. Ça a bossé. Attention, ça prend le métro. » C'est triste comme la grisaille parisienne. Pas vraiment de quoi susciter une vocation, ni de gendarme, ni de voleur.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :

LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature :

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05		
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom			
Prénom			
N°rue			
Code postal [] [] [] []	Ville		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N°rue			
Code postal [] [] [] []	Ville		
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99[€]/min)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Taliban d'or

par Pierre Georges

IL FAUT en rire aussi. En sourire au moins. Par exemple des aventures d'un vétéran de la BBC, John Simpson. Dans la bourrasque et l'accélération des événements, son exploit, qui lui vaut désormais le titre maréchallesque de « Libérateur de Kaboul », nous avait échappé.

Il se trouve en effet que ce vieux de la vieille, revenu de tant de campagnes et la vanité manifestement couturée de partout, a, ainsi que le veut sa célébrité nouvelle, libéré Kaboul. Tout seul. Comme un grand, à amples coups de caméra ! Ce n'est pas nous qui le disons. Mais lui qui l'a dit, revendiqué, emporté par son élan et une certaine emphase.

John Simpson était devant. Et les forces de l'Alliance derrière. Si bien qu'à force d'anticiper l'événement et de presser le pas, il finit, cela c'est un fait, par entrer, le premier, mardi à l'aube dans la capitale afghane. Une caméra le suivait comme son ombre. Il se tourna vers la caméra. Et de ce fait vers le Royaume et vers le monde. Et il lança son communiqué de victoire : « C'est grisant de libérer une ville. C'est la BBC qui a libéré la ville, nous avons fait notre entrée avant l'Alliance du Nord. »

Evidemment cette revendication en direct-live ne devait pas manquer de provoquer quelques toussotements gênés à la BBC et de multiples ricanelements dans l'ensemble de la profession, confraternelle et néanmoins vigilante. John le Libérateur, et tout bien considéré on ne craint pas de lui trouver ici une certaine ressemblance physique avec le général Patton, venait, c'est une évidence, de péter les plombs.

C'est un cas assez fréquent,

une maladie professionnelle fort bien répertoriée et qui, à l'occasion, exerce ses ravages dans le journalisme. Ce moment déchirant, pour les proches et les amis, où le reporter chargé de voir l'événement finit par se voir lui-même admirable en cet exercice et en son miroir.

Cette affection n'est pas fatale, mais elle suppose une médication de cheval et un traitement d'urgence qui consiste par le quolibet et le sarcasme à dégonfler l'urgence la montgolfière. Les rédactions pour cela sont d'excellentes facultés où exercent les meilleurs praticiens experts en l'art d'opérer une saignée aux chevilles des vanités.

Dans son ensemble donc, la presse britannique s'en est chargée. Pauvre John Patton Simpson ! Que n'avait-il dit, mais, hélas, il l'avait dit. Et rien, pour son bien, ne lui aura été épargné. Pas même, à titre d'exemple, cette médication et ces considérations souveraines énoncées par le rédacteur en chef d'ITN, chaîne rivale : « On peut faire toutes sortes de comparaisons entre John Simpson et un bombardier B-52. Mais la question de savoir lequel des deux a fait plus pour chasser les talibans ne fait pas de doute. »

Et ainsi de suite. Partout et de tous côtés, feu sur le Libérateur de Kaboul. Promu à l'unanimité chevalier dans l'ordre du Narcisse afghan. Récompensé, par acclamations, d'un Taliban d'or. Et John Humphrys, un responsable de la BBC, a défendu son héros : « John est le plus grand reporter de sa génération. Absurdement courageux. Est-il arrogant ? J'attends toujours de rencontrer le journaliste qui a survécu à ce métier pendant quarante ans et qui n'est pas arrogant. »

L'implantation du troisième aéroport de Paris dans la Somme satisfait les élus franciliens

Pour les Verts, le choix du site de Chaulnes est « à courte vue »

UN COMMUNIQUÉ, publié jeudi 15 novembre à l'issue d'une réunion, autour de Lionel Jospin, des ministres des finances et du budget, de l'intérieur, de la défense, des transports, et de l'environnement et de l'aménagement du territoire, a confirmé le choix de créer une nouvelle plate-forme internationale à 125 kilomètres au nord de Paris (*Le Monde* du 15 novembre).

La décision du gouvernement d'implanter un troisième aéroport parisien dans le canton de Chaulnes (Somme) a d'abord donné satisfaction à la plupart des élus de la région Ile-de-France, qui réclamaient cet équipement pour désengorger les pistes de Roissy et d'Orly.

Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France, a salué le choix d'un site « en synergie avec Roissy » et qui « contribuera au rééquilibrage du territoire francilien ».

Le gouvernement accompagne cette décision d'une volonté de limiter en partie les vols de nuit au-dessus de Roissy. Certains

élus franciliens, dont Jean-Pierre Blazy, maire (PS) de Gonesse et député du Val-d'Oise, ainsi que Roger Karoutchi, président du groupe RPR au conseil régional, s'inquiètent du respect des engagements, pris en 1997, de ne pas dépasser les 55 millions de passagers à Roissy et les 250 000 mouvements à Orly, pour limiter les nuisances sonores autour des deux aéroports franciliens. La plate-forme de Chaulnes ne devrait en effet pas être mise en service avant 2020.

Yves Cochet, ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, dont les amis Verts ont très sévèrement critiqué la décision du gouvernement en la qualifiant de « choix à courte vue », s'est dit, pour sa part, « très interrogatif » sur le choix du site de Chaulnes.

Mais il estime également que ses « propositions ont été fortement prises en compte » sur le transfert d'une partie des activités de fret de Roissy vers l'aéroport spécialisé de Vatry (Marne), le renforcement des liaisons TGV

européennes, et le soutien aux aéroports internationaux implantés en région.

Les 5 milliards de prêts à taux préférentiels promis par le gouvernement pour le développement notamment de Lyon-Saint-Exupéry et du futur aéroport international de Notre-Dame-des-Landes, qui va être construit entre Nantes et Rennes, ont satisfait Gérard Collomb, maire (PS) de Lyon. Il compte les utiliser en partie pour réaliser une desserte rapide entre la gare de la Part-Dieu et Saint-Exupéry. « Cela change considérablement l'avenir de la région Rhône-Alpes et la politique d'aménagement du territoire en France », a estimé M. Collomb.

« UN MAUVAIS COUP »

Dans la Somme, la décision passe mal, même si le gouvernement assure « ne pas réserver le bénéfice de ce développement à l'Ile-de-France, en le mettant au service de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais ». Vingt-cinq des vingt-six maires de la communauté de com-

munes de Chaulnes ont annoncé, jeudi 15 novembre, leur décision de présenter symboliquement leur démission au préfet. « Cette démission n'est pas une désertion », a déclaré Jacques Quillet, président de la communauté de communes, nous nous battons jusqu'au bout pour remettre en cause une décision politique contre l'aménagement du territoire. »

Pour sa part, Gilles de Robien, maire (UDF) d'Amiens et député de la Somme, a estimé que cette décision est « un mauvais coup porté à l'encontre de l'agglomération amiénoise et du monde rural environnant ». « L'illusion d'un développement économique dans vingt ans risque de faire place à la disparition imminente de milliers d'emplois, au bouleversement rapide des territoires et à des nuisances environnementales majeures », a prédit M. de Robien.

Christophe de Chenay

Lire aussi notre éditorial page 18

Le baril de pétrole Brent passe au-dessous des 18 dollars

LES PRIX DU PÉTROLE se sont effondrés jeudi 15 novembre, à l'issue de la réunion de l'OPEP qui s'est terminée sur un échec. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord a clôturé la séance à 17,10 dollars après avoir ouvert à 18,45 dollars. A New York, le brut de référence, le *light sweet crude*, reculait de 2,14 dollars, à 17,60 dollars le baril. Les investisseurs s'attendent à une poursuite de la baisse des cours dans les prochaines semaines, l'OPEP semblant décidée à mener une guerre des prix contre les pays producteurs non membres de l'organisation, et en particulier la Russie (*Le Monde* du 16 novembre). Le cartel n'a pas pardonné à la Russie d'avoir promis d'abaisser sa production, avant de revenir sur ses engagements. Le premier ministre russe, Mikhaïl Kasyanov, a confirmé jeudi que son pays « ne réduirait pas de manière importante » sa production. Pour enrayer la chute des cours, l'OPEP se dit prête à abaisser sa production de 1,5 million de tonnes par jour, à la condition que les pays non membres s'associent à l'effort et réduisent leur production.

Le gouvernement espagnol blanchi dans le scandale Gescartera

AU COURS d'un débat d'une rare violence au Parlement à Madrid, jeudi 15 novembre, la commission d'enquête parlementaire chargée d'établir des responsabilités politiques dans l'affaire des 120 millions d'euros détournés par la société de Bourse Gescartera a rendu ses conclusions. Elle a blanchi les membres du gouvernement touchés par les répercussions de ce scandale. A savoir, le ministre de l'économie et premier vice-président du gouvernement, Rodrigo Rato (qui passait jusque-là pour le « dauphin » de José Maria Aznar), et le ministre des finances, Cristóbal Montoro. Furieuse, l'opposition socialiste, aux cris de « Démission ! Démission ! », a réclamé la tête des deux ministres et celle du directeur de la Banque d'Espagne, Jaime Caruana. L'enquête judiciaire, elle, se poursuit. Les 120 millions n'ont toujours pas été retrouvés. - (Corresp.)

L'Europe spatiale soutient Ariane et lance son propre GPS

LA CONFÉRENCE des ministres de l'Europe spatiale, réunis les 14 et 15 novembre à Edimbourg (Ecosse) sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (ESA), s'est conclue sur deux engagements forts. Avec le soutien d'une Allemagne pourtant en proie au doute auparavant, l'Europe a engagé une somme de 2,1 milliards d'euros pour améliorer les performances du lanceur Ariane 5 et assurer sa compétitivité en réduisant notamment les coûts d'utilisation de la base de lancement de Kourou (Guyane) facturés à chaque tir au lanceur. Les ministres ont en outre ouvert une ligne de crédits de 547 millions d'euros pour que l'Europe développe son propre GPS (système de navigation et de localisation par satellite). Ce signe fort devrait amener les ministres des transports de l'Union, réunis en conseil en décembre, à s'engager à leur tour sur ce programme stratégique pour une somme d'environ 450 millions d'euros.

Marie S. adore quand ça vibre*.

*VIBREUR POUR APPELS ET JEUX. BZZZ !

Mobiles Sagem, objets de plaisir pour vibrer, jouer, aimer, surfer (et aussi téléphoner).

SAGEM

www.sagem.com

VOYAGES

week-ends

Destination Europe

■ De Valence à Vienne, de Chantilly à Cannes et jusqu'en Irlande, cinq invitations pour vivre quelques jours de dépaysement, de détente et de passion

FESTIFS

Dans toute l'Europe, carnivals et célébrations diverses sont autant de prétextes à escapades ludiques. A l'instar des Fallas, la fête la plus extravagante d'Espagne, qui, à Valence, voit la foule se déchaîner autour des Ninots, géants brocardant les personnalités locales, dans le vacarme des pétards et des feux d'artifice.



WEEK- ENDS

L'art de la fugue

Le week-end n'est plus le week-end. La réduction du temps de travail (RTT) l'a fait imploser. Du sens strict (samedi, dimanche), on est passé à trois, quatre, voire cinq nuits. Aussi les voyageurs préfèrent-ils parler de « court séjour ». « C'est devenu une consommation régulière de clients qui vont aussi bien à Deauville qu'à Saint-Petersbourg. En deux heures de route, ils découvrent la France ou, en deux heures d'avion, une capitale européenne, le dépaysement en plus. Et ce pour un prix moindre que s'ils allaient sur la côte méditerranéenne ou atlantique », constate Philippe Sangouard, directeur général d'EuroPauli/Visit Europe/Visit France. Passionnée par cette évolution, Godeleine Vérin, directeur général en charge de la production des tour-opérateurs du groupe Accor, rappelle : « En vingt ans, la notion de week-end a évolué, le mois d'août a volé en éclats, passant de deux ou trois semaines à une ou deux, ce qui a permis au court séjour de progresser. Après une pause pendant la guerre du Golfe, il reprend son avancée qui s'accélère depuis deux ans avec la mise en place de temps libre supplémentaire. » Les départs s'évalent au fil des

Rien ne semble devoir arrêter l'irrésistible ascension de ces escapades qui, dopées par la RTT et le TGV, ont fait voler en éclats le carcan du « samedi-dimanche »

mois et des jours, d'où un « écrêtement des saisons » qui entraîne une baisse des tarifs, les hôtels ne remplissant plus en haute saison. « C'est simple quand on l'énonce, note le directeur général, mais, pour le tour-opérateur, c'est un casse-tête en termes de négociations. »

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le court séjour va de une à moins de quatre nuits et implique un hébergement payant. Le transport vient ensuite mais n'est pas nécessairement inclus. Définition stricte battue en brèche par les faits. On part en général trois jours/deux nuits, autour du dimanche. Un allongement que l'on mesure, rappelle Jean-Pierre Mas, président d'Afat Voyages, aux pointes de réservation du TGV et à la durée moyenne de location d'une voiture.

Difficile de vendre les milieux de semaine en raison de la sacrosainte règle de l'aérien qui impose de passer sur place la nuit du samedi au dimanche. Les rôles sont bien répartis : la semaine aux hommes d'affaires, le week-end aux touristes. Ce qui assure aux avions et aux hôtels un taux de remplissage constant où tout le monde se retrouve : compagnies aériennes, réceptifs, hôteliers. Trains et charters s'emploient à casser cette habitude. Difficilement. Utilisant précisément les rotations d'un charter, la Fnac et Donatello vendent au même prix un séjour à Venise du dimanche au jeudi, soit quatre nuits, et du jeudi au dimanche, soit trois nuits. Or ce n'est pas le séjour de quatre nuits qui rallie tous les suffrages mais bien le week-end.

En fait, tout dépend de la destination (plus elle est proche, plus le séjour est court) et du mode de transport. Les échappées vont de deux à trois nuits, dans les villes européennes, à cinq nuits sur les longs courriers (New York, Pékin, Rio). Autre paramètre, le train. « Le TGV a raccourci la France », constate Philippe Gloaguen, fondateur du Guide du Routard. Ainsi du Thalys, qui diminue la durée du séjour à Bruxelles, Bruges ou Amsterdam d'une nuit. Idem pour Venise, où l'on peut arriver le matin après avoir voyagé en voiture-lit. Mais les hôteliers de la lagune, qui veillent au grain, se sont battus pour garantir un minimum de deux nuits sur place.

Le réalisme s'impose : « C'est un produit cher ramené au prix de la nuitée », juge Jean-François Rial, président de Voyageurs du monde. Aussi s'adresse-t-il à des gens disposant de revenus corrects et qui ont besoin d'une évasion forte. Ses agences ont vendu, début 2001, 400 week-ends à Stockholm (1 990 F pour 3 jours/2 nuits). Quant au week-end à Pékin (5 jours/4 nuits, petits déjeuners, en 5 étoiles, vols et transferts inclus), il a suscité, l'hiver dernier, 1 000 demandes pour 300 places disponibles, 400 ayant finalement été attribués. Idem pour Angkor, début 2001 : 5 jours/4 nuits, moins de 6 000 F. Des « coups de folie », qu'il ne réédite pas car,



MICHAUDRAPHO

CARREFOUR

Point de rencontre des cultures grecque, musulmane et occidentale, Istanbul est un festin pour qui entend explorer ses musées, ses palais, ses bazars et ses mosquées dont celle de Soliman le Magnifique (notre photo).

« vu le contexte actuel, ce serait déplacé ». Remarque pertinente de Bruno Gallois, directeur général de Marsans-Transtours : ces week-ends lointains, que proposent d'autres spécialistes, intéressent « ceux qui connaissent déjà la destination ainsi que les gens du métier ». En clair, on estime la

dépense moyenne et minimale pour un court séjour à moins de 1 000 F par personne (train ou avion, une nuit d'hôtel) pour la France, à 2 000 F pour deux nuits dans une ville européenne. Les voyageurs sont attentifs au juste coût : « 3 000 F pour trois jours à Venise, c'est aussi le prix d'une

semaine en Tunisie », avertit Jean-Pierre Mas.

« Prendre l'avion pour partir en week-end est un réflexe très parisien ou d'habitant de grande ville », estime Bruno Gallois. « Phénomène urbain, voire francilien », confirme Jean-Pierre Cosmes, directeur de Fnac-Voyages. Partent les couples,

Guides Des villes à feuilleter

Signe que les week-ends sont entrés dans les mœurs, la floraison de guides de villes publiés par les principaux éditeurs. Inaugurées par les « majors », Hachette et Gallimard, ces collections ont trouvé leur public, se multiplient, s'étoffent et bénéficient de rééditions et de mises à jour. Chaque collection a son angle, sa taille, sa reliure et son épaisseur, cette dernière étant, en quelque sorte, proportionnelle à la durée que l'on assigne au séjour. Hachette et Gallimard se taillent la part du lion avec pas moins de quatre collections différentes. Hachette ouvre le ban en 1997 avec sa collection Un grand week-end à..., immédiatement suivie par Gallimard et ses Aller & Retour.

Chez Hachette : Un grand week-end à... (20 titres à ce jour dont un Marrakech, 144 p., 55 F, 8 €), une nouvelle collection largement illustrée intitulée Panorama-

monde (premier titre : 11 occasions d'aller à Venise, 144 p., 65 F, 10 €), les inusables guides Voir, visuels et étoffés, et huit Routard dont un Week-ends autour de Paris, au sens large, puisqu'il va de la baie de Somme au nord de la Bourgogne, réédité avec succès (50 000 exemplaires vendus par an).

Même abondance chez Gallimard : Londres a, par exemple, du plus concis au plus étoffé, son Cartoville (une dizaine de doubles pages se dépliant en cartes, 49 F, 7 €), son élégant Aller & Retour (144 à 216 p., 79 F ou 89 F, 12 ou 14 €), son Spirale qui se replie totalement (208 p., 94 F, 14 €) et sa classique Encyclopédie du voyage (118 à 195 F, 18 à 30 €). Sans oublier la Bibliothèque du voyageur, pour certaines grandes villes - en Europe : Athènes, Barcelone, Berlin, Jérusalem, Lisbonne et Moscou (222 p., 175 F, 27 €).

Autrement se distingue par l'ab-

sence de visuel et la densité du texte, par l'approche intellectuelle et l'originalité des rubriques ainsi que par la variété des villes traitées : les grandes capitales mais aussi Bath, Grenade, Stockholm ou Odessa. Soit 38 villes au total (de 176 à 324 p., 89 F, 14 €). Outre ses 130 Country-Guides, le Petit Futé propose quelque 88 City-guides, aussi en ligne (www.petitfute.com), et des collections thématiques dont Night & Day (Amsterdam, Bruxelles, Prague, Londres, Madrid, Lisbonne, Montréal, New York, San Francisco, etc.) qui s'adresse d'abord aux jeunes voyageurs. Dernier titre paru, Istanbul bien & pas cher (49 F, 7,47 €).

Michelin, outre ses classiques Guides verts, s'est doté d'une collection Escapades livrant, en format poche, l'essentiel d'une destination : de Barcelone à Saint-Petersbourg, de Dublin à Vienne. Soit 23 villes (128 p., 47 F, 7 €).

Vuitton est connu pour ses City Guide reflétant un art de vivre élitiste (parmi ses 32 villes de France et d'Europe, citons Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Strasbourg, Anvers, Genève, Zurich et Varsovie, 350 F, 53 € le coffret de 8 guides) tandis qu'Arthaud ouvre une autre filière, inédite et joliment illustrée d'aquarelles, avec ses Vacances secrètes qui présentent une ville et son environnement. Ainsi, Moscou et sa région inclut les villes d'art et d'histoire, dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de la capitale russe.

Plus la ville est importante, plus son passé est riche et son présent vivant, plus sa « couverture » par l'édition est large. Aussi ne compte-t-on plus les guides sur Venise, Londres, Paris ou Prague. Dans cette abondance, chacun choisira selon ses affinités.



Escapade Bruxelloise A partir de 100 €

Trois fois capitale (du Royaume de Belgique, de la Flandre et de l'Europe), Bruxelles est une ville de contradictions, qui a le goût des mariages originaux et des unions étranges, où le classique côtoie le contemporain.

Bruxelles regorge de tant de trésors que nous vous proposons de les découvrir au gré d'une balade ou autour d'un thème : Art Nouveau, chocolat, bière, Jacques Brel, BD, ...

C'est aussi l'occasion de visiter deux expositions particulières : « Europalia » nous fait découvrir cette année les richesses de la Pologne, « Körperwelten » porte un regard nouveau sur le corps humain.

Réserver dès maintenant chez votre agent de voyages :

EuroPauli Thalys + 2 nuits à partir de 159 €

Frantour Thalys + 1 nuit à partir de 114 €

Républic Tours Thalys + 1 nuit à partir de 100 € Résa : 01.53.36.55.55

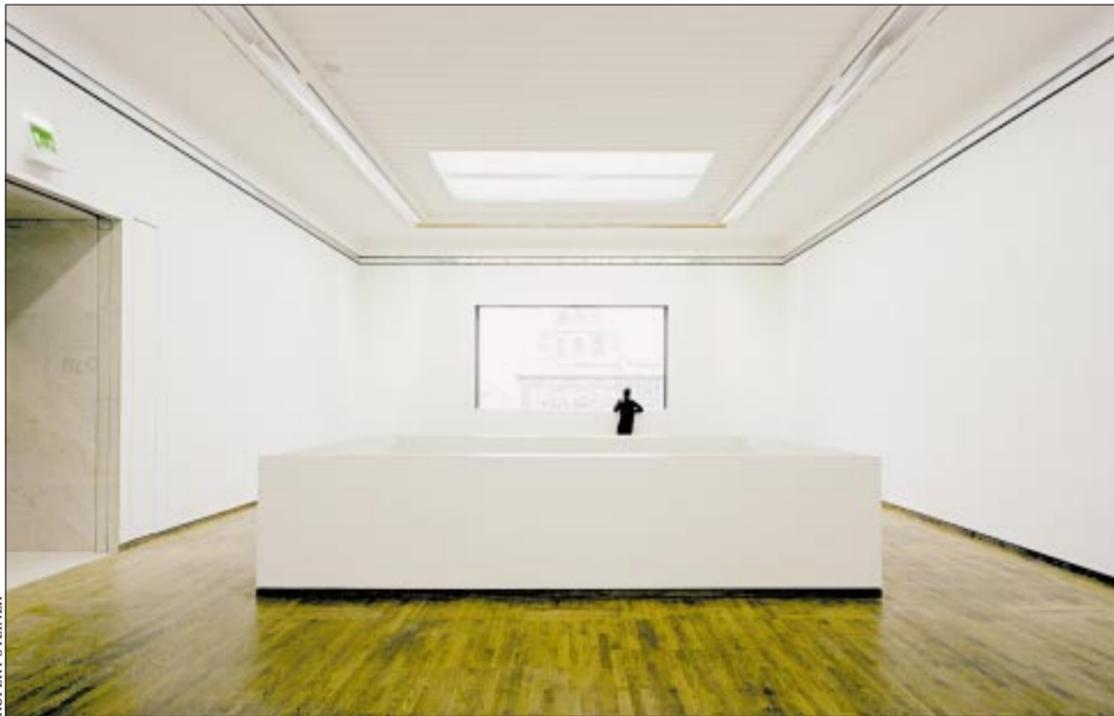
les seniors actifs et la clientèle « Bon Plan », qui saisit la promotion de dernière minute affichée dans les agences ou sur Internet. Deux fois par an semble la moyenne, d'après l'ensemble des tours opérateurs. D'ailleurs, il suffit de compter : 2 000 F par personne en moyenne pour deux nuits et petits déjeuners, vols inclus, à l'étranger ; 2 500 F si l'on ajoute repas et sorties, sans faire d'extra. Soit 5 000 F pour deux personnes, sans enfants qui plus est. Et Bruno Gallois de conclure : « Je ne connais pas beaucoup de couples qui puissent partir plusieurs fois dans l'année. »

On commence par la France, on y prend goût et l'on s'envole vers une destination européenne. Et Godeleine Vérin de citer Venise, type même de la « destination fidéliante ». On peut aussi se faire plaisir en achetant un hôtel « coup de folie ». Tels le Cucumella, une adresse de charme à Sorrente, au jardin enchanteur, le palais Jamai à Fès ou le Winter Palace à Louxor. Dans ce cas, c'est l'adresse, plus que la destination, qui est prétexte au voyage. Pour Godeleine Vérin, le week-end est un « achat plaisir » quand les vacances, obligatoires, relèvent du « programmé ».

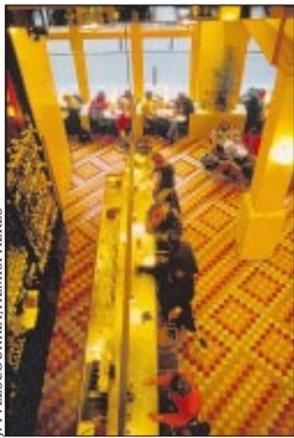
Philippe Sangouard distingue deux types de clients. Le bien informé, qui ne veut qu'une prestation minimum (avion, hôtel) et part, un guide à la main. Ses critères de sélection : les horaires, pour profiter de son temps au maximum, et un hôtel dans le centre. Son achat est impulsif, de dernière minute, le lundi pour le vendredi. Tout autre est le client de cinquante-soixante ans, dont la décision est réfléchie quinze jours ou un mois à l'avance, avec achats de prestations complémentaires. « Ceux-là montent leur week-end comme s'ils portaient une semaine. » Les premiers dépensent 2 500 F, les seconds 1 000 F de plus. Réservation impérative quand on veut le paradiso San Francisco, à côté de l'Alhambra, à Grenade, ou la Semaine sainte à Séville. Notation juste de Frédéric Battut, secrétaire général de Lastminute.com Degriffout : « Ce sont les femmes qui décident en matière de voyages, comme de budget ou de sécurité » (les vaccins des enfants par exemple). Elles se renseignent, achètent un guide et effectuent les réservations.

S'agissant des destinations, Jean-François Rial distingue trois zones : l'Europe, « fer de lance du court séjour », le monde méditerranéen (Fès et Marrakech, Jérusalem ou Le Caire), et le long courrier, « où le court séjour est en train de se démocratiser ». Mais il faut que la ville ait un « imaginaire fort », note le patron de Voyageurs. Cracovie, Gdansk ou Sibiu en Roumanie, en dépit de leur beauté et de la richesse de leur patrimoine, sont peu demandées. Curieusement, constate-t-il, les week-ends au départ de la province - New York à partir de Lyon, Le Caire depuis Marseille, Pékin au départ de Toulouse - ne convainquent pas. Au « Top Ten » de Frantour, et dans l'ordre : Paris, Venise, Londres, Amsterdam, Rome, Bruges, Florence, Prague, le Futuroscope, Nice.

« Les grandes expositions internationales font passer le niveau de fréquentation de 1 à 5 », remarque Godeleine Vérin. « Pourvu qu'il



RUPERT STEINER



J.-P. LESCOURETH/HEMISPHERES

OASIS

A Amsterdam, comme dans de nombreuses cités d'Europe, le café est la halte privilégiée pour humer l'atmosphère d'une ville.

s'agisse de peintres connus : les gens vont vers les valeurs sûres », ajoute Jean-Pierre Cosmes. « Jackson Pollock, à Londres, a connu un succès mitigé alors que Jérôme Bosch à Rotterdam marche très fort ». Encore faut-il que les villes soient d'un accès facile : « Les gens veulent arri-

On commence par la France, on y prend goût et on s'envole pour une ville européenne...

ver quasiment devant le musée », constate-t-il. En train ou en avion, l'avion + voiture n'ayant guère d'amateurs, hors de France. Cela dit, 5 % environ des personnes qui s'inscrivent en raison d'un événement précis, exposition par exemple, n'y vont pas... Ou, si la même exposition a lieu successivement dans plusieurs villes, ils iront la voir à Vienne ou Amsterdam plutôt qu'à Paris.

L'art contemporain est l'une des bottes secrètes de Jean-Alexis Pougatch, PDG de la Compagnie des Etats-Unis et du Canada, qui propose une série de week-ends sur ce thème dans huit villes du continent américain. New York et San Francisco bien sûr, Philadelphie et Miami mais aussi Las Vegas où, depuis le 7 octobre, la fondation

Guggenheim a inauguré deux musées - l'art civilisant l'empire du jeu. Ainsi que Montréal, « qui possède le second musée d'art d'Amérique du Nord, après le Metropolitan » et, pourquoi hésiter ?, Rio et Buenos Aires, ces deux dernières en six jours !

Dernière venue, la thalasso, dont Frédéric Battut analyse le succès : « Comme la croisière, elle avait une image négative. En deux jours, on la découvre, et l'on y revient pour une semaine ». Vue sous l'angle du bien-être, du retour sur soi, dans une vie de plus en plus hystérique, elle est l'un des trois thèmes de week-ends de Jet Tours, avec la gastronomie dans des Relais & châteaux et les week-ends culturels, auxquels Laurence Berman-Clément, directeur général, veut ajouter le tourisme écologique et l'aventure. Pour sa part, Marsans prône les week-ends au vert, dans des parades ou des pou-sadas proches des grandes villes, qui permettent de découvrir de très beaux endroits. Ainsi, de Lisbonne, on peut se rendre, en une heure de route, à Evora, inscrite au patrimoine mondial.

L'incidence des attentats sur les week-ends paraît minime. « Il n'y a pas de destination sinistrée, pas de zéro Egypte. Il y a des destinations que l'on vend moins », veut croire Frédéric Battut. Le sentiment général est que, dans une période perturbée comme la période actuelle, les cours séjours sont peu ou pas affectés. En revanche, il faut choisir : si l'on part davantage en week-end, ce sera au détriment des longs séjours, car les revenus n'ont pas augmenté avec les 35 heures.

Le week-end préféré de ces grands voyageurs ? Jean-François Rial est séduit par « le coucher du soleil sur l'île Eléphantine, de la terrasse de l'Old Cataract, à Assouan », Jean-Pierre Mas ne résiste pas aux saveurs et senteurs de Fès, quand Jean-Alexis Pougatch, comme Frédéric Battut, avouent leur « fascination totale pour New York ». Rome ou Venise offrent à Laurence Berman-Clément « tout ce que l'on peut rêver : un temps clément, la gastronomie, la gentillesse, le shopping et la culture ». Et Godeleine Vérin est toujours partante pour une thalasso au Sofitel Essaouira. Aux yeux du PDG de Directours, Michel-Yves Labbé, Prague est sans rivale. « Je suis un incurable romantique, s'excuse-t-il. Cela dit, vous m'envoyez à Athènes, Berlin ou Lisbonne, je prends ma brosse à dents, ma carte Visa, et je pars dans l'instant ».

Danielle Tramard

Cimaises Destination culture

Préludes à ses périple vers l'Est, deux échappées d'automne de l'Association française des amis de l'Orient (Tél. : 01-47-23-64-85), le fin du fin en matière d'art asiatique, l'AFAO étant étroitement liée au Musée Guimet. A Berlin, d'abord, du 1^{er} au 5 décembre, pour ses musées aux collections monumentales : Dalhem et Pergame, Charlottenburg mais aussi, à Potsdam, résidence d'été de Frédéric II, le Pavillon de thé chinois (5 jours, 8 900 F, 1 356 €).

Dublin, ensuite, du 7 au 9 décembre, où les miniatures turques, persanes et indiennes, les peintures chinoises, estampes japonaises et objets de laque et de jade de la collection Chester Beatty, sont présentés dans la Tour de l'Horloge du

château de Dublin. L'Irlande ne serait pas l'Irlande sans un bol d'air à la campagne : le site monastique de Glendalough et le jardin japonais du Haras national irlandais (3 jours, 5 300 F, 808 €).

La Compagnie des Etats-Unis, du Canada et de l'Amérique latine (Tél. : 01-55-35-33-52) fait découvrir l'art contemporain. Une évidence à New York, Los Angeles et Philadelphie où les galeries de renom ont pignon sur rue. Miami avait restauré son Art Deco District, quelque 800 bâtiments construits entre 1927 et 1940. Quant à Las Vegas, la Fondation Guggenheim vient d'y ouvrir deux musées : le Guggenheim Las Vegas et le Guggenheim Heritage, tous deux à l'intérieur du Venitian, l'une des dernières folies de l'hôtellerie locale. Quant au Bellagio,

autre méga-hôtel, une galerie y présente une collection privée d'impressionnistes (6 jours/4 nuits, à partir de 3 727 F, 568 € dans un Holiday Inn, de 6 533 F, 996 € au Venetian).

Pour tous ces événements, le voyageur propose de longs week-ends de 5 jours/3 nuits - soit 4 jours sur place à l'exception de l'Amérique latine (6 jours à Buenos Aires, Mexico et Rio) - jusqu'au 13 juin 2002. Avec départs garantis. Sur une base individuelle, toujours en compagnie d'un guide, et avec un d'hôtels à l'architecture ou au design significatifs - tels le Delano à Miami ou le Mondrian à Los Angeles. Un dépliant, « Rencontres avec l'art et l'histoire », présente ces propositions.

D. T.

CONTRASTE

Minimaliste à souhait, une des salles (à gauche) du Musée Léopold, une composante du nouveau Museumsquartier de Vienne. Baroquissime, en revanche, le pont Charles, à Prague (ci-dessous), orne ses parapets de statues de saints.



BERTRAND RIEGER/HEMISPHERES

Québec

l'hiver à bras ouverts

Bonjour!

Québec

N° Vert 0 800 90 77 77

www.bonjourquebec.com

APPEL GRATUIT DEPUIS LA FRANCE TOUS LES JOURS DE 15 H A 22 H SAUF A PARTIR DES MOBILES

Criss, criss... Criss, criss...
La musique des courses de Noël !

Pour savourer la magie d'un véritable Noël, quand la neige crisse sous vos pas, venez dénicher des cadeaux rares ou insolites, dans la vieille ville de Stockholm. Laissez-vous surprendre, un prochain week-end, par cette ville pleine de charme. Nord Espaces : 01 45 65 00 00.

*prix à partir de 290 € ou 1 902,28 F par personne, TTC. Valable jusqu'au 7 avril 2002.

Vol aller et retour sur SAS
+ 2 nuits dans un hôtel Scandic
+ carte "Stockholm Go There" =

290 €*



STOCKHOLM
It's there. Go there.

week-end à

VALENCE

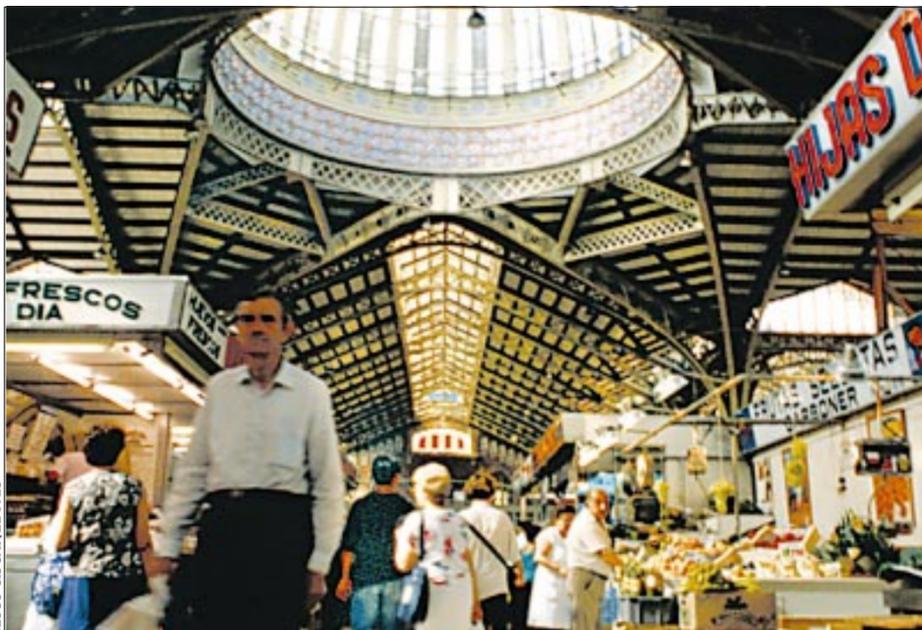
la bien-née

Chaque jeudi, sitôt que sonne le premier coup de midi au Miguelete, le clocher de la cathédrale de Valence, huit hommes ayant revêtu le blouson noir des cultivateurs de la région prennent place en demi-cercle devant la porte des Apôtres. Un comparse aux allures d'huissier les rejoint et, sur un ton déclamatoire, aligne les noms des huit canaux d'irrigation qui traversent la *huerta*, vaste plaine fertile à la lisière de la cité. S'avancent alors des plaignants au ton offensif et des accusés qui se tiennent cois. Au terme d'une brève délibération, une sentence tombe, à l'évidence irrévocable. Non, ce n'est pas du théâtre de rue, même si badauds et touristes se sont attroupés, mais la session hebdomadaire du Tribunal des eaux, instance unique au monde, au

Extravertie, exubérante, extravagante. Une ville vouée à l'opulence et qui ne regarda jamais à la dépense pour ciseler un cadre digne d'elle

décorum inchangé depuis 960 : un anachronisme si savoureux qu'on pourrait aller à Valence à seule fin d'en être témoin. Pour dire à son retour : tel jeudi de l'an de grâce 2001, 1422 de l'Hégire, j'y étais ! Façon de souscrire à l'adage invervé par Prévert - « *Les écrits s'envolent, les paroles restent* » -, nul greffier ne note la teneur des échanges et, à n'en pas douter, il faut voir là un héritage des Arabes pour qui le verbe eut de toujours prééminence

sur l'écrit. Si l'on excepte une éphémère Reconquista (de 1094 à 1099) par le légendaire El Cid Campeador, ceux-là furent en effet les maîtres de Valence cinq siècles durant. Agriculteurs, artisans et négociants hors pair, ils lui apportèrent une baraka qui allait perdurer au-delà de leur reddition, le 8 octobre 1238, face à Jacques I^{er} d'Aragon. Valence continua droit sur sa lancée jusqu'à son âge d'or, le XV^e siècle, où elle figura au premier rang des puissances méditerranéennes. Certes, elle devait connaître par la suite quelques revers, dont une crise économique en 1609, après l'expulsion par Philippe III des lointains descendants de ces mêmes Arabes qui, mués en Morisques, avaient continué d'y faire tourner les affaires. En 1865, ce fut au tour d'une épidémie d'y anéantir la sériciculture et, du même coup, l'industrie de la soie. Le salut vint alors de la *huerta*, et la culture intensive des oranges lui rendit bientôt sa prospérité.



JESUS CISCARTEL PAIS

Que cette ville ait pratiquement toujours connu l'opulence et, d'une certaine façon, se soit laissée griser par l'argent, voilà qui se constate au premier coup d'œil : véritable catalogue de merveilles, elle engage l'amateur de litotes à verser sans scrupule dans les superlatifs. Notamment devant la Lonja, l'ancienne Bourse de la soie construite entre 1483 et 1498, d'une saisissante beauté avec sa futaie de colonnes hélicoïdales évoquant une palmeraie. Des dizaines d'autres monuments attestent que les Valenciens sont gens bien nés

qui ne regardèrent jamais à la dépense et surent tout magnifier, y compris l'utilitaire ou le vil quotidien. Rien n'y est donc banal, de l'Estación del Norte (1917), gare grandiose de style *modernista* (Art nouveau), à la Poste (1922) dotée d'une somptueuse coupole, en passant par le Mercado central à l'élégante architecture de fer (1928).

Les oranges y ont meilleure mine qu'ailleurs, et l'on peut s'amuser à les pister ici et là pour vérifier que Valence ne se montra pas ingrate envers elles. On les rencontre, de fait, partout : sur les mosaïques de la gare, dans une peinture ornant l'exquise salle de réunion du conseil municipal, ou une toile de Jose Pinazo Martinez, au Musée des beaux-arts... Et puis, tout bêtement, dans les salles à manger d'hôtels où elles dévalent de vertigineux toboggans pour finir leur course dans le presse-agrumes.

Mis à part les édifices financés par l'argent public, ne dirait-on pas que chacun ici souhaite pour lui-même la plus belle des demeures ? Ainsi du marquis de Dos Aguas qui se fit construire, au XVIII^e siècle, un palais chirrugaesque à la délirante façade de marbre et d'albâtre sculptés. On lui sait gré d'avoir fait preuve d'une telle mégalomanie, mâtinée d'un goût aussi sûr ! Ainsi, plus près de nous, de Blasco Ibáñez, le puissant romancier de *La Barraca* (1898). Sur la plage de la Malvarrosa, à 3 km du centre-ville, son prétendu « chalet » d'été aux imposantes colonnes néoclassiques a tout, en réalité, d'une maison patricienne. Un faux modeste que celui-là !

Les Valenciens se portent forcément à merveille dans un cadre aussi enchanteur : pétulants, exubérants, à la différence des Castillans qui restent sur leur quant-à-soi. Ce n'est pas sans rai-

NEF
Sous l'aérienne structure de fer du Mercado central de Valence, se déploie le plus vaste (8 000 m²) marché d'Europe, rendez-vous des gourmands et des esthètes qui se délectent de ses couleurs et de ses parfums.

S'ils chérissent leur passé, ils misent aussi farouchement sur l'avenir, énumérant les réalisations d'avant-garde qui, par endroits, donnent à leur ville des allures de mutante. Parce que tout nouveau tout beau, il peut se faire qu'à votre arrivée, ils vous emmènent d'abord visiter leur prodigieuse Cité des arts et des sciences, le Centre des congrès et le Palais de la musique, trois bâtiments à l'architecture résolument futuriste. A vous ensuite d'entreprendre un parcours chronologique en commençant par les vestiges romains qui joutent la cathédrale pour finir par une longue déambulation dans le Barrio del Carmen, vieux quartier magnifique quoique passablement décati. La mairie allouant des subventions à qui restaurerait une de ses maisons, à chaque coin de rue, vous serez tenté de vous écrier : « J'achète ! »

Mirèse Akar

Carnet de route

- **Accès.** Vols quotidiens directs Paris-Valence avec Air France (tél. : 0820-820-820)
- **Hôtels.** Au centre-ville, un « 4 étoiles » classique avec un excellent restaurant, l'Astoria Palace (tél. : 00-34-963-526-737). Près du Barrio del Carmen, l'Ad Hoc (tél. : 963-919-140), un « 3 étoiles » de charme avec une table de qualité.
- **Saveurs.** Valence est le berceau de la paella qui se déguste, notamment, à La Pepica (tél. : 963-710-366). Dans le quartier d'El Palmar, El Racó de l'Olla (tél. : 961-620-172) propose une paella aux légumes.



- **Bars.** La vie nocturne est frénétique, notamment dans le Barrio del Carmen. Tirée d'un tubercule (la tufa), la *horchata*, boisson non alcoolisée, se consomme dans des horchaterias.
- **Lectures.** Le Guide vert *Espagne* (Michelin), le guide *Lonely Planet* (en anglais), *Boue et roseaux*, de Blasco Ibáñez (Ombres), *Pour qui sonne le glas*, d'Ernest Hemingway (Folio).
- **Renseignements.** Office du tourisme espagnol, 43, rue Decamps, 75016 Paris (tél. : 01-45-03-82-50, minitel 36 15 Espagne, www.espagne.infotourisme.com).

Les Valenciens se portent à merveille... Ce n'est pas pour rien que Hemingway évoqua le « brouhaha » permanent qui règne dans leur ville

son que Hemingway évoqua le « brouhaha » permanent qui règne dans leur ville. Ici, l'extraversion est comme un pari optimiste sur le répondant de l'interlocuteur, lequel ne manque jamais de répondre ! Mais c'est au cours des Fallas, la fête la plus extravagante du pays, que chacun donne sa pleine mesure. Géniale façon d'accommoder les restes, cette célébration de la Saint-Joseph - à la mi-mars - se proposait à l'origine de faire un sort aux rebuts des ateliers de charpentiers. En résultèrent les Ninots, géants histroniques qui brocardent féroce ment des personnalités locales. Avec quelque chose de tribal dans leur comportement, les Valenciens, richement costumés, se déchaînent autour d'eux à travers les rues dans un vacarme de pétards et de feux d'artifice propre à rappeler que leur ville est la capitale mondiale de la pyrotechnie. Mais la vie intérieure dans tout cela ? se risque-t-on à leur demander. La pirouette ne se fait pas attendre : « *La vie intérieure, on la garde pour soi, par définition !* »

Lisbonne

week-end 2 nuits,
hôtel 3 étoiles

2 045 F* (311,75€)

*Prix par personne au départ de Paris (25 mars dernier retour), à partir de, comprenant : le vol régulier, l'hébergement en chambre double et petit déjeuner. Taxes aéroport non incluses + 22,87 €, soit un total TTC par personne de 334,62 € (2 195F). Brochure, renseignements et réservations auprès de votre agent de voyages ou :

Donatello, Paris :
10, rue Daunou - 75002. Tél. : 01 44 58 30 81.

Donatello Lyon :
7, rue Président Carnot - 69002. Tél. : 04 72 41 26 78.

Donatello Marseille :
31, cours d'Estienne d'Orves-13001. Tél. : 04 96 11 25 80.

Donatello Nantes :
1, rue Lafayette - 44000. Tél. : 02 28 20 24 10.

www.donatello.fr

Donatello

LES VOYAGES EN LIBERTÉ

ITALIE - SICILE - ESPAGNE - CANARIES - PORTUGAL - MADERE - EUROPE CENTRALE - AUTRICHE - RUSSIE - ANGLETERRE - ECOSSE - IRLANDE - MALTE - CHYPRE - AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE - OCEAN INDIEN

MIXAGE

Sur fond de tradition, la pompe des édifices opulents de la capitale des Habsbourg, l'audace incongrue du Musée d'art moderne, bunker de basalte gris serti dans l'écrin des anciennes écuries impériales.

C'est une belle nuit d'automne, un peu venteuse, avec un ciel lavé de frais sur lequel se découpent les arêtes des monuments.

Des passants solitaires, des groupes d'amis en grande conversation, des cyclistes traversent l'immense cour presque déserte à cette heure. Et là, au milieu, sac au dos et tennis aux pieds, en silence, un très jeune couple danse la valse.

Collision poétique de la tradition et de la modernité. La scène se passe au Museumsquartier (ou MuQua), le Quartier des musées, nouvelle locomotive de la vie culturelle viennoise, qui offre pas moins de deux musées majeurs, plusieurs salles de spectacles et centres d'expositions voués à la création contemporaine, quatre cafés-restaurants, une boutique et plusieurs librairies. Un mixage de Beaubourg et d'Orsay, idéalement situé pour le touriste pressé – à deux pas du Kunsthistorisches Museum et à cinq minutes à pied de la Sécession. Difficile, quand on se promène en ville, d'échapper à son logo d'un orange criard, digne d'une station de métro post-industrielle. Il s'agit, il est vrai, de faire oublier les ors et les pompes des Habsbourg, et de signaler que, même au royaume du loden et de la Sachertorte, le XXI^e siècle est aussi arrivé à Vienne.

On reste, malgré tout, en Autriche. Et pas à l'époque de l'empereur François-Joseph qui, découvrant un matin, de ses fenêtres de la Hofburg, l'immeuble construit par Adolf Loos, sur la Michaelerplatz, fut révolté par ce minimalisme révolutionnaire (et fit tirer les rideaux pour ne plus le voir) mais se garda bien d'intervenir. De nos jours, le vrai pouvoir, à Vienne, est exercé par la *Neue Kronen Zeitung* (le Nouveau Journal de la Couronne !). Aussi populiste qu'omniprésent, ce quotidien a mené une guerre impitoyable contre tout ce que le projet du MuQua pouvait avoir de « dérangeant », surtout

Le Naschmarkt, un mélange de « bourgeoisie bohème », d'influences balkaniques, de bars à vin et de vieux cafés

pour les propriétaires riverains. La modernité cache donc son jeu – trop bien, aux yeux de tous ceux qui espèrent un vrai coup d'éclat – derrière les longues façades d'un monument classé : les écuries impériales dessinées, en 1720, par Johann Fischer von Erlach.

Il faut pénétrer par l'un des porches donnant sur le centre-ville (il y en a six au total, ouverts jour et nuit) pour découvrir les trois bâtiments greffés, non sans brutalité parfois, sur ce tissu d'un parfait classicisme. Le plus spectaculaire est le Musée d'art moderne (le MuMok), un bunker de basalte gris foncé, réceptacle de la collection Ludwig, un industriel allemand qui, après la seconde guerre mondiale, fut le plus grand mécène européen de l'art contemporain. Pop Art (ne pas rater l'amusant Mouse Museum, au dernier étage), art pauvre ou conceptuel, Fluxus, actionnisme viennois, toutes les tendances des années 1960 à 1990 y sont représentées, sans oublier les créateurs souvent méconnus d'Europe de l'Est.

Le pôle d'attraction des foules est le Musée Leopold, d'allure plus consensuelle dans son revêtement de calcaire grège, où un couple de médecins viennois a installé son impressionnante collection (plus de cinq mille objets), presque exclusivement tournée vers les artistes autrichiens de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Un ensemble d'intérêt inégal, où d'admirables autoportraits de Schiele et de Gerstl, des dessins de Klimt, des meubles et bibelots Jugendstil sont habilement mis en valeur grâce à de hautes baies vitrées, qui ouvrent sur la vieille ville baroque.

Au centre du dispositif, presque entièrement camouflée derrière le manège d'hiver (lieu idéal désormais



HEIMO AGACOSMOS

week-end à

VIENNE

une nouvelle modernité

pour les spectacles de théâtre du Festival de Vienne, au printemps, puis ceux du Festival de danse, en juillet), on trouve la Kunsthalle. Son directeur, Gerald Matt, qui a le sens du fun et de la fête, invite photographes africains et vidéastes américains, artistes cubains, iraniens ou coréens, toutes les pépites d'une culture de masse vivante et intelligente. Un cosmopolitisme ludique déjà établi, depuis quinze ans, sous la houlette de Peter Noever, au Musée des arts appliqués, le MAK, l'un des lieux les plus stimulants à Vienne – et doté de surcroît d'un restaurant très agréable –, qui a lancé, avec ses « MAKNites », la tradition des longues soirées (le mardi) assorties de défilés de mode mais aussi l'usage d'un sabir « germananglais » souvent indigeste, où l'on ne parle que d'*events*, de *design-showcases* et de *catwalk-cocktails*. Carrefour prometteur pour les uns, vaste supermarché pour les autres, le MuQua s'adosse aux nouveaux réseaux de la création contemporaine, abonnés à *Art Press* et au *Falter*, l'hebdomadaire culturel publié le mercredi. Hormis quelques galeries prestigieuses, dans la Dorotheergasse, ceux-ci ont émigré au sud du premier arrondissement, jusqu'au boulevard de ceinture, le Gürtel interlope. Les amateurs de musique électronique (un genre où excellent les jeunes DJ's autrichiens) y ont ouvert, sous les arcades du métro aérien, les premières boîtes spécialisées, le Rhiz, le Chelsea et le B72, concurrencées depuis par le vrombissant Flex, planté au bord du canal du Danube, ou encore par le Gasometer, installé dans les anciennes usines à gaz.

Les branchés se bousculent également à l'Académie des beaux-arts (pour y écouter des professeurs iconoclastes, tel le philosophe allemand Peter Sloterdijk), fréquentent les expositions avant-gardistes de la Sécession ou des galeries du palais Eschenbach, tout près du MuQua. Ils se retrouvent naturellement le samedi pour faire leurs courses au Naschmarkt, le grand marché de la Wienzeile, mélange toujours appétissant de « Schicki-Micki » (la version viennoise de la « bourgeoisie bohème ») et d'influences balkaniques, de bars à vin et de vieux cafés, où l'on peut déguster des sushi, du dönerkebab et des cochonnailles, goûter du vinaigre de sureau et respirer, avant Noël, l'odeur des pâtisseries à la cannelle.

Mais l'endroit le plus à la mode, c'est le quartier du Freihaus, qui commence juste à l'est de Naschmarkt. Au long de la Schleifmühlgasse se multiplient, depuis deux ans, galeries, boutiques, restaurants et cafés d'artistes. « *Tout ça s'est développé de façon très organique, sur la base d'initiatives privées, à l'opposé d'un projet comme le MuQua* », explique le plasticien Marco Lulic. Et d'ajouter : « *C'est incroyable le nombre de directeurs de musées, de collectionneurs ou de commissaires d'expo que l'on croise maintenant dans cette rue. Espérons que les spéculateurs immobiliers ne leur emboîteront pas trop vite le pas !* »

de notre correspondante,
Joëlle Stolz

Carnet de route

● **Accès.** De Paris et de province avec Austrian Airlines et Air France. Forfaits « séjour + avion » dans les agences, les brochures de spécialistes comme Austro Pauli, Donatello et Autriche Plus (tél. : 01-44-58-95-50).
● **Hôtels.** L'élégant Triest (tél. : 00-43-1-589-18-84 et www.dastriest.at), décoré par Terence Conran. Derrière le MuQua, l'hôtel Viennart (tél. : 43-1-523-13-45) célèbre le mobilier design. Proche du MuQua, l'hôtel Tyrol

« résistance » artistique au gouvernement de droite. Le dernier chic : se restaurer dans un haut lieu culturel : au Vestibül, au Burgtheater (tél. : 532-49-99), au Maestro, dans le décor Jugendstil du Konzerthaus (sur réservation, au 242-00-740) ou au MAK. En face de ce dernier, le café Prückl (avec le Museum), le centre de la scène intello-branchée. A deux pas, Plachutta, le temple du pot-au-feu à la viennoise. Dans la Schleifmühlgasse, Anzengruber est connu pour ses Wiener Schnitzel (cuisine jusqu'à 23 heures). Au 13, le Kafe Bar fait revivre, grâce à Marco Lulic, les anciens locaux du Trabant, premier bar d'artistes du quartier. Au coin de la Margaretenstrasse, le Point of Sale, et un peu plus loin à droite, le cinéma Schikaneder, spécialisé dans les films en VO. Très fréquenté, le bar attenant, avec DJ's et soirées littéraires. Plus haut encore dans la Schleifmühlgasse, côte à côte, quatre galeries d'art, en face de Preggenzer, temple du loden moelleux.

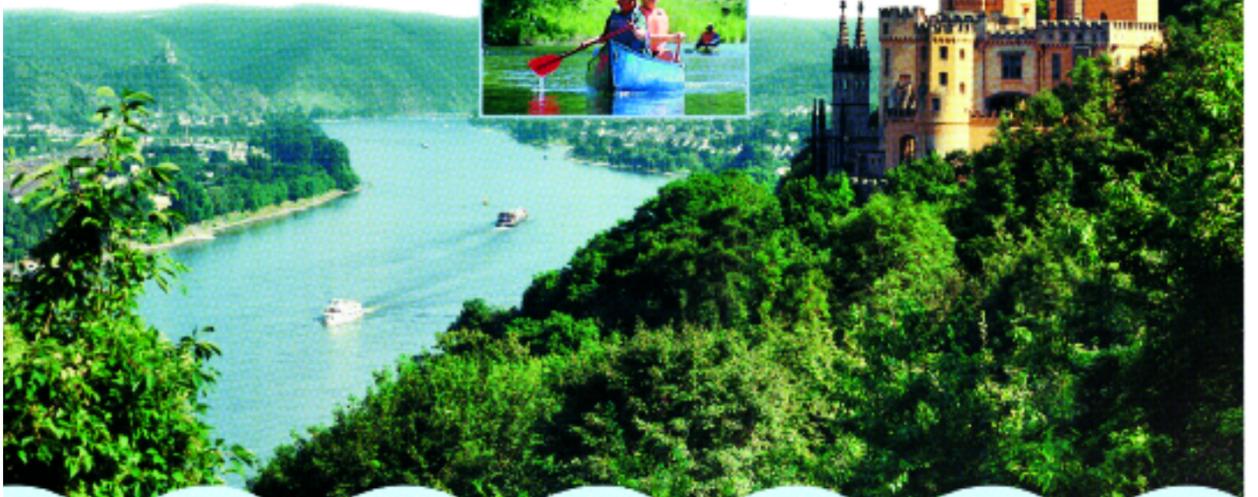
● **Renseignements.** Auprès de la Maison de l'Autriche (tél. : 01-53-83-95-20 et 3615 autriche) et d'Autriche Pro France (tél. : 0825-062-063 et www.autriche.com), qui propose, dans trois hôtels viennois, des forfaits de 3 jours.



(tél. : 43-1-587-54-15, www.hotel-tyrol-vienna.com), très coloré.

● **Cafés-restaurants.** Au sein du MuQua, le MuMok (ambiance froide et décalée) et le chaleureux Una (ambiance Topkapi), conçu par deux jeunes architectes français. A deux pas, au 10 de la Burggasse, das Möbel assoit ses clients sur des meubles que l'on peut acheter. Derrière le MuQua, le Depot (Breite Gasse 3) est le QG de la

200 ans de Romantisme sur le Rhin –
Succombez à l'enchantement
des fleuves allemands!



Partez sur les traces de Victor Hugo, d'Heinrich Heine et de tous les romantiques qui s'inspirèrent du Rhin et furent la source de l'engouement pour les fleuves et rivières allemands.

2002 commémorera cet anniversaire en d'innombrables événements le long du Rhin. Des croisières fluviales jusqu'aux marchés médiévaux et tournois de chevalerie, en passant par des fêtes et des concerts historiques.

Mais chaque fleuve et chaque rivière possède son âme, et vous pouvez être sûrs que le Danube, le Neckar, la Moselle, l'Elbe ou la Weser vous procureront d'inoubliables sensations, quelle que soit la saison.

Nous sommes impatients de vous dévoiler la magie de l'Allemagne. Demandez nos brochures et les programmes des voyageurs.

L'Allemagne si proche et pourtant si différente...



Office National Allemand
du Tourisme
47, avenue de l'Opéra
75002 Paris
Tél : 01 40 20 01 88,
Fax : 01 40 20 17 00
Email : gntopar@d-2-t.com

www.germany-tourism.de



week-end en

IRLANDE

leçon de cuisine

Serait-ce le paradis, ce vert bocage, ce vieux verger de pommes, ces champs où paissent de noirs moutons ? Ici, dans cette propriété voisine de Shanagarry, au sud-est de l'Irlande, tout a un autre goût. Pur, intact. Les artichauts, chinois et de Jérusalem, feraient fondre les plus endurcis. Tout comme les choux, les fèves et les betteraves naines. Et puis, dans la serre de verre, il y a les tomates, toutes les tomates : les yellow oken, énormes ; les polen, d'origine russe, petites, jaunes et sucrées ; les tomates mexicaines et encore une trentaine d'autres espèces... Les aubergines font aussi carré à part, chacune dans son coin : ici les black beauty à la robe violette ; là les kermis, toutes rondes, et les jim, longues et fines, comme en tenue de soirée... Quant aux œufs,

A Ballymaloe Cookery School, apprendre est un régal. Du début à la fin. De « A » comme « amuse-bouches », à « V » comme « violette ». Avec, en chef inspirée, Darina Allen, la grande prêtresse des lieux

ils sont magnifiques, sans doute parce que les trois cents poules qui vivent là trottent, picorent et s'ébattent librement.

« A Kionoith, explique Darina Allen, la maîtresse des lieux, tout vient de la terre et y retourne, naturellement. » Ni engrais ni pesticides, juste du compost, du fumier, de la tourbe et des algues. La nature se débrouille très bien toute seule, répète souvent Darina à ses étudiants. Kionoith (cinquante hectares environ) n'est pas seulement une ferme modèle. Elle abrite également une école de cuisine de renom - Ballymaloe Cookery School -, entièrement privée. Cuisiniers du dimanche ou futurs maîtres queux, l'on y vient de tous les coins du monde pour s'initier, l'espace de quelques jours ou de quelques mois, à l'art des mets. « Notre succès ? », interroge Tim, l'époux de Darina. La philosophie de la maison et l'excellence des cours. » Il faut ajouter aussi le charisme de Darina. Cuisinière émérite, madame Allen est en même temps une businesswoman accomplie : treize livres à son actif et autant de best-sellers, des émissions télévisées vendues au Japon et aux Etats-Unis, et toute une chaîne d'entreprises familiales (usine de conserves, restaurants, boutiques de meubles et d'artisanat).

Dans les cinq cuisines, où opèrent cinquante-six élèves et dix professeurs, dont le couple Allen, s'étage tout ce qu'il faut pour une cuisine sans faute. Des graines de moutarde, de la cardamome et des baies de genièvre, des huiles d'olive italiennes, des vinaigres balsamiques et même du vin de riz chinois Shaoshing, pour répondre à l'air du temps.

Pantalon à carreaux et toque blanche de rigueur, les élèves s'affairent. Il s'agit de restituer l'enseignement de la veille : canapés aux crevettes, moussaka, gâteau moussé au chocolat et pain brun. Midi trente. Fin des travaux pratiques. Dans la salle à manger, telle une communauté monastique, tout le monde s'assied et remplit son office : l'une s'occupe des hôtes extérieurs, l'autre des cruches à eau ; une autre encore dispose les plats sur la desserte. Dehors, dans le jardin, un rayon de soleil automnal caresse la verrière. Tout est tentant : le petit verger, juste à côté ; le labyrinthe celtique, un peu plus loin ; l'étang et le jardin d'herbes, où dorment des violettes, que des petites mains dociles cristalliseront ensuite, pour orner un gâteau.

Quand sonne l'heure de la leçon, dans la salle de démonstration, tout est fin prêt : les écrans

REFLETS.

Née sur une île, entre deux bras de la rivière Lee, Cork a oublié que, jusqu'au XVIII^e siècle, la plupart de ses rues étaient des canaux.

vidéo, la caméra, la grande prêtresse Darina et ses deux aides cuisinières. Les élèves regardent, fascinés. En moins de trois heures, le tour est joué : les hors-d'œuvre, l'italienne et les toasts à la tapenade sont dressés, les filets de cabillaud levés et la tarte au citron nappée de meringue. Tout a l'air si easy, si enfantin, avec elle. Et tout est si joliment choisi : les façiences

Tout est tentant : le petit verger, l'étang et le jardin d'herbes, où dorment des violettes que de petites mains dociles utiliseront pour orner un gâteau

anglais, rose et bleu lavande, de chez Meadows and Byrne, à Cork. Les saladiers en bois australien, les cruches en terre cuite façonnées par des potiers locaux. Aucune faute de goût ? Non, vraiment. La leçon est parfaite, et le décor aussi.

Seule ombre au tableau : les prix, flamboyants ! « Mais, tem-

père une professeur stagiaire américaine, c'est tellement mieux que dans les écoles d'Etat, c'est vraiment fou ce que j'ai appris ici. » Puis elle retourne à ses fourneaux, ses mûres, ses champignons et ses fleurs de violette : sa grande œuvre d'un jour, sa vocation...

Thérèse Rocher

★ Ballymaloe est à 35 km de Cork, desservi, de Paris, par des vols quotidiens d'Aer Lingus (tél. : 01-55-38-38-55), à partir de 136 € HT (862 F). Hébergement en guest house ou, à 3 km de l'école, à Ballymaloe House (tél. : 00-353-21-4652-531), gentilhomme de charme : environ 67 € (86 €, 564 F) la nuit en chambre double et petit déjeuner. Stages thématiques (fabrication du pain, pâtisserie, cuisine thaï et vietnamienne, etc.) à partir de 138 € (175 €, 1 148 F) la journée. Impératif : comprendre l'anglais. Renseignements auprès de l'école (tél. : 00-353-21-4646-785 et www.cookingisfun.ie) et de l'office du tourisme irlandais (tél. : 01-70-20-00-20 et www.ireland-tourisme.fr).



week-end à

CANNES

les coulisses d'un chef

Iest des cuisiniers alchimistes, capables de transformer la plus vulgaire salicorne en plat princier. Des toqués de cuisine sachant inventer sur-le-champ de subtils péchés capitaux : légumes d'été glacés à la marjolaine, raviolis de crustacés aux pousses de salade et herbes potagères... Bref, des maîtres queux amoureux fous de verdure. Christian Willer, qui règne depuis seize ans sur les cuisines de l'Hôtel Martinez, à Cannes, est de ceux-là. « J'ai toujours été intéressé par les légumes, même lorsqu'ils n'étaient pas à la mode », confie-t-il. Autre passion de cet « Alsacien méditerranéen » : le

poisson et, de façon générale, tous les produits locaux de saison.

Il faut lui emboîter le pas au marché Forville de Cannes pour comprendre son style : une perfection sans ostentation, mêlant classicisme et innovation. Première escale, apéritive, à la brasserie Forville où l'attendent des amis : « Ici, précise-t-il, c'est notre QG, on aime bien s'y retrouver le dimanche matin. » La conversation va, à bâtons repus. Il y a là Marcel, le pêcheur, qui réserve pour son ami Christian les poissons les plus beaux. Et, bien sûr, Jacqueline, la patronne, lèvres coquelicot et pull angora, coiffée comme un

EVASION

Publicités

Sultanat d'Oman

Pour Ceux Qui Parcourent Le Monde

PROMOTION EXCEPTIONNELLE
5 jours Paris-Paris
1067€ (7000 F)
2 participants minimum

SINDBAD VOYAGES

Pour tout renseignement contactez Sindbad Voyages
50 rue Servan 75011 Paris
info@sindbad-voyages.com
www.sindbad-voyages.com
tél 01 43 38 19 94 fax 01 43 38 93 56

Gulf Air 23 rue Vernet 75008 Paris
resa@gulfair.fr / www.gulfair.fr
tél 01 49 52 41 41 fax 01 49 52 03 15

CUBA

Nous saurons vous rendre amoureux de la Grande Ile

Programmes à thèmes, circuits à la carte, séjours balnéaires

Pour plus d'informations, brochure sur demande "CUBA TROPICAL"

Tél. : 01 41 16 92 65 / Fax : 01 41 16 92 12
info@cubatropical.com

HAUTES-ALPES

Votre Séjour en QUEYRAS dans des Logis de France
Plus haute commune 2040 m.
Site classé, chalets du XVIII^e
Piscine, tennis, bainé, jeux d'enfant

300 jours de soleil par AN

ST-VERAN Hôtel BEAUREGARD**
☎ 04.92.45.86.86
Site : www.hotelbeauregard.fr
1/2 Pension à partir de 39 €

ARVIEUX Hôtel*** et Résidence dans ferme Traditionnelle et mobiliers anciens
Pied des pistes, Piscine, Hammam

La FERME de l'IZOARD***
A partir de 45 € en 1/2 Pens., 392 € en Résidence
☎ 04.92.46.89.00. Site : www.laferme.fr

Compagnie Italienne de Tourisme

PROMOTION ROME
Du 8 Nov. au 20 Déc. 2001 (dernier retour)
4 nuits (Dimanche/Jeu) ou 3 nuits (Jeu/Dimanche)

380 € TTC (2 492,64 F TTC)
(au départ de Paris en hôtel 4*)

Vol spécial Paris/Rome/Paris + transferts aller/retour centre ville + logement en hôtel 4* base chambre double et petit-déjeuner.

Rens. et Inscript. n° Azur 08 10 00 70 70 ou dans toutes les agences de voyages
www.citvoyages.com - Email : citvd@citvoyages.com

directours

Voyager mieux. Dépenser moins.

WEEK-END LISBONNE 3J/2N
SHERATON LISBONNE 5*

334 € TTC (2190,90 Fttc)

Prix à partir de. Vol régulier départ Paris.
2 nuits en logement seul.
NUITS SUPPLEMENTAIRES POSSIBLES.
Départ province : nous consulter.
Valable jusqu'au 31/03/02 (hors périodes des fêtes).

www.directours.com
3615 Directours (2.21 €/mi) et 01.45.62.62.62 - AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

SKI DE FOND & RAQUETTES
Promenades et détente - Haut-Jura (3h Paris TGV)

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIII^e. Grand confort, ambiance conviviale.
Table d'hôte, produits maison et régionaux, chambre avec salle de bains + wc. Tarifs selon période : tout compris (pension complète + vin au repas, moniteur et matériel de ski...).

☎ 03.81.38.12.51 - LE CRÊT L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE

Ressourcez-vous, marchez !
Madère, Mauritanie, Mali, Vietnam, Brésil, Ardèche remise en forme....

NOMADE Aventure

... plus de 200 randonnées à prix malins dans les îles, les montagnes et les déserts

visionnez nos diaporamas www.nomade-aventure.com | Brochure gratuite 01 46 33 71 71

NOUVELLES FRONTIÈRES
nouvelles-frontieres.fr

les premiers prix

SEVILLE 172 € 1 128, 25 F

VENISE	153 € 1 003,61 F	PRIX TTC TOUTES TAXES ET REDEVANCES COMPRIS PAYABLES EN FRANCE, SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS SOUS RESERVE DE DISPONIBILITE VOLS ALLER RETOUR DEPART DE PARIS A CERTAINES DATES
PORTO	169 € 1 108,57 F	
MALTE	205 € 1 344,71 F	
TUNIS	207 € 1 357,83 F	
ISTANBUL	246 € 1 613,65 F	
VARADERO	598 € 3 922,62 F	
NAIROBI	725 € 4 755,69 F	

c'est l'affaire d'un coup de fil
☎ N° Indigo 0 825 000 825
0.98 FTTIC/MN

week-end à

CHANTILLY

la crème du golf

Resort? Beau casse-tête pour les traducteurs que ce concept, chichement illustré, il est vrai, dans l'Hexagone alors qu'il fait florès outre-Atlantique, outre-Manche et outre-Pyrénées. Disons, en résumé, qu'il s'agit d'un centre de villégiature où le client trouve tout ce qu'il lui faut pour se distraire, en vase clos. Un lieu où se loger, se restaurer, se détendre et s'adonner, sur place, à son sport préféré.

Que demande le peuple? « *Du pain et des jeux* », affirmait, un brin méprisant, Juvénal. N'en déplaise au poète latin, le golfeur en quête de week-end n'en demande guère plus. D'où la satisfaction de celui qui, seul ou accompagné, découvre, dans l'Oise, à 40 km au nord de Paris, le Dolce Chantilly, dernière acquisition du groupe Dolce International également à la barre du très beau resort golfique de Frégate, près de Bandol (Var).

Dirigé par un tandem de choc (Philippe Attia pour l'hôtel, Jean Da Canal pour le golf, deux « produits » du Club Med), le lieu ne manque pas d'atouts avec ses 202 chambres et suites spacieuses et bien équipées (certaines avec terrasse et vue sur le golf), ses deux restaurants (L'Etoile et le gastronomique Carmontelle, fier de sa toque au Gault

Au royaume du cheval, un parcours séduisant et machiavélique, alliant « jardin à la française » et links bucoliques. Avec, en prime, hôtel et table de qualité

et Millau), son bar cosy, son centre de remise en forme (avec sauna, hammam et jacuzzi) doté d'appareils sophistiqués et flanqué d'une piscine couverte et chauffée (double, à la belle saison, d'une piscine extérieure), et, accessible de l'hôtel même, un moderne et séduisant club house où un bar-restaurant, le Swing, accueille les joueurs à l'heure du « 19^e trou » et leur offre une restauration appropriée. Sans oublier un centre de conférences de belle facture (à 20 minutes de Roissy), gage pour l'établissement d'un taux d'occupation hebdomadaire satisfaisant.

Côté golf, à noter un original practice aquatique avec, une fois n'est pas coutume, la possibilité d'expédier, en toute impunité, des balles au quatre coins d'une vaste pièce

d'eau où des bouées blanches délimitent toutefois les cibles à atteindre. De quoi effacer quelque peu l'appréhension que tout golfeur moyen éprouve dès qu'il se trouve confronté à un obstacle d'eau. Des obstacles qui, sous forme de canaux, bordent ou traversent ici les quatre trous qui, côte à côte, s'alignent devant la sobre silhouette d'un hôtel dont la façade s'agrément d'une élégante véranda. Une sorte de golf à la française qui, au-delà d'un chemin communal, déploie le reste de ses trous sur un sol sablonneux (gage d'un excellent drainage), dans le décor spacieux d'un links bucolique encadré de frondaisons. Avec, dans les prés alentour, la fine fleur de cette race équine à laquelle Chantilly, ville voisine et princière, voue une véritable religion.

Décor pastoral qui inviterait à la sérénité si le parcours (un par 73 de 6 209 m), à première vue débonnaire et bienveillant, ne se révélait rapidement un petit chef-d'œuvre de machiavélisme, ses architectes, Robin Nelson et Thierry Huau, ayant utilisé toutes les ressources de leur art pour durcir des trous qui, relativement plats et apparemment



DAVID LEVELLÉ

RÉCOMPENSE

Pour qui achève les 18 trous du Dolce Chantilly, la vision du pimpant club-house et de son bar accueillant ainsi que celle de la véranda qui prolonge le restaurant de l'hôtel sont la promesse d'un « après-golf » convivial et savoureux.

faciles, n'hésitent pas, par exemple, à vous confronter à d'inédites ruptures de fairways et, plus classiquement, à des greens aussi défendus que tourmentés. De quoi rappeler les plus présomptueux à la modestie qui sied au golfeur. Resterà le souve-

nir d'une belle et tonique balade, que les plus affamés pourront prolonger sur les parcours voisins de Chantilly, d'Apremont et du Raray. Sans oublier, une fois ses clubs remis, Chantilly et sa région avec le château des princes de Condé, son parc et le Musée Condé, les grandes écuries et le Musée vivant du cheval, Senlis et Ermenonville, la Mer de sable et Astérix.

Patrick Francès

★ Accès via l'A1 (sortie 8 Senlis, Chantilly) et la RN 330 en direction de Creil puis d'Apremont et de

Vineuil-Saint-Firmin. Fermé du 22 décembre au 2 janvier. Jusqu'au 15 décembre, forfait « golf » comprenant une nuit en chambre double, le petit-déjeuner buffet et un green-fee : 750 F (114 €) par personne et moitié prix pour un moins de douze ans partageant la chambre de ses parents. L'an prochain, un forfait associera golf et gastronomie pour 1 080 F (165 €) par personne avec un green-fee et le dîner, boissons comprises. Renseignements au 03-44-58-47-85 ou 77. Sur Internet, www.dolce.com. Office de tourisme de Chantilly (tél. : 03-44-67-37-37) et www.chantilly-tourisme.com.



dimanche. Deuxième escale à la Boucherie agricole, tenue par Moïse Constantin. Ses veaux viennent, pour la plupart, de sa ferme normande. Quant à ses bœufs... « *Regardez-moi ça, c'est un siementhal, nourri en Bavière avec du fourrage et du marc de houblon* ». Le pèlerinage se poursuit sous la halle. « *Je vous en mets combien, des langoustes ?* », interroge Fernande. Tout est beau : les cigales, les rougets, les loups de mer et l'espadon. Tout à côté, voici les maraîchers ; beaucoup viennent d'Opio, dans le moyen pays : « *Ça, explique Christian Willer, c'est de la riquette, de la salade sauvage, à ne pas confondre avec la roquette, cultivée. Ces courgettes, on les appelle "violon", rien à voir avec les trompettes. Les trompettes, vous les coupez et vous les faites revenir à l'huile d'olive, avec de l'ail et du citron, c'est un régal...* »

Sublimes aussi, les artichauts barigoule, au ventre violet, dignes de figurer dans une toile de Chardin. La promenade gourmande s'achève dans la cave d'affinage des Ceneri, fromagers de père en fils, connus de tous les établissements chics de la côte. Ici, on ne plaisante pas avec les pâtes fleuries : les camemberts, les bries, les chaources qui patientent de huit à quinze jours dans une cave à 12° C. Les pâtes lavées (livarot,

pont-l'évêque, reblochon) sont maintenues, elles, dans une pièce plus froide, de 8 à 10° C.

De quoi mettre en appétit. Justement, il est 13 heures. Dans les cuisines de La Palme d'or, le restaurant gastronomique du Martinez (2 étoiles et 17 sur 20 au Gault-Millau), c'est le coup de feu. Et « *une côte de veau de lait en croûte aux algues marines!* », et « *une poitrine de pigeonneau, mousseline d'amande!* », lancent les serveurs. Assis à l'écart des fourneaux, à la très charmante table d'hôte, on savoure champagne et amuse-bouches à la crème de cèpes et crostini de cailles. Suivra le menu du marché, que l'on dégustera lentement, conscient du privilège : langouste aux fleurs de courgette et à la pomme tapi, acidulée, risotto aux oronges (de sublimes amanites), rouget galinette, confiture minute de fruits rouges et noirs, glace turbinée au miel de lavande... Et puis, à la fin, arrive l'exquise et ravissante petite madeleine anisée. Elle ne vient pas du château de Combray ni de la tante de Proust, mais elle est de famille. « *C'est ma grand-mère qui m'en a inspiré la recette* », confie Christian Willer. Et soudain, comme un écho du temps perdu, reviennent nos propres souvenirs d'enfance : les bonbons à l'anis de Berck, dans leurs grands pots de verre ; la bouteille d'amourette trônant sur le buffet d'un « vieux » ; les navettes anisées du Four de la rue Sainte, à Marseille.

Thérèse Rocher

★ Programmée par Visit France, cette escapade gourmande inclut les vols Paris-Nice A-R, deux nuits au Martinez en chambre double avec petit déjeuner ainsi que la visite du marché avec Christian Willer et le menu dégustation à la table d'hôte. A partir de 620 € (4 067 F). Renseignements au 01-42-86-97-04 et dans les agences de voyages.

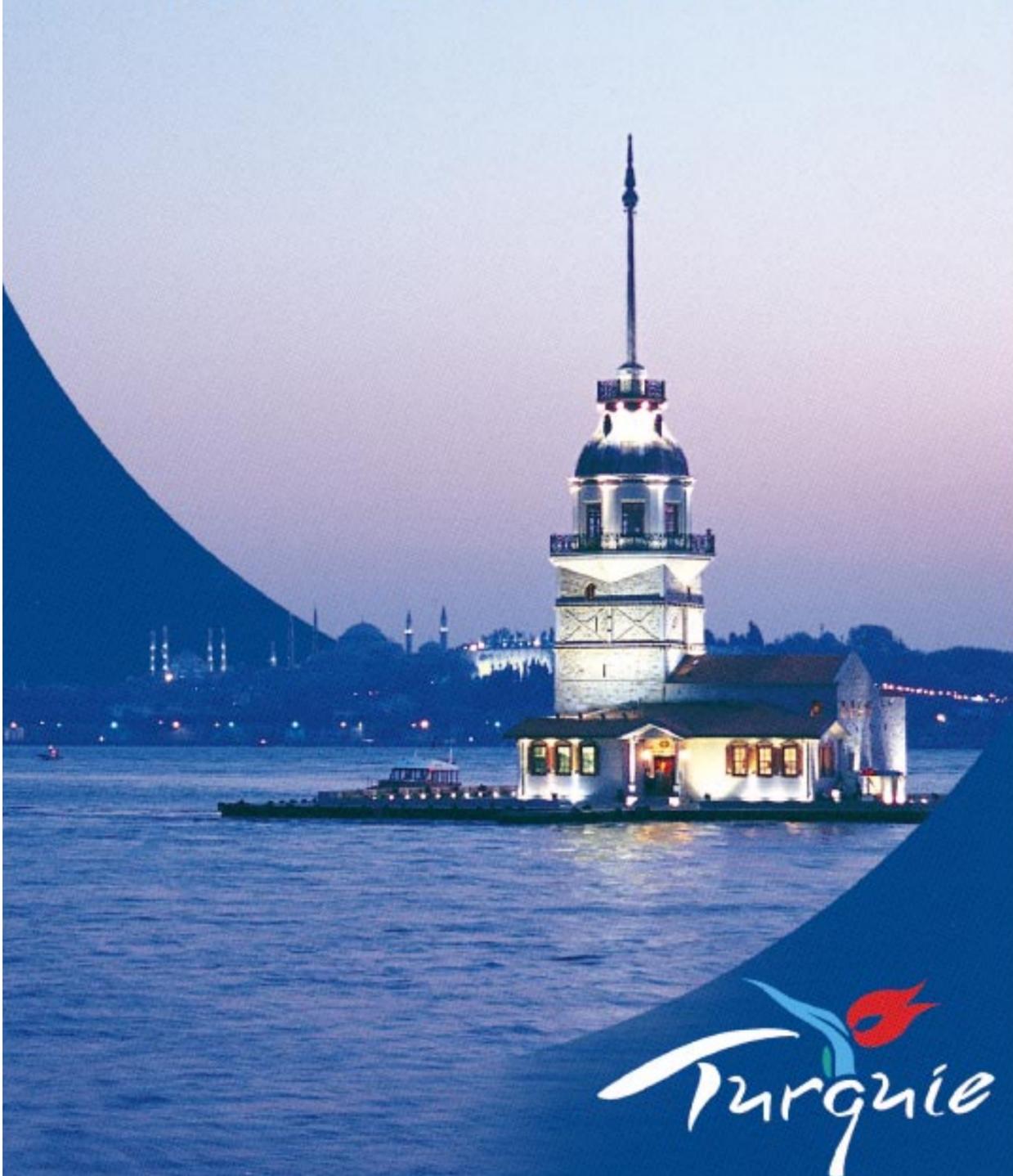
Filières gourmandes

- **Original.** Implantée à Guebetschwihr en Alsace, La Bicyclette gourmande (tél. : 03-89-49-28-67 et www.bicyclettégourmande.com) propose de découvrir les grandes tables françaises (Bourgogne, Normandie, Provence) et européennes (Suisse et Italie), dans le cadre de randonnées à vélo ou à pied.
- **Bretagne.** La Maison de la Bretagne (tél. : 01-53-63-11-53 et www.brittanytourism.com) rassemble dans sa brochure « Formules Bretagne » un choix d'escapades gourmandes à prix très doux.
- **Agences.** La brochure

« Week-ends et séjours » de Visit France (tél. : 01-42-86-97-04 et dans les agences) quadrille l'Hexagone avec, entre autres, un week-end Bocuse à Lyon et un séjour à Aups, au pays des truffes. Voir aussi « Partir en France » de Selectour ainsi que la sélection des Relais et Châteaux établie par Jet Tour dans sa brochure « week-ends ».

● **Régions.** Les comités régionaux du tourisme (CRT) fourmillent d'idées à l'image de celui de Franche-Comté qui propose un itinéraire jurassien autour des vins et des fromages locaux (www.franche-comte.org).

Vivez au rythme de la vie à Istanbul.



Service d'Information de Turquie-102, Champs-Élysées 75008 Paris - Tel.: 01 45 62 78 68 - Fax: 01 45 63 81 05
Internet: www.turquie.infotourisme.com • e-mail: turquie@alphacom.net.com

BONNES FILIÈRES

Des clés pour s'échapper

L'expertise d'un voyageur fiable est tout ce dont on a besoin pour partir en week-end. Il a sélectionné un hôtel du centre-ville ou un établissement de charme, négocié les tarifs auprès des hôteliers et des compagnies aériennes, et propose donc des tarifs inférieurs à ceux que l'on pourrait obtenir par soi-même. Il a, éventuellement, acquis les entrées à l'exposition ou les places d'opéra souhaitées, voire un pass métro-musées. Le tout afin de gagner un temps d'autant plus précieux que le séjour est court. Il publie, enfin, une brochure récapitulant modalités, thème, durée et prix pour chaque destination.

■ FRANCE

L'Hexagone a les faveurs de certains. Ceux-là, une fois leur ville ou leur région choisie, pourront préparer leur séjour en contactant la Fédération nationale des comités départementaux du tourisme (CDT) (tél. : 01-44-11-10-20 et www.fncdt.net) afin d'obtenir l'annuaire de tous les CDT. Pour réserver et acheter forfaits et séjours, s'adresser à la Fédération Loisirs Accueil France (tél. : 01-44-11-10-44).

Depuis septembre, les Relais et Châteaux (tél. : 0-825-825-180 et www.relaischateaux.com) se sont associés à Hertz pour proposer des « Forfaits liberté », soit une nuit en chambre double, petits déjeuners et dîners hors boissons, à choisir dans une liste de plus de 60 établissements français, ainsi que la location d'un véhicule pendant deux jours, de type Renault Mégane (à partir de 2 558 F, 390 €, pour 2 personnes). D'après Régis Bulot, président de la chaîne, cela répond à une attente : « 45 % seulement des Parisiens ont une voiture et préfèrent en louer une pour s'échapper. »

Visit France (tél. : 0-826-802-202) décline 113 villes et villages en régions et trois thèmes : saveurs du terroir, séjours en famille et séjours prestige dans des châteaux-hôtels, grandes étapes françaises notamment. Transport et durée modulables. Voyageurs en France (tél. : 01-40-15-11-15 et www.vdm.com) affine encore sa sélection des merveilles françaises, qu'il s'agisse d'escapades urbaines, à deux ou en famille, en hébergement de charme, voire exclusif. Témoin, à Calvi, La Villa, camaïeu de teintes douces et de tissus précieux dans un cadre enchanteur

(4 jours, vols inclus, 590 €) ou, à Biarritz, l'Hôtel du Palais (3 jours, 479 €). Quant à la Corse, Ollandini Voyages (01-42-46-05-55) en fait son miel.

■ EUROPE

C'est le domaine de prédilection des généralistes : AFAT Voyages (05-61-12-61-61), Directours (tél. : 01-45-62-62-62 et www.directours.com), Euro Pauli (01-58-64-50-50), FRAM (01-42-86-55-55), Frantour (0-825-01-23-45 et www.accortra-vel.com), Jet Tours (01-40-43-90-00), Kuoni (0-820-05-15-15), Republic Tour (01-53-36-55-50) et Visit Europe (0-826-802-802). Très prisées, les grandes expositions sont l'affaire de Fnac-Voyages (0-825-09-06-06 et www.fnac.com), les escapades culturelles mobilisent Arts & Vie (01-40-43-20-04) et Clio (01-53-68-82-82). Dans le Sud, l'Italie a les faveurs de Cit Evasion (0-810-00-70-70) et agences de voyages), l'Espagne et le Portugal, celles de Marsans (0-825-031-031) et de Donatello (01-44-58-30-81), qui leur adjoint le Royaume-Uni et l'Irlande mais aussi Europe centrale, Autriche et Russie, toujours sous l'angle du charme, Merilia (01-42-12-96-60) se réservant Malte.



ANGES

Sur le Tibre, à Rome, le pont Saint-Ange déroule sa procession d'anges du Bernin en direction de l'imposante forteresse du château éponyme sur lequel se dresse la statue de l'archange Michel.

■ RÉSIDENCES

Les résidences de tourisme proposent des échappées de quelques jours. Les principales : Center Parcs (0-825-802-804 et www.centerparcs.com) et Pierre & Vacances (0-825-820-820 et www.pierreetvacances.com).

Center Parcs Retour aux sources

Le court séjour est né aux Pays-Bas en 1968. Le Hollandais Piet Derksen, un précurseur, anticipe le désir qui est le nôtre aujourd'hui de couper l'année, sans attendre le mois d'août, par de courts séjours, à proximité de sa résidence principale, et dans un environnement naturel assorti d'une attraction que Gérard Brémont, fondateur et PDG du groupe Pierre & Vacances, nomme le « fantôme du lagon ». Il leur donne un nom européen : Center Parcs. Soit un paradis aquatique tropical à 29° constants, avec piscine à vagues, rivière extérieure, soleil et chaleur garantis douze mois sur douze. L'expérience est étendue à la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, puis l'Allemagne. Au total, treize domaines résidentiels de loisirs en Europe.

En mars 2001, Gérard Brémont

rachète, à hauteur de 50 %, dix Center Parcs du continent, dont les deux français. Le premier, le domaine des Bois-Francis, en Normandie, à 135 kilomètres de Paris, sur 31 hectares ; le second, les Hauts de Bruyère, en Sologne, sur 110 hectares, soit la superficie de la principauté de Monaco. Leur taux d'occupation est de 93 % sur l'année, preuve qu'ils répondent à une véritable attente. On vient se ressourcer en famille ou entre amis, le week-end ou en milieu de semaine, dans ces cottages épars dans la forêt, autour de plusieurs lacs, se reposer, pratiquer un sport, faire une cure express à Aqua Sana, le spa, tandis que les enfants s'adonnent à la nouvelle coqueluche : marcher dans les arbres. Autrement dit : Center Parcs ou la « maison de campagne sans les soucis ».

Bon plan L'Hexagone à prix doux

tel est l'intitulé d'une opération qui, depuis 1988, accorde, dans 42 villes françaises, deux nuits d'hôtel pour le prix d'une ainsi que des tarifs préférentiels sur une sélection d'activités culturelles ou de loisirs. Ce bon plan permet, notamment, de fêter la Saint-Nicolas à Nancy, de participer à la Quinzaine du livre de mer, du 15 au 31 décembre, à Rochefort ou de s'enchanter de la rétrospective Berthe Morisot au Palais des beaux-arts, à Lille, du 8 mars au 9 juin 2002. Forfait avantageux puisqu'il s'applique sur le prix affiché de la chambre,

pour une arrivée le vendredi ou le samedi. Petit déjeuner et taxe de séjour sont à la charge du visiteur. D'Aix-en-Provence à Versailles, en passant par Carcassonne, Fécamp, Gap, Montbéliard, Saintes, Saint-Germain-en-Laye ou Trouville, la liste des établissements participants (de 1 à 4 étoiles), leurs prix et des suggestions de week-ends figurent dans la brochure de présentation, disponible sur demande au 03-20-68-50-31 et sur le site www.bon-week-end-en-villes.com.

Danielle Tramard



La vraie richesse de la Suisse.

Ce qu'il y a de plus précieux en Suisse est entièrement gratuit : ce sont ses paysages naturels de montagne. Des vacances d'hiver pour tous les goûts et tous les budgets vous y attendent. Vous aimez la contemplation des cimes, les randonnées dans la neige, les descentes à ski ou en snowboard ? Quelles que soient vos préférences, vous rentrerez chez vous riche de merveilleux souvenirs. Informations et réservations* auprès de Suisse Tourisme : www.MySwitzerland.com, ou numéro gratuit 00800 100 200 33. **Enfin les vacances. A vous la Suisse.**



ARTS ET VIE

&

Loisirs

Le carnet des Week-Ends, Escapades Violon d'Ingres

- Expos européennes, nouveaux lieux, nouveaux musées, visites insolites et cosmopolites.

paraît tous les 3 mois.

- En supplément aux brochures voyages.

Découvrez-le !

GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE :

PAR COURRIER : ARTS ET VIE,
39, rue des Favorites, 75738 Paris cedex 15

PAR SERVEUR VOCAL : 01 40 43 20 27

SUR INTERNET : www.artsvie.com

ASSOCIATION CULTURELLE DE VOYAGES ET DE LOISIRS
AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DU TOURISME N° AG 075950028
BUREAUX À PARIS, GRENOBLE, LYON, MARSEILLE ET NICE